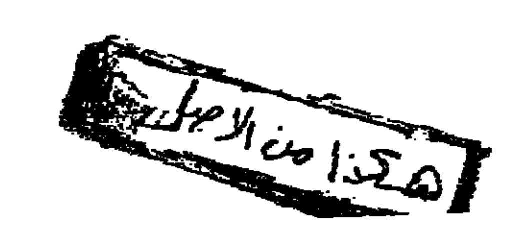
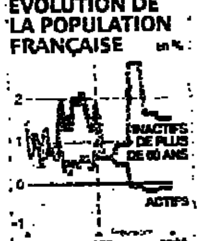


LE MONDE ÉCONOMIE

■ Gouverner, c'est aussi prévoir
■ Immobilier : 2 pages d'annonces



Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 16503 – 7,50 F
MARDI 17 FÉVRIER 1998
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



PARROT-SYGMA

■ Algérie : le récit de Daniel Cohn-Bendit

De retour d'Algérie, où il a participé à la mission du Parlement européen, Daniel Cohn-Bendit livre en exclusivité au *Monde* son carnet de notes, au jour le jour. Coups de foudre et coups de colère : récit de quatre journées orageuses. p. 11

■ L'Indonésie dans la tourmente

Emeutes, premiers morts sous les tirs des soldats, baisse continue de la roupie : le régime Suharto traverse sa plus grave crise depuis trente ans. p. 3
et notre éditorial p. 14

■ L'AMI en débat

Les représentants des 29 pays membres de l'OCDE discutent pendant deux jours à Paris de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), de plus en plus contesté. p. 30

■ Irak : le dossier des armes

Le Monde reprend l'analyse des rapports de l'ONU, aux conclusions ambiguës, sur les armements interdits que posséderait encore le régime de Saddam Hussein. p. 2

■ Emotion à Nagano



R. SPRICH/REUTER/MAXPPP

Malgré une chute spectaculaire en descente, le skieur autrichien Hermann Maier a remporté la médaille d'or dans le super-G. p. 20 et 21

■ Pub virtuelle

Aucune des deux tentatives de publicité virtuelle du week-end dernier n'a pu aboutir, faute d'entente sur la maîtrise des droits de publicité. p. 17

■ Voyage à Shanghaï

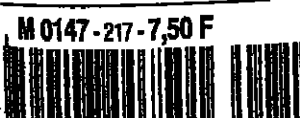
La métropole la plus peuplée de Chine renoue avec la vieille Europe et s'américanise avec frénésie. p. 23

■ Pianistes au Louvre

Le Louvre présente d'inestimables films d'archives des grands pianistes du passé : la technique n'a pas progressé depuis 1945. p. 25

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 217 - 7,50 F



La campagne des élections régionales

● Selon un sondage Sofres pour « Le Monde » et TF1, la gauche (43 %) devance nettement la droite (32 %) ● Le Front national est crédité de 16 % des intentions de vote ● Chaque jour, jusqu'au 14 mars, « Le Monde » dresse le portrait d'une des vingt-deux régions

A UN MOIS des élections régionales du 15 mars, les intentions de vote des Français sont très encourageantes pour la gauche. Selon un sondage de la Sofres pour *Le Monde* et TF 1 – qui organise un débat contradictoire, lundi 16 février après le journal télévisé –, 43 % des personnes interrogées se déclarent prêtes à voter pour les listes de la majorité « plurielle », qui confirmerait ainsi son score du premier tour des élections législatives de 1997. A l'inverse, la droite ne semble pas remise de son échec : elle est créditée de 32 % des intentions de vote, en retrait de plus de 3 points par rapport au score de l'ensemble de ses candidats il y a huit mois.

Quant au Front national, il paraît en mesure, avec 16 % des intentions de vote, de consolider son implantation, même si une très large majorité de Français et, notamment, d'électeurs de droite, récusent toute alliance entre les listes RPR-UDF et l'extrême droite. Toutefois, deux Français sur cinq seulement (42 %) se disent intéressés par les élections régionales. En outre, parmi les personnes interrogées qui ont exprimé une intention de vote, à peine plus de la moitié (53 %) se déclarent tout à fait certaines d'aller voter.



En Corse, la droite se présente en ordre dispersé, avec quatre listes, aux élections territoriales. La demande d'unité et de renouvellement exprimée par les manifestations du 11 février n'a pas eu d'effet au sein de la droite insulaire.

A l'occasion des élections régionales, *Le Monde* publie, à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 14 mars, une page consacrée aux 22 régions de l'hexagone et aux DOM. De quel avenir chacune d'entre elles dispose-t-elle dans un espace dont l'échelle est désormais européenne et mondialisée ? Chaque jour, une région décline ses atouts. Aujourd'hui, la Provence-Alpes-Côte d'Azur et le dynamisme de ses flux migratoires.

Lire pages 5, 6 et 10

Des tribus indiennes sur le sentier de la guerre des eaux minérales

AUTREFOIS, sur le continent nord-américain, lorsque la soif menaçait leurs tribus, les sorciers indiens connaissaient les danses qui provoquaient la pluie. Aujourd'hui, l'eau de source des réserves indiennes est peut-être en passe de provoquer une pluie... de dollars. Depuis quelques mois, une société baptisée Indian Wells Water Company (IWWC), cotée en Bourse au Nasdaq, a entrepris de fédérer plusieurs tribus indiennes pour exploiter les eaux de source de leurs réserves sous une marque commune : Indian Wells.

IWWC a conclu, en 1997, des accords avec quatre tribus : les Narragansett de Rhode Island, la tribu de l'île Squaxin dans l'Etat de Washington, la Pala Band des Indiens Mission de Californie du Sud et la Poarch Band des Creeks d'Alabama. Un cinquième accord vient d'être signé, le 9 février, avec la « bande » des Mille Lacs des Indiens Ojibwe, qui va construire et exploiter une usine d'embouteillage sur ses terres du Minnesota du Nord. *« Chaque tribu sera l'actionnaire majoritaire de l'usine d'embouteillage implantée sur ses terres »*, précise-t-on chez IWWC. Pour s'assurer la fidélité de ses fournisseurs-embouteilleurs, IWWC est prête à ouvrir son capital aux tribus qui le souhaitent. La commission économique des Ojibwe des Mille Lacs a ainsi approuvé le principe d'achats d'actions préférentielles d'IWWC.

Le « grand sorcier » qui a eu l'idée de créer Indian Wells s'appelle James Stevens. Epaulé par Brian McCarthy, un contre-amiral en retraite de l'US Navy, cet ancien dirigeant de Coca-Cola Enterprises et de Suntory Water Group, les deux plus grands embouteilleurs des Etats-Unis, applique les méthodes développées par The Coca-Cola Company, qui délègue à ses embouteilleurs le soin de produire et de distribuer ses boissons pour mieux se consacrer au développement de sa marque. Désormais en mesure d'approvisionner une bonne moitié du territoire des Etats-Unis, Indian Wells se fait fort de devenir, lorsque les usines d'embouteillage seront opérationnelles, *« la première marque américaine d'eau en bouteille »*.

Avec son côté « politiquement correct », Indian Wells parviendra-t-elle à faire son trou, face aux géants Danone et Nestlé ? Ces derniers se livrent, avec leurs marques respectives, Evian, Volvic pour l'un, Perrier, Vittel pour l'autre, un duel sans merci pour la domination du marché, quasi émergent, de l'eau en bouteille aux Etats-Unis. Mais, outre-Atlantique, la législation sur les eaux minérales est moins rigide qu'en France ou en Europe. L'attachement d'une marque à une source n'est ni une obligation ni un argument de vente.

Dans la course planétaire qu'ils ont engagée, Danone et Nestlé ont récemment franchi un pas vers la banalisation du produit, en choisissant de mettre leur propre nom sur des bouteilles. L'eau qui remplit celles de la petite dernière du groupe français, la Dannon Water, provient de plusieurs sources, au Canada, en Amérique du Sud, bientôt en Asie. Nestlé, lui, envisage la voie de l'eau de synthèse, reconstituée en laboratoire et dont la formule changerait selon les pays et les goûts des consommateurs. Nestlé a bien tenté d'utiliser Perrier comme marque générique, mais le Grand Sachem de Vevey a dû battre en retraite lorsque la tribu des Cévenols de Vergèze a déterré la hache de guerre pour protéger sa petite source...

Pascal Galinier

POINT DE VUE

Clinton : pur, mais pas tout de suite

par Norman Mailer

A la fin des années 30 circulaient toutes sortes de blagues salaces à propos de Franklin D. Roosevelt et d'Eleanor. Mais elles se diffusaient sous le manteau. Après tout, c'était l'époque des bandes dessinées pornos de huit pages qui mettaient en scène Popeye et son membre taille King Kong, ou Olive Oyl en train de s'envoyer en l'air. Aujourd'hui, dans les années Clinton, les blagues sont sur Internet ou nous arrivent par e-mail. Quelle est la différence entre Clinton et le *Titanic* ? Réponse : sur le *Titanic*, deux cent quarante femmes seulement se sont agenouillées. Quel est le nouveau jeu à la Maison Blanche ? C'est : *« Gobe le président. »* Monica Lewinsky a dit à une amie : *« On peut dire que j'ai bien gagné mes genouillères présidentielles. »*

L'Amérique avait l'humeur presque gaie. Un brin nauséeuse, mais gaie. Comme dans une descente trop rapide sur un manège de foire. Encore une fois, l'esprit américain s'investissait dans un domaine à propos duquel peu de gens étaient informés, mais où les ignorants étaient certains d'en avoir pour leur argent. Si Clinton devait démissionner, alors nous connaîtrions une nouvelle ère des médias. Tout compte fait, l'ancienne commençait à devenir ennuyeuse.

A Cape Code, région très exposée aux vents et aux marées, une expression locale dit : *« Si tu n'aimes pas le temps qu'il fait, attends dix minutes. »* Il en est de même des années Clinton. Clinton sur le point de partir. Clinton de retour. Très vraisemblablement, il restera. Dans un premier temps, il était une pustule éclatée sur le drapeau américain.

Lire la suite page 13

Norman Mailer *est écrivain. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Fanchita et François Maspero.*

Ecstasy : deux enquêtes révèlent la progression de la consommation

L'OBSERVATOIRE français des drogues et des toxicomanies rend publiques deux enquêtes inquiétantes sur la consommation d'ecstasy à Paris, Lille et Bordeaux. En l'absence de données définitives sur la prévalence de cette drogue de synthèse (MDMA) – le nombre de consommateurs est évalué à plusieurs centaines de milliers –, ces enquêtes de terrain étudient pour la première fois leurs rituels et leurs modes de vie. Les adeptes de l'ecstasy se recrutent bien au-delà du mouvement techno et des rave-parties. Contre toute attente, les chercheurs ont mis en évidence des usages réguliers, voire même solitaires, très souvent en association avec d'autres substances, licites ou illicites. De nombreuses complications psychiques et physiques leur ont été signalées.

Lire page 8

Plaidoyer pour le capital humain

ARIE DE GEUS, professeur à la London Business School, vient de recevoir un McKinsey Award pour *« The Living Company »*, un article de la *Harvard Business Review* sur les entreprises multicentenaires. L'auteur y affirme que le principal capital d'une entreprise est le capital humain. Son étude souligne que les sociétés ayant traversé les siècles ont toujours su valoriser conjointement capital humain et capital financier. En distinguant cet article, le jury des McKinsey Awards récompense une approche qui se dresse contre la « pensée unique » managériale du moment : la recherche quasi-exclusive du rendement financier pour l'actionnaire.

Lire page 15

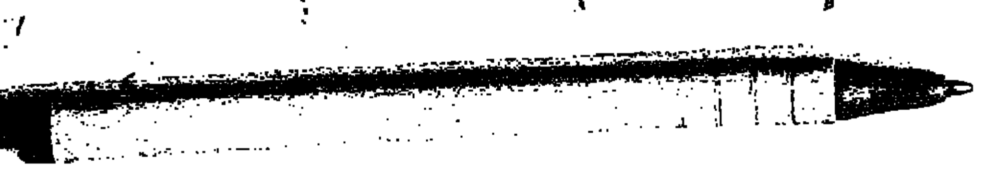
L'ascension du football africain



ISSA HAYATOU

PRÉSIDENT de la Confédération africaine de football depuis dix ans, le Camerounais Issa Hayatou est l'artisan de la reconnaissance du continent au plus haut niveau du jeu. Dans un entretien accordé au *Monde* à l'occasion de la Coupe d'Afrique des nations, il affirme qu'il est désormais *« temps pour l'Afrique d'accueillir la Coupe du monde »*.

Lire page 22



CRISE En attendant une possible visite à Bagdad du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, les mises en garde se sont multipliées contre l'effet boomerang que pourraient avoir au Proche-Orient d'éventuelles frappes militaires contre l'Irak. ● L'ADMINISTRATION américaine, pour qui une mission de M. Annan ne peut être qu'une sorte d'ultimatum lancé à Bagdad afin qu'il respecte les résolutions des Nations unies, s'emploie à convaincre l'opinion du bien-fondé de frappes militaires et à la préparer à la perspective de victimes américaines et irakiennes. ● L'Unscom, la commission de l'ONU chargée de désarmer l'Irak, estime dans son dernier rapport pouvoir tirer des conclusions à peu près claires pour ce qui concerne l'armement balistique et nucléaire de l'Irak. De grosses incertitudes existent néanmoins dans le domaine biologique.

Les pays arabes s'efforcent d'empêcher l'usage de la force en Irak

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, est prié de toutes parts de conduire une mission de la dernière chance à Bagdad. L'administration Clinton commence à préparer l'opinion à un éventuel recours à la force

LE SCEPTICISME se fait de plus en plus grand, y compris aux Etats-Unis, quant à l'efficacité de frappes militaires contre l'Irak, tandis que se multiplient les appels pour une mission de la dernière chance à Bagdad du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, pour régler la crise qui oppose l'Irak aux Nations unies.

L'équipe d'experts dépêchée samedi 14 février sur place par M. Annan a commencé à dresser la carte des sites dits présidentiels interdits aux inspecteurs en désarmement. C'est sur la base des travaux de cette équipe, du mandat que lui conféreront les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et de l'attitude de l'Irak, que M. Annan prendra sa décision. Le gouvernement irakien, qui s'est dit prêt à faire preuve de *« flexibilité »*, l'a officiellement invité samedi.

Pour le président égyptien Hosni Moubarak, une visite de M. Annan est le *« dernier espoir »* d'une solution pacifique du conflit. Dans un entretien publié lundi 16 février par le *Financial Times*, M. Moubarak *« espère »* que le secrétaire général de l'ONU *« a un peu de mou pour négocier »*. Le président égyptien s'inquiète des conséquences possibles au Proche-Orient d'un éventuel recours à la force contre Bagdad. L'opinion publique a vu les Etats-Unis imposer des sanctions à l'Irak, à la Libye, à l'Iran et au Soudan, mais ne *« rien faire en faveur du processus de paix au Moyen-Orient »*, explique-t-il.

« HUMILIATION ET INDIGNATION »

Abondant dans le même sens dans un entretien à l'hebdomadaire américain *Newsweek*, le prince héritier jordanien critique les Etats-Unis, dont la politique, estime-t-il, repose sur des *« intérêts matériels : le pétrole, les ventes d'armes et l'avantage qualitatif des relations stratégiques avec Israël (...) au lieu de chercher à comprendre l'importance fondamentale d'un nouveau code de conduite »*.

« Si l'Irak est bombardé, et qu'il se fragmente, nous pourrions nous trouver confrontés à de petits groupes de fanatiques déterminés, peut-être en possession d'armes de destruction massive », avertit le prince, selon lequel il existe dans le monde arabe *« un profond sentiment d'humiliation et d'indignation »*. *« L'impression est très nette que l'application des résolutions de l'ONU se fait selon deux poids, deux mesures »*, ajoute-t-il, soulignant que *« la menace de la force devrait être brandie comme l'on agite un bâton, sans que l'on doive systématiquement s'en servir pour frapper les Irakiens »*.

Hubert Védrine, le ministre français des affaires étrangères, qui doit recevoir mardi à Paris son homologue irakien, Mohamad Saïd El Sahaf, s'interroge lui aussi sur l'efficacité d'un recours à la force. *« Est-ce qu'une action militaire réglerait complètement le problème des armes de destruction massive ? Que devient la suite des contrôles qui ont donné de bons résultats jusqu'ici ? »*, s'est demandé M. Védrine dans un entretien à Radio-J.

A son avis, certaines conditions doivent être réunies pour qu'une mission de M. Annan à Bagdad ait quelque chance de succès. *« S'il y a un blocage irakien complet sur tous les plans, il n'aura pas de chance d'obtenir un résultat. » « Par ailleurs,* a ajouté M. Védrine, *il faut que les cinq membres permanents soient d'accord entre eux pour définir le cadre des orientations, mais il ne faut pas non plus l'enfermer dans une sorte de mandat ultra détaillé, il faut qu'il ait une marge pour apprécier sur place. »*

USINES AU SOUDAN

Aux Etats-Unis, un rapport préliminaire du groupe de travail de la Chambre des représentants sur le terrorisme et les armes non conventionnelles, cité par l'hebdomadaire *US News and World Report*, indique qu'*« aucun bombardement de l'Irak, ni même une occupation du pays ne pourrait porter un coup fatal au programme de développement et de production d'armes de destruction massive »*, parce que ces programmes sont menés principalement au Soudan, en Libye et en Algérie. D'après ce rapport, l'Irak aurait transféré des armes chimiques et 400 missiles Scud au Yémen et au Soudan à l'été 1991. Il aurait aussi envoyé au Soudan des composants d'armes, des documents et du matériel, dont 12,375 kg d'uranium 235 hautement enrichi. Le matériel nucléaire aurait pour l'essentiel été transféré du Soudan vers l'Algérie.

Toujours d'après le rapport, en 1995, l'Irak et le Soudan auraient conjointement construit une usine de fabrication de gaz « moutarde » près de Wau, dans le sud-ouest du Soudan et auraient bâti des usines de production d'armes chimiques plus sophistiquées dans les régions de Kafuri et de Mayu, près de Khartoum. Au début de cette année, une dizaine de scientifiques irakiens se seraient rendus en Libye pour aider à la mise sur pied d'un programme de développement d'armes biologiques.

Bagdad a formellement démenti ces informations que l'ambassadeur d'Algérie aux Etats-Unis a qualifiées d'*« allégations fantaisistes et calomnieuses »* et à propos desquelles un responsable de la Maison Blanche a affirmé ne disposer d'*« aucune information crédible »*.

En Grande-Bretagne, dans une lettre publiée lundi par le *Daily Telegraph*, trois anciens hauts responsables militaires, les généraux Michael Rose et Hugh Beach, ainsi que l'amiral James Eberlé, ont prévenu le gouvernement de Tony Blair contre *« l'effet boomerang »* que pourrait avoir une attaque contre Bagdad, et dénoncé le *« scandale des armes vendues à l'Irak »*.

L'Irak a prévenu dimanche qu'une éventuelle attaque militaire *« détruirait pratiquement le système »* de surveillance de son armement *« qui repose sur les moyens de communication, des caméras et des détecteurs »*. *« Je m'inquiéterais si j'étais à la place »* de Richard Butler, le chef de la commission chargée de désarmer l'Irak, a fait valoir le général Amer El Saadi, conseiller du président Saddam Hussein. – *(AFP, Reuters.)*

Washington prépare l'opinion américaine à la perspective des frappes

WASHINGTON
de notre correspondant

Les préparatifs d'une intervention militaire contre l'Irak entrent cette semaine dans une phase cruciale, sur le plan moins logistique (le dispositif aéronaval du golfe Persique est pratiquement au complet) que psychologique. Les principaux responsables de l'administration Clinton intensifient leurs efforts pour convaincre l'opinion américaine du bien-fondé d'un recours à la force et la préparer à la perspective de victimes à la fois américaines et irakiennes. Bill Clinton devrait se rendre mardi 17 février au Pentagone pour s'informer de la programmation des « frappes militaires ». Il s'adressera ensuite à ses concitoyens.

Le lendemain, Madeleine Albright, secrétaire d'Etat, William Cohen, secrétaire à la défense, et Samuel Berger, conseiller présidentiel pour la sécurité nationale, participeront à un débat avec la population locale de Colombus (Ohio), sur les enjeux de la crise irakienne. Bien qu'une large majorité d'Américains soient déjà convaincus de la nécessité de faire respecter la volonté de la communauté internationale et de faire disparaître la menace des armes de destruction massive irakiennes, cette pédagogie officielle est plus incertaine que lors de précédentes épreuves de force avec Saddam Hussein.

L'administration n'a pas levé l'ambiguïté sur ses objectifs. C'est pour cette raison que républicains et démocrates, tout en étant favorables au principe d'une intervention, ne se sont pas mis d'accord sur le texte d'une résolution parlementaire manifestant leur soutien à l'option militaire. M. Berger a souligné que les Etats-Unis n'hésiteront pas à frapper de nouveau si Saddam Hussein fait mine de reconstituer son potentiel militaire après de premières « frappes », et Thomas Pickering, sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires politiques, a précisé que Washington se réserve le droit de poursuivre ses *« efforts militaires pour atteindre* [ses] *objectifs »*, ce qui laisse présager des frappes successives. En revanche, aucun responsable n'a dissipé le flou officiel s'agissant du *« jour d'après »* : que se passera-t-il si, après avoir subi une vague de bombardements massifs, le président irakien confirme son intransigeance, voire expulse tous les représentants des Nations unies ?

C'est parce que l'administration a conscience des aléas d'une opération militaire limitée à des bombardements aériens qu'elle continue de privilégier une solution pacifique, tout en ne lui accordant désormais qu'un faible crédit. La mission que le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, pourrait effectuer à Bagdad dans les prochains jours est considérée comme celle de la dernière chance.

Tout en encourageant ces efforts, l'administration se place dans une logique de guerre. Le général Henry Shelton, chef d'état-major interarmes, a souligné que des pertes américaines sont probables : *« La vérité est que la guerre est une chose "sale" : nous allons perdre des gens, et cela pèse lourd »* (dans la prise de décisions). S'agissant des victimes civiles (le fameux euphémisme des *« dégâts collatéraux »*), M. Berger a rappelé qu'il s'agit d'une conséquence inévitable – environ 1 500 Irakiens, soldats et civils, pourraient être tués –, même si le Pentagone, en choisissant les cibles, s'est efforcé de les *« minimiser »*.

Laurent Zecchini

M. Santer déplore l'intransigeance de M. Nétanyahou

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

D'une tournée au Proche-Orient où il s'est efforcé de *« redynamiser »* le partenariat euro-méditerranéen et d'impliquer davantage l'Union dans un processus de paix en déconfiture, le président de la Commission européenne est revenu critique à l'égard d'Israël et pessimiste quant aux possibilités de changer le cours des choses.

Jacques Santer a fait part à Benyamin Nétanyahou, le premier ministre israélien, de la perplexité des Européens qui dépensent des sommes considérables pour conforter le processus de paix, sans parvenir pour autant à l'objectif poursuivi, à savoir l'amélioration du niveau de vie des Palestiniens. Principal responsable de cette situation, déjà dénoncé dans une « communication » adoptée par la Commission voici quelques semaines : le blocage quasi-permanent des territoires occupés, ainsi que les autres obstacles dressés par les Israéliens au développement économique.

Le président Santer dit ainsi sa *« surprise »* en constatant que l'aéroport de Gaza, financé par l'Union (65 millions d'écus), était achevé mais que le feu vert n'était pas donné pour son entrée en service. *« Comme demandé, nous avons accepté de prendre en charge les équipements de sécurité dans le terminal, mais chaque fois qu'un problème est réglé, les Israéliens en soulèvent un autre et c'est la même chose pour le port, lui aussi financé par l'Europe »*, observe-t-il.

M. Nétanyahou a été d'accord pour admettre qu'une Palestine plus prospère signifierait une Palestine plus paisible. *« Mais il tient un langage contradictoire, dans la mesure où les Palestiniens ne peuvent pas valoriser leur potentiel économique et que, du coup, nos propres efforts n'ont pas d'effets concrets »*, regrette M. Santer. Certes, M. Nétanyahou propose de créer une zone industrielle à Gaza. Mais, les Palestiniens sont hésitants, craignant *« à juste titre »*, commente M. Santer, que le bouclage de l'enclave ne décourage les investisseurs. *« La situation économique et sociale des Palestiniens devient difficile et, à terme, explosive »*, résume le président de la Commission.

S'agissant du blocage du processus de paix, M. Santer relève les demandes contradictoires d'Israël : *« Ils réclament plus d'efforts en matière de sécurité, mais ne les autorisent pas à augmenter leur nombre de policiers. »* L'Europe pourra-t-elle jouer un rôle accru dans les négociations politiques, comme le souhaitent l'ensemble des dirigeants arabes rencontrés ? M. Nétanyahou s'est dit d'accord pour se concerter davantage avec Miguel Angel Moratinos, l'envoyé spécial de l'UE dans la région. Mais apparemment sans grande conviction.

Dans sa communication de janvier, la Commission indiquait que, faute de meilleurs résultats, elle pourrait être conduite à *« réévaluer »* son aide : une manière indirecte de menacer soit de la réduire, soit d'essayer de contourner les Israéliens. Mais M. Santer est pessimiste quant à la marge réelle de manœuvre dont disposent les Européens. Les Israéliens lui ont dit sans détour qu'une telle évolution ne les affecterait en rien, qu'elle pénaliserait les seuls Palestiniens.

Philippe Lemaître

L'état des armes biologiques irakiennes reste difficile à estimer

QUE SAIT-ON aujourd'hui du désarmement irakien, enjeu du bras de fer qui oppose Bagdad à Washington ? Parallèlement à la crise des « sites » présidentiels et aux « révélations » souvent controversées (*Le Monde* du 14 février), les inspecteurs de la Commission spéciale des Nations unies (Unscom) chargée de cette tâche, et à laquelle sont associés des experts français du Centre d'études du Bouchet (Essonne), préparent pour avril la cinquième édition de leur rapport censé mettre à jour leur estimation de l'arsenal irakien de destruction massive. Ils se heurtent aux mêmes obstacles que pour les quatre autres éditions.

D'une part, les Irakiens mentent et dissimulent. On en a la preuve avec les armes biologiques. Il leur est arrivé d'avouer avoir unilatéralement détruit plus d'armes qu'ils n'avaient déclaré en avoir fabriqué. C'est après la défection, en 1995, du général Hussein Kamel Hassan que l'Unscom a mesuré combien les services secrets irakiens, la garde républicaine, les renseignements militaires et l'Organisation spéciale de sécurité ont été mobilisés pour cacher à l'ONU l'ampleur du programme biologique. D'autre part, dans ce contexte de désinformation par l'Irak, le rapport « onusien » ne peut raisonner qu'en termes de capacités, c'est-à-dire de potentialités vraisemblables prêtées à Bagdad. C'est le cas pour les armes chimiques et biologiques, où la frontière entre elles est ténue.

● LES PROGRÈS

Pour autant, les rapports de l'Unscom sont équilibrés, de l'aveu même des experts français. Ils affichent des certitudes, sans masquer les zones d'ombre qui persistent. De ce point de vue, l'Unscom peut servir de jurisprudence à la communauté internationale, si elle veut créer un système de contrôle de la prolifération tous azimuts dans le monde, avec, en parallèle, l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne.

– **Nucléaire**. L'Irak était probablement en état, par sa filière d'enrichissement de l'uranium en isotope 235, de produire une ou deux armes nucléaires par an. Une telle perspective est écartée pour les cinq à dix ans à venir, sauf si Bagdad réussit à récupérer des matières fissiles, par le biais de réacteurs civils, et des centrifugeuses.

– **Missiles**. Dans le domaine balistique aussi, la situation s'est décantée. Le décompte des missiles Scud-B (300 km de portée) acquis auprès de l'ex-URSS et de leurs dérivés Al Hussein (650 km) fabriqués sur place, soit 819 « vecteurs » au total, a pu être mené à bien, ainsi que celui des quatorze châssis mobiles lance-missiles déclarés par l'Irak. Mais, de cet arsenal détruit ou neutralisé, il reste à déterminer le sort de deux missiles complets ou en pièces détachées. De même, certains composants « sensibles », tels les turbo-pompes de moteurs de propulsion, les stabilisateurs ou les gyroscopes achetés à l'ex-URSS entre 1988 et 1990, ont pu avoir été dissimulés à l'Unscom. Il s'agit de pièces dont la technologie inspire probablement les ingénieurs irakiens. L'ONU a, en effet, autorisé Bagdad à concevoir, pour sa défense, des missiles sol-sol jusqu'à 150 km de portée, l'Al Samoud (à propulsion liquide) et l'Ababil-100 (à poudre), pour lesquels leurs constructeurs irakiens ont besoin d'avoir gardé la main en matière de propulsion et de guidage.

● LES INCERTITUDES

C'est dans le domaine – singulièrement complexe – des charges chimiques et biologiques, associées à leurs « vecteurs » les plus classiques comme des missiles, des avions, des roquettes, des réservoirs à épandage ou des obus, que les rapports de l'Unscom marquent bien des interrogations et des interprétations divergentes sur la réalité de la menace irakienne.

– **Armes chimiques**. Outre le sarin, l'ypérite et autres gaz moutarde qu'on a détectés dans quelque 550 obus de 155 mm et qui provoquent la mort par asphyxie, l'Irak maîtrisait le procédé de production du VX, un neurotoxique persistant et pouvant agir par simple contact avec la peau. Ces produits lui venaient de l'ex-URSS et de l'Allemagne. On en a la preuve parce que l'Unscom a retrouvé des résidus sous forme de sel (qui permet une « militarisation » en quelques mois) et des produits dérivés ou intermédiaires (par exemple, 55 tonnes de thiocoline). Ce qui laisserait entrevoir un potentiel de production qui pouvait aller jusqu'à 200 tonnes de VX, un potentiel d'autant plus terrifiant que 0,4 milligramme de cet agent suffit à le rendre létal.

– **Armes biologiques**. C'est un aspect de l'arsenal irakien que les stratèges de la coalition anti-Saddam Hussein en 1990-1991, victimes de la duplicité de Bagdad, avaient sous-estimé. Grâce à la défection du général Hussein Kamel Hassan, le propre gendre du président irakien, l'Unscom a appris que Bagdad était parvenu à importer des milieux de cultures et des ferments, pour faire croître les virus, depuis la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Institut Pasteur. Ainsi, des bombes, des roquettes, des têtes de missiles ou des réservoirs à épandage largués par avion ou par hélicoptère pouvaient emporter et disperser au sol des agents biologiques comme le bacille de charbon, la toxine botulique et l'aflatoxine.

> Bagdad est parvenu à importer des milieux de cultures et des ferments, pour faire croître les virus

En quelles quantités ? Sur cette partie du dossier, c'est plutôt le trou noir. Tous les doutes sont encore permis en dépit des destructions opérées par l'Unscom ou avouées par l'Irak. Pour deux raisons. D'une part, les caches les plus inattendues, comme une simple ferme, ont servi à stocker certains produits. D'autre part, rien ne prouve que les Irakiens se soient débarrassés des souches développées entre 1987 et 1989 : il manque à l'appel de 13 à 17 tonnes de milieux de cultures, de quoi fabriquer plusieurs milliers de litres de toxines.

Sur le site de Muthanna, l'Unscom a mis au jour l'existence de têtes de missiles Scud ou Al Hussein et de bombes d'avion R-400 à triple usage, c'est-à-dire classique, chimique (jusqu'à emporter 100 kilogrammes de VX) et biologique (avec de la toxine botulique), selon l'effet militaire qu'on souhaitait leur attribuer. Deux de ces charges étaient « plombées ». Ce qui signifie que l'Irak avait réussi à contrôler la technologie la plus moderne en matière chimique, celle des armes dites « binaires » qui – pour des raisons de manœuvre au sol en toute sécurité – ne mélangent les produits mortels embarqués qu'en vol, lorsque l'objectif est en vue.

Pour l'instant, les experts ne se risquent pas à répondre à la question de savoir si la panoplie des Irakiens, telle qu'elle subsiste, continue ou non à être une menace militaire crédible. C'est, en effet, pour eux, une appréciation qui relève en priorité de responsables politiques.

Cependant, deux considérations sont à prendre en compte. D'un côté, certains des produits incriminés – des toxiques, des bacilles et des ferments – sont commercialisables à d'autres fins, et on se trouve là dans la zone grise de ces ingrédients « duals », à usage autant civil (en pharmacie ou en agroalimentaire) que militaire, qu'il est difficile de réglementer à la vente. D'un autre côté, les équipes irakiennes, chargées de mettre au point cet arsenal, sont demeurées en place. C'est vrai pour le nucléaire et le balistique, comme pour le chimique et le biologique. Ces équipes, dont le savoir-faire est intact, sont identifiées : ce sont les propres interlocuteurs – actuels – des inspecteurs de l'Unscom.

Jacques Isnard



Les émeutes en Indonésie ont fait leurs premières victimes

Les forces de l'ordre ont ouvert le feu sur les manifestants, qui protestent contre la flambée des prix. Le désaccord persiste entre le gouvernement et le FMI sur la marche à suivre pour sortir de la crise

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Nouveau plongeon de la roupie, multiplication des émeutes, premiers morts par balles, montée des enchères entre Djakarta et le Fonds monétaire international : la crise indonésienne prend une vilaine tournure. Les émeutes provoquées par la flambée des prix, qui visent en priorité les commerces chinois, ont fait leurs premières victimes. Deux civils ont été tués par les forces de l'ordre, et neuf autres blessés, samedi 14 février, à Praya, sur l'île de Lombok. Trois autres ont été tués, quelques jours plus tôt, à Java, lorsque policiers et militaires ont ouvert le feu pour restaurer l'ordre. Le centre de Pamanukan, ville de Java située à une centaine de kilomètres à l'est de Djakarta, a été incendié par les émeutiers. Dans plusieurs autres villes de la même île, des scènes de pillage et d'incendie de commerces chinois ont été rapportées.

Alors que la flambée des prix pousse des foules dans les rues de plusieurs villes, les désaccords sur la marche à suivre pour sortir de la crise risquent de déboucher sur la paralysie. Les pressions extérieures en faveur du report de l'adoption d'un conseil monétaire par Djakarta sont devenues publiques. Appuyé par un coup de téléphone de Bill Clinton, Michel Camdessus, directeur du FMI, a adressé la semaine dernière au président Suharto ce qui ressemble fort à un ultimatum. *« Au cas où le projet de conseil monétaire serait adopté, nous ne serions pas en mesure de recommander au conseil d'administration du FMI la poursuite du programme en cours »*, a-t-il écrit au président indonésien, selon le *Washington Post*. Un conseil monétaire serait chargé de superviser une parité fixe entre la roupie et le dollar. Le FMI, qui gère au moins 40 milliards de dollars de crédits accordés à Djakarta, souhaite que la monnaie indonésienne continue de flotter.

Dans une atmosphère de plus en plus délétère, cette querelle est loin d'être académique. Suharto fait face à sa plus grave crise depuis son accession au pouvoir, en 1966. Briguant un septième mandat présidentiel le 10 mars, il voudrait rapidement renverser la vapeur alors que le plan d'austérité du FMI ne permet d'envisager un redressement qu'à long terme. Les tractations, qui se sont poursuivies pendant le week-end, n'ont pas réglé l'impasse entre le gouvernement indonésien et son principal bailleur de fonds. Que le FMI menace désormais ouvertement, au risque de porter la responsabilité d'un échec, de couper son aide à Suharto souligne à quel point les enchères sont montées en l'espace de deux semaines.

Rechute de la roupie

La monnaie indonésienne a brutalement chuté, lundi 16 février, de près de 24 %, quelques minutes après l'ouverture du marché à Djakarta. Elle s'échangeait entre 10 200 et 10 500 roupies pour 1 dollar, contre 8 000 vendredi à la clôture. Selon les analystes, cette violente chute est due au rejet par le FMI et par les Etats-Unis du projet du président Suharto de mettre en place un taux de change fixe pour la roupie. – *(Bloomberg, AFP.)*

Dans la confusion ambiante, alimentée par le débat serré entre les partisans des médecines du FMI et ceux de l'adoption d'une parité fixe, on ne sait même plus où en est l'application du plan d'austérité du Fonds monétaire, révisé et renforcé le 15 janvier. La question cruciale de la dette privée extérieure de l'Indonésie, évaluée à 74 milliards de dollars, demeure entière. Des discussions engagées à Singapour à ce sujet entre des banques étrangères et le gouvernement indonésien n'ont guère progressé.

FUITE DES EXPATRIÉS

La dégradation du climat social n'arrange rien. Les forces de sécurité n'ont pas les moyens d'être partout présentes et, quand elles interviennent, le mal est parfois déjà fait. La minorité chinoise est devenue le bouc émissaire de foules, souvent de chômeurs et de jeunes musulmans qui n'ont plus les moyens de se nourrir ou redoutent des ruptures de stocks. Le gouvernement et l'armée – qui a la responsabilité constitutionnelle du maintien de l'ordre – ont beau proclamer leur fermeté (qui se serait déjà traduite par quelques centaines d'arrestations), la communauté chinoise ne s'est jamais sentie aussi vulnérable depuis près de trois décennies.

Quelques voix se sont cependant élevées pour *« condamner »* les violences contre les Chinois. Amien Rais, qui dirige la Muhammadiyah, une association d'une vingtaine de millions de musulmans, a déclaré, dimanche, que les manifestants feraient mieux de *« diriger leur colère et leurs protestations contre le gouvernement, puisque ce dernier doit être tenu responsable d'une sale situation ». « Les Chinois sont nos frères »*, a ajouté, lors d'un grand rassemblement à Djakarta, celui qui a posé sa candidature, non reconnue, à la succession de Suharto.

La peur des violences et le manque de travail sont à l'origine du départ des expatriés. En janvier et février, les deux tiers des presque 50 000 expatriés présents en Indonésie auront quitté le pays, selon le ministère du travail.

Certaines ambassades ont déjà pris des dispositions pour une évacuation d'urgence, bien que le nouveau commandant en chef des forces armées, le général Wiranto, ait déclaré, lundi, que la *« stabilité nationale »* n'était pas remise en cause. *« La stabilité et le rétablissement de l'économie n'ont été perturbées que dans quelques endroits »*, a-t-il ajouté, se référant aux troubles.

Les émeutes, il est vrai, n'ont pas encore pris une tournure franchement antigouvernementale. Le sentiment que les commerçants chinois sont responsables de la hausse de prix, ou qu'ils stockent leurs marchandises, est profondément ancré dans l'opinion, surtout dans les zones semi-urbaines surpeuplées de Java et de Madura.

Les effets d'une brutale sécheresse, qui coïncide avec l'effondrement du secteur monétaire et financier, n'ont rien fait pour calmer le jeu. Avec le licenciement annoncé de centaines de milliers de salariés, l'Indonésie, apeurée, poursuit son plongeon dans l'inconnu. Les filets des secours tendus ci et là au cours des derniers mois par le FMI, l'armée et les pouvoirs publics semblent de moins en moins efficaces.

Jean-Claude Pomonti

Lire aussi notre éditorial page 14

La capitale de la Sierra Leone retrouve le calme après une semaine de combats

Les soldats nigérians s'attachent à rétablir l'ordre dans Freetown

Après une semaine de combats qui ont fait plusieurs centaines de victimes, Freetown, la capitale de la Sierra Leone, est entièrement contrôlée par les soldats nigérians de la Force ouest-africaine d'interposition (Ecomog). Anémiée par dix mois d'embargo et par les récents pillages, la ville est démunie de tout.

FREETOWN
de notre envoyé spécial

En ce dimanche matin, Freetown est partagée entre l'action de grâce et la vengeance. Les églises de la capitale sierra-léonaises sont pleines de fidèles qui célèbrent la chute du régime militaire, chassé par l'armée nigériane, au terme d'une semaine de combats qui ont fait des centaines de victimes. Dans les rues, les jeunes font la chasse aux suspects : militaires putschistes et pillards, guérilleros du Front révolutionnaire uni (RUF) ralliés à la junte, collaborateurs ou financiers du régime, tous sont arrêtés par la foule, battus et souvent remis aux soldats nigérians.

Ceux-ci se battent sous l'insigne de l'Ecomog, la force d'interposition ouest-africaine. Ils contrôlent désormais la totalité de la capitale, située sur une péninsule, reliée au reste du pays par un isthme de quelques kilomètres de large. Cette configuration a empêché les dirigeants de la junte de fuir par voie de terre. Certains ont été arrêtés, d'autres ont gagné le Liberia voisin par hélicoptère ou tenté de prendre la mer. Leur chef, le colonel Johnny Paul Koroma, a contacté la BBC par téléphone satellite, affirmant qu'il allait organiser la résistance et qu'il se trouvait dans les collines qui dominent Freetown.

Le bon sens populaire prétend plutôt qu'il a réussi à passer à travers les lignes de l'Ecomog et qu'il se dirige vers le Liberia. Mais la piétaille n'a eu le choix qu'entre se rendre et s'éloigner de Freetown vers l'ouest de la péninsule, un cul-de-sac où l'on entendait encore l'artillerie nigériane tirer, dimanche, dans la soirée.

FOLIE NÉRONIENNE

En ville, les soldats de l'Ecomog peinent à maintenir l'ordre. Venue d'un faubourg de l'ouest de la capitale, où des pillages ont encore eu lieu dans la nuit de samedi à dimanche, une bande de jeunes vient livrer deux prisonniers au lieutenant colonel Shoboiki, responsable du quartier de Congo Town. Les prises, *« des rebelles »*, selon les jeunes, ne sont guère impressionnantes : un homme d'une quarantaine d'années, qui souffre d'une vilaine blessure au bras, et une très jeune fille. Ils ont été entièrement déshabillés lors de leur capture. Le lieutenant-colonel Shoboiki n'apprécie que modérément ces manières. Il fait vêtir les prisonniers et harangue les jeunes gens : *« Vous conduiriez-vous comme ça avec votre mère ? Parce que ces gens ont brûlé ou pillé vos maisons, ça vous donne le droit de le faire ? Non, vous ne pouvez pas vous faire justice vous-mêmes. »*

L'officier explique cependant : *« Les gens du RUF ont fait des choses innommables ; ils ont coupé les mains des civils, mais, la plupart du temps, ce sont des enfants qu'on a enlevés à leur famille, parfois en les obligeant à tuer un de leurs parents. »* Interrogée, la jeune fille répond qu'elle a seize ans, qu'elle a été enlevée après qu'on eut tué ses parents, près de Tongo Fields, dans la région diamantifère, véritable enjeu de la guerre civile sierra-léonaise. Le lieutenant-colonel Shoboiki se fait une haute idée de sa mission : *« Nous sommes ici pour aider à la reconstruction du pays, les jeunes, y compris ceux du RUF, doivent y participer ; il faudra les rééduquer, les réinsérer. »* Sur les ondes de la radio d'Etat, le colonel nigérian Maxwell Kobe, qui a dirigé l'offensive sur Freetown baptisée « Tempête de sable », appelle les Sierra-Léonais à reprendre le travail, afin que les écoles rouvrent, que l'électricité soit rétablie.

Freetown est enfin débarrassée de la junte, mais démunie de tout. Anémiée par dix mois d'embargo, la ville ne disposait d'aucune réserve, en nourriture, en médicaments, en eau, lorsque les combats ont éclaté. Ceux-ci ont été accompagnés de pillages qui ont touché, entre autres, les entrepôts des organisations humanitaires. Les militaires putschistes, comprenant que la partie était perdue, ont été pris d'un accès de folie néronienne, heureusement limité par leurs faibles capacités d'organisation. *« Ils disaient : "S'ils ne veulent pas de l'AFRC* [le conseil révolutionnaires de forces armées, nom officiel de la junte], *il n'y aura plus de Sierra Leone" »*, raconte l'employé d'un hôtel où s'étaient réfugiés plusieurs membres de la junte.

Avant de quitter la ville, les militaires ont profité du couvre-feu qu'ils avaient eux-même instauré pour piller les quelques magasins encore ouverts à Freetown. Ensuite, ils ont détruit quelques maisons de leurs opposants. Mais il n'y a pas eu de bain de sang, et la plupart des victimes recensées ont été touchées par des bombardements et des tirs à l'aveuglette dont on ne sait de quel côté ils venaient.

A l'hôpital Connaught, où les patients dorment par terre, faute de lit, Monique Doux, de Médecins sans frontières (MSF), explique qu'elle manque de tout : *« Médicaments, pansements pour les blessures, électricité. Hier, nous n'avons pu opérer que pendant quatre heures »*, dit-elle. En une semaine de combats, l'hôpital a reçu 500 patients. Un peu moins de 200 ont été opérés. Un garçon de sept ans, blessé par un éclat d'obus, son petit frère de cinq ans, blessé par balle, gisent sans rien dire sur le même lit, sous le regard affligé de leur père. Les morts se comptent par dizaines, sans qu'il soit possible d'établir un bilan global. A la morgue voisine de l'hôpital, cinquante cadavres attendent d'être enterrés, certains pourrissent dans la cour, dans une puanteur insupportable.

En ville, on espère que le sommet de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), qui doit se réunir mardi à Abuja, la capitale fédérale du Nigeria, lèvera les sanctions et que le pétrole, la nourriture et les médicaments arriveront très vite. On attend aussi le retour du président Ahmad Tejan Kabbah. Chassé par le putsch, le président démocratiquement élu en 1996 a annoncé son retour pour *« très bientôt »*, ainsi que la formation d'un *« gouvernement de technocrates »* chargé de reconstruire le pays.

Thomas Sotinel

Quatre missionnaires européens enlevés

Quatre religieux – deux Espagnols, un Italien et un Autrichien – ont été enlevés, samedi 14 février, en Sierra Leone, à 80 kilomètres de Freetown. Selon l'ordre des Frères de Saint-Jean-de-Dieu, l'Espagnol Fernando Aguilo, l'Italien Gilberto Ugolini et l'Autrichien Joseph Erhard ont été enlevés dans l'hôpital de Lunsar, où ils exerçaient comme médecins, en même temps qu'un frère augustin récollet, l'Espagnol José Luis Garayoa, venu se faire soigner. Ils ont été enlevés par des éléments armés du Front uni révolutionnaire (RUF), allié de la junte sierra-léonaise délogée de Freetown par les soldats nigérians de l'Ecomog. – *(AFP.)*

Les élections législatives en Inde débutent dans la violence

Un attentat contre le Parti nationaliste hindou a fait des dizaines de morts

NEW DELHI
de notre correspondante en Asie du Sud

A l'approche du premier jour des législatives en Inde, une bombe, suivie d'une série d'explosions, a ravagé, samedi 14 février, à Coïmbatore, dans l'Etat du Tamil-Nadu, le lieu de rassemblement d'un meeting du BJP (parti nationaliste hindou), quelques instants avant l'arrivée de son président, Lal Krishna Advani. Cet acte terroriste a fait entre 48 et 56 morts et près de 200 blessés, selon les sources.

Bien qu'aucun mouvement n'ait revendiqué cet attentat, les autorités locales l'ont attribué à des groupuscules extrémistes musulmans. Ceux-ci se sont multipliés dans la région depuis la destruction de la mosquée d'Ayodhia par des fanatiques hindous, en décembre 1992. Deux de ces groupes, Al-Umma et le Comité du jihad, ont été mis hors la loi, samedi, et leurs chefs ont été arrêtés.

La tension demeure vive dans cette région où les opérations de vote sont prévues pour le 22 février. L'armée a été immédiatement déployée en force pour éviter que la situation ne dégénère en émeutes. La région de Coïmbatore a été le théâtre de plusieurs incidents intercommunautaires en 1997, dus essentiellement au regain de fanatisme de groupuscules, hindous comme musulmans, après les émeutes qui avaient suivi la destruction de la mosquée d'Ayodhia. Des incidents ont aussi lieu au nord-est de l'Inde, où des mouvements de guérilla sont actifs et ont appelé, comme en Assam, au boycottage des urnes.

Dans le reste de l'Inde, c'est sans enthousiasme que, dix-huit mois après le dernier scrutin, les premiers des 600 millions d'électeurs indiens ont commencé, lundi 16 février, à se rendre aux urnes pour choisir la douzième Chambre indienne depuis l'Indépendance, en 1947. Si ce n'était un jour férié, si l'alcool n'était pas interdit depuis deux jours dans les circonscriptions concernées et si d'importantes forces de police n'avaient été déployées dans les rues et villages, rien ne permettrait d'imaginer que la plus grande opération électorale du monde s'est mise en marche.

NÉGOCIER DES ALLIANCES

Compte tenu de l'ampleur de la tâche – plus de 600 millions d'électeurs, 4 millions de fonctionnaires pour surveiller plus de 900 000 bureaux de vote –, le processus va s'étaler sur quatre jours en trois semaines : 222 des 543 circonscriptions sont les premières en jeu ; 186 le seront le 22 février ; 132 autres le 28 février et, enfin, 3 le 7 mars. Le décompte des résultats débutera dès le 2 mars. Les résultats ne devraient pas être connus avant la première semaine de mars. Le nombre des candidats (4 693, dont seulement 252 femmes) est en nette réduction (13 952 en 1996). La commission électorale, toute-puissante dans l'organisation du scrutin, a fait passer de 500 roupies (66 francs) à 10 000 (1 275 francs) le montant du dépôt de candidature, qui est perdu si le candidat n'atteint pas 6 % des suffrages. Le coût total de ces élections, pour l'Etat comme pour les 209 partis politiques reconnus qui présentent des candidats, devrait avoisiner, sinon dépasser, le milliard de dollars. Une somme que beaucoup auraient préféré voir dépensée dans le développement du pays. Et ce d'autant plus que la crainte est grande qu'aucun parti ne sorte réellement vainqueur du scrutin, ce qui contraindrait l'Inde à un nouveau gouvernement de coalition, à l'avenir incertain.

Donnés en tête par tous les sondages, les nationalistes hindous du BJP (Bharatya Janata Party) ne devraient pas obtenir d'emblée une majorité suffisante. Ils se trouveront, comme lors des dernières élections de 1996, dans l'obligation de négocier des alliances. La remontée très nette du Parti du Congrès après l'entrée en campagne de Sonia Gandhi, veuve de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi, asassiné en 1991, et héritière de la dynastie Nehru-Gandhi, pourrait compliquer leur tâche, même si le BJP a réussi à se trouver des alliés, en particulier au sud du pays, où son influence était minime.

Françoise Chipaux

Le mouvement indépendantiste basque Herri Batasuna se donne une nouvelle direction

La volonté de se démarquer du terrorisme n'est pas clairement affichée

La coalition séparatiste basque Herri Batasuna a désigné, samedi 14 février, au terme de longs débats internes, une nouvelle direction de vingt-quatre membres. Même si l'éviction de certains membres les plus extrémistes semble traduire une volonté de modération, les commentateurs espagnols sont très partagés. Le mouvement n'affiche pas clairement une volonté de se démarquer du terrorisme de l'ETA.

MADRID
de notre correspondante

Après deux mois de débats et trois semaines d'élections internes au sein de la coalition séparatiste basque Herri Batasuna (HB), une nouvelle direction collégiale a été désignée, samedi 14 février à Pampelune, lors de l'assemblée nationale du mouvement. Jamais liste n'aura été scrutée avec autant d'attention. L'Espagne commémorait, le même jour, la mort de l'ancien président du Tribunal constitutionnel, Francisco Tomas y Valiente, dont l'assassinat par l'ETA il y a deux ans avait donné lieu à d'immenses manifestations contre le terrorisme, suivies depuis par bien d'autres.

Les nouveaux dirigeants de HB, plus représentatifs de l'ensemble du mouvement par leurs différentes sensibilités que l'équipe précédente, ne semblent cependant pas offrir clairement la relève « modérée » que certains attendaient. On peut certes considérer comme une « ouverture » le fait que les représentants de KAS (Koordinadora Abertzale Sozialista), une nébuleuse regroupant les organisations nationalistes les plus radicales autour de l'ETA, soient cette fois minoritaires (11 sur 24). D'autre part, certains des plus virulents partisans de la ligne dure ont été exclus de la direction. En revanche, la critique interne n'a pas encore droit de cité : les candidats qui avaient le plus ouvertement mis en question l'usage de la violence ont aussi été écartés.

L'homme le plus en vue du mouvement, le porte-parole Arnaldo Otegi, trente-neuf ans, ancien militant de l'ETA – ce qui lui valut d'être expulsé de France, où il s'était réfugié, et de se retrouver en prison à la fin des années 80 – provient directement des rangs de KAS. A-t-il opéré sa « rénovation » personnelle ? Toujours est-il qu'il a tenu un discours des plus balancés, prônant la *« continuité du mouvement »*, mais assurant que les indépendantistes sont *« prêts à comprendre le point de vue de la majorité des Basques »* et gardant ses distances avec certaines initiatives téléguidées par l'ETA, comme la lutte organisée menée, ces dernières années, par certains jeunes dans les rues du Pays basque.

L'ÉPREUVE DES ÉLECTIONS

Le quotidien *El Pais* estime qu'au total, on assiste à *« une ouverture modérée, mâtinée d'une dose de réalisme, face à la course folle de l'ancienne direction »*. La presse conservatrice est plus sceptique. *ABC*, par exemple, estime qu'il ne s'agit que d'une *« modération de façade »*, imposée tactiquement par l'ETA, pour que *« HB ait l'air plus autonome »*. Quoi qu'il en soit, l'« autonomie », réelle ou supposée, du mouvement, ne tardera pas à être mise à l'épreuve : à huit mois des élections au Parlement basque, la plupart des partis politiques, du PNV (Parti nationaliste basque, premier parti au Pays basque), au Parti Populaire (PP, conservateur), en passant par les socialistes, se déchirent pour déterminer s'il faut ouvrir ou non un dialogue avec Herri Batasuna, et dans quelles conditions.

Un consensus sur la question basque ou même la lutte antiterroriste semble bien difficile aujourd'hui. On est loin de l'union sacrée qui avait prévalu contre l'ETA au lendemain de l'assassinat du jeune conseiller communal Miguel Angel Blanco, en juillet. Le Parti populaire (au pouvoir), qui en est à son quatrième conseiller assassiné, se voit accusé, par son intransigeance, de *« tirer profit électoralement de ses morts »* pour tenter une percée locale aux futures élections basques. De son côté, le PNV, qui a lancé une proposition de dialogue *« sans limite »* entre démocrates pour trouver *« une solution pacifique au problème du terrorisme »*, se voit soupçonné de *« céder au chantage des indépendantistes radicaux »* pour gagner des voix sur Herri Batasuna.

Marie-Claude Decamps

Jours tranquilles à Foca pour des Serbes inculpés par le TPI

REPORTAGE
Les criminels de guerre présumés n'ont rien changé à leur train de vie

FOCA
de notre envoyé spécial

Janko Janjic, alias « Tuta », quarante ans, est l'un des huit criminels de guerre inculpés par le TPI (Tribunal pénal international) vivant à Foca, une ville située à 80 kilomètres au sud-est de Sarajevo. Alors qu'une telle inculpation est, pour d'autres criminels de guerre présumés, dans d'autres régions de Bosnie, extrêmement pesante, au point que deux d'entre eux viennent de se livrer à la justice internationale *(lire ci-dessous)*, Janko Janjic semble, lui, s'en être accommodé. Il mène une vie presque normale, fréquente tôt le matin le café Merkur, où il avale sa première *rekija* (alcool de raisin). Il se rend ensuite au Passager, le bar de la gare routière, et pousse parfois jusqu'au Krshma, un établissement dont le propriétaire est Dragan Gagovic, lui aussi inculpé pour crimes de guerre. Chaque jour et chaque soir, il se livre à ses mêmes déambulations dans la ville.

Foca fut la première ville de Bosnie conquise par les milices serbes, le 17 avril 1992, avec le soutien de forces venues de Serbie et du Monténégro. Sa population musulmane (51 % des 40 000 habitants avant guerre) a été décimée, les exécutions sommaires y ont été nombreuses, *« rougissant les eaux vertes de la Drina »* comme dit un habitant, et les mosquées ont été rasées. Foca a été rebaptisée Srbinje et n'est peuplée aujourd'hui que de 12 000 Serbes.

Pendant plusieurs mois durant la guerre, des femmes musulmanes (dès douze ans) y ont été réduites à l'état d'esclaves. Regroupées dans plusieurs sites, dont le lycée principal et le complexe sportif Partizan, elles ont été livrées aux groupes paramilitaires en permission et soumises jour et nuit à des violences sexuelles. Janko Janjic, ainsi que sept autres serbes inculpés pour les mêmes faits, ont ouvert ces lieux de détention et réquisitionné certains appartements qualifiés de *« lieux de plaisir »*.

Selon les charges du TPI, les huit inculpés se sont eux-mêmes livrés à des viols et des tortures. Le rapport du TPI indique ainsi que *« le 8 juillet 1992, Janko Janjic a conduit une femme dans un appartement du quartier de Brena, il l'a violée à plusieurs reprises pendant toute la nuit. La femme en question était vierge (...). Deux jours plus tard, Janko Janjic l'a emmenée dans la maison d'un musulman, bijoutier de profession, située près de la station de bus. Là, il l'a violée deux fois »*. Une dizaine de pages font état d'actes similaires imputés aux huit inculpés.

Le musulman qui apparaît dans le rapport du TPI s'appelle Nedzad Njuhovic. Marié à une Serbe, il est un ami d'enfance de Janjic et, à ce titre, a bénéficié de sa protection. *« Ces accusations sont fausses*, affirme-t-il. *Tuta et les autres ont au contraire protégé les musulmanes. Ils ont même aidé certaines d'entre elles à quitter la ville »*. Nedzad Njuhovic et Janko Janjic sont restés amis. Ils se retrouvent chaque jour au Merkur ou au Passager. *« Lui et Gojko* (Gojko Jankovic, inculpé lui aussi par le TPI) *sont intervenus auprès de Karadzic* (ancien chef des Serbes de Bosnie) *pour que je puisse ouvrir ma bijouterie. La signature de Karadzic figure au bas de la lettre »*, poursuit en souriant Nedzad Njuhovic. Gojko Jankovic tient un commerce à deux pas de la bijouterie de Nedzad Njuhovic. Il effectue de fréquents allers et retours entre la Serbie et Foca, *« pour affaires »*, précise Nedzad Njuhovic.

Janko Janjic est parfaitement identifiable dans une foule. Son corps est recouvert de tatouages et il porte sur le front l'inscription suivante : *« Je suis mort avant d'être né »*. *« Il a eu une jeunesse difficile, c'était un délinquant*, justifie Oliver, son frère. *Notre père l'a envoyé en maison de correction. C'est là qu'il a commencé à se tatouer le corps. »*

Selon des témoignages recueillis sur place, la plupart des huit inculpés résideraient encore à Foca. Radimir Kovac, trente-six ans, soupçonné d'avoir négocié au prix fort la « vente » de femmes musulmanes vers le Monténégro, aurait rejoint ce pays après avoir vu une équipe de télévision française frapper à sa porte, au mois de septembre 1997. Les opérations de commando de l'OTAN, qui ont procédé à l'arrestation, depuis juillet 1997, de cinq criminels de guerre (deux Croates et trois Serbes, dont l'un est décédé lors de sa capture) incitent quelques-uns à se montrer discrets. Janko Janjic, Dragan Gagovic et Gojko Jankovic ont semble-t-il décidé de ne rien changer à leur train de vie. Le premier écume les bars, les autres travaillent.

TOTALE LIBERTÉ DE MOUVEMENT

Foca est située dans le secteur de la SFOR (Force de stabilisation de l'OTAN) sous commandement français. Une brigade franco-allemande de la SFOR campe à Filipovici, à quinze kilomètres de la ville. A Foca, on constate que la liberté de mouvement de certains inculpés est totale et que la SFOR ne patrouille que sur l'axe routier menant à Sarajevo. Aucun véhicule blindé ne semble se risquer à pénétrer dans le centre-ville. *« Foca n'est pas une ville comme les autres. Ici, les gens se serrent les coudes. Les inculpés sont nés et ont grandi ici. L'arrestation de l'un d'entre eux provoquerait un soulèvement de la population et des scènes de violence*, explique une représentante de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). *Nous serions des otages potentiels si une opération était menée »*, poursuit-elle.

Le maire, Ljubo Veljovic, un radical (extrême droite) confirme : *« Il y aurait du sang de versé en cas d'arrestation, pas seulement parmi les civils »*. Les policiers internationaux de l'IPTF basés à Foca ont placardé l'affiche des criminels de guerre publiée par le TPI à l'intérieur de leur coffre-fort. *« Sur un mur, elle choquerait les habitants »*, lâche le chef du bureau, un gendarme français.

Christian Lecomte

Le choix de la reddition

Deux Serbes de Bosnie, inculpés de crimes de guerre et crimes contre l'humanité par le TPI, se sont rendus, samedi 14 février, à la police de la Republika Srpska (RS, entité serbe en Bosnie), qui les a remis à la SFOR. Un avion de l'OTAN en provenance de Tuzla les a amenés dans la nuit de samedi à dimanche à La Haye, où ils ont été incarcérés au quartier pénitentiaire de Scheveningue. C'est la première fois que des Serbes de Bosnie figurant sur la liste officielle des inculpés du TPI se rendent. Miroslav Tadic (60 ans) et Milan Simic (39 ans) ont déclaré à la presse, samedi, qu'ils n'avaient pas fait l'objet de pressions, qu'ils ne se sentaient pas coupables et espéraient un procès équitable devant le TPI. Ils font partie d'un groupe de Serbes inculpés dans l'enquête sur Bosanski Samac, notamment pour *« arrestation et détention de Croates et Musulmans de Bosnie »*. Le nouveau premier ministre modéré de la RS, Milorad Dodik, a récemment incité les inculpés à se rendre au TPI.

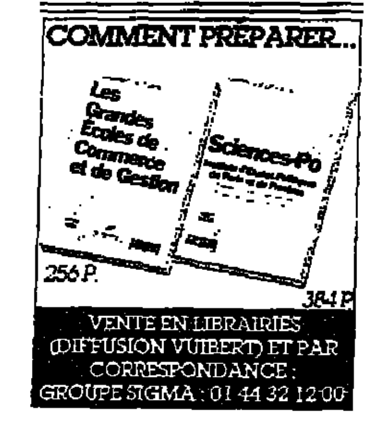
Le pavé de Tony Blair dans la mare socialiste européenne

EN ÉVOQUANT la création d'une nouvelle internationale des partis de centre gauche, basée sur une relation privilégiée entre le New Labour britannique et le Parti démocrate américain, Tony Blair a jeté un vrai pavé dans la mare socialiste européenne. C'est à l'issue de sa visite à Washington que M. Blair a révélé, dans un entretien au *Guardian* du 7 février, ce projet de définir *« une philosophie de centre gauche »* pour le XXIe siècle.

L'initiative consisterait à créer un nouvel espace entre *« la vieille gauche »* et *« la nouvelle droite »* où se retrouveraient les partis de centre gauche décidés à faire face aux défis de la mondialisation et à assurer *« la justice sociale et une prospérité partagée »*. *« Nous devons être les réformateurs de l'Etat-providence »*, assure M. Blair dont le parti est toujours membre de l'Internationale socialiste. Une conférence doit réunir, en mai à Londres, le New Labour et le Parti démocrate américain. Les deux partis s'efforceront ensuite d'élargir ce dialogue, notamment aux partis socialistes et sociaux-démocrates européens et à ceux de la famille centre gauche d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud et d'Australie.

Les propositions de M. Blair ont suscité un vif débat en Italie. Le président du conseil, Romano Prodi a évoqué son *« extrême intérêt »* et sa *« parfaite adéquation »* avec le premier ministre britannique. En revanche, le PDS, l'ex-Parti communiste, se montre réservé. Son leader, Massimo D'Alema invite ironiquement M. Blair à se concerter avec Helmut Kohl. Quant à Walter Veltroni, vice-premier ministre, il préfère mener le combat des idées de centre gauche à l'intérieur de l'Internationale socialiste. Au Parti socialiste français, la perspective d'une nouvelle Internationale dans laquelle cohabiteraient les partis socialistes et le Parti démocrate américain suscite une levée de boucliers chez plusieurs dirigeants, comme Marie-Noëlle Lienemann de la Gauche socialiste. Tout en souhaitant établir *« des liens avec les forces progressistes aux Etats-Unis »*, Pierre Guidoni, chargé des questions internationales, a réitéré *« le grand attachement »* de son parti à l'Internationale socialiste, comme Pierre Mauroy qui en est le président. Les socialistes français, reçus le 5 février à Londres par le Labour, qui ne leur avait pas soufflé mot de cette proposition, se demandent s'il s'agit d'*« une idée personnelle »* de M. Blair.

Michel Noblecourt



Glafcos Clerides a été réélu président de Chypre

NICOSIE. Le président Glafcos Clerides, âgé de soixante-dix-huit ans, a été réélu dimanche 15 février pour un second mandat de cinq ans à la tête de la République de Chypre. Seuls ont pris part au vote les électeurs de la partie grecque de l'île, divisée depuis 1974 à la suite d'un coup d'Etat des partisans du rattachement à la Grèce qui a provoqué l'occupation du nord de l'île par l'armée turque. M. Clerides a obtenu 50,8 % des voix, contre 49,2 % à son adversaire George Iakovou, ex-ministre des affaires étrangères, soutenu par le Parti communiste AKEL et le Parti démocratique. Le président de la République détient à Chypre d'importants pouvoirs.

L'élection était attendue pour relancer les négociations intercommunautaires sur la crise chypriote, dont l'issue influera sur le processus d'adhésion à l'Union européenne qui s'engage officiellement le 30 mars à Londres. *« Nous nous engageons sur une nouvelle voie, une voie qui nous mène à l'Europe et qui nous renforcera dans notre lutte pour une solution viable et équitable à notre problème national »*, a déclaré M. Clerides en célébrant dimanche soir sa victoire à Nicosie.

Une explosion dans un bus fait au moins seize morts en Chine

PÉKIN. Une explosion dans un bus a provoqué un carnage, samedi 14 février, à Wuhan, capitale de la province du Hubei (centre). Selon les autorités locales, le bilan est de seize morts. Mais le centre d'information sur les droits de l'homme, basé à Hongkong, avance le chiffre d'au moins trente tués. La piste d'un acte criminel n'est pas écartée par la police chinoise : les séparatistes ouïghours du Xinjiang, province musulmane de l'extrême-ouest, ont déjà eu recours par le passé à ce genre d'actions terroristes.

Selon les policiers, la présence de substances explosives dans le véhicule est à l'origine de la déflagration. Mais l'hypothèse d'un acte suicidaire d'un ouvrier au chômage – les licenciements massifs dans les entreprises d'Etat provoquent des actes désespérés de ce type – ne saurait également être exclue. – *(Corresp.)*

L'Iran confirme la validité de la fatwa contre Salman Rushdie

TÉHÉRAN. Le ministère iranien des affaires étrangères a officiellement confirmé dimanche 15 février la *« validité de la fatwa historique »* condamnant à mort pour blasphème l'écrivain britannique Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques*. *« Une fatwa exprime l'avis d'un haut dignitaire religieux et à ce titre elle est irrévocable »*, a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Mahmoud Mohamadi.

Vendredi, la Grande-Bretagne, en sa qualité de président en exercice de l'Union européenne (UE), avait appelé l'Iran à *« respecter le droit international et pressé les autorités iraniennes d'œuvrer avec l'UE en vue de trouver une solution satisfaisante concernant Salman Rushdie »*. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **GRANDE-BRETAGNE : la présidence britannique de l'Union européenne** (UE) devrait proposer d'ici à la fin du mois de juin un texte dotant l'Union de pouvoirs d'intervention en cas d'entrave à la libre circulation des marchandises, a annoncé samedi 14 février Lord Simon, le secrétaire d'Etat chargé des questions européennes, lors du Conseil des ministres européens chargés du marché intérieur. Cette question a été soulevée au sein de l'UE après les grèves de routiers en France. – *(AFP.)*

■ **TURQUIE/AZERBAÏDJAN : en visite en Turquie, le président de l'Azerbaïdjan,** Gueidar Aliev, a annoncé, samedi 14 février, le limogeage de son ministre des affaires étrangères, Hassan Hassanov, pour cause de *« malversations »*. Selon les médias turcs, M. Hassanov est accusé de corruption dans le cadre de la construction de l'hôtel Europa à Bakou, la capitale azerbaïdjanaise, financée par un prêt du gouvernement turc. Le gouvernement turc a rendu public, le mois dernier, un rapport sur le scandale *« Susurluk »* en 1996 – dans lequel des ministres turcs avaient été liés à la mafia – indiquant que le fils de M. Aliev, Ilhan, est mêlé à l'affaire de l'hôtel Europa. – *(Reuters.)*

■ **GÉORGIE : les forces de sécurité géorgienne ont arrêté** plusieurs personnes soupçonnées d'avoir participé à l'attentat auquel a échappé, le 9 février, le président de la République de Géorgie, Edouard Chevardnadze. Selon le ministère géorgien de l'intérieur, les suspects sont *« notamment des alliés de l'ancien président Zviad Gamsakhurdia »*. Ce dernier, décédé en 1993, avait été renversé en janvier 1992 par un coup d'Etat qui avait permis à M. Chevardnadze de revenir au pouvoir. – *(Reuters.)*

■ **VIETNAM : le dong vietnamien a été dévalué de 5,29 % par la** Banque centrale, lundi 16 février, a-t-on appris de source bancaire, passant à 11 800 dongs pour un dollar. Cette mesure intervient après que les autorités eurent résisté pendant plusieurs mois à la pression des autres monnaies asiatiques, pour éviter de voir le pouvoir d'achat des paysans érodé et la dette alourdie. – *(AFP.)*

■ **CORÉE DU SUD : l'Assemblée nationale a adopté,** samedi 14 février, la loi autorisant les licenciements massifs, à partir de mars 1999, réforme exigée par le Fonds monétaire international dans le cadre d'un programme d'assistance de 58,35 milliards de dollars. L'adoption de la loi fait suite à environ deux semaines de débat parlementaire et à de rudes négociations entre syndicats, patronat et gouvernement. Les députés ont également adopté des projets de loi accélérant une réforme des entreprises, qui permettront la prise de contrôle de firmes par des intérêts étrangers. – *(Reuters.)*

Paris invite le ministre algérien des affaires étrangères

ALGER. *« Le gouvernement français veut donner un tour nouveau à ses relations avec l'Algérie »*, a affirmé le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Jack Lang. En visite privée en Algérie, samedi 14 et dimanche 15 février, l'ancien ministre socialiste de la culture a remis dimanche au chef de la diplomatie algérienne, Ahmed Attaf, une invitation de son homologue français Hubert Védrine à se rendre à Paris *« dès qu'il le souhaitera »*.

De plus, le quotidien arabophone édité à Londres, *El Hayat* a publié le contenu de la lettre de l'ex-Front islamique du salut (FIS) remise aux parlementaires européens la semaine dernière à Alger et qu'ils avaient déchirée sans la lire. *« L'arrêt du bain de sang*, déclarait le mouvement, *est le prélude nécessaire à toute solution politique. Le FIS est prêt à assumer ses responsabilités politiques avec toutes les parties pour sortir de la crise. Nous sommes certains que vous ne manquez ni d'arguments ni de convictions pour amener le pouvoir à opter pour une solution politique équitable, apte à mettre fin aux tueries, et faire aboutir la réconciliation nationale. »*

ÉLECTIONS L'assassinat du préfet Claude Erignac et les réactions qu'il a provoquées en Corse et sur le continent n'ont pas convaincu les représentants locaux du Rassemblement pour la République de s'entendre sur une liste commune aux élections régionales ni de renouveler les candidatures présentées par leur formation. ● SANS INVESTITURE officielle, les gaullistes sont présents sur trois listes différentes, auxquelles s'ajoute une liste à direction UDF. ● LA VENUE DANS L'ÎLE de Philippe Séguin, président du RPR, lors de la cérémonie d'hommage au préfet assassiné, le 9 février, n'a pas permis au député des Vosges de faire entendre raison au RPR local. Charles Pasqua n'y est pas davantage parvenu. ● LE MODE DE SCRUTIN pour l'Assemblée de Corse diffère sensiblement de celui des autres conseils régionaux, bien que ces élections aient lieu en même temps.

La droite corse impassible face au trouble de l'opinion insulaire

Le « sursaut » que semble appeler de ses vœux la population n'est pas d'actualité dans les rangs du RPR, principale force politique de l'île, dont les représentants – inchangés – participent à trois listes concurrentes pour le scrutin des 15 et 22 mars

AJACCIO
de notre envoyé spécial

Huit jours durant, après l'assassinat, *le 6 février, du préfet de région* Claude Erignac, la plupart des élus de la Corse sont demeurés indisponibles. Contraints de se fondre, de préférence à l'arrière, dans les énormes foules qui ont *défilé,* le 11 *février, dans les rues* d'Ajaccio et de Bastia, ces mêmes élus ont sourdement ressenti le double avertissement que leur renvoyait, au même moment, ce « peuple corse », soudain réuni contre le geste, *irréparable, de l'un* des siens dans un attachement résolu à la République et dans le rejet partagé des habituelles combines politiques.

Comme ce silence a été long pour *ces élus, d'ordinaire si* volubiles, à un mois du renouvellement de l'Assemblée territoriale ! *Les responsables de gauche, minoritaires* en Corse-du-Sud, ne sont pas les moins sévères face à la *condamnation globale*, un peu trop complaisamment relayée, selon eux, par les médias du continent. *« Moi, je ne me sens pas honteux. Tout le monde n'est pas responsable de tout »*, affirme ainsi Alain Pieri, secrétaire de la fédération communiste. *« La classe politique sert de bouc émissaire, mais l'amalgame est dommageable. Le sursaut des Corses est aussi une manière de dire que nous ne sommes pas tous des tricheurs »*, ajoute son homologue du Parti socialiste, Jean-Marc Ciabrini.

Exit la gauche, donc, au bénéfice qu'elle est effectivement minoritaire. Mais qu'on n'attende pas, *pour autant, qu'elle désigne ceux* qui seraient responsables de la *« dérive mafieuse »* dénoncée par *le président de la République. « La population corse a besoin de pouvoir vivre de nouveau en parlant, sans être contrainte de chuchoter »*, reconnaît le nouveau préfet de région, Bernard Bonnet, dans un entretien publié par *Le Journal du dimanche* du 15 février.

Or, tout autant que la droite et les *multiples observateurs locaux*, la gauche corse ne sait que chuchoter. Tel proche du président de la République « aurait » ainsi bénéficié de la complaisance d'un maire de la côte occidentale. Lequel ? Quand ? Et comment ? Mystère. Tel haut responsable politique de Haute-Corse soumettrait un peu trop les intérêts de la collectivité à laquelle il appartient à ceux de ses propres entreprises. Qui ? En quelle occasion ? Mystère. Tel autre, en Corse-du-Sud, serait « carrément lié au milieu ». Mais qui ?

FRONTIÈRE POREUSE

Hormis Paul Natali, président (divers droite) du conseil général de la Haute-Corse et président de *la chambre de commerce et d'in*dustrie de Bastia, aucun des responsables de la droite locale n'a été véritablement inquiété, à ce jour, par la justice. Autre cas de figure : allez donc rappeler que Roland Francisci, *secrétaire départe*mental du RPR pour la Corse-du-Sud, a repris la succession *de son frère, Marcel*, ancien patron de cercles de jeu parisiens, abattu en 1982. C'est un élu communiste qui vous invite à faire preuve de prudence : *« Vous ne pouvez pas écrire ça. »* L'intéressé lui-même, M. Francisci, maire de Ciamannacce, précise, du reste, qu'il est *« presque en retraite »*, à la tête seulement de quelques *« affaires »*, à la fois *« hôtelières et bancaires »*. Dont acte.

Clanisme, clientélisme, affairisme, banditisme : la frontière est poreuse entre ces diverses pratiques, dont les unes sont simplement traditionnelles et les autres douteuses, voire totalement *condamnables. Faute d'avoir vou*lu faire le ménage dans ses rangs, la représentation politique tout *entière paraît responsable, et celle* de droite plus encore, puisqu'elle est aux affaires.

Face à l'éclatement des nationalistes, qui se préparent à présenter pas moins de six ou sept listes aux *élections territoriales des 15 et* 22 mars, et face à la gauche, unie pour la première fois, la droite *corse était déterminée, dimanche*, à l'approche de l'heure limite de dépôt des candidatures, lundi à 12 heures, à déposer quatre listes. A la fin de l'été, Jean Baggioni, président sortant du conseil exécutif de la Corse et délégué régional du RPR, pouvait espérer conclure une alliance avec José Rossi, président (UDF-DL) du conseil général de la Corse-du-Sud. C'était compter sans les ambitions de M. Natali, soutenu par le RPR, ou celles de Philippe Ceccaldi, conseiller sortant (div. d.) de *l'assemblée de Corse et PDG de la* Compagnie Corse-Méditerranée, lequel présente sur sa liste quelques-uns des « Africains de Pasqua ».

A mots couverts, le rôle de l'an*cien ministre de l'intérieur est mis* en cause de tous côtés. Sa venue à Ajaccio, en novembre 1997, pour y *fonder une succursale de son asso*ciation, Demain la France, aurait surtout servi à faire imploser la *droite insulaire. L'intéressé s'en* défend. *« Je souhaitais qu'il y ait une liste d'union »*, affirme Charles Pasqua. *Il rappelle, toutefois, que* les présidents des exécutifs régionaux ont été reconduits sur le plan national dès lors qu'*« ils ont un poids personnel suffisant »*. Cela ne paraît pas être le cas de M. Baggioni. *« On n'a pas été chercher M. Natali de gaieté de cœur »*, assure M. Pasqua, tout en ajoutant que celui-ci est *« le plus malin »*.

Interrogé sur le sens qu'il fallait donner à la charte déontologique de l'élu RPR ratifiée par les récentes assises du mouvement, le sénateur des Hauts-de-Seine répond : *« Vous croyez qu'on va arriver, notamment en Corse, à l'application de cette charte en deux coups de cuillère à pot ? »* Quant à ceux qui se présentent, en Corse, comme ses proches, M. Pasqua les laisse libres de leurs choix, non sans remarquer que l'un d'eux, Noël Pantalacci, est *« un homme d'envergure »*.

ENJEUX CACHÉS

*Premier adjoint au maire d'Ajac*cio depuis 1995, chargé des finances, M. Pantalacci doit être le *numéro deux de la liste conduite* par M. Ceccaldi. Ancien conseiller de plusieurs chefs d'Etat africains en tant qu'expert de la Banque mondiale, c'est le premier des « Africains de Pasqua ». *« Je ne démens pas*, dit-il en riant. *Ça fait mystérieux. Ici, c'est plutôt bien vu. »* Accusé, par la rumeur encore une fois, de faire le jeu de ceux qui naviguent en eaux troubles, M. Pantalacci se défend pareillement : *« Bien sûr que je suis favorable à l'extension du parc des machines à sous ! C'est une activité légale. On n'oblige personne à y aller, et ça rapporte 8 millions de francs par an à la ville ! »*

Derrière l'embrouillamini corse, se cachent, entre autres, l'enjeu des élections sénatoriales de l'automne, la rivalité RPR-UDF pour la mairie d'Ajaccio, la succession de Jean-Paul de Rocca Serra, président (RPR) sortant de l'assemblée territoriale, âgé de quatre-vingt-six ans. Au nom de la volonté de rassemblement, le RPR de M. Séguin a même proposé que M. Natali conduise une liste d'union au premier tour, quitte à ce que M. Baggioni, après s'être effacé, retrouve son rang en conduisant la liste, recomposée, au second tour.

J.-L. S.

Un scrutin particulier

● **Assemblée de Corse.** L'Assemblée de Corse comprend cinquante et un membres, élus pour six ans. Leur élection a lieu en même temps que celle des conseillers régionaux dans les autres régions.

● **Mode de scrutin.** Pour cette élection, la Corse forme une circonscription unique. Les conseillers sont élus au scrutin de liste à deux tours. Si une liste obtient dès le premier tour la majorité absolue des suffrages, il lui est attribué trois sièges ; les autres sont attribués à la proportionnelle, avec répartition des restes à la plus forte moyenne, entre toutes les listes ayant obtenu au moins 5 % des voix. Si aucune liste n'obtient la majorité absolue, il est procédé à un second tour. La répartition des sièges se fait de la même manière. Ne peuvent se maintenir que les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés. Toutefois, les listes présentées au second tour peuvent comporter des candidats qui, au premier tour, figuraient sur des listes ayant eu moins de 5 % des voix.

Philippe Séguin a renoncé à affronter l'écueil

ANALYSE

Le président du RPR a invoqué, en vain, la prudence électorale. Pour la morale publique, il était trop tard

« **RFR !** » RFR, comme renouvellement, féminisation et rajeunissement ! Ce fut le mot d'ordre du RPR tout au long de la constitution des listes de candidats de l'opposition aux élections régionales. Une fois ces listes officiellement déposées, lundi 16 février à midi, on aura tout le temps de vérifier ce qu'il en est, réellement, de la reconversion – non souhaitée à l'origine – des députés battus au printemps de 1997 en candidats postulant au rang de conseiller régional ou, encore, de la présence de ces femmes candidates qui, telle Nelly Olin, sénateur du Val-d'Oise et maire de Garges-lès-Gonesse, ne figureront pas dans la prochaine compétition électorale pour enrichir le taux de féminisation des futurs élus, mais simplement celui des candidats.

Broutilles que tout cela ? Peut-être. Encore qu'on aurait pu apprécier que le premier parti d'opposition, fort de sa volonté affichée de rénovation, fasse, tout simplement, ce qu'il avait annoncé. Broutilles, donc ? Non. En tout cas pas en Corse, et pas en ce moment.

Le 9 février, alors que le président de la République et le premier ministre, d'un même pas, étaient venus rendre hommage au représentant de l'Etat, Claude Erignac, mort trois jours plus tôt sous des balles encore anonymes, Charles Pasqua, ancien ministre de l'intérieur, a boudé la cérémonie.

« MANQUE DE TEMPS »

Le président du RPR, Philippe Séguin, lui, était là, comme « simple citoyen », mêlé à la foule. Toutefois, à la suite de cette cérémonie, lors d'un bref aparté avec quelques-uns des responsables locaux du mouvement qu'il préside, M. Séguin a laissé dire, ce jour-là, qu'il avait *« manqué de temps »* pour véritablement instruire le dossier des candidats qui, sur trois listes concurrentes, osent encore se réclamer, en Corse, du... « rassemblement » et du gaullisme.

Peu auparavant, en lançant, dans les Côtes-d'Armor, la campagne du RPR pour les élections régionales, M. Séguin avait marqué son agacement au sujet de l'état de la droite corse, en soulignant, pour qui voulait bien l'entendre, qu'il ne se rendrait, avant le 15 mars, que dans les seuls départements de la *« métropole continentale »*.

Eh bien, c'est trop peu. Le Rassemblement pour la République, aujourd'hui comme hier, s'appuie, sans états d'âme particuliers, sur les mêmes réseaux, quels qu'ils soient. Le RPR constitue la première force politique de Corse et il entend le rester coûte que coûte. Certes, la présomption d'innocence vaut pour tout le monde. Elle vaut d'autant mieux en Corse que l'Etat, par l'intermédiaire de ses représentants, des plus hauts jusqu'aux plus modestes, a échoué, voire renoncé, depuis un quart de siècle, à en vérifier la réalité.

Il n'est pas besoin, pourtant, d'être grand clerc pour repérer, plus particulièrement dans cette région, les élus qui ont parfois mélangé les genres. Après la mort du préfet de Corse, M. Séguin n'a eu de cesse de tenter de convaincre les responsables insulaires du RPR de répondre, en se rassemblant, au « sursaut » exigé par le peuple de la rue. Le président du RPR invoquait ainsi la prudence électorale. Il était trop tard pour faire appel à la morale publique.

Jean-Louis Saux

La gauche est donnée gagnante aux régionales en dépit du manque d'intérêt pour ce scrutin

Un sondage de la Sofres pour TF 1 et « Le Monde » reflète l'état d'esprit des électeurs à un mois du vote

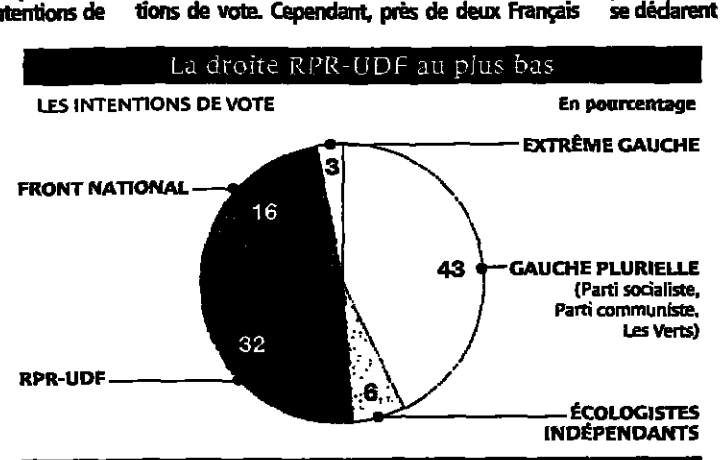
Selon un sondage réalisé par la Sofres pour *Le Monde* et TF 1, les listes de la gauche « plurielle » aux régionales recueillent 43 % des intentions de vote, contre 32 % à la droite RPR-UDF. Les listes du Front national sont créditées de 16 % des intentions de vote. Cependant, près de deux Français sur cinq se disent intéressés par ce scrutin, et à peine plus de la moitié des personnes interrogées se déclarent certaines d'aller voter le 15 mars.

À *L'APPROCHE* des élections régionales du 15 mars, les responsables de la gauche « plurielle », comme ceux de la droite RPR-UDF, ne manquent pas une occasion de souligner l'enjeu national de ce scrutin. La gauche, pour inciter les électeurs à doter les régions d'exécutifs en phase avec la politique du gouvernement ; la droite pour les inviter, au contraire, huit mois après les législatives, à saisir cette première occasion de sanctionner l'action conduite par Lionel Jospin.

Le sondage de la Sofres (Société française d'enquêtes et de sondages) pour *Le Monde* et TF 1 témoigne que ce message est passé, ou qu'il correspond à l'état d'esprit des électeurs. Pour 57 % des personnes interrogées, leur vote tiendra d'abord compte de la situation politique dans le pays, tandis que 41 % seulement se détermineront en fonction de la situation politique de leur région. Cette « nationalisation » de l'enjeu est particulièrement marquée chez les électeurs de gauche (dont 61 % se détermineront en fonction de la situation politique du pays) et chez ceux du Front national (74 %). Les électeurs qui ont l'intention de voter pour les listes RPR-UDF se disent aussi, en majorité (52 % contre 47 %), plus mobilisés par la situation nationale.

Or, sur ce terrain-là, c'est, pour l'heure, la gauche qui est nettement gagnante. Avec 43 % d'intentions de vote en faveur des listes conduites par les socialistes, les communistes ou les Verts, elle confirmerait en effet son score du premier tour des législatives, le 25 mai 1997 (42,2 %). Elle recueille 53 % d'intentions de vote chez les professions intermédiaires et les employés et attire 49 % des intentions de vote chez les personnes interrogées qui se disent *« sans préférence partisane »*. En revanche, les hésitations des écologistes restent perceptibles : 38 % d'entre eux déclarent qu'ils voteront pour les listes de la gauche, 57 % se disent tentés par des listes écologistes indépendantes.

La droite RPR-UDF au plus bas



Enquête Sofres réalisée par téléphone, les 12 et 13 février, auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes représentatif de la population âgée de 18 ans et plus.

DEUX FRANÇAIS SUR CINQ

A l'inverse, la droite ne semble pas remise de son échec des législatives. Recueillant 32 % des intentions de vote, les listes RPR-UDF sont en retrait de plus de 3 points par rapport à l'ensemble des candidats de droite le 25 mai 1997 (35,7 %). Si elle maintient son audience chez les agriculteurs (51 %) et chez les commerçants et artisans (43 %), elle s'effondre, au contraire, chez les ouvriers (19 % d'intentions de vote) et dans les professions intermédiaires et employés (26 %). Le Front national, de son côté, consolide son implantation puisqu'il est crédité de 16 % d'intentions de vote.

Tout confirme que la gauche a le vent en poupe. La moitié des personnes interrogées (49 %) pronostiquent une victoire des listes de gauche (contre 33 % pour la droite et 18 % sans réponse). De même, 56 % d'entre elles, au total, souhaitent que la gauche l'emporte, total qui se partage entre celles qui espèrent la conquête d'une dizaine de régions (27 %) et celles qui souhaitent un succès plus modeste (29 %). Enfin, les atouts de la gauche sont mieux perçus que ceux de la droite. Le fait qu'elle regroupe des sensibilités différentes est cité en premier par 28 % des personnes interrogées, alors que le principal atout de la droite (*« les personnalités qui la dirigent »*) n'est mentionné que par 18 %. 24 % des Français ne trouvent pas d'atouts à la gauche, contre 39 % à la droite.

En outre, les personnes interrogées mettent très nettement en garde les responsables RPR et UDF contre toute tentation d'alliance avec le Front national pour conserver des présidences de région : 77 % y sont opposés, et même 79 % parmi les électeurs de droite. Un électeur de droite sur six reste favorable à une telle alliance, contre un sur trois à la veille des régionales de 1992.

La gauche aurait pourtant tort de tenir la victoire pour acquise. A quatre semaines du scrutin, le plus frappant est, en effet, le manque d'intérêt affiché par les Français pour ce rendez-vous. Deux sur cinq seulement (42 %) se disent intéressés par les élections régionales. Le niveau d'intérêt ne dépasse 50 % que chez les plus de cinquante ans et les sympathisants du Parti communiste ; il est, au contraire, extrêmement faible chez les moins de trente-quatre ans (à peine 30 %), comme chez les sympathisants écologistes (28 %) et ceux du Front national (35 %). Enfin, parmi les personnes interrogées qui ont exprimé une intention de vote, à peine plus de la moitié (53 %) se déclarent tout à fait certaines d'aller voter. C'est dire l'importance décisive que peut avoir la campagne électorale, sur le plan national comme sur le plan local.

Gérard Courtois

Les électeurs privilégient les enjeux nationaux du scrutin du 15 mars

VOUS INTÉRESSEZ-VOUS AUX PROCHAINES ÉLECTIONS RÉGIONALES ? (En %)

	1992	1998
PAS DU TOUT	20	21
PEU	35	37
Pas du tout + peu	55	58
ASSEZ	30	29
BEAUCOUP	15	13
Assez + beaucoup	45	42

AU MOMENT DE VOTER, TIENDREZ-VOUS COMPTE DE LA SITUATION POLITIQUE DE VOTRE RÉGION OU DE CELLE DU PAYS ? (En %)

	RÉGION	PAYS
ENSEMBLE	41	57
GAUCHE PLURIELLE	37	61
UDF-RPR	47	52
FRONT NATIONAL	23	74

(sans réponse : complément)

ESTIMEZ-VOUS QU'AU SEIN DE VOTRE CONSEIL RÉGIONAL LES ÉLUS UDF ET RPR DOIVENT FAIRE UN ACCORD AVEC LES ÉLUS DU FN POUR OBTENIR LA PRÉSIDENCE ? (En %)

	OUI	NON
Ensemble des Français 1992	20	68
Ensemble des Français 1998	17	77
RPR-UDF 1992	31	62
RPR-UDF 1998	17	79

La division de la droite nordiste peut favoriser le Front national

En concurrence avec Colette Codaccioni (RPR), Jean-Louis Borloo (UDF-FD) bénéficie du soutien du président RPR du conseil général du Nord

LILLE
de notre correspondant régional

Les pourparlers de dernière minute engagés au niveau national n'aurons pas réussi a réconcilier les frères ennemis de l'opposition dans le Nord-Pas-de-Calais. L'UDF « chiraquien » Philippe Vasseur, ancien ministre, dirigera une liste dans le Pas-de-Calais tandis que son ancienne collègue dans le gouvernement Juppé, Colette Codaccioni, dirigera une liste dans le Nord. Etant entendu que le député du Pas-de Calais briguera la présidence de la région.

Mme Codaccioni a présenté sa liste, samedi 14 février. Elle est essentiellement composée de candidats du RPR, de Démocratie libérale, comme Françoise Hostalier, elle aussi éphémère membre du gouvernement Juppé, et de divers droite. Elle arborait un fax non signé, émis par le siège du RPR, à Paris, qui réaffirmait son investiture et l'assurance d'un *« soutien clair et net à Philippe Vasseur, candidat à la présidence »*. Autre garant de sa légitimité, à ses yeux, la présence de Jean-Yves Herbeuval, secrétaire départemental du RPR du Nord, et de Jacques Legendre, président du groupe RPR du conseil régional. Ce dernier avait refusé toute compromission avec le Front national lors de la « longue nuit » de 1992 qui avait vu l'élection d'un extrême *outsider*, Marie-Christine Blandin (Verts), à la présidence du conseil régional.

RENOUVELLEMENT

La veille, Jean-Louis Borloo, député du Nord et maire (UDF-FD) de Valenciennes, avait lui aussi présenté sa propre liste, composée d'un fort contingent de RPR, et de toutes les composantes de l'UDF. Il a bénéficié du ralliement de Jacques Donnay (RPR), président du conseil général et sans doute l'un des grands artisans de la conquête de ce bastion de gauche aux cantonales de 1992. Autre ralliement important, celui d'un marginal du RPR, le sénateur Alex Turk, qui avait mené campagne solitaire en 1992, au nom de la rénovation. Il s'était pourtant prononcé très tôt pour M. Vasseur et une liste d'union, mais a préféré une bannière portée par M. Borloo plutôt que par Mme Codaccioni.

Soutenue ou non par Paris, il est clair que cette dernière n'a pas su faire l'unanimité sur sa personne dans son département. On lui reproche un manque de charisme, une apparence sociale trop marquée, un certain autoritarisme. Mais il y a une raison plus profonde : le RPR a vu ses positions singulièrement régresser ces dernières années. En grande partie pour n'avoir pas su renouveler et rajeunir ses cadres. Il s'agit pour lui de conserver au conseil général l'acquis de 1992. Les deux élections seront étroitement mêlées, mais les régionales feront l'objet d'une plus large médiatisation que les cantonales.

NOTORIÉTÉ

Dans ces conditions, la plupart des partis de l'opposition, y compris le RPR, préfèrent « la locomotive Borloo ». Le maire de Valenciennes a le vent en poupe depuis l'annonce de l'implantation Toyota. Il a une notoriété plus grande, une image plus jeune et plus entreprenante que sa rivale. Il présente enfin le grand avantage de ne pas s'affirmer d'emblée comme l'homme lige d'un élu du Pas-de-Calais. Il est quasiment acquis qu'il bénéficiera de la contribution active d'une bonne partie des militants du RPR, ce qui constitue aussi une bonne opération pour l'UDF, beaucoup moins bien pourvue dans ce domaine.

Les deux rivaux, M. Vasseur et M. Borloo, affirment chacun *« ne pas se tromper d'ennemi »* et ne pas dramatiser cette division, savoir qu'il *« faudra se retrouver ensuite pour faire du bon travail ensemble »* et reconnaissent défendre rigoureusement les mêmes idées. Chacun assure avoir été prêt à renoncer à la présidence pour préserver l'union. Il est clair que pour chacun des deux hommes, pour qui une victoire régionale est pour le moins improbable, l'enjeu est de se retrouver « patron » incontesté de l'opposition dans le Nord-Pas-de-Calais au soir du 15 mars.

Un entêtement qui pourrait bien mettre, dans le Nord, le Front national avant les partis d'opposition. Et qui devrait mettre en grand embarras les responsables parisiens. Le calendrier des réunions publiques et la liste des têtes d'affiche sont attendus avec une certaine impatience.

Pierre Cherruau

Les chasseurs estiment avoir remporté un succès à Paris

REPORTAGE
140 000 manifestants selon la préfecture, 200 000 d'après les organisateurs

C'EST DONC « MADONNA », une alerte laie, qui aura été la vedette de la manifestation des chasseurs, samedi 14 février, à Paris. Dès le rassemblement sur le Champ-de-Mars, à 10 heures, on ne vit qu'elle, cette femelle de sanglier courte sur pattes, coiffée en brosse, trottinante et grommelante, posant pour les photographes, se roulant par terre au milieu des chiens, toute une meute de beagles anglo-français, que des piqueurs ou valets de chiens rassemblaient sans cesse, les appelant chacun par son nom : *« Lagardère, ho ! ho ! Mogador ! Labro ! Hamlet ! Mousquetaire ! Laissez-courir ! Mayerling ! Rigole ! »*

Ainsi, Madonna se prélassait au soleil, sous la statue équestre du maréchal Joffre, tandis que douze chasseurs sonnaient du cor avec la majesté qu'on connait à cet instrument et que le président Daillant remerciait la marée humaine de 150 000 chasseurs qui s'étendait jusqu'à la tour Eiffel. Les discours furent toniques et vigoureux, celui de Pierre Daillant, président de l'Union nationale des fédérations départementales des chasseurs, comme celui de Gilbert de Turckheim, président du conseil d'administration de l'Office national de la chasse. Celui de Raymond Pouget, président de l'Association nationale des chasseurs de gibier d'eau, fut même carrément emporté et, à force d'évoquer une société de décadence où des personnages d'Etat favorisent les toxicomanes, se démarqua nettement du *« ni gauche ni droite »* revendiqué par ses autres collègues présidents.

Deux mille six cents cars et cinq trains avaient été spécialement affrétés. Les appels s'étaient faits pressants, voire menaçants, dans les fédérations pour remplir les véhicules. Le voyage gratuit jusqu'à la capitale était entièrement pris en charge. Résultat : 140 000 chasseurs, selon la préfecture de police, 200 000 revendiqués par les organisateurs, ont défilé du Champ-de-Mars à la place d'Italie. *« Notre objectif est atteint, nos consignes de refus de politisation ont été respectees »*, se félicitait Thierry Coste, conseiller de M. Daillant. Les craintes de voir la manifestation « récupérée » par Chasse, pêche, nature et traditions (CNPT) étaient fortes. Les panneaux et autocollants s'en réclamant sont effectivement peu nombreux, mais les dirigeants du CNPT n'en avaient pas besoin : les slogans s'en chargeaient, sur le thème : *« En février, je marche, en mars, je vote. »*

Presque toutes les banderoles s'en prenaient à Dominique Voynet, avec plus ou moins de virulence, *« Voynet, si tu touches à la chasse, tu perds ta place »*, *« Voynet, tu fumes tes pétards, tu t'occupes pas de nos canards »*, *« Mon pétard, c'est le canard »*. Plus tard, dans le cortège, *« La Voynet »*, comme on dirait La Voisin, était pendue en effigie, un joint énorme au bec. Décidément, la libéralisation de la marijuana ne viendra pas des chasseurs.

ENCORE PLUS DE BRUIT

Des personnages vêtus de sacs-poubelle verts et déchirés, portant des masques grotesques et des chapeaux pointus, étaient censés représenter la « peste verte ». Ravi du beau temps, le président Daillant déclarait : *« Le Bon Dieu est avec nous, saint Hubert a dû insister, et voilà, les "ploucs" sont entrés dans Paris. »* Avenue de Suffren, une dame à sa fenêtre, au première étage, fit des bras d'honneur véhéments à la foule, qui lui répondit par de gaillards *« A poil ! »* et autres *« Elle a pas de culotte ! »*. A la hauteur de l'hopital Necker, des pétards (de poudre) sont jetés dans les poubelles, les cabines téléphoniques, pour faire plus de bruit. Il y a là des éléments qui ne doivent pas souvent voir de perdreaux.

D'autres sont plus pacifiques et motivés, comme ce chasseur de l'Etang-d'Or près de Montpellier : *« On est venus défendre le droit de chasser en février, parce que toutes les études scientifiques et nos observations montrent que la migration nuptiale des oiseaux ne commence qu'en mars. La chasse, c'est aussi des emplois, on veut réduire le temps de chasse de plus en plus, il faut voir ce que cela entraîne. On pense que le ministre actuel manque d'objectivité. »* Un langage aussi pondéré, il a fallu le chercher un moment. Des slogans qu'on ne reproduira pas proposaient à la ministre Voynet des sévices autrement plus crus.

Les organisateurs avaient pourtant multiplié les consignes pour tenter de donner un ton bon enfant au cortège. Ballons, costumes traditionnels, chapeaux ornés de leurres, hoberaux avec faucon muselé sur l'épaule, banderoles avec pour seul slogan l'appartenance à un village, sonneries de cors : les fédérations de l'Ouest, du Centre, des Alpes, du Jura ou du Massif Central tentaient de donner le change. *« Touchez pas au bonheur ! »*, *« La nature est notre culture »* ou, encore, *« De toute la force de nos racines »*. Dans ces rangs-là, les slogans sentalent le terroir. Le cortège de la Vienne poussait même l'effort jusqu'à faire défiler une première ligne de femmes pour *« montrer que la chasse n'est pas uniquement un plaisir d'hommes »*.

Vers Port-Royal, on commença à déboucher quelques flacons et ensuite, la fatigue aidant et les réserves de pétards étant épuisées, le cortège se fit moins bruyant. Les premiers cars repartirent de la place d'Italie dès 14 h 30, il restait encore assez de monde dans les rues pour défiler jusqu'à 18 heures.

Michel Braudeau et Sylvia Zappi

M. Le Pen et M. Mégret se distinguent dans leur rapport avec la droite

TROIS MILLE PERSONNES, selon la police, quatre mille à cinq mille, selon le collectif Justice et libertés qui appelait à la manifestation, ont protesté, dimanche 15 février, contre la présence, à Strasbourg, du président du Front national. Jean-Marie Le Pen animait une réunion publique dans le cadre de la campagne des élections régionales. Des élus ont rejoint cette manifestation, regroupant des partis de gauche, des écologistes, plusieurs syndicats et associations. Catherine Trautmann, ministre de la culture et porte-parole du gouvernement, a défilé aux côtés de son successeur à la mairie de Strasbourg, Roland Ries, et du secrétaire général du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), Mouloud Aounit.

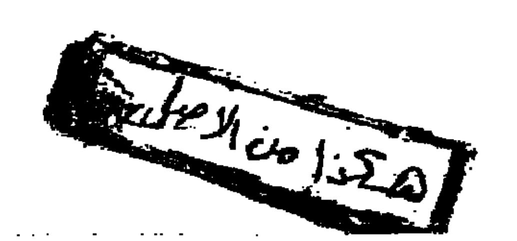
Le FN avait, pour sa part, réuni huit cents personnes au Palais des congrès, venues d'Alsace, de Lorraine et de Franche-Comté, dans le sillage des têtes de liste qui conduise l'extrême droite dans ces régions. M. Le Pen n'a évoqué ni les élections à venir, ni la situation régionale, mais il a consacré un discours de deux heures aux thèmes de *« l'insécurité »* et de *« la décadence »* françaises, tout en balayant quelques sujets d'actualité. *« Ce qui se passe en Irak est une ignominie »*, a-t-il déclaré, estimant qu'il y a *« cinquante fois moins de gens assassinés chaque jour en Algérie qu'il n'y en a en Irak du fait du blocus américain. »*

Concernant la France et *« l'alternative »* que veut représenter le FN, il a exclu toute idée d'alliance avec d'autres formations politiques. *« S'agissant de gérer la décadence comme le font tant bien que mal depuis vingt-cinq ans autant la gauche que la droite, ils n'ont pas besoin de nous »*, a-t-il dit, ajoutant qu'il n'incombe pas à son parti d'*« essayer, avec ou sans le RPR, avec des débris de l'UDF, de rafistoler un radeau de la Méduse (...). »*

Quelques heures auparavant, sur France 2, Bruno Mégret, délégué général du Front national, s'était dit ouvert à des discussions pour les présidences de région. *« Si certains, qui sont minoritaires, veulent faire élire un président de leurs rangs à l'assemblée régionale, et cela ne peut être que le RPR ou l'UDF, et qu'ils se tournent vers nous pour demander un soutien, nous sommes ouverts à des discussions »*, avait-il déclaré. Le numéro deux avait précisé que le FN demanderait *« naturellement »* qu'*« en contrepartie, ceux-ci prennent en compte une partie de [son] programme, et que cela se traduise par des accords préalables et publics »*.

M. Mégret a annoncé que son objectif était l'élection du plus grand nombre possible de conseillers régionaux, notamment pour compenser l'invalidation de l'élection du seul député FN. Il a souligné que le parti d'extrême droite présenterait un candidat à la présidence de région jusqu'au dernier tour de scrutin.

Les indépendantistes acceptent de revenir à l…



Les indépendantistes de Nouvelle-Calédonie acceptent de revenir à la table des négociations

Bien que contesté, Roch Wamytan a été confirmé comme président du FLNKS

Le FLNKS de Nouvelle-Calédonie, réuni en congrès, samedi 14 février, à Canala, a accepté de lever le *« préalable minier »* qu'il opposait, depuis près de deux ans, à la reprise des négociations politiques sur l'avenir institutionnel du territoire. Le gouvernement espère que ces discussions pourront s'engager à Paris avant la fin du mois de février, le référendum d'autodétermination, dans l'archipel, étant prévu en 1998.

NOUMÉA
correspondance

Près d'un millier de militants indépendantistes ont participé, samedi 14 février, dans la tribu de Nakéty, à Canala, au 17e congrès, écourté, du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS). Il a suffi, en effet, d'une seule journée pour que les différentes composantes du FLNKS, après bien des turbulences, affichent, de nouveau, leur unité.

Après l'accord intervenu, au début du mois, à Paris, entre le groupe Eramet, détenu en majorité par l'Etat, et la Société minière du Sud-Pacifique (SMSP), contrôlée par les indépendantistes (*Le Monde* du 3 février), ces derniers ont considéré que le *« préalable minier »* qu'ils opposaient, depuis avril 1996, à toute reprise des négociations politiques sur l'avenir institutionnel du territoire pouvait être levé. Ce *« préalable »* devait garantir un accès suffisant à la ressource en minerais pour alimenter le projet d'usine de retraitement du nickel, porté par la SMSP, en association avec le groupe canadien Falconbridge. Qu'il soit réalisé ou non, ce projet gigantesque, estimé à 6 milliards de francs, ne constitue pas seulement un enjeu économique dans le nécessaire rééquilibrage des provinces de la Grande-Terre, l'île principale de l'archipel de la Nouvelle-Calédonie. Il représente, pour les Canaques, une reconnaissance dans un monde contrôlé par les grandes puissances industrielles.

STRATÉGIES CONVERGENTES

Fort de la victoire qu'il estime avoir obtenue, le FLNKS est désormais prêt à aborder les négociations politiques. Selon le conseiller technique chargé auprès du premier ministre des questions d'outre-mer, Alain Christnacht, qui était encore, voici quelques jours, en déplacement à Nouméa, ces discussions pourraient commencer à Paris *« vers le 25 février »*. *« Les différents groupes de pression ont proposé des stratégies convergentes »*, a constaté Roch Wamytan, président du FLNKS, à la fin du congrès. Toutefois, les quatre motions entérinées ont confirmé la volonté du mouvement indépendantiste de *« faire aboutir, par la négociation, son projet d'Etat associé avec la France, dès 1998 »* et d'élaborer, à la fin du mois, le calendrier et la méthode des négociations.

Parallèlement, le FLNKS a clarifié son mode de fonctionnement interne en désignant un bureau politique désormais composé de quinze membres, qui sera *« la seule structure habilitée à négocier »*. M. Wamytan, souvent contesté au sein de son propre parti – l'Union calédonienne (UC) –, a été reconduit au poste de président qu'il occupe depuis la fin de 1995.

Toutefois, si l'unité semble être retrouvée au FLNKS, les deux années de combat pour l'usine du Nord ont laissé des traces. Il manque à l'appel la fraction la plus modérée du mouvement, qui refusait la stratégie du préalable minier, parmi laquelle François Burck, ancien président de l'UC, et Léopold Jorédié, président de la province Nord. Ces derniers, qui comptent parmi les responsables « historiques » du mouvement indépendantiste, avaient engagé, à compter du mois de décembre, des discussions avec le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, anti-indépendantiste). Il ne leur a pas été pardonné d'avoir ainsi affiché une pareille division.

Claudine Wéry

DÉPÊCHES

■ **RPR : Philippe Séguin, président du RPR, a déclaré,** à l'adresse des électeurs, samedi 14 février à Tours : *« Il n'est pas nécessaire de nous renvoyer à nouveau le message* [des élections législatives] *»* lors des régionales. Au cours d'une autre réunion publique, à Caen, M. Séguin a expliqué qu'au soir du 15 mars il faudrait *« manier avec beaucoup de précaution »* la comparaison avec les régionales de 1992. M. Séguin a regretté que le calendrier des élections ne soit *« pas particulièrement favorable »* à la droite. *« Si j'avais été maître du calendrier, j'aurais probablement donné quelques semaines ou quelques mois supplémentaires pour achever de nous refaire une santé »*, a-t-il ajouté.

■ **PATRONAT : Robert Hue, secrétaire national du PCF, a reproché,** dimanche 15 février, à Ernest-Antoine Seillière, président du CNPF, de vouloir *« faire reculer la France »* en s'opposant aux 35 heures, et il lui a proposé un débat sur le temps de travail. *« Je propose, puisqu'il m'a pris comme cible, un débat avec le patron des patrons pour, justement, qu'il y ait cet affrontement, qui permettra de clarifier le débat »*, a-t-il expliqué au « Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI ». La veille, sur Radio-Classique, M. Seillière avait déclaré qu'il n'était pas question pour lui de rencontrer Lionel Jospin. Le président du CNPF avait jugé *« inévitable »* la remise en question des conventions collectives si l'on voulait *« appliquer la loi sur les 35 heures »*.

■ **CCIP : le tribunal administratif de Paris a annulé,** vendredi 13 février, les élections du 17 novembre 1997 à la chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP), à la suite d'un recours de la Fédération nationale entreprise moderne et libertés (FNMEL), présidée par Jean-Michel Dubois, membre du bureau politique du Front national, qui n'avait obtenu aucun siège. L'annulation porte sur le scrutin dans toutes les catégories, à l'exception de celle de la grande industrie. Dans leurs considérants, les juges indiquent que les élections ont été organisées en fonction d'un décret de juillet 1966 invalidé en mars 1988.

M. Hollande : la gauche ne « prétendra à rien » sans majorité relative

LE PREMIER SECRÉTAIRE du Parti socialiste, François Hollande, a appelé les socialistes et la gauche, en clôture du congrès du Mouvement des jeunes socialistes, à Toulon (Var), dimanche 15 février, à faire barrage au Front national dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. M. Hollande a mis l'accent sur *« le choix symbolique de cette ville »* de Toulon, dans laquelle doit avoir lieu une législative partielle après l'annulation de l'élection du maire Front national, Jean-Marie Le Chevallier, par le Conseil constitutionnel. Le premier secrétaire du PS a souhaité *« tout faire pour que la gauche parte unie »* lors de cette partielle, et il a affirmé que la direction nationale du PS allait *« s'engager massivement »* pour faire battre M. Le Chevallier.

Le même jour, M. Hollande a déclaré, lors de l'émission « Public », sur TF 1, que, dans les conseils régionaux où la gauche n'aurait pas la majorité, absolue ou relative, elle ne *« prétend*[rait] *à rien dans ces régions, et* [laisserait] *la droite prendre ses responsabilités »*. *« Nous empêcherons toute alliance avec l'extrême droite. Alors, à la droite d'être partout aussi claire par rapport à ses intentions »*, a-t-il ajouté. *« Et lorsque nous sommes dans un scrutin uninominal à deux tours, par exemple, les cantonales ou les législatives, à chaque fois, lorsqu'il y a un danger du Front national, nous nous retirerons et nous appellerons à faire barrage contre le FN »*, a-t-il déclaré.

DROGUES Deux enquêtes de terrain effectuées auprès de consommateurs d'ecstasy à Paris, Lille et Marseille devaient être rendues publiques, lundi 16 février, par l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies. ● DÉCRIVANT une population de *« sujets jeunes, bien insérés socialement »* ayant déjà expérimenté d'autres substances licites ou illicites, les chercheurs observent que le phénomène a largement débordé le cadre festif du mouvement techno et des rave-parties. ● DES USAGES réguliers, voire solitaires, de cette drogue de synthèse ont été repérés. L'ecstasy est en outre très souvent consommée en association avec d'autres produits, provoquant de nombreux problèmes de santé. ● *CES ÉTUDES soulignent* les nombreux *risques* pour la santé. Médecins du monde tente de prévenir cette consommation sur les lieux de fête, en testant sur place la teneur des pilules d'ecstasy.

Des études soulignent les multiples dangers de la consommation d'ecstasy

L'usage de cette drogue de synthèse apparaît en progression et n'est plus seulement lié aux fêtes techno. Se rapprochant d'une toxicomanie classique, ses consommateurs y associent fréquemment d'autres produits et rencontrent de nombreux problèmes de santé, physique et psychique

LA « PILULE D'AMOUR » a vécu. Si l'ecstasy continue d'être recherchée pour ses effets désinhibants, sa réputation d'innocuité est sérieusement entamée. Deux études, effectuées l'une à Paris et Lille par l'Institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance (IREP) et l'autre à Bordeaux par le Comité d'étude et d'information sur la drogue (CEID), en attestent. Ces rapports ont été remis au secrétariat d'Etat à la santé et rendus publics, lundi 16 février, par l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT).

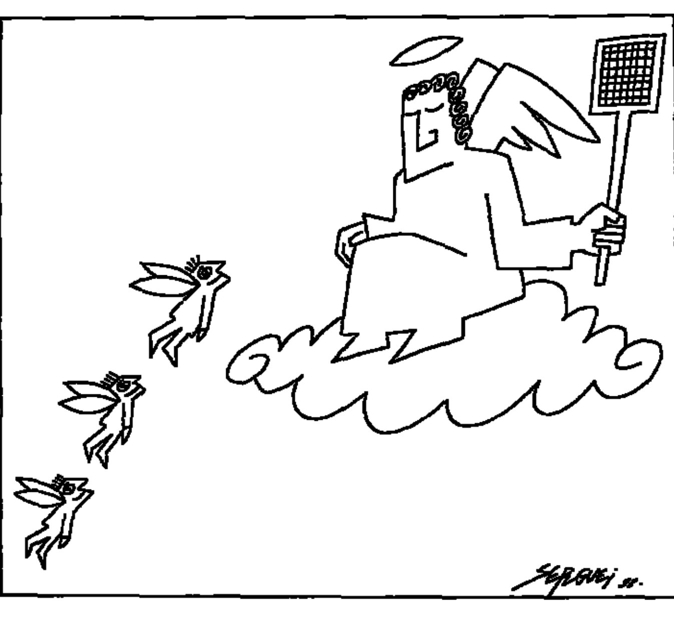
Il demeure difficile de mesurer l'ampleur d'« *un phénomène en pleine expansion, non limité à un petit nombre d'initiés ou à une élite* ». Les rares données disponibles sont celles du service de santé des armées – en 1996, 5,1 % des jeunes conscrits avaient déjà goûté à l'ecstasy – et du Comité français d'éducation pour la santé – 0,7 % des Français avaient consommé de l'ecstasy et des amphétamines en 1995. L'association de ravers Techno-Plus chiffre pour sa part à un million le nombre de personnes concernées.

Les deux enquêtes qualitatives de l'OFDT explorent pour la première fois les rituels et les modes de vie des amateurs d'ecstasy rencontrés dans les boîtes de nuit, les rave-parties officielles ou sauvages, les festivals, les « technivals », les bars et les quartiers « branchés ». En région parisienne et dans l'agglomération lilloise, 163 questionnaires ont été analysés. En Gironde, l'étude a porté sur 134 usagers.

« DES SUJETS JEUNES »

Les résultats concordent tout d'abord pour définir la population concernée : *« Des sujets jeunes, bien insérés socialement et qui (...) ressemblent davantage aux consommateurs de cannabis qu'aux toxicomanes avérés rencontrés dans les filières de soins. »* Leur moyenne d'âge est de 26,5 ans ; les hommes, les célibataires et les diplômés du supérieur sont majoritaires.

« Aujourd'hui, surtout depuis 1995, semble-t-il, l'ecstasy est devenue un produit beaucoup plus largement distribué, disponible dans tous les milieux sociaux, à un prix qui n'a cessé de diminuer [entre 50 et 150 francs le cachet], peut-on lire dans le rapport de l'IREP. *A côté des milieux de la nuit, nous trouvons maintenant des lycéens, de jeunes ouvriers, des élèves des grandes écoles... aussi bien que des publics beaucoup plus marginalisés et en situation d'errance. »* L'achat et la revente d'ecstasy ne semblent pas engendrer de comportements délinquants. *« L'argent utilisé pour l'acquisition est presque toujours d'origine honnête »*, observe le CEID. *« L'ecstasy n'est pas un produit d'entrée dans le monde des drogues*, soulignent par ailleurs les chercheurs. *Il semble en fait apparaître dans un deuxième temps chez les personnes utilisatrices de produits "branchés" ou de nuit. »* L'immense majorité des amateurs d'ecstasy ont en effet déjà expérimenté d'autres substances licites ou illicites, en particulier le cannabis (87 %), l'alcool (57 %), le LSD, (49 %), la cocaïne (48 %), l'héroïne (36,6 %), les champignons hallucinogènes (15,7 %), les médicaments psychotropes (14 %) et les amphétamines (11,9 %).



Longtemps associé aux mouvements « techno » (*Le Monde* du 14 janvier), aux musiques électroniques, à la danse et aux transes collectives, l'usage d'ecstasy a largement débordé ce contexte. *Contre toute attente*, la première prise se fait généralement en « fête privée », 75 % des usagers ayant *« rencontré l'ecstasy en dehors de rave-parties »*, précise l'étude girondine.

La première fois, l'ecstasy est très souvent offerte gratuitement, dans un contexte d'« *initiation collective* », sous la *« pression plus ou moins forte de connaissances ou d'amis très proches »*. La forme du produit – un simple cachet à *« gober »* (avaler) – *« représente une barrière de moins à franchir »*, note l'IREP. La plupart des jeunes initiés rééditent l'expérience : 26 % des jeunes « gobeurs » en prennent deux à trois fois par mois et 21,5 % quatre fois par mois, soit tous les week-ends.

A *leur grande surprise*, les enquêteurs ont mis en évidence des consommations régulières, voire solitaires. 62 % consomment l'ecstasy en discothèques, 61 % en raves et 58 % *« en privé »* (30,4 % à Bordeaux). *« Un nombre notable d'usagers sont passés d'un usage festif et social à un usage individuel les rapprochant du domaine de la toxicomanie »*, commente le CEID, qui calcule que *« près de 15 % des utilisateurs font un usage massif de ce produit »*.

Une autre idée reçue battue en brèche par ces deux enquêtes tient au fait que l'ecstasy n'est quasiment jamais consommée seule, mais en association avec d'autres produits. *« Ils viennent renforcer les effets de l'ecstasy (cocaïne, "speed"* [amphétamines]*), limiter les conséquences les plus redoutées lors de la "descente" (cannabis, héroïne, alcool) ou, encore, moduler ou transformer l'expérience elle-même (LSD) »*, indique l'IREP.

Il en résulte des *« situations nouvelles »*, parmi lesquelles *« les consommations intensives de produits multiples et la dépendance à l'héroïne, en association ou non avec d'autres complications médicales ou psychiatriques »*. Sans compter que les comprimés peuvent contenir bien d'autres choses que de l'ecstasy (amphétamines, strychnine, caféine, Lexomil, Doliprane, Nivaquine, etc.).

EFFETS SECONDAIRES

A l'euphorie, l'empathie et le bien-être corporel provoqués par la prise d'ecstasy succède toute une série d'effets secondaires. Deux tiers des usagers de la région de Bordeaux ont ainsi signalé des problèmes de santé, psychiques et/ou physiques. *« L'arrêt de la consommation va souvent de pair avec un état dépressif plus ou moins grave selon les individus »*, signale l'IREP. Hormis les crises d'angoisse, l'anxiété et les insomnies, des phénomènes plus inquiétants comme l'amnésie, la confusion mentale et les troubles de la personnalité peuvent se manifester. D'autres symptômes ont également été repérés, tels un amaigrissement sévère, des problèmes digestifs et dentaires.

Sans qu'on sache si ces complications sont le fait exclusif de l'usage d'ecstasy ou des polyconsommations, elles démontrent l'urgence et la nécessité de mettre en place des actions de prévention. A l'heure actuelle, quelques associations comme Techno-Plus ou Médecins du monde interviennent sur les lieux de fête pour analyser les produits (« *testing* ») et prodiguer aux usagers des conseils avisés – boire beaucoup mais par petites quantités, manger des produits vitaminés pendant la « descente », éviter de prendre le volant, etc. *(lire ci-dessous)*. Leurs dépliants rappellent que l'ecstasy est sévèrement « *contre-indiquée* » en cas de troubles cardiaques, d'épilepsie, de problèmes psychiatriques, d'insuffisance rénale, d'asthme, de diabète ou d'asthénie et que son usage est prohibé par la loi du 31 décembre 1970 sur les stupéfiants.

Laurence Folléa

349 000 doses saisies en 1996

● **Genèse.** En 1914, les laboratoires allemands Merck déposent le brevet d'une molécule baptisée 3,4 méthylène-dioxy-métamphétamine (MDMA), de structure proche de la mescaline. Elle tombe dans l'oubli jusqu'à ce que l'armée américaine, en 1953 et 1954, pratique des études de toxicité avec plusieurs substances, dont le MDMA, sur des animaux. Le chimiste américain Alexander Shulgin, chercheur chez Dow Chemicals, resynthétise la molécule au milieu des années 60 et met en évidence ses propriétés désinhibitrices.
A partir de 1978, le MDMA est utilisé par certains psychiatres dans le cadre de psychothérapies. L'usage récréatif du MDMA, désormais appelé « ecstasy », se développe au début des années 80 à partir de la Côte ouest des Etats-Unis. Le MDMA est aujourd'hui classé sur le plan international au tableau 1 des psychotropes dépourvus d'intérêt médical.

● **Prévalence.** Selon les données rassemblées par l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, en Grande-Bretagne, en 1994, 2 % des 16-59 ans et 6 % des 16-29 ans avaient expérimenté l'ecstasy au moins une fois au cours de leur vie. En Espagne, en 1995, 1,6 % des plus de 15 ans ont avoué y avoir goûté. Aux Pays-Bas, en 1992, 3,3 % des élèves de plus de 12 ans disaient en avoir fait l'expérience. En Allemagne, en 1995, 7 % des 18-20 ans et 1,6 % des adultes avaient essayé l'ecstasy. A Bruxelles, en 1996, c'était le cas de 10 % des garçons de 15 à 16 ans. En Suède, en 1996, 1,4 % des jeunes conscrits étaient concernés. En France, en 1995, 0,7 % des plus de 18 ans avait testé le MDMA, et en 1996 5,1 % des jeunes hommes reçus dans les centres de sélection des armées en avaient déjà pris, dont 1,2 % régulièrement.

● **Répression.** La grande majorité des saisies d'ecstasy effectuées en Europe sont le fait de cinq pays (Espagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne, France), avec chacun en moyenne 100 000 doses interceptées chaque année. En France, 349 000 doses ont été saisies en 1996, contre 255 000 en 1994 et 13 000 en 1990. Les interpellations pour usage illicite d'ecstasy dans l'Hexagone n'ont cessé d'augmenter : 1 179 en 1996, contre 665 en 1994 et 32 en 1990.

« Au bout d'un an et demi, j'ai fait une dépression, j'étais largué »

LES ENQUÊTEURS ont recueilli de nombreux témoignages concernant les effets néfastes de l'ecstasy. Parmi eux, Oscar, vingt et un ans, étudiant travaillant dans un « média-techno », Stéphanie, même âge, qui a laissé tomber les études, Domi, dix-neuf ans, revendeur et fumeur de haschisch, Gilles, quarante-deux ans, employé de banque en voie d'être licencié pour faute, qui consomme tous les week-ends, Alain, trente-cinq ans, employé dans la restauration, qui a arrêté l'ecstasy et prend de la cocaïne, Brigitte, vingt ans, étudiante et fumeuse de cannabis, qui arrête sa consommation d'ecstasy « avant les examens ».

● « C'est trop bon quelque part comme produit, mais le problème (...), c'est qu'il faut un cachet le premier soir, le deuxième soir, étant donné que t'es fatigué, il en faut deux, il faut augmenter la dose n'importe comment, c'est comme toute drogue, c'est pour ça que c'est bon de faire des breaks, d'arrêter même ne serait-ce que deux, trois jours dans la semaine, quatre jours, même une semaine, un mois, c'est génial, ça, d'arrêter. »

● « Avec l'ecsta, t'as toujours envie... t'as une envie de consommer, de tout consommer, tu vois, de dépenser, de boire... tout est à l'excès, donc forcément, si t'es sous ecsta et qu'on te propose du LSD, tu vas le prendre... t'es plus toi, quoi, quand tu prends de la coke, t'es encore toi, tu sais ce que tu fais... »

● « *Moi, avant de connaître le couple ecsta*-techno, on m'a proposé de l'héro, on m'a proposé du LSD et ça m'avait pas tenté parce que j'étais fumeur de shit et que j'avais pas envie de toucher à une drogue dure, mais par le biais de l'ecstasy on découvre la défonce, on découvre la montée, on découvre le rush, on découvre aussi la descente après et... je pense que, ouais, ça donne carrément envie d'essayer d'autres choses. »

● « Très rapidement, j'ai zappé mon année d'histoire et, pendant un an, c'était l'inconscience totale, vraiment enthousiasmé par la substance... L'année d'après, j'ai fait une première année d'anglais que j'ai zappée au bout de quinze jours et, tout d'un coup, au bout d'un an et demi de consommation... j'ai fait une déprime, *une dépression (...). J'ai vu un psy qui m'a* prescrit un antidépresseur. J'étais complètement largué. »

● « Moi, il m'est arrivé de boire, je ne sais pas, en ayant pris un ecsta, de boire sur une soirée huit à dix coupes de champagne, cinq-six whisky-coke, quelques bières. Mais rien, pas raide du tout. (...) Ça annihilait les effets de l'alcool. »

● « Pendant la semaine qui suit, ce n'est pas possible d'aller affronter l'extérieur. C'est une certaine peur de se sentir décalée par rapport à ce qui se passe dehors, à tous les problèmes qui se passent dans le quotidien. Sinon, un autre *problème aussi, c'est que c'est* impossible de manger quoi que ce soit. »

● « Dans les semaines qui suivent la consommation d'ecstasy j'ai constaté des pertes de mémoire et une baisse du moral. J'étais agressif, mal dans ma peau, peu sociable. Je me querellais avec mon copain. J'avais l'impression que mon entourage manigançait contre moi. »

● « Je ne mangeais plus, je ne dormais plus. Je ne me nourrissais que d'ecstasy. Je ne vivais que la nuit, le jour on restait dans des maisons aux volets fermés en écoutant de la musique. J'ai perdu du poids. Ma vue a baissé, j'ai eu des problèmes dentaires. J'ai l'impression d'avoir fatigué mon cœur et mon corps. J'ai eu des moments de dépression. »

● « J'ai eu beaucoup d'arrêts-maladie. Les réveils *sont difficiles. J'ai eu mal aux reins*, des douleurs musculaires, une perte de poids. J'avais aussi des migraines. Je ressentais un certain manque psychologique. J'avais des difficultés à mémoriser. »

● « C'est la fameuse déprime du mardi quoi, c'est... On gobe le samedi soir, le dimanche on est encore défoncé, le lundi on est comme ça et puis le mardi on est déprimé, c'est ce qui amène beaucoup de gens à arrêter d'ailleurs, parce qu'ils en ont marre d'être déprimés le restant de la semaine pour six heures d'amusement le week-end. »

Médecins du monde tente une difficile prévention dans les rave-parties

REPORTAGE

Chaque samedi soir des équipes testent sur place la qualité des produits proposés

CE SAMEDI soir 7 février, comme tous les samedis, quelques personnes se retrouvent au 62 *bis* de l'avenue Parmentier, au centre d'accueil *pour* toxicomanes de Médecins du monde (MDM). Des médecins, des étudiants, des psychologues que le phénomène des raves intéresse, moins pour y participer que pour y faire un travail de prévention sur les risques liés à l'ecstasy.

Marie, Safia, Etienne, Christian, un nouveau venu, sont là. Attendant que soit fixé le rendez-vous. A côté des raves autorisées et payantes, il y a les raves dites « free », gratuites et non autorisées, qui sont les plus recherchées parce qu'elles se déploient dans des endroits pittoresques, grottes, carrières désaffectées, entrepôts, usines en ruines, et donnent lieu à d'intenses parties de cache-cache avec la gendarmerie. Tenus secrets le plus longtemps possible, le lieu et l'heure du rendez-vous sont diffusés par un numéro de téléphone, l'*info-line*. La première indication tombe *après minuit : prendre l'autoroute* en direction de Chartres, sortir à Ablis et attendre sur l'aire après le péage.

Il n'est pas forcément très motivant de rouler vers Chartres un samedi soir, dans une épaisse purée de pois, pour aller, en principe, danser sur des musiques pour le moins répétitives et puissamment assénées. Dans la voiture, Safia, psychologue, explique qu'on ne vient pas pour interdire, déconseiller, faire de la morale, mais pour responsabiliser des gens qui peuvent être parfois un peu légers.

Etienne, étudiant en ethnologie, estime qu'on évalue mal la signification des raves. Il ne s'agit pas d'une séance d'assommoir comme le décrivent volontiers les médias, mais plutôt d'un rituel d'intégration, d'une façon de réunir des gens qui ne sont que trop isolés. A travers les raves, des groupes se constituent, se reconnaissent, réalisent l'essentiel : l'identification. Et les candidats à l'identité sont légion de nos jours.

En arrivant à Ablis, ils sont en effet assez nombreux à attendre, jeunes ravers dans l'ombre et le brouillard, qu'un signal soit donné. André, qui dirige la « mission rave » de Médecins du monde, fait signe à *ses confrères et leur annonce* la mauvaise nouvelle. Le camion chargé de la sono s'est bêtement planté sur une voiture et les policiers ont tout arrêté : conducteurs et matériel. La rave est annulée.

« BEAUCOUP D'ESCROQUERIES »

André Benezech a quarante-cinq ans, est chargé de recherche par Médecins du monde sur un programme d'alerte précoce concernant les drogues de synthèse. En 1994-1995, il avait mis en place à Nice, Cannes et Antibes, un bus d'échange de seringues. « *Dans les raves*, dit-il, *j'ai très vite remarqué que des gens se plaignaient de symptômes qui n'avaient rien à voir avec ceux que l'on peut rencontrer avec l'ecstasy. Je me suis dit qu'il fallait analyser ce qui se trafiquait exactement, et pour cela j'ai utilisé le test de Marquis.* »

Avec une solution d'un volume de formol pour neuf volumes d'acide sulfurique, on peut en effet déterminer à quelle famille appartient tel ou tel comprimé anonyme, selon la couleur qu'il prend en réagissant au test. *« Ce n'est qu'un test, sans grande garantie scientifique*, concède André. *On ne peut pas voir s'il y a de la strychnine ou du PCP, par exemple. En revanche, on peut voir beaucoup d'escroqueries plus ou moins graves : quand on vend pour de l'ecstasy des médicaments comme le Rinurel, le Fonzilane ou la Nivaquine. Evidemment, ça ne fait planer personne, la Nivaquine, mais, après quelques pétards, vous n'en êtes plus certain. Et alors vous êtes tenté de reprendre quelques cachets. Et vous risquez un blocage rénal, peut-être mortel.* »

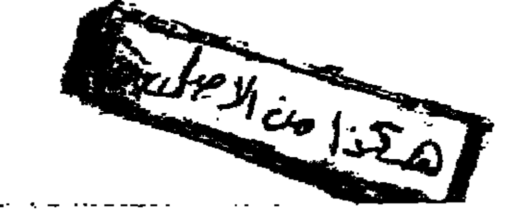
La mission rave de Médecins du monde s'installe dans les raves avec ses tracts, ses trousses de secours et ses fioles de test. « *Les gens viennent nous voir d'eux-mêmes*, poursuit André. *On est toujours bien accueillis, les raves ne sont pas des zones de violence, mais de tolérance. Le seul danger vient des dealers, qui ont parfois 400 comprimés à refiler, pour 40 ou 50 000 balles et qui ne sont pas contents de nous voir débarquer et dire que c'est de la saloperie.* »

Un nouvel appel sur l'*info-line* permet de savoir qu'une autre rave, autorisée, se tient vers Mennecy (Essonne) sur l'autoroute du Sud. Demi-tour vers la Francilienne, les quelque 4 000 ravers attendus pour Ablis repartent vers Mennecy, une grande ferme devant laquelle des dizaines de voitures sont garées. La rave est payante, 70 francs, et déjà très encombrée à trois heures du matin.

Plus de quatre cents jeunes plutôt bien mis, ou bien démis, transpirent ensemble dans un *luxe* de lumières et de décibels : il fait un temps quasi tropical entre quatre murs. André fait le tour des lieux, inspecte les *pièces annexes, tout* est plein. Impossible de déplier sa table, ses tréteaux, ses brochures. Dans une rave, il faut arriver tôt pour s'installer. Qu'importe, *ce sera pour la* prochaine.

André a d'autres soucis en tête. Obtenir du ministère de la santé une forme de reconnaissance de son travail de prévention, ne serait-ce que pour avoir le droit de manipuler ces substances illégales qu'il touche pendant le test, sans être en situation délictueuse. Et faire front aux nouvelles substances qui s'apprêtent à conquérir le marché français, à commencer par le très redoutable DOB, un hallucinogène de synthèse qui reste actif pendant près de quarante heures.

Michel Braudeau



Mur-de-Barrez ou les tourments d'un village entre faits et rumeurs, à l'heure de la pédophilie

L'abbé Maurel, forte personnalité et directeur du collège privé, est accusé de viols et incarcéré

Depuis des mois, les habitants de Mur-de-Barrez, un village aveyronnais, se divisent sur le cas de l'abbé Maurel, 69 ans, accusé de viols sur mineurs et incarcéré depuis mars 1997. Cette personnalité a dirigé pendant plus de quarante ans le collège privé Saint-Pierre. Rivalités, querelles locales, mystérieux corbeau, témoignages d'anciens élèves : cette affaire de pédophilie bouleverse la vie de la bourgade.

MUR-DE-BARREZ (Aveyron)
de notre envoyé spécial

Voilà une *« bien vilaine affaire »*, une *« sale histoire »*, comme l'on dit dans les villages de bon sens.

REPORTAGE
Triste clochemerle : l'affaire confine au roman noir façon terroir

Un de ces scandales qui chamboulent les esprits et attisent les rancoeurs. Mur-de-Barrez, bourgade d'honorable réputation, se croyait pourtant hors d'atteinte, perchée sur son éperon rocheux, entre Aveyron et Cantal. Il n'y avait pas de *« ça »* ici, dans ces maisons de pierre grise tournées vers les monts d'Auvergne. Pédophilie... Le mot lui-même était pour ainsi dire inconnu des 1 100 habitants. Et puis, début 1997, l'abbé Maurel, *« monsieur l'abbé »*, s'est retrouvé en prison, accusé de viols sur mineurs.

Depuis, cet homme de soixante-neuf ans, ancien directeur du collège privé, clame son innocence, soutenu par une partie – mais une partie seulement – de la population.

L'affaire confine au roman noir façon terroir. C'est un triste clochemerle, mêlant le fait et la rumeur. Partisans et adversaires de l'abbé s'affrontent sans que rien ne manque au champ de déshonneur. Ni le décor : un village agréable mais taiseux par nature. Ni les personnages : un religieux hors norme, un mystérieux « corbeau », un maire contesté...

L'intrigue, elle, se nourrit de haines mal contenues, de silences, mais s'appuie également sur des accusations précises. Suffisamment graves, en tout cas, pour que le suspect soit maintenu en détention malgré sa santé défaillante. Trois mineurs l'accusent de viols et trois adultes – des anciens élèves – évoquent des *« attouchements »* remontant à plusieurs années (de 1958 à 1986). Même si les partisans de l'abbé hurlent au *« complot »*, les éléments à charge sont donc lourds.

Il fut pourtant une époque où Jean-Lucien Maurel, fils de cantonnier ordonné prêtre en 1953, faisait presque l'unanimité dans cette micro-région du Carladez.

Directeur du collège Saint-Pierre depuis plus de quarante ans, il vouait sa vie à l'enseignement. La vaste bâtisse, accessible par la rue de l'église, était sa chose, son *« œuvre »*. Il en avait fait une institution de renom, accueillant aussi bien des élèves du cru que des pensionnaires extérieurs, français et étrangers (Liban, Afrique francophone). Certains d'entre eux étaient considérés comme des cas « difficiles », en situation d'échec.

« UNE SORTE D'ENGRENAGE »

Apprécié pour son dynamisme, redouté pour son *« caractère de cochon »*, *« monsieur l'abbé »* ne partageait guère son pouvoir. Sous des dehors timides, cet homme de faible corpulence avait du tempérament, au point de s'opposer à la hiérarchie catholique. Il était de ces fortes têtes, un rien cabochardes, dont on jure en Aveyron qu'elles savent *« mener leur mule »*. Droit devant, forcément.

Cumulant les fonctions d'enseignant (français, anglais, histoire-géographie) et de directeur, Jean-Lucien Maurel se rendait parfois à Paris pour solliciter l'aide financière des Aveyronnais de la capitale, brasseurs ou marchands de vin. Le week-end, quand il ne pratiquait pas l'ULM avec ses amis, il s'occupait de la vingtaine de pensionnaires. L'été, il organisait des séjours en Corse, en Italie, en Espagne, des voyages aux Etats-Unis, pays qui le fascinait... Des générations d'élèves l'ont côtoyé sans jamais s'en plaindre, bien au contraire.

La *« sale histoire »* n'est pas arrivée d'un seul coup, avec son arrestation, le 13 mars 1997. Les observateurs neutres – il en reste quelques-uns – se souviennent de signes annonciateurs. *« C'est allé crescendo,* confie l'un d'eux, *comme une montée en puissance, une sorte d'engrenage. »*

Il y a d'abord eu les ennuis de santé de l'abbé. Le 1er avril 1992, un infarctus l'oblige à s'arrêter six mois. En son absence, l'ambiance se détériore au collège. Des clans se forment au sein du personnel. Un couple d'enseignants, Marie-Laure et Joseph Chayrigues, prend du galon. Aux yeux de tous, ils apparaissent comme des opposants à l'abbé, malgré de lointains liens de parenté avec lui. Son retour, à l'automne, n'y change rien. Si plusieurs personnes, dont le professeur d'éducation physique, lui restent fidèles, d'autres soutiennent les Chayrigues.

PREMIERS BRUITS

C'est dans ce contexte que courent les premiers bruits : l'abbé aurait des *« chouchous »* et n'aimerait guère la *« gent féminine »* ! Il n'est pas question, alors, d'*« affaires de fesses »*, juste de *« préférences »*. Les tensions du collège se font bientôt ressentir dans le village.

M. Chayrigues, élu maire (sans étiquette) au printemps 1995, s'énerve lors d'une réunion houleuse. *« C'est un pédéraste ! »*, lance-t-il à propos de l'abbé. Celui-ci ne réagit pas. Le maire-enseignant s'éclipse.

Vient ensuite le temps des appels anonymes au domicile de l'abbé. *« Je vais te planter, tu vas en baver »*, lui promet une voix masculine. Quelques semaines plus tard, le 10 juin 1996, divers notables reçoivent un courrier dactylographié. Le « corbeau » écrit : *« J'ai subi dans mon enfance des attouchements sexuels, proférés par l'abbé Maurel, lors de voyages et chez lui (...). Très estimé de ma famille, il a abusé de ma candeur (...). De plus, je suis en mesure d'affirmer que de tels actes se poursuivent sans éveiller auprès des familles les moindres soupçons. »*

L'auteur ne sera jamais identifié. L'abbé, lui, sera poussé vers la retraite par l'évêché de Rodez.

Le 4 mars 1997, les accusations se font plus graves. A visage découvert, cette fois. Un adolescent de quinze ans dit avoir été violé lors d'un séjour aux Etats-Unis, en août 1995.

Deux autres témoignages, sans lien avec le premier, seront bientôt recueillis, accusant également l'abbé de viol. Enfin, plusieurs « anciens » – dont un homme de cinquante ans, cadre dans une grande entreprise – consolident les soupçons en se souvenant de caresses équivoques et de *« masturbation »*. Le 13 mars, les gendarmes arrêtent l'abbé. *« L'affaire Maurel »* est lancée, sous la conduite du juge d'instruction de Rodez, Jean-Marc Anselmi.

Des enseignants, des anciens élèves – dont un policier et un gendarme – plaident en faveur de l'abbé. Des parents d'élèves aussi, qui se disent *« stupéfaits »* devant *« tant d'injustice »*. Pour eux, comme pour de nombreux jeunes, l'homme est *« au-dessus de tout soupçon »*. Tous insistent sur ce qu'ils appellent les *« incohérences »* de l'enquête. L'avocat de la défense, Me Hubert Aoust, conteste la manière dont le principal enquêteur, un gendarme, mène ses interrogatoires. Et le médecin personnel du religieux, le docteur Gil Mury, dévoile un élément important : *« En 1995, mon patient suivait un traitement médical si lourd, dû à ses problèmes cardiaques, qu'il lui était physiquement impossible d'avoir des relations sexuelles dans les circonstances décrites. Il ne pouvait pas avoir une érection suffisante ! »*

Reste le conflit opposant l'abbé aux époux Chayrigues. Au village, tout le monde ne parle que de cette *« guerre »*, au point d'en oublier les éléments factuels. Les Chayrigues auraient-ils cherché, comme on le prétend, à solliciter des témoignages défavorables à l'abbé ? Joseph Chayrigues, qui a témoigné contre lui devant les gendarmes, rejette la thèse d'une *« cabale »* : *« Moi, vous savez, je milite pour le respect des personnes et des enfants. Le matin, quand je me regarde dans la glace, je n'ai pas honte. Dans cette histoire, laissons la justice faire son travail. »*

Un couple de médecins algériens, dont les enfants ont été scolarisés à Saint-Pierre, assurent néanmoins que Mme Chayrigues a téléphoné *« quatre ou cinq fois »*, en 1995, en Algérie, pour inciter leur fils à se confier. Interrogé par *Le Monde*, ce père de famille s'étonne d'une telle insistance : *« Mon fils n'avait rien à reprocher à l'abbé ! Il n'avait aucune raison de dire quoi que ce soit ! Comme d'autres, nous sommes persuadés que cet homme est innocent. »*

Voilà bientôt un an que Jean-Lucien Maurel est en prison. Au collège, où les élèves sont de moins en moins nombreux, les frictions n'ont pas cessé entre les vingt-deux employés. Les deux camps se détestent toujours, au point de ne plus s'adresser la parole.

Des ragots lancés à la rentrée contre le professeur de gymnastique (ami de l'abbé) se sont révélés totalement infondés après vérification des gendarmes. *« C'est de la haine, cela relève de la névrose, d'un côté comme de l'autre »*, constate un observateur neutre.

LA PART DES CHOSES

A l'évidence, ce climat pollue tant le volet judiciaire qu'il devient difficile de faire la part des choses entre la réalité du dossier et le fruit des tensions locales.

Me Isabelle Babec-Besse, l'avocate du jeune garçon qui est à l'origine des poursuites, regrette cette dérive : *« Il y a un malaise lié au contexte, un non-dit lourd à gérer, mais il s'agit avant tout d'une stratégie de rupture de la part de la défense. Je préfère m'en tenir aux faits et, croyez-moi, les éléments sont solides. »* A l'inverse, Me Aoust, l'un des défenseurs de l'abbé, reste *« convaincu »* de l'existence d'une *« manipulation »*.

Il reviendra à la justice de trancher. Avant l'automne, la cour d'assises de l'Aveyron devra décider du sort de l'abbé Maurel.

Philippe Broussard

Meurtre de Caroline Dickinson : 470 appels téléphoniques recensés

ENVIRON 470 APPELS avaient été enregistrés, dimanche 15 février, après la diffusion, deux jours plus tôt, du portrait-robot du suspect numéro un dans l'enquête sur le meurtre de Caroline Dickinson, en juillet 1996, à Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine) (*Le Monde* du 14 février). Une trentaine de personnes signalées devraient faire l'objet d'un test génétique après prélèvement salivaire. Ces hommes *« originaires pour une grande majorité de la région ouest, font l'objet d'un intérêt particulier »*, a souligné Jean-Pierre Michel, commandant de la compagnie de gendarmerie de Saint-Malo, en présentant à la presse la « cellule Caroline ». Trois lignes téléphoniques ont été ouvertes, dont l'une pour les ressortissants britanniques.

DÉPÊCHES

■ **POLLUTION : les mesures de restriction de la circulation à Paris ont** été levées, dimanche 15 février, à minuit, après le retour au niveau 1 de la pollution atmosphérique. Vendredi, la préfecture de police avait imposé une réduction de 20 km/h des vitesses autorisées. La situation s'est améliorée dimanche avec la fin de l'*« inversion thermique »*, qui empêchait la dispersion des gazs polluants dans l'atmosphère.

■ **ACCIDENT : un important carambolage a fait deux morts et quatre-vingts blessés**, dont cinq graves, samedi 14 février, sur l'autoroute A11, près de Prunay-en-Yvelines (Yvelines). Dix-sept autocars qui se rendaient à la manifestation parisienne des chasseurs, dix voitures et un poids lourd ont été accidentés. Le brouillard et la vitesse pourraient être à l'origine du drame.

■ **FAIT DIVERS : un lance-roquettes a été retrouvé après l'attaque manquée d'un fourgon blindé**, samedi 14 février, dans le 8e arrondissement de Lyon. C'est la troisième fois en deux mois que cette arme est utilisée dans des opérations similaires dans la région lyonnaise. Samedi, vers 20 h 30, des individus cagoulés et armés de fusils d'assaut avaient ouvert le feu sur le véhicule de transport de fonds. Ses deux occupants avaient riposté, forçant les malfaiteurs à la fuite.

■ **ESCROQUERIE : un agent de recouvrement du Trésor a été mis en** examen et écroué, samedi 14 février, à Marseille. Didier Salles, 36 ans, est soupçonné d'avoir détourné plus de 1 million de francs vers son compte personnel. Le SRPJ de Marseille avait été alerté par les collègues du percepteur.

■ **STUPÉFIANTS : neuf personnes ont été mises en examen et écrouées après la saisie, à Marseille**, de 5 tonnes de haschisch dans un camion débarqué, le 6 février, d'un car-ferry venant d'Algérie. Des armes et 1 million de francs en liquide avaient été retrouvées, lundi 9 février, lors d'une intervention de la police.

L'AVENIR DES RÉGIONS

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Le grand remuement de populations venues d'ailleurs

76 000 personnes s'installent chaque année. La Provence éternelle de Pagnol et Mistral ne serait rien sans ce flux migratoire qui a toujours constitué sa richesse. Un dynamisme social qui s'accentue et que le politique peine à saisir

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Plus encore que de soleil, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est un territoire de grands remuements de population. Entre le recensement de 1982 et celui de 1990, l'Insee a décompté 609 000 personnes venues s'installer ici (76 000 par an) tandis que beaucoup s'en allaient. Mais le solde migratoire vis-à-vis du reste de l'Hexagone – y compris l'Ile-de-France – reste largement en faveur de la Provence. C'est exceptionnel. A ce flux massif d'arrivants du nord s'ajoute celui des étrangers, quatre fois moindre, mais d'importance : 106 410 personnes venues dans le même laps de temps, autant de la Communauté européenne (29 000) que du Maghreb (30 000). La rubrique « autres pays étrangers » est la plus fournie, avec 47 000 arrivées.

Colette Pillet, chargée des études démographiques à l'Insee, souligne d'abord que, contrairement à une idée courante, l'apport extérieur rajeunit la population : les retraités y sont très minoritaires (10 %), et leur proportion diminue. Elle précise ensuite qu'il concerne essentiellement des actifs ayant un emploi ; enfin, qu'il représente un appoint significatif de cadres et de professions intellectuelles supérieures. L'Insee constate que, depuis le dernier recensement, l'afflux a tendance à ralentir et le Languedoc-Roussillon attire désormais plus de Provençaux que l'inverse.

Mais les mouvements restent puissants. Les sociologues Jean Viard et Xavier Gizard, triturant ces chiffres, aboutissent à ces proportions : si plus de 67 % des Français vivaient en 1990 dans la région où ils sont nés, en Provence Alpes-Côte-d'Azur ils n'étaient que 51,9 % ! Même l'Ile-de-France, région de bougeotte et d'attirance, compte plus d'enfants du pays (54,3 %). Et les chiffres s'accroissent encore quand on sélectionne les actifs : plus de 60 % de ceux-ci ne sont pas nés sur place. Voilà donc établi ce fait : la Provence éternelle de Pagnol et de Mistral est peuplée, pour une part importante, et en tout cas supérieure aux autres régions, de gens qui viennent d'ailleurs.

Ce mouvement perpétuel de populations vers le Midi est une vieille histoire. L'historien Emile Temime en a fait le constat bimillénaire pour Marseille ; il en a aussi suivi le déroulement tout au long du XXe siècle pour la Provence : l'importation de main-d'œuvre a toujours été au cœur du système économique régional, qui n'a jamais imaginé le développement qu'avec l'arrivée de populations nouvelles. Et les grands aménagements du territoire comme Fos-sur-Mer ou Sophia-Antipolis ont perpétué cette habitude.

Pourtant, Michel Péraldi, grand connaisseur des économies parallèles et des milieux de l'immigration étrangère, est très rétif devant l'emploi même du mot *« migration »*. Selon lui, en effet, les mouvements les plus contemporains sont d'une autre nature : ils sont souvent *« presque perpétuels ou pendulaires »* et ne peuvent plus se penser comme des installations sur un territoire. Il s'agit plutôt de mouvements dans un *« espace diasporique »*. *« Trabendistes »* grands ravitailleurs du commerce de détail en Algérie, en perpétuels allers-retours, Turcs qui viennent se ravitailler en bases de parfums pour une industrie florissante dans leur pays, Chinois important vers Paris, *via* Marseille, l'essentiel du riz de Thaïlande : ces nouveaux commerçants sont des gens de réseau plus que de territoire qui sautent frontières et continents. Car ils savent, eux, que le franchissement de la frontière est une ressource. Et Péraldi de citer un mémoire d'éudiants qui montre que plus de 63 % du commerce de voitures entre la région et le Maghreb (et 8 % à 13 % du trafic France-Maghreb) se fait à partir de 24 garages sans apprêt installés derrière la porte d'Aix de Marseille, à l'opposé des concessionnaires chics et officiels du sud de la ville, qui peinent à s'implanter de l'autre côté de la Méditerranée...

> Contrairement à une idée courante, l'apport extérieur rajeunit la population : les retraités y sont minoritaires. Il concerne surtout des actifs ayant un emploi et représente un appoint significatif de cadres et de professions intellectuelles supérieures

Gens de flux donc, et cela évoque pour Péraldi les travaux de son ami Alain Tarrius, qui avait observé les Lorrains de Fos-sur-Mer. Arrivés pour participer à la création d'une sidérurgie-sur-Méditerranée, ils ne devenaient pas pour autant des Provençaux. Certains restaient Lorrains, d'autres se découvraient... Italiens. Mais beaucoup, après le déracinement, envisageaient leur vie dans une sorte *« d'espace mondialisé du fer »* qui voyait leurs enfants filer vers la Mauritanie. Même les pieds-noirs, qu'étudie patiemment l'historien Jean-Jacques Jordi, connaissent ces errances. Bien sûr, ils sont nombreux à être revenus près de la Méditerranée après quelques années passées dans les brumes : le Var, par exemple, ruban bleu de l'immigration interne, en a accueilli beaucoup. Mais l'historien a repéré des familles où tous les petits-enfants sont fixés à l'étranger, alors que les grands-parents croyaient faire souche ici.

Ce mouvement permanent des populations, bien repéré dans ses chiffres mais peu étudié dans ses modalités, a pourtant des conséquences majeures. Il crée en effet un rapport au territoire, à l'espace et donc à la politique très singulier. Jean Viard, dans *le Tropisme des rivages* (Aube-Datar, 1995) écrit ainsi : *« Une partie du décalage* [entre le monde politique et les élites économiques et administratives] *vient de ce que les natifs ont su garder en main la sphère du politique, alors que la décision* (...) *est largement aux mains des migrants du Nord. »* L'on ajoute à ce raisonnement celui de Péraldi sur les richesses créées par les migrants du Sud, le trait en est encore renforcé. *« Il y a un véritable* gap *culturel entre puissance et richesse »*, résume le dernier cité.

Dit autrement, beaucoup de gens font leurs affaires ici, y laissent une part d'impôts, de taxes et de plus-values, mais ignorent ceux qui gèrent le territoire comme une immobilité. Et la réciproque est vraie : raisonnant *« en termes de territoires et non de projets »*, – selon une formule d'un récent rapport sur le grand projet marseillais Euroméditerranée –, les collectivités locales ont du mal à imaginer comment elles pourraient profiter de ces richesses qui transitent. Les élus se contentent alors de gérer des espaces et des populations captives qui, précisément parce que cette région bouge tout le temps, ont tendance à se réduire et, surtout, à ne plus être les meilleures productrices de biens. La figure de l'immigré assisté devient alors prégnante, qui masque celle de l'entrepreneur ou du décideur venu du reste du pays ou de l'étranger, tous deux créateurs de richesses, mais hors des circuits politiques anciens.

Dans cet espace béant entre l'imaginaire politique et la réalité sociale gît certainement une des raisons d'un malaise redondant : c'est en tout cas ce que soupçonne Jocelyne Césari, qui travaille en science politique sur les migrations. *« L'effondrement des notabilités traditionnelles »* – celles de Gaston Defferre à Marseille ou du socialisme du haut Var, par exemple – tiendrait pour une bonne part à ces mouvements de population qui, de surcroît, favorisent *« toutes les manipulations symboliques des mémoires »*.

En observant cette distorsion, on aurait ainsi une des clefs de cette vie politique agitée, qui voit si souvent des affrontements brutaux entre locaux et parachutés, comme lors des élections régionales de 1992 où Bernard Tapie et Jean-Marie Le Pen tentèrent en vain de déstabiliser Jean-Claude Gaudin. Et un début d'explication à cette quête d'identité désespérée, dont les hérauts les plus virulents sont souvent, du côté de la demande, des gens qui ne sont que récemment installés. Et, du côté de l'offre politique, des personnalités qui viennent de débarquer.

Cette région riche arrivera-t-elle jamais à faire marcher d'un même pas le politique et l'économique ? C'est en tout cas ce qui lui permettrait de s'ouvrir aux mondes qui l'entourent.

Michel Samson

TROIS QUESTIONS À

Jacques Basso

1 La région Provence-Alpes-Côte d'Azur a-t-elle une véritable identité ?

– Non. Elle a trois composantes très disparates : Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse représentent la Provence ; les Alpes-de-Haute-Provence sont tournées vers les montagnes et les Alpes-Maritimes sont très marquées par le comté niçois. Il existe une frontière de pays et de cultures. Le fleuve Var sépare, dans les Alpes-Maritimes, la Provence du comté niçois. Les Marseillais ont souvent reproché à Nice, rattachée à la France en 1860, son « italianité » entretenue par l'Histoire. Les Provençaux reprochent même à Nice sa langue, le nissart, faite de bas latin, d'italien et de provençal, si éloignée des racines occitanes.

2 L'unité administrative a-t-elle permis un développement équilibré ?

– On retrouve trois économies différentes. Marseille a la primauté du développement économique et social, avec un pôle industriel important. Les Alpes de Haute-Provence sont victimes de leur enclavement et d'une démographie très faible. A l'est de la région, les Alpes-Maritimes ont bâti leur essor sur le tertiaire et le tourisme, sans créer un flux économique avec Marseille. Ce ne sont pas les Niçois qui ont lancé le tourisme, mais les Parisiens et les Lyonnais, qui, à partir du rattachement, se sont intéressés aux atouts naturels de la région. Les Anglais et les Russes venaient déjà en villégiature. Les Français ont construit des immeubles bourgeois, des hôtels. Le terme « Côte d'Azur » ne correspond à aucune réalité culturelle. C'est un écrivain dijonnais, Stephen Liégeard, qui l'a inventé en intitulant ainsi un livre où il exaltait les charmes du littoral.

3 L'aménagement du territoire a-t-il permis de compenser les déséquilibres ?

– Les grandes voies de communication passent à l'ouest, par Marseille. Deux échecs principaux marquent le retard énorme à l'est, dans les grandes infrastructures : le tunnel du Mercantour vers l'Italie, dont l'idée a été lancée en 1967, et la voie nord-sud, Nice-Grenoble, envisagée dans les années 70. Les liaisons Marseille-Sisteron – Grenoble et le passage en Italie par le nord leur ont été préférés.

Propos recueillis par Jean-Pierre Laborde

★ Jacques Basso est professeur à la faculté de droit et de sciences économiques de Nice

---

Le Var retrouve sa mémoire

TOULON
de notre correspondant

Depuis Pagnol, on sait combien les Lyonnais (tous ceux du nord d'Aix-en-Provence) ont tendance à irriter les Provençaux, dont ils brouillent les cartes. Il s'en trouve un qui, arrivé voilà deux ans dans le Var, l'a observé d'un œil curieux. Doyen de la faculté des lettres de l'université de Toulon et du Var, James Dauphiné s'est interrogé sur l'amnésie, ce mal provençal et particulièrement varois... jusqu'à se demander si le Var et sa ville amirale (passée sous pavillon frontiste) ne méritaient pas d'être *« éveillés à leur propre mémoire »*.

Ce département aura tiré gloire de sa marine, de ses plages, de son soleil, et occulté les pages sombres de son histoire, sans jamais prendre conscience qu'à les ignorer méthodiquement il se condamnait à les revivre. Jusqu'à ces derniers mois, où les élus n'eurent de cesse de réclamer la restauration d'une meilleure image pour ce département, dont la mise à l'index résulterait de grincheux de tout poil, médusés par l'ampleur des « affaires » passées et des dérives politico-mafieuses, dont on voudrait croire qu'elles se sont dissoutes dans les bonnes intentions du présent. Quand le dernier bagnard quitte Toulon en 1873, il laisse une plaie ouverte dans la conscience collective de ce grand port de guerre, malade d'un bagne qui fait figure de punition après le vilain épisode de 1793 au cours duquel marine et population se livrèrent aux Anglais, avant de rejoindre le roi durant les Cent-Jours.

DOCUMENTS DE LA CAMPAGNE D'ÉGYPTE

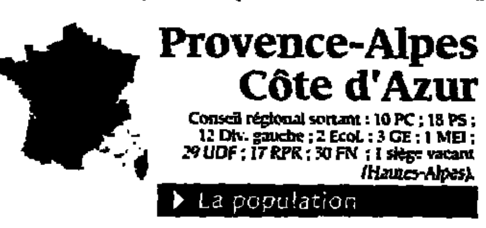
Le sabordage de la flotte en 1942 avivera la plaie de cette ville engoncée entre mer et mont Faron. Ouvert sur la Méditerranée, le port du Levant s'en cache : après les bombardements de la seconde guerre mondiale, il s'est offert un mur d'immeubles qui coupe toute perspective sur le large. Comme s'il lui fallait oublier que, après avoir salué le départ de Napoléon pour l'expédition d'Egypte et ceux des troupes coloniales pour des terres de mission, il avait vu arriver, par reflux successifs, les « exilés » français d'Indochine, du Maroc, de Tunisie et d'Algérie.

Ce Var « rouge » fut le seul à se soulever contre le coup d'Etat du prince Napoléon en 1851, grâce à la mobilisation des paysans et ouvriers du littoral, par des élites républicaines. Mais leurs héritiers feront appel à des personnalités extérieures, la plus connue étant Georges Clemenceau, toutes avec une démarche constante : activer des réseaux républicains sur la base du clientélisme et de la distribution de prébendes. Jusque dans les années 30, ils encouragent l'agriculture en déclin et l'aménagement touristique, travaillent au développement de l'hydraulique, du réseau littoral routier, du tourisme ou du chemin de fer, avec quelques profits dont bon nombre feront scandale avant d'être lessivés par l'oubli. Et ainsi de suite...

Notre Lyonnais s'est étonné de tout cela, et que l'on sollicite si peu les archives varoises. Particulièrement celles de la marine, qui recèlent de véritables trésors, notamment une grande partie des documents de la campagne d'Egypte. C'est pourquoi James Dauphiné a estimé qu'il serait utile et nécessaire de former quelques « reconstructeurs du passé » et « passeurs de futur ».

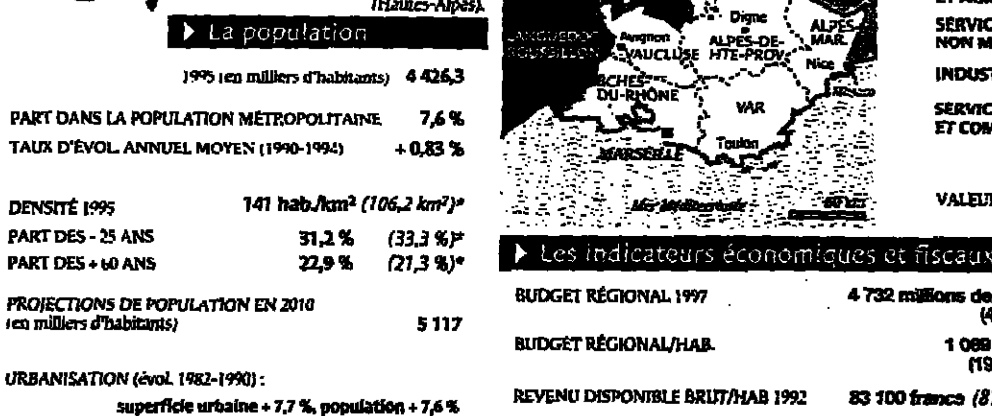
D'où son projet de créer une filière histoire au sein de la jeune fac de lettres, afin de *« réconcilier la ville, et le Var, avec son passé, son présent, et agir par la recherche sur le cours de l'histoire, qui ne peut être considéré comme une forme de fatalité »*.

José Lenzini



Provence-Alpes Côte d'Azur

Conseil régional sortant : 10 PC ; 18 PS ; 12 Div. gauche ; 2 Ecol. ; 3 GE ; 1 MEI ; 29 UDF ; 17 RPR ; 30 FN ; 1 siège vacant (Hautes-Alpes).



La population

1995 (en milliers d'habitants)	4 426,3	
PART DANS LA POPULATION MÉTROPOLITAINE	7,6 %	
TAUX D'ÉVOL. ANNUEL MOYEN (1990-1994)	+ 0,83 %	
DENSITÉ 1995	141 hab./km²	*(106,2 km²)**
PART DES - 25 ANS	31,2 %	*(33,3 %)**
PART DES + 60 ANS	22,9 %	*(21,3 %)**
PROJECTIONS DE POPULATION EN 2010 (en milliers d'habitants)	5 117	

URBANISATION (évol. 1982-1990) : superficie urbaine + 7,7 %, population + 7,6 %

La richesse régionale

AGRICULTURE, PÊCHE	2,2
BÂTIMENT, GÉNIE CIVIL ET AGRICOLE	5,8
SERVICES NON MARCHANDS	18,3
INDUSTRIE	18,5
SERVICES MARCHANDS ET COMMERCE	55,5

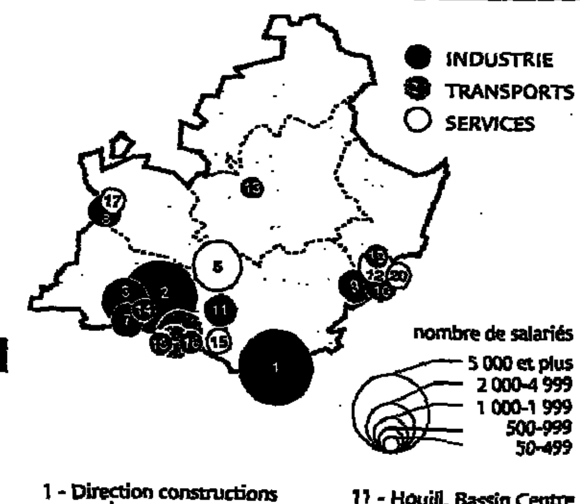
Provence-Alpes-Côte d'Azur / France métropolitaine

VALEUR AJOUTÉE BRUTE : 468 milliards de francs, 6,8 % du total national

Les indicateurs économiques et fiscaux

BUDGET RÉGIONAL 1997	4 732 millions de francs (4e rang)
BUDGET RÉGIONAL/HAB.	1 089 francs (19e rang)
REVENU DISPONIBLE BRUT/HAB 1992	83 100 francs *(81 118)**
PIB 1992	475 milliards de francs
Part dans le PIB national	6,8 %
Part d'IMPÔT DE SOLIDARITÉ SUR LA FORTUNE prélevé par rapport au total France 1995	6,8 %

Les 20 premières entreprises



1 - Direction constructions navales
2 - Eurocopter France
3 - Sollac
4 - Régie des transp. de Marseille
5 - Commissariat énergie atomique
6 - Port autonome de Mars.
7 - Naphtachimie
8 - Europ. produits réfractaires
9 - SGS Thomson microelectronics
10 - Nation industriel Aerospatiale
11 - Houill. Bassin Centre Midi
12 - Cie IBM France
13 - Elf Atochem SA
14 - Sté Shell Chimie
15 - SA hypermarché Auchan
16 - SNEF electric flux
17 - Auchan
18 - Eaux de Mars. distrib.
19 - Thomson Marconi Sonor
20 - Carrefour France

L'environnement

INSTALLATIONS INDUSTRIELLES À RISQUES 1994 (soumises à autorisation)	1 552
Total France	64 604
DÉCHETS INDUSTRIELS 1990 (en % du total France)	8,5 %
DÉCHETS MÉNAGERS 1993 (en % du total France)	7,9 %
NOMBRE DE SITES POLLUÉS 1994	23

L'occupation des sols

SUPERFICIE DE LA RÉGION 31 801,8 km²

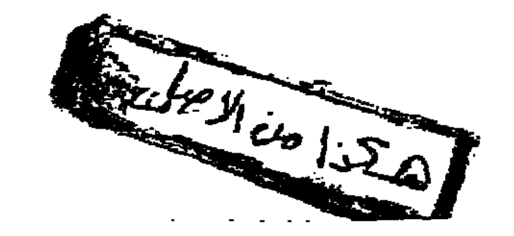
AGRICOLE *(Vignes, vergers, prairies, cultures...)*	20,3 %
ARTIFICIELLE *(Bâtis, non bâtis, routes et parkings)*	8,2
NATURELLE *(Roches et eaux, landes, maquis, forêts...)*	71,5 %

Le chômage

CHÔMAGE en % de la pop. active sept. 1997 (BIT)

Provence-Alpes-Côte d'Azur	France
16,1 %	12,5 %

BÉNÉFICIAIRES DU RMI en janv. 1996 : 98 900



HORIZONS

RÉCIT

Daniel Cohn-Bendit, jours d'orage en Algérie



BENITO/GAMMA

Alger, le 9 février.

Retour d'Algérie, où il a participé à la mission du Parlement européen dont il avait proposé la création, Daniel Cohn-Bendit livre au « Monde » son carnet de notes, au jour le jour. Frustrations, coups de foudre, coups de colère : quatre journées orageuses et un constat d'échec

ON l'attendait au tournant. Il ne s'est pas dérobé. Daniel Cohn-Bendit, cinquante-deux ans, député européen des Verts allemands, a joué – il aime ça – les perturbateurs au sein de la délégation du Parlement de Strasbourg qui s'est rendue en Algérie du 8 au 12 février et en est revenue sans gloire. Lui qui aime les métaphores footballistiques a joué « perso », en désorganisant parfois la défense adverse – le pouvoir algérien, soucieux de verrouiller toute expression non officielle –, mais aussi en semant le désarroi dans son propre camp. Ses collègues députés européens le connaissaient, mais ils avaient parfois bien du mal à le suivre et à comprendre son jeu. Ce comportement a déclenché une vague de commentaires assez désobligeants à son égard, en Algérie comme en France. Les médias algériens l'ont traité de *« raciste »* et le désignaient sous le non de *« Monsieur Cohen »*. Le ministre algérien de l'information lui a conseillé publiquement de *« consulter un psy »*. Ses camarades n'ont guère été plus tendres : le groupe socialiste du Parlement européen estime dans un communiqué qu'il s'est comporté comme *« un clown politique »*. Enfin, à son retour à Francfort, il trouve une lettre de son ami Vert français, Alain Lipietz, qui lui fait part de sa tristesse de le voir se ranger au côté des *« éradicateurs »* du pouvoir algérien.

Alors, Dany Cohn-Bendit s'explique. Longuement. En argumentant à sa manière. Décrivant a posteriori ses coups de tête et ses coups de cœur, ses coups de blues et ses coups de colère durant ces quatre jours passés à Alger. Mais sans trop d'illusions au bout du compte. *« Si on a fait bouger les choses,* constate-t-il, *c'est du genre 1,5 à 2 sur l'échelle de Richter d'un tremblement de terre démocratique. »* Voici son récit, celui d'une expédition en terre d'Algérie dont il ne fut ni le héros ni le traître, mais où il tenta de rester lui-même, trente ans après les événements qui lui valurent sa notoriété. Des amis et des ennemis.

Janvier 1998
Bruxelles

La commission ad hoc du Parlement européen sur la violence en Algérie se constitue. Dany Cohn-Bendit en est désigné rapporteur. Depuis quelques mois, les nouvelles de massacres, de plus en plus horribles, se multiplient. *« Les images les plus contradictoires nous parvenaient. Il ne suffisait plus d'organiser des auditions à Strasbourg ou à Bruxelles comme nous l'avions fait jusque-là. Il fallait aller voir sur place. Il a fallu aussi surmonter les angoisses sécuritaires de certains responsables du Parlement. Les nôtres aussi. Car on se demandait s'il n'allait pas nous arriver quelque chose dans ce contexte. Et c'est là qu'a commencé le bras de fer avec les autorités algériennes. »*

La délégation avait en effet formulé plusieurs demandes à Ahmed Attaf, ministre des affaires étrangères algérien, lors de son passage à Bruxelles : loger dans un hôtel et non pas à la résidence officielle des hôtes du gouvernement, rencontrer des personnalités de la société civile, avoir quelque liberté de circulation pour rencontrer des gens ordinaires. *« Jusqu'au 4 février, quatre jours avant notre départ, nous n'avions aucune nouvelle d'Alger. La date de la mission est repoussée à plusieurs reprises, et notre seul interlocuteur est l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, une manière de faire prendre en main notre séjour par les autorités gouvernementales. Lorsque arrive le projet de programme, c'est la consternation. Non seulement nous devons loger à El Mittaqh, la résidence officielle, mais toutes nos rencontres sont prévues pour se dérouler dans cette enceinte, sans que nous ayons la moindre possibilité de sortir. Les neuf membres de la délégation sont tous d'accord : ça ne va pas. Ou le programme est modifié, ou le voyage est annulé. »*

Alger fera un geste : les rencontres prévues avec les parlementaires auront lieu dans les locaux de l'Assemblée nationale, où des salles de réunion jusque-là déclarées toutes indisponibles se libèrent brusquement. *« C'était un compromis, alors nous décidons de partir quand même. J'ai alors dit : "On sait quand on part, mais on ne sait pas quand on revient", pour bien montrer que l'on n'hésiterait pas à faire un clash et à partir, si cela était nécessaire. Et tout le monde, encore une fois, était d'accord. »*

Dimanche 8 février
Roissy

Samedi, *Libération* a titré : « Dany Cohn-Bendit et huit députés européens à Alger. » *« Mes collègues ne me font aucune remarque, mais je vois leurs sourires figés lorsqu'ils arrivent. Qu'y puis-je ? Ce n'est pas moi qui fais les titres de* Libération *! »*

Dimanche après-midi
Alger

Pendant le voyage en avion, les nombreux journalistes présents mettent la pression sur le thème : *« Alors, qu'est-ce que vous allez faire là-bas ? Allez-vous parler avec le FIS ? etc. » « Pour m'en tirer, je raconte l'histoire du match de football qui se joue en quatre-vingt-dix minutes avec un ballon et qui n'est pas encore commencé. »* A l'arrivée, Dany Cohn-Bendit est physiquement malade à la vue du cortège officiel de Mercedes noires qui les attend : *« Je comprends alors que le pouvoir algérien est d'un autoritarisme méditerranéen à la sauce soviétique. Je me fais l'impression d'être un singe du pouvoir dans une cage dorée. Et je broie du noir. J'ai l'angoisse au ventre comme lors de ma première visite en Israël, en 1972, où je m'étais promis de dire qu'il n'y aurait pas de paix possible sans Etat palestinien, position considérée à l'époque comme un casus* belli *par les Israéliens. Je parviens quand même à sourire quand un collaborateur du groupe communiste du Parlement européen raconte que cet accueil lui rappelle le bon vieux temps à Moscou. »*

> « Je me fais l'impression d'être un singe du pouvoir dans une cage dorée... J'ai l'angoisse au ventre, comme lors de ma première visite en Israël, en 1972 »

Dimanche soir
Assemblée nationale algérienne

« Nous sommes reçus par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale algérienne et son président, Abdelkader Hadjar. Nous sommes en face de gens qui ont à cœur de nous montrer leur fierté démocratique neuve dans un espace qu'ils viennent d'entrouvrir. Ils nous racontent le débat de sept heures et demie qu'ils viennent d'avoir à la Chambre sur la question de la sécurité publique. Le dialogue s'instaure entre nous, détendu, amical. Aucun sujet n'est tabou. Ils nous parlent de la lutte contre les réseaux terroristes islamistes en Europe, nous de commission d'enquête nationale sur les violences en Algérie. C'est alors que, dans le feu de la discussion, je fais la proposition d'une double commission d'enquête qui traiterait simultanément des deux problèmes. Surprise et gêne chez mes collègues, à l'exception de la libérale belge, Anne André-Léonard. Ils croient que j'ai prémédité ce coup pour les mettre dans l'embarras. Ceux qui me connaissent savent pourtant que c'est toujours au milieu des discussions que me viennent les idées. Et que le style mission diplomatique à pas feutrés n'est pas le mien. »

Lundi 9 février
Esclandre au Sénat

La réception à la Chambre haute va faire monter d'un ton les rapports de Dany Cohn-Bendit avec ses hôtes algériens. *« J'ai entendu une sénatrice, Leila Aslaoui, affirmer, en me regardant : "Vous, les Français, vous avez attendu plus de trente ans avant de reconnaître qu'il n'y avait pas eu trois morts, mais plusieurs centaines, lors de la manifestation du FLN à Paris le 17 octobre 1961." J'ai bondi et j'ai dit : "Vous mentez ! Car la presse française avait dévoilé ces faits bien avant leur reconnaissance officielle !"*

» Et je me suis encore insurgé lorsqu'une autre sénatrice nous a reproché de ne rien avoir fait pour aider la lutte de libération nationale. Après avoir rappelé le rôle des porteurs de valises, dont faisait partie mon frère Gabriel, j'ai fait valoir qu'il existait, au moins depuis la colonisation en Algérie, une violence structurelle. Celle-ci s'était également manifestée dans des luttes internes au mouvement de libération, entre le FLN et le MNA, par exemple.

» Ces déclarations ont été déformées par une partie de la presse algérienne. On m'a fait dire que j'attribuais une violence spécifique aux Algériens. Cela a fait scandale. On m'a traité de tout, de raciste, de falsificateur de l'Histoire, que sais-je encore... En y réfléchissant après coup, je ne regrette rien. J'estime que répondre de manière émotionnelle à des propos émotionnels, c'est respecter son interlocuteur. D'ailleurs, je me suis réconcilié avec celle que j'avais traitée de menteuse au cours d'un déjeuner où le hasard m'avait placé à ses côtés. »

Mardi 10 février
Rappel à l'ordre

Les incartades de Daniel Cohn-Bendit commencent à irriter sérieusement la majorité de la délégation, notamment son président, l'UDF français André Soulier. D'autant plus que Daniel Cohn-Bendit vient de lancer une nouvelle bombe : demander au numéro deux du FIS, Ali Belhadj, de faire une déclaration condamnant la violence. Encore une idée en l'air ? Une provocation gratuite ?

« Pas du tout. Cela est venu d'une discussion que j'avais eue en tête à tête avec la députée du Front des forces socialistes, Khalida Messaoudi. Nous parlions de l'hypothèse d'un FIS renonçant solennellement à la violence. Des journalistes ont alors quitté le point de presse officiel d'André Soulier, qui se tenait à ce moment-là, pour venir nous voir et transformer notre échange à deux en une conférence de presse parallèle. Alors j'ai dit, en réponse à des questions, que même s'il y avait une chance sur dix que Belhadj fasse cette déclaration, il fallait y aller, que ce soit nous ou le pape ou qui sais-je encore. Car c'était, selon Khalida Messaoudi, le seul dont la parole puisse encore avoir une quelconque influence sur le comportement des islamistes radicaux. »

Mardi matin 10 février, Dany Cohn-Bendit se fait remonter les bretelles par André Soulier, qui annonce qu'il va se désolidariser publiquement des propos du député Vert. *« Depuis lors, on peut dire qu'il y a eu une différentiation articulée au sein de la délégation, avec une majorité de six membres, une minorité de deux membres* [Cohn-Bendit et Anne André-Léonard], *avec entre les deux le radical français André Scarbonchi qui essaie de faire le lien. »*

Les tensions se manifestent aussi lors de l'épisode de la « lettre déchirée » du FIS transmise à la délégation par l'intermédiaire de l'avocat Ali Yahia, responsable d'une association non officielle de défense des droits de l'homme. *« Nous avions décidé, d'un commun accord, de ne rien dire de cette lettre, de la garder et de la lire à notre retour. Mais comme Yahia en avait parlé à la presse, Soulier a décidé de la déchirer publiquement. J'étais d'accord cette fois, car avant mon départ j'avais pris contact avec des gens du FIS et leur avais donné le numéro de notre téléphone satellite sur lequel ils pouvaient nous appeler en toute sécurité. Ils ne l'ont pas fait. Cette histoire de lettre sentait la manipulation. »*

Mercredi 11 février
« Vieux con »

Au cours des multiples rencontres organisées par le pouvoir et celles, rares, non programmées, mais acceptées de mauvaise grâce par les dirigeants algériens, Daniel Cohn-Bendit a acquis la conviction que le seul moyen, pour des Européens, de faire œuvre utile en Algérie, c'est d'aider les démocrates à surmonter leurs divisions. Il est persuadé qu'ils doivent cesser de remâcher le passé, comme les attitudes contradictoires des uns et des autres face à l'interruption du processus électoral de 1992 et leurs divergences sur la plate-forme dite de « Sant'Egidio ». Il vaut mieux se concentrer sur l'avenir.

Il a été ému presque jusqu'aux larmes, dit-il, par le récit de Khalila Taleb, une jeune militante du Rassemblement Action Jeunesse (RAJ), proche du FFS d'Aït Ahmed, qui a parlé de ces *« hordes sauvages »* formées de jeunes à qui tout espoir est enlevé. *« Je l'ai prise dans un coin et je lui ai dit : "Aucun peuple n'est capable de discuter de son histoire à chaud, sur le moment. Ce n'est pas possible de ramener la raison dans ces circonstances. Mais dites-vous bien, vous êtes du bon côté. Allez de l'avant, ne regardez pas en arrière." Elle avait les larmes aux yeux et moi, je me suis fait l'impression de tenir un discours de vieux con. »*

Jeudi 12 février
Dernière rencontre

Bachir Boumaza, président du Sénat, est un vieil ami de la famille Cohn-Bendit. Ils se croisent par hasard deux heures avant le départ des Européens : *« Toi, je te connais,* dit-il. *Tu es le frère de Gaby qui était à la IVe Internationale et qui m'a aidé quand j'étais dans la clandestinité en France. Je vais te dire une chose : les autres ne savent pas vous parler. Il faut que tu reviennes. Seul, peut-être, ce serait mieux. »*

Propos recueillis par
Luc Rosenzweig

Norman Davies, historien britannique

« Je ne pense pas que l'Ouest de l'Europe soit supérieur ou plus développé que l'Est »

Ecrite selon une technique inédite, son histoire du continent européen est un best-seller en Grande-Bretagne

« Vous parlez de l'Europe comme d'un tout. Peut-on tout de même, en schématisant, désigner un événement particulier qui expliquerait le début de la séparation de l'histoire de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe de l'Est, qui à partir de là tendrait à devenir une Europe de seconde classe ?

– *L'Europe A et l'Europe B*... C'est une longue, une très longue histoire. Ce schisme entre les deux Europe est plus exactement un schisme dans l'idée qu'on s'en fait et, à mon avis, il ne correspond pas à la réalité. Pour commencer, je voudrais dire qu'il y a des parties de l'Europe de l'Ouest qui sont très "arriérées", si vous voulez. J'ai dressé une fois une liste des caractéristiques des nations de l'Europe de l'Est, telles qu'elles apparaissent dans les stéréotypes, et j'ai constaté que l'Irlande était la nation la plus est-européenne : société paysanne, catholique, bigote, pas de développement industriel, etc. Et où est l'Irlande ?

» Je ne pense tout simplement pas que l'Ouest soit plus développé ou supérieur à l'Est. La réalité est très compliquée. Mais l'origine de la séparation remonte aux Grecs, à l'idée qu'on se faisait des gens civilisés et des Barbares. Si vous me demandez de simplifier, je crois que l'on peut dater cette séparation de l'époque des Lumières, qui a coïncidé, en particulier à l'Ouest, avec une phase d'industrialisation. Mais c'était aussi une époque où les gens cultivés connaissaient mieux le monde grec et latin que leur propre pays. Les philosophes des Lumières étaient très orientés vers l'Ouest. Voltaire décrivait par exemple la Pologne comme un temple du fanatisme.

– Peut-être parce qu'il était payé par Catherine II ?

– La plupart de ces stéréotypes servent un intérêt politique. Plus tard, le système communiste eut aussi un intérêt essentiel à présenter l'Europe de l'Est comme une région sous-développée pour justifier ses méthodes de modernisation. Pour en revenir aux causes de cette séparation, l'autre moment évident est la guerre froide, où l'Europe est divisée de manière artificielle, et où les gens d'Europe occidentale considèrent ceux de l'Est comme les Barbares d'au-delà du mur, dont ils savent très peu de choses et qu'ils méprisent. C'était très courant parmi les *Américains*. Et il y a *toujours* des gens qui écrivent des textes polémiques, qui s'opposent à l'entrée de la Pologne, de la Hongrie, de la République tchèque dans l'Union européenne ou l'OTAN en s'appuyant sur le fait que ces pays sont historiquement arriérés.

– Vous êtes de toute évidence hostile à une Europe qui serait un "club des riches". Pensez-vous que l'élargissement de cette Europe est une sorte de devoir moral, historique, ou bien les pays ouest-européens y trouveront-ils aussi un intérêt ?

– Je pense que c'est tout cela à la fois. Mais l'argument le plus fort est *un argument négatif*. Si nous n'élargissons pas, à un certain moment de l'avenir, d'ici peut-être vingt, trente ou cinquante ans, ces pays seront à nouveau *pris dans de terribles difficultés*, comme ils l'ont été dans le passé, alors qu'ils n'étaient pas convenablement intégrés dans le système ouest-européen. C'est l'argument de politique pratique, d'"égoïsme sacré". Mais il y a aussi *un argument moral* : en termes généraux, l'Europe de l'Ouest a été plus prospère, elle a bénéficié de l'aide américaine, alors que l'Europe de l'Est a été terriblement exploitée par l'Union soviétique. Pendant plusieurs dizaines d'années, nous avons pu nous enrichir, tandis que l'Europe de l'Est n'avait pas cette possibilité. Nous sommes donc moralement obligés de payer le prix nécessaire pour harmoniser l'Europe, et le prix sera évidemment très élevé.

– Mais, quand on parle d'élargissement, on n'en voit pas la fin. Ne risque-t-on pas de créer un monstre ingouvernable ?

– Je ne crois pas. Il y a une frontière naturelle au-delà de laquelle l'Europe ne peut s'étendre, c'est la Russie. La Russie est trop grande, plus grande que tout le reste de l'Europe, deux fois plus grande que les Etats-Unis. C'est un géant, et il est impossible à l'Union européenne de l'absorber. Je crois aussi très improbable que l'Union puisse s'élargir à tous les pays jusqu'à la Russie. J'aimerais penser que l'Ukraine, qui est plus grande que la France, puisse être absorbée. L'Ukraine est sans doute le pivot de l'avenir de l'Europe. Mais je crois que le plus grand problème, beaucoup plus par exemple que les pays baltes, c'est la Turquie. L'admission de la Turquie poserait des problèmes énormes. Mais son exclusion en poserait de plus grands encore.



DESSIN IVAN SIGG

– Il y a en Europe, comme vous l'écrivez, une certaine unité, mais aussi une très grande diversité. Pensez-vous qu'il y a un moyen pour que l'Union européenne préserve cette diversité, dans une sorte de confédération ?

– Je pense qu'il y a une identité européenne, forte, mais encore au stade de l'enfance. S'il y a des Etats-Unis d'Europe, une fédération, ce sera dans de nombreuses années – cinquante, cent ans. Mon idée est que, tout comme les Etats-nations du XIX[e] et du XX[e] siècle ont développé toute une idéologie, une mystique, de la même manière une Europe unie ne pourra se développer que si elle a le sentiment, la mystique d'un objectif commun.

» En fait, je crois que l'identité européenne commune ne se renforcera que sous l'effet d'une pression extérieure. La nature humaine n'obtient pas de résultats par la seule bonne volonté. Nous ne deviendrons pas tous de bons Européens seulement parce que nous avons de bonnes intentions. Mais s'il y a une crise, par exemple avec la Russie, soudainement les Européens, sous l'effet de la peur, seront contraints de s'unir. De même, je pense qu'il y aura une pression de la part des Etats-Unis, qui s'éloignent doucement de l'Europe et vont de plus en plus devenir un compétiteur, un rival, et cela à son tour suscitera un plus grand sentiment de solidarité de tous les Européens.

– Vous parlez d'un avenir assez lointain, mais il y a des événements très proches qui vont se produire très bientôt, par exemple l'euro. Certains y voient l'avenir de l'Europe, d'autres une menace d'effondrement.

– Je ne suis pas un admirateur du projet de monnaie unique. Je crois qu'il est mal conçu. Cette union monétaire devrait arriver au terme du processus, pas au début. C'est en grande partie les Britanniques qui en portent la responsabilité, parce qu'après la guerre ils n'ont éprouvé aucun intérêt pour une quelconque forme d'union politique. C'est pourquoi le mouvement européen s'est développé uniquement sur une voie économique : la Communauté du charbon et de l'acier, le Marché commun, etc.

– "*Il n'y a presque rien d'original dans ce livre*", écrivez-vous à la première ligne de l'avant-propos de votre ouvrage, qui est devenu, en Grande-Bretagne, un énorme succès de librairie. Cette modestie affichée dissimule, semble-t-il, une très grande ambition : non seulement rééquilibrer la manière dont l'histoire de l'Europe est écrite, mais aussi écrire cette histoire selon une technique originale.

– Ce livre est écrit à trois niveaux. Des chapitres narratifs, très complets, tels qu'on peut les attendre dans une histoire générale. Ensuite, à la fin de chaque chapitre, des instantanés vus à travers un grand angle, choisis à une date symbolique, un jour particulier dans un endroit particulier. Par exemple, le jour où un soldat a tué Archimède sur une plage de Syracuse. Et puis il y a environ trois cents "capsules", choisies très soigneusement, concernant toutes les parties du continent, de la Bulgarie à l'Irlande, sur des sujets très divers qu'on ne verrait jamais dans une histoire générale. Je me suis efforcé de choisir des sujets auxquels les historiens contemporains s'intéressent particulièrement – race, sexe, habillement, manières. Quand on feuillette le livre, on a l'impression que ce sont des curiosités choisies au hasard, mais ce n'est pas le cas.

– Cette méthode a-t-elle des précédents ?

– Je n'ai pas vu cela ailleurs, mais j'ai été influencé par les livres français. J'aime les livres de classe français, avec pour chaque chapitre un encadré sur une information particulière ou un document, une illustration. C'est peut-être de là que m'est venue l'idée.

– Vous vous permettez aussi, dans ce livre très épais et très sérieux, quelques plaisanteries : comment tout cela a-t-il été accueilli par vos collègues historiens ?

> Je crois que l'identité européenne ne se renforcera que sous l'effet d'une pression extérieure

– Les Américains ont un sens de l'humour très différent, très souvent ils ne comprennent pas l'ironie et ils croient que je suis sérieux quand je fais une plaisanterie. Il y a eu des critiques très fouillées de ce livre, et parfois ces "capsules" ne sont pas appréciées, certains estiment qu'elles sont frivoles, mais cela plaît à la plupart des lecteurs, surtout aux lecteurs ordinaires, qui peuvent sauter de capsule en capsule.

– C'est une technique de vulgarisation qui apporte quelque chose de neuf ?

– On me demande parfois si le livre est "scientifique" ou "populaire". Je réponds : les deux. Les historiens professionnels sont devenus très spécialisés, et illisibles. Ils écrivent dans une sorte de jargon destiné à un petit clan de spécialistes, et les gens normaux, même très instruits, sont perdus. Au cours des deux dernières années, cinq ou six collègues ont publié des livres de taille similaire, et avec un succès de librairie comparable. C'est un phénomène d'édition : le public cultivé a soif d'ouvrages de ce genre, parce qu'ils présentent l'histoire d'une manière digeste. »

Propos recueillis par Jan Krauze

Un universitaire à succès



NORMAN DAVIES

NORMAN DAVIES a eu de la chance. Quand Oxford University Press a projeté de publier une histoire de l'Europe, la maison d'édition s'est d'abord adressée à un autre historien, qui s'est mis au travail, mais ses premiers chapitres n'ont pas convaincu. C'est donc à Norman Davies, universitaire britannique (*« de souche galloise »*, souligne-t-il), *jusque-là spécialiste* reconnu de l'histoire de la Pologne, qu'est revenue cette lourde tâche. L'idée centrale du livre était de traiter, pour la première fois, de l'histoire de l'ensemble du continent européen. Il y a travaillé pendant cinq ans, d'arrache-pied, et a fini par publier en 1996 un livre profondément original – et véritable best-seller : *déjà cent cinquante mille exemplaires*, avant même la sortie aux Etats-Unis en édition populaire, pour ce pavé de plus de 1 400 pages... Du jamais vu à Oxford !

Un livre sérieux et dense, mais écrit avec panache et style, un grand sens du raccourci et des rapprochements éclairants. Et, çà et là, quelques fausses notes : la partition est très difficile. *L'Europe, une histoire*, comme l'indique le titre (1), et non pas l'histoire de l'Europe. *« Les bons historiens*, écrit-il, *sont ceux qui connaissent leurs limites. »* Au concert de louanges se sont mêlées quelques critiques, violentes, venues d'historiens new-yorkais reprochant entre autres à Norman Davies d'avoir, selon eux, rapproché l'Holocauste des juifs à d'autres tueries massives commises dans l'Histoire.

D'autres, sur un ton beaucoup plus modéré, lui reprochent d'avoir poussé sa thèse du rééquilibrage jusqu'à l'exagération, d'avoir oublié que le moteur de l'histoire européenne était bien situé à l'Ouest. Marié à une Polonaise, qu'il a connue à Clermont-Ferrand, il convient qu'il n'aurait pas écrit la même histoire si sa femme avait été anglaise ou française. Mais c'est par d'autre liens familiaux qu'il explique son sens de l'Europe, et du « tragique » de l'histoire européenne. Deux de ses oncles ont été tués pendant la première guerre mondiale, l'un au lendemain de son arrivée sur le sol français, l'autre le 11 novembre 1918. Et son beau-père polonais a été successivement torturé, dans la même pièce et à quelques années de distance, par la Gestapo et par le NKVD. Son prochain livre le maintiendra, pour la première fois, loin de l'Europe de l'Est. *Les Iles* (britanniques) seront consacrées à l'histoire d'un Royaume-Uni qu'il estime en voie de désintégration.

J. K.

★ *Europe, a History* (Oxford University Press et Random House). L'ouvrage n'a pas été traduit en français.

André Guillou, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales

Dans les Balkans, « les intellectuels doivent trouver un langage commun »

Selon une tradition que l'orthodoxie a eu tendance à renforcer, l'ennemi n'est pas le barbare, mais le voisin. On ne constate guère de solidarité

« Vous avez présidé les 9 et 10 février un colloque sur « Le Sud-Est européen, carrefour de civilisation », où étaient présents des intellectuels, des chercheurs, des universitaires de tous les pays balkaniques, mais vous avez soigneusement évité le mot "Balkans". Pourquoi ?

– L'association qui a organisé le colloque, avec les ambassadeurs de ces pays auprès de l'Unesco et avec l'Unesco elle-même, s'appelle Association internationale d'études du Sud-Est européen. Ce n'est pas *la seule raison. Le mot « Balkans »* a parfois une acception péjorative et certains pays répugnent à se présenter comme balkaniques. Nous avons vingt-trois comités nationaux, mêlant les disciplines, et nous avons voulu les mettre ensemble pour voir si, dans une situation politique tendue, on pouvait parler franchement des spécificités et des points communs, de l'unité culturelle et des particularismes de la région. Au-delà du colloque, nous nous sommes donné un vaste sujet d'études : « Pour une grande histoire des Balkans des origines aux guerres balkaniques ».

– N'est-il pas difficile de faire travailler ensemble des intellectuels qui parfois ont contribué à exacerber les sentiments les plus nationalistes ?

– Nous recherchons la confrontation des idées, mais nous voulons éviter les conflits. Pour y parvenir, nous demandons à chacun *de travailler sur* des sujets thématiques, la langue, la tolérance, les frontières... et non sur des sujets nationaux. Nous échangeons des communications écrites entre les comités, une centaine depuis trois ans. Afin de faire émerger une représentativité des Balkans dans la politique internationale. Les Etats-Unis, par exemple, poussent les pays de la région à se rapprocher de l'Europe de l'Est, mais la plupart ne le veulent pas. Ils tiennent à défendre une *spécificité*.

– Existe-t-il une spécificité balkanique ?

– L'homme balkanique n'existe pas, mais tous ceux qui connaissent la région savent qu'il y a un certain parfum culturel qu'on a du mal à saisir. Il y a des traditions religieuses différentes, mais il n'y a pas, par exemple, « une » orthodoxie. Pendant des siècles, ces peuples ont vécu côte à côte sans trop de problèmes, et pas seulement à cause de la répression ottomane ou plus tard communiste ; les problèmes ont été créés par les intellectuels occidentaux. On a tout *cassé, sans montrer* d'issue.

– Vous faites la distinction entre les problèmes internes et extérieurs. Une des caractéristiques de la région n'est-elle pas précisément que les uns et les autres sont étroitement imbriqués et que les problèmes extérieurs des uns sont les problèmes internes des autres ?

– Les intellectuels doivent parvenir à trouver un langage commun, à traiter les sujets sous des formes comparatistes qui permettent de se parler. Mais il est en effet difficile de distinguer entre problèmes intérieurs et extérieurs. Face au problème *du Kosovo*, les Serbes *les* plus conservateurs répondent avec des arguments qui étaient jadis ceux des colonialistes. Ils ne comprennent pas les revendications des Kosovars d'origine albanaise en faveur de l'autonomie, *"puisqu'on leur a tout donné, l'utilisation de la langue, l'université... Les Albanais sont dans un état de révolte perpétuelle parce que c'est leur habitude"* !

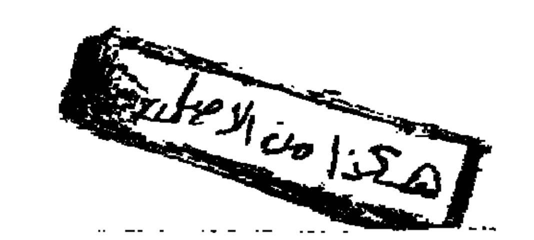
» Ce n'est évidemment pas comme ça qu'on réglera la question. Il faut ajouter que presque partout dans les Balkans, les problèmes sont insolubles avec les administrations actuelles, qui forment une bureaucratie corrompue, héritée du communisme, qui se maintient au pouvoir à coups de slogans nationalistes.

– La dernière communication du colloque de l'Unesco s'intitulait : "L'Autre dans les Balkans à l'heure actuelle". Ce qui frappe quand on relit l'histoire des premières *guerres balkaniques* ou quand on considère les massacres ayant émaillé le dernier conflit, c'est que les actes les plus barbares ne sont pas commis contre des ennemis lointains, étrangers, mais contre les voisins, les proches, qui incarnent la figure menaçante de l'Autre.

– On trouve *déjà* dans la Bible cette tradition que l'orthodoxie a eu tendance à renforcer. L'ennemi, ce n'est pas le barbare, c'est le voisin. C'est lui qui est dangereux. L'Autre, c'est celui qui se diversifie, pas du point de vue religieux ou politique, mais du point de vue du voisinage. Aussi la situation en Bosnie et dans l'ensemble de l'ex-Yougoslavie est-elle particulièrement préoccupante, avec ces centaines de milliers de réfugiés, de personnes déplacées, d'exilés. Les divisions établies par les accords de Dayton ont peut-être un sens géopolitique. Mais elles figent des réalités, elles ne leur apportent pas de solution.

» On ne constate guère de manifestations de solidarité avec ceux qui ont fui, qui ont tout perdu, a fortiori avec ceux qui voudraient retrouver leurs biens détruits ou confisqués pendant les hostilités. Pas de solidarité donc, y compris au sein de sa propre communauté. Tout se passe comme *si* les gens voulaient se retrouver entre eux, comme s'ils voulaient ignorer la coexistence qui *s'était* maintenue tant bien que mal pendant des siècles. »

Propos recueillis par Daniel Vernet



Ne dites pas à l'archevêque que je travaille dans la pub

par Alain Cayzac

PUISQUE Mgr Lustiger les interpelle publiquement, les *« fils de pub »*, que j'ai l'honneur de représenter, ont à cœur de lui répondre. Pour lui dire d'abord qu'ils sont touchés par sa mise en cause. Son autorité morale et son rayonnement donnent à ses jugements une dimension à laquelle, croyants ou non, tous les publicitaires sont particulièrement sensibles. Lorsque le jugement est aussi sévère, il provoque chez chacun d'entre nous une cascade de réactions. Sans doute est-ce là l'effet recherché.

Comme *en toute chose, l'excès* nuit.

La campagne a été instantanément retirée par ses auteurs, qui ont souhaité, par cette décision, manifester leur respect de la sensibilité exprimée par certains fidèles.

Fallait-il aller au-delà et, dans une diatribe dont la nuance n'est pas la caractéristique majeure, ouvrir le procès généralisé d'une fonction économique – ce qui est la nature réelle de la publicité – et de ses acteurs ? *Cette envolée* contre l'argent et les marchands du Temple est-elle proportionnée à cette campagne d'un jour ? Pourquoi déclencher de telles foudres contre une activité dont l'objet est de faire connaître des produits à ses concitoyens et à les convaincre de s'en porter acheteurs ? Pourquoi, à partir d'un seul exemple, tirer des conclusions générales et jeter l'opprobre sur tout un secteur économique ?

La France du XX[e] siècle finissant a pourtant, dans sa vaste majorité, opéré sa conversion au regard de l'économie, de ses ressorts et de ses motivations. L'argent n'est pas sale par essence et, *s'il le devient*, le secteur de la publicité n'en est ni responsable, ni bénéficiaire : la justice semble en désigner d'autres que lui.

L'activité commerciale n'est pas déshonorante, Monseigneur. Y contribuer en créant des marques, en faisant connaître des produits, en concourant au dynamisme de l'économie, en contribuant à une concurrence qui fait baisser les prix ne l'est pas non plus. Le procès qu'il nous fait est disproportionné et, de ce fait, injuste.

Nous n'appartenons pas, comme une caste maudite, au clan de *« ceux qui peuvent payer »* et à qui tout serait permis et nous n'acceptons pas d'être traités ainsi par l'archevêque de Paris. Nous reprocher collectivement un manquement in*dividuel est déjà forcer un peu le* trait ; aller au-delà devient inacceptable.

Les *« fils de pub »* n'ont pas tous pris parti en faveur de cette campagne : beaucoup ont été soulagés que leurs confrères aient décidé spontanément de la faire cesser dans un souci d'apaisement. L'affaire pourrait s'arrêter là. Si l'on veut construire et non pas polémiquer, peut-être pourrait-on, sans volonté d'excessive médiatisation, débattre *sereinement de nos* règles éthiques pour éviter d'autres incidents. Nous y sommes prêts. Nous espérons que Mgr Lustiger l'est aussi.

***Alain Cayzac** est président de l'Association des agences-conseils en communication.*

Réponse d'un croyant

par Michel Delhon

SIMPLE lecteur de votre journal, je veux répondre au billet d'humeur « Questions aux fils de pub » publié dans *Le Monde* du 7 février sous la signature de Jean-Marie Lustiger. Croyant de base, j'avance respectueusement l'hypothèse que, en se mettant le doigt dans l'oeil, le cardinal-archevêque de Paris pourrait dissimuler la poutre qui s'y loge.

Assimiler les publicitaires de Volkswagen à des marchands du Temple, c'est oublier qu'en bons fils de p... ils s'exhibent non dans le temple ni même sur le parvis, mais sur la place publique et le trottoir. On peut seulement leur reprocher une faute de goût dans le détournement anachronique et iconoclaste, mais devenu banal, d'une œuvre d'art.

Les firmes automobiles allemandes n'adoptent pas toutes la *même stratégie publicitaire*. Sauf erreur de ma part, je n'ai pas entendu le cardinal de Paris s'indigner lorsque Mercedes s'est offert gratuitement un passage avantageux au journal télévisé en proposant à Jean Paul II, devant des caméras complaisantes, un essai non dans une Classe A mais sur un modèle de prestige.

Experte en humanité, l'Eglise l'est aussi en publicité. Nul ne peut lui reprocher d'avoir su utiliser très tôt la parole, le livre et l'image et d'être à l'origine de tant de chefs-d'œuvre.

Ce qui semble manquer au père comme au fils de pub, c'est l'esprit

Mais les dérives existent ; l'imagination de ses « créatifs », désireux de capter l'adhésion et les oboles des fidèles, a été surabondante. Depuis le prépuce de Notre Seigneur proposé à la vénération, chef-d'œuvre du bon goût, jusqu'à – géniale anticipation – Notre *Dame de Boulogne, « clonée »* avec sa barque, en nombre suffisant pour ratisser largement toutes les routes de France dans un grand retour à son port d'attache, après la Libération. En comparaison, nos publicitaires d'aujourd'hui, malgré leurs brainstorming, sont de bien pâles enfants de chœur.

Plus près de nous, que dire, en matière de timing, de l'utilisation du journal de 20 heures ? On a pu y voir le cardinal de Paris, dans une mise en scène macabre, éteindre les flambeaux qui symbolisaient la vie des sept trappistes assassinés en Algérie, entérinant comme une seconde mort, là où il eût été plus signifiant de maintenir et de ranimer la flamme du souvenir et l'espérance d'une autre vie.

Que dire encore de cette page entière de publicité parue dans *Le Monde ?* Le responsable des Journées mondiales de la jeunesse proposait la demande d'emploi de trente-deux jeunes : *« Ayant abandonné l'activité qu'ils exerçaient »*, ils avaient accepté un job temporaire aux Journées mondiales et se retrouvaient à l'ANPE. Manière peu élégante de dire, dans un pays où le chômage est la question centrale pour des millions de personnes : *Démissionnez pour nous* donner un coup de main, nous nous faisons fort d'utiliser tous les moyens de la pub pour vous retrouver un travail.

Comment ne pas renvoyer dos à dos le cardinal et le publicitaire ? Ce qui semble manquer au père comme au fils de pub, c'est l'esprit.

Clinton, pur, mais pas tout de suite

Suite de la première page

La semaine suivante, c'est le procureur Starr qui devenait un objet de répulsion. Si tu n'aimes pas ton temps, attends dix minutes. Certes, il faut reconnaître aux Clinton le mérite d'avoir su retourner la situation. Ils sont conscients d'être les vedettes du plus grand *soap opera* de la nation.

La façon dont Hillary a défendu son mari dans l'émission « Today Show » (dans quelle autre pouvait-elle le faire ?) fut grandiose – pour ceux qui s'étaient réveillés assez tôt pour l'entendre. Pour cette foule de citoyens électeurs, cœur de notre pays, qui, dès potron-minet, prennent la télé en même temps que leur café, les raisons d'être impressionnés ne manquaient pas. Voilà une femme pratiquement accusée de tous les crimes qui ne semblait ni troublée ni intimidée, qui présentait une figure plus sereine – du moins sur les photos floues reproduites dans la presse – que lors de l'entrée en fonctions de Hill et Bill cinq ans plus tôt. *Elle avait en tout cas plus* de chic. Elle égalait facilement n'importe quelle dame de la bonne société dans une soirée new-yorkaise.

Quelle femme d'acier ! Humiliée des années durant par une centaine d'aventures sexuelles petites ou grandes, réelles ou supposées, de son époux, bien connue pour ses colères à propos de tant d'infidélités (et quelle épouse au monde peut pardonner d'être trompée pour une fille qui a l'allure de Paula Jones ? Oui, comment une épouse de sa classe peut-elle pardonner ce genre d'écart quand il est *commis* avec une femme dont le visage avide et buté est à ce point dépourvu de mystère ? Pauvre Paula Jones !) et, *pour couronner* le tout, Bill avec son pantalon désormais légendaire tire-bouchonné sur ses chevilles. Qui est-il donc ? Un péquenot ? Aucun individu qui se respecte ne chercherait à se faire faire une fellation en gardant son pantalon autour de ses chevilles (comment courir si ça tourne mal ?).

Oui, Hillary a subi des humiliations telles que peu de femmes en ont connu dans l'histoire. Et pourtant, le matin du *jour où Bill va* prononcer son discours sur l'état de l'Union, elle apparaît pour défendre son mari avec fougue, conviction et résolution. *Comme* O. J. Simpson, il est non coupable à cent pour cent. Non, son mari n'est pas coupable. Hillary est sur le point de devenir une *légende*. Combien de millions d'épouses en Amérique sont obligées de se dire maintenant : *« Serais-je capable défendre mon homme comme elle ? Hillary est formidable. »*

Formidable, en effet, Hillary. Elle ne se contente pas de défendre, elle attaque. Elle parle d'une conspiration de droite destinée à détruire son mari. En Amérique, nous satisfaisons nos désirs profonds en découvrant tous les ans une nouvelle conspiration. Quels instincts puissants en Hillary ! Si l'on étudie les traits physiques de la première dame d'Amérique, on voit qu'ils sont remarquables. Très peu de femmes affichent – sourcils et bouche – une volonté de pouvoir aussi immense.

Des Noirs, des femmes, ont obtenu des emplois privilégiés. Pure démagogie. En tant que démocrate, censé conserver un certain projet social, Clinton s'est conduit comme un pauvre type et un abruti

Bien sûr, elle est loyale à son Bill. Loyale certainement du fait de sa bonne nature, mais davan*tage encore en raison de motifs* plus obscurs et plus forts. Si elle ne le lâche pas, alors elle deviendra une légende en Amérique, et cela lui est nécessaire pour atteindre à ce qui est peut-être son véritable but : être la première femme élue présidente des Etats-Unis.

Si Gore gagne en 2000, et s'il est réélu pour une seconde présidence, cela nous mène à 2008. S'il ne gagne pas, l'année décisive pour Hillary sera *2004*. Le prix à payer est donc de se montrer loyale envers un homme qu'elle préférerait sans doute assommer *à coups de brique. Elle doit* connaître le vieux dicton italien : *« La vengeance est un plat qui se mange froid. »* Il vaut bien mieux attendre et le mettre à son tour dans la situation qu'elle connaît aujourd'hui : *« Premier monsieur d'Amérique »*. On voit mal Bill à l'aise dans le rôle de Dennis Thatcher.

Tout cela arrivera peut-être en 2004 ou 2008 ; en attendant, le soir du mardi 27 janvier 1998, après la *prestation* matinale de Hillary, Bill a adressé son discours sur l'état de l'Union aux masses américaines, qui n'a pas été dif*férent* de tous ses grands discours passés. Il a duré plus d'une heure et abordé quelque cinquante problèmes nationaux et internationaux. Il a donné une solution à chacun.

Pour améliorer l'éducation, le président allait réduire le chiffre moyen des élèves dans les classes des écoles publiques de vingt-deux à dix-huit. Il allait transférer tout le produit des réductions budgétaires à la Sécurité sociale. Et qu'on ne me dise pas que de telles économies ne suffiront jamais à financer la Sécurité sociale, *ni que dix-huit élèves ne seront* pas plus heureux dans une classe que vingt-deux s'ils doivent continuer d'étudier sous l'éclairage fluorescent blafard que l'on trouve partout de nos jours dans les écoles. Laissons plutôt le président discourir. C'est ce qu'il a fait, et il a trouvé la solution de chaque problème avec autant d'aisance qu'une ouvreuse qui vous conduit à votre fauteuil.

Il n'a pas proposé de grands projets, ni suggéré d'actions sérieuses susceptibles de bouleverser votre statu quo ou le mien ; non, tout a été en nuances et en demi-teintes, un petit programme, ici un modeste lifting social, là un peu de nettoyage. C'était, au bout du compte, un catalogue d'esthéticienne, mais présenté par un camelot consommé, alliant la douceur des formes, la fermeté de la résolution et la saine *et sincère idée qu'aucun citoyen* américain dans le besoin ne saurait lui être étranger.

Comme dans tous ses autres grands discours, très peu des projets proposés pourront être réalisés quand ils se retrouveront dans les mâchoires du Congrès républicain. Et ce qui en restera ne changera pas grand-chose. Cela rappelle les produits que l'on achète tard dans la soirée, quand l'esprit critique est affaibli et que les publicités de la télévision deviennent convaincantes. Mais comme il fait ça bien !

Ce mardi soir-là, il a prononcé *le plus grand de tous ses discours* vides. Car c'est lui, cette fois, qui en était la véritable substance. Un exploit sensationnel. Pas une fois il n'a flanché, pas une fois il n'a laissé entendre qu'il existait une fille du nom de Monica Lewinsky et qu'elle avait deux ou trois choses à raconter. Il a montré pourquoi il était le président.

Des millions d'hommes américains qui le regardaient ont été, eux aussi, peu ou prou convaincus *d'infidélité par leur femme*. Ils savaient donc ce que cela représente. Quand la chose leur est arrivée, ils se sont retrouvés K-O. Pendant des semaines, ils ont dû fonctionner à vide. Mais voilà qu'apparaît un homme qui est capable de mettre tous ses ennuis de côté et de se comporter comme si rien d'autre au monde ne l'intéressait que d'être efficace et conscient de tout ce qu'il y a àfaire.

Pas étonnant qu'il soit le président. Oui, il a finalement convaincu le peuple américain. Il a peut-être évité de porter l'uniforme, mais c'est quand même un homme. Car il a fait désormais la preuve que, même acculé, il peut *se montrer en public sans rien* perdre de son élégance. En Amérique, nous ne nous intéressons qu'aux héros. Faire preuve d'élégance dans une situation difficile suggère que l'on mérite d'être invité au club.

Jusqu'ici, Clinton avait été – et c'est un euphémisme – le petit chien des républicains. Ils ne l'admettront jamais, mais il a été pour eux une aubaine. Son programme de santé a sombré tout seul sous le poids de sa complexité. Et cela, parce que Clinton a tenté de faire plaisir à tout le monde.

Naturellement, il n'a jamais serré les dents assez longtemps pour dire : *« Il faut payer. Il faut qu'en nous couchant le soir nous puissions nous dire que les pauvres, les vieillards et les malades ont, eux aussi, un toit. Si nous sommes une nation judéo-chrétienne, alors faisons coïncider bonnes paroles et porte-monnaie. »* Non, il a conservé son programme de santé compliqué, et il a perdu. De toute façon, il avait perdu avant de commencer.

Courant au-devant de la défaite, il avait essayé auparavant de faire accepter les homosexuels dans l'armée. Ce qui revient, par la difficulté et la naïveté, à tenter de sodomiser *le Pentagone. L'entrée est étroite !* C'est dire combien les républicains ont pu se féliciter des services qu'il leur a rendus. Il a *réussi à faire suffisamment de gâ*chis au cours de ses deux premières années pour faire élire, en 1994, un Congrès républicain en béton. Par la suite, il n'a jamais essayé de les combattre. C'était plus facile de liquider les débris de l'esprit du Parti démocrate en pleine déliquescence. Et cela, à partir des positions du Parti républicain.

Clinton a mis fin à l'aide sociale, comme nous le savons, ce qui était exactement l'objectif des républicains. Ce faisant, il n'a pas mis fin aux privilèges corporatistes. Il a refusé de considérer que les riches n'ont pas plus de droits que les pauvres à être rasés gratis. Au lieu de cela, il en est resté au stade des mots. Il a parlé de beaux programmes sociaux. Des petits programmes sociaux avec des petits budgets. Mais dans les actes il a parachevé le scénario du reaganisme. Il a démantelé ce qui restait de filets de sécurité pour les pauvres, de façon à porter le profit des riches à son maximum.

Sous Clinton, les riches sont devenus encore plus riches. Pendant ce temps, il jouait sur son saxophone spirituel de tendres mélodies pour les Noirs et les femmes. Des Noirs, des femmes, ont même obtenu des emplois privilégiés. Pure démagogie. En tant que démocrate, censé pourtant conserver un certain projet social, il s'est conduit comme un pauvre type et un abruti.

Par ailleurs, il a été le clintonien le plus redoutable du pays – à l'exception peut-être de Hillary : un vrai lion. En fait, son projet le plus important et le plus puissant, c'est lui. Beaucoup d'entre nous pourraient agir de même. A cette différence, fondamentale, que Clinton atteint l'apogée de sa force de lion quand son projet préféré est *menacé. C'est quand il est blessé* qu'il est au mieux de sa forme. Qui peut en dire autant ? Oui, sa réussite est certaine, lorsqu'il s'agit de montrer au cours d'une soirée spectaculaire combien est admirable ce président américain qui sait tout voir et tout faire.

Ce qu'il n'apporte pas, bien entendu, c'est une vision d'un monde plus grand que lui. Comment le pourrait-il ? Ses relations les plus profondes ne sont pas avec le monde, mais avec lui-même. Aussi, son charme politique n'est-il jamais plus fort que lorsqu'il est face à un défi personnel. Sa réponse, c'est de foncer pour se sauver. Il y réussit en se dressant superbement en public, là où tous les autres se coucheraient, paniqués, devant les assauts des médias. Mais lui sait à quoi s'en tenir. Il sait que les médias sont comme M[me] de Staël qui *jetait ses amis dans un bassin* pour avoir le plaisir de les repêcher ensuite. Il sait que, s'il se montre, s'il parle et s'il ne fait pas de fausse note, le public, impressionné, le ressentira comme du grand art oratoire.

Quel désastre d'être si proche de la grandeur et d'être obligé d'apparaître aux yeux de tant d'Américains comme un grand dadais dans une chambre d'hôtel, le membre à l'air, le pantalon sur les chevilles

En réalité, il ne s'agit pas ici d'art oratoire, mais de culot. En matière d'art oratoire, Clinton a toujours campé sur les versants du discours comme s'il était profondément convaincu qu'il serait obscène de vouloir en escalader les sommets. Il est d'ailleurs possible que cela le soit : chacun, à sa façon, révèle ses tricheries, et Clinton a fait tant de compromis dans sa vie que la grande rhétorique pourrait bien le trahir.

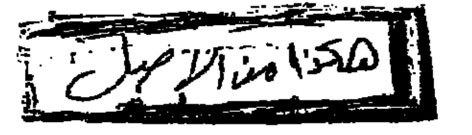
Ce qui est véritablement désastreux, c'est que, s'il avait eu, pendant toutes ces années, le courage de mener des combats réels en faveur de moins puissants que lui, il aurait pu être un grand président. C'est pourquoi c'est un véritable désastre qui lui tombe dessus. Imaginons un artiste en puissance, qui a en lui les ressources d'un Shakespeare, d'un Tolstoï, d'un Picasso ou d'un Mozart, et qui ne peut atteindre la grandeur, non par manque de talent, mais par absence totale de caractère. Nous ne pouvons qu'essayer de méditer sur son angoisse. Avoir reçu de Dieu des dons politiques, comme Clinton, et ne pas les utiliser... De tels artistes, au cours de ce siècle, il y en peut-être eu cinquante ou cent, toutes convictions confondues (la plupart inconnus ou mal reçus) et il est possible que Clinton soit du nombre. Quel désastre d'être si proche de la grandeur et d'être pourtant obligé d'apparaître aux yeux de tant d'Américains comme un grand dadais dans une chambre d'hôtel, le *membre à l'air, le pantalon sur* les chevilles, face au visage buté d'une femme qui prétend lui avoir dit non ! Et qu'en l'occurrence, cette *femme* soit *aujourd'hui* sous les feux des médias et qu'il soit, lui, le commandant suprême, ne change rien à l'affaire.

La grande question, la plus grave est : comment peut-il, lui, Bill Clinton, mettre ainsi en jeu sa présidence ? Certes, les hommes prennent des risques bizarres, lorsqu'ils entendent en eux une voix leur murmurer : *« Mon vieux, ton cancer n'est pas loin. »* Pour certains, le remède au cancer consiste à aller faire un tour dans les planètes des plaisirs immoraux. Si la cause du cancer est la honte accumulée, et si le cancer est *la révolte des cellules* contre l'hégémonie de l'*ego*, ce mystérieux tyran qui officie dans notre corps, alors il est possible que *Clinton soit plein à ras bord de* honte accumulée. Et, soyez-en sûrs, ce n'est pas à cause de son abus de la fellation. Il vient de l'Arkansas, bonne terre baptiste, où il n'y a pas de péché tant que l'acte n'est pas consommé en bonne et due forme. Sa honte, s'il en a une, est qu'il n'a jamais pu tenir tête à la grande richesse. Il est impuissant devant les hommes dont la taille financière le dépasse. Clinton est à la haute finance ce que Monica *Lewinsky* est à *Bill* Clinton : un gosse qui essaie de gagner ses genouillères présidentielles.

Si le pire arrive et s'il est obligé de démissionner – dénouement qui semble invraisemblable au moment où j'écris ces lignes –, eh bien, ce sera l'application d'une vieille loi morale : le criminel est rarement condamné pour son vrai crime. Les péchés de Nixon dans l'affaire du Watergate étaient véniels, comparés à la monstruosité d'avoir laissé la guerre du Vietnam se prolonger quatre années au cours desquelles ont été tués deux millions d'hommes et de femmes supplémentaires. Le plus grand crime de Clinton n'est pas d'avoir eu des relations, quelles qu'elles soient, avec une jeune femme dans la Maison Blanche (ce palais de la pureté présidentielle !) mais d'avoir trahi les pauvres et enrichi les riches. Lui qui va à l'église doit savoir que les portes du paradis ne sont pas toujours ouvertes si on s'en approche avec cette petite tache sur son dossier.

« Seigneur, priait saint Augustin, *rendez-moi pur, mais pas tout de suite. »*

Norman Mailer



Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Les maux de l'Indonésie

C'EST un étrange et inquiétant spectacle que l'Indonésie offre en ce début d'année. Alimentant une tension croissante, des émeutes de la faim, encore sporadiques, y ont secoué une douzaine de villes, alors que les experts se disputent sur les remèdes à apporter au mal. Appuyé par Washington, le FMI se bat ouvertement contre une solution – l'adoption d'une parité fixe entre la roupie et le dollar – qui semble l'ultime carte avancée par le président Suharto pour rétablir son autorité et sauver la fin d'un règne déjà long de trente-deux ans.

Il est vrai que tous les maux se sont abattus en même temps sur les Indonésiens. Une redoutable sécheresse a attisé des incendies à l'origine desquels l'homme a souvent été et qui reprennent ces derniers jours. Elle a également provoqué un déficit céréalier assez sérieux pour que Djakarta autorise l'importation, en 1998, de pas moins de cinq *millions de tonnes de riz*.

Ce désastre naturel, mal géré, qui fragilise la sécurité alimentaire de la population, a coïncidé avec la tourmente monétaire régionale. La roupie indonésienne se négocie au quart de sa valeur d'il y a huit mois. Menace d'une pénurie alimentaire et effondrement monétaire expliquent la flambée des prix, que la vindicte populaire attribue aujourd'hui à la minorité chinoise, qui contrôle une bonne partie du secteur privé indonésien.

Cette double crise a joué le rôle d'un révélateur. Le laxisme, *celui de prêteurs étrangers* comme de leurs emprunteurs locaux, fait que la dette extérieure privée indonésienne est évaluée à 74 milliards de dollars : au taux actuel de la roupie, le pays est insolvable. Tout en y investissant massivement et en lui accordant de généreuses aides, la communauté internationale ne pouvait ignorer qu'en Indonésie affaires et politique faisaient trop bon ménage pour ne pas déboucher sur le népotisme, les monopoles et la corruption. Mais, en dépit de l'usure évidente du pouvoir, elle se consolait en constatant une solide expansion, d'un taux moyen de 7 % *ces dernières années*.

Les mauvaises conditions climatiques, l'amorce de disettes et la destruction du tissu commercial chinois ne peuvent qu'aggraver le sort de la masse croissante de familles privées de tout revenu. L'engrenage de la misère dessine le spectre de réactions incontrôlables. Ce ne sont pas les querelles d'écoles monétaires qui l'éloigneront. *Celles-ci semblent d'autant plus* dépassées que les potions du FMI sont de moins en moins appliquées, et le projet d'un lien roupie-dollar a déjà du plomb dans l'aile. La crédibilité de tous les intervenants a été tellement mise à mal ces derniers mois que, l'équation paraissant insoluble, le plus dur ne peut être qu'à venir.

C'est donc une situation globale et dangereuse qui pourrit autour d'un système de pouvoir usé, avec, à la clé, une question : l'Indonésie entraînera-t-elle, dans cette spirale descendante, des voisins déjà très *affectés ?*

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Menace atomique

DANS UN rapport rendu public par le département de la guerre, le général Eisenhower, avant de quitter le poste de chef d'état-major de l'armée, met en garde ses compatriotes contre une éventuelle attaque atomique.

Il est possible, dit-il, que les Etats-Unis soient attaqués soudainement à l'aide d'armes atomiques et, en conséquence, il faut se tenir prêt à repousser une telle agression *« jusqu'au moment où toutes les nations feront preuve d'une réelle volonté de renoncer aux armements »*.

Le général Eisenhower estime que les Etats-Unis doivent maintenir sous les drapeaux un effectif minimum de 1 300 000 hommes, à la fois pour la défense et pour une possible contre-offensive. Pour constituer cette force il déclare indispensable le service militaire obligatoire, la constitution d'une garde nationale et de réserves entraînées, et l'établissement de plans pouvant permettre la mobilisation complète de l'industrie américaine.

Cependant, dit le général, *« aussi bien dans notre propre intérêt que dans l'intérêt de la charte, nous devons, nous autres Américains, contribuer honnêtement et de tous nos efforts à réduire les armements »*. Le général évoque ensuite *« les difficultés de l'Europe occidentale menacée d'étranglement par un parti politique militant »*. *« Si ces pays succombaient*, ajoute-t-il, *nous nous trouverions face à face avec un colosse despotique établi sur les territoires de l'Eurasie, de l'ancien Empire romain, de la Perse de l'antiquité, des rois germains et des khans mongols. »*

(17 février 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33
Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http ://www.lemonde.fr
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

L'Afrique et ses générations perdues

DU TEMPS où il n'était que chef de faction, le président du Liberia, Charles Taylor, avait ainsi expliqué la présence, dans ses rangs, d'enfants à peine plus grands que le kalachnikov qu'ils maniaient : *« Les petits Africains boivent moins de lait que les Européens, ils grandissent moins vite. Vous croyez que ces combattants ont huit ou neuf ans, en fait ils en ont presque quinze. »*

Le président Taylor niait l'évidence – la présence d'enfants de moins de dix ans parmi les combattants du Front national patriotique libérien a été une constante de la guerre civile qui s'est achevée en 1996. Mais ce démenti était lui-même un aveu : le futur chef de l'Etat estimait normal de faire combattre des adolescents, tout en privant ceux-ci du strict minimum.

Charles Taylor a au moins été obligé de reconnaître l'existence du problème. En République démocratique du Congo, en Sierra Leone, au Soudan, les dirigeants – gouvernants ou rebelles – font semblant de diriger des forces constituées d'adultes volontaires.

En fait, une bonne part de leurs troupes sont formées d'enfants, pour la plupart enlevés de force à leur famille. Après avoir arraché les petits et les jeunes d'un village, le Front révolutionnaire uni de Sierra Leone les forçait à tuer ou à mutiler un proche, afin de s'assurer d'une loyauté fondée sur une culpabilité insupportable. Pour leurs chefs, ces enfants sont quantité négligeable. Le gouvernement de Laurent-Désiré Kabila vient de laisser mourir du choléra trois cents jeunes guerriers maï maï qui l'avaient aidé à chasser l'armée Mobutu de l'est du Zaïre. Ces adolescents attendaient dans un camp, près de Kisangani, d'être intégrés dans l'armée régulière de la République démocratique du Congo. Au Liberia, le nouveau pouvoir s'en remet entièrement aux organisations humanitaires pour réintégrer, au bout de sept ans de guerre, des « généraux » ou des « colonels » qui n'ont pas l'âge du bac.

ENTREPRISE D'EMBRIGADEMENT

Dans leur entreprise d'embrigadement, les chefs de guerre africains ont profité de la terrible crise qui frappe les jeunesses d'Afrique. Même dans les pays les plus pacifiques, les enfants et les adolescents sont les premières victimes des maux du continent. C'est d'abord leur nombre qui rend les nouvelles générations si vulnérables. Au sud du Sahara, le taux de fécondité oscille encore entre cinq et six enfants par femme, les taux de croissance démographique entre 2,5 et 3,5 % l'an. Pour que la croissance économique – qui est de retour sur le continent depuis trois ans – change la vie des populations, il lui faut dépasser ces chiffres d'au moins cinq points. Pour l'instant, on en est loin, et les systèmes d'éducation et de santé encaissent le choc du mieux qu'ils le peuvent.

Même si l'on part du haut de la hiérarchie sociale, les problèmes semblent quasi insurmontables. Le nombre d'étudiants en Côte-d'Ivoire a presque triplé en cinq ans, passant de 20 000 à 50 000, alors que les crédits n'ont progressé que de 20 %. Face à cette surcharge, la Banque mondiale conseille de renforcer la sélection. Mais le corps enseignant et les étudiants ont mis en place d'autres stratégies pour affronter la surcharge des effectifs et la pénurie de moyens, basées sur l'achat des diplômes ou sur la division du travail, un étudiant obtenant son diplôme après que plusieurs camarades s'en sont répartis les différentes épreuves. En conséquence, les formations dispensées en Afrique restent dévalorisées, et seuls les cadres qui ont étudié hors du continent arrivent à bénéficier de la confiance des rares multinationales qui s'implantent au sud du Sahara.

Pourtant, les étudiants restent des privilégiés. La grande masse de la jeunesse urbaine doit se débrouiller seule. Au mieux, les jeunes trouvent des places d'apprentis chez des patrons du secteur informel. Peu ou pas rémunérés, ils reçoivent une formation qui leur permettra certes de survivre mais qui reproduit également les faiblesses constitutives du secteur informel. Quant aux enfants et adolescents des rues, en rupture de famille, ils n'ont le choix qu'entre la vente à la sauvette, la mendicité et le colportage.

Au plus fort de la crise économique des années 80, on a noté un ralentissement voire une inversion de l'exode rural. Mais les villages n'offrent guère d'espoir à la jeunesse. La productivité agricole piétine et ne dégage pas les surplus nécessaires à l'éducation, sauf dans les régions de monoculture d'exportation, lorsque les cours mondiaux tiennent bon, comme le cacao ou le coton en ce moment.

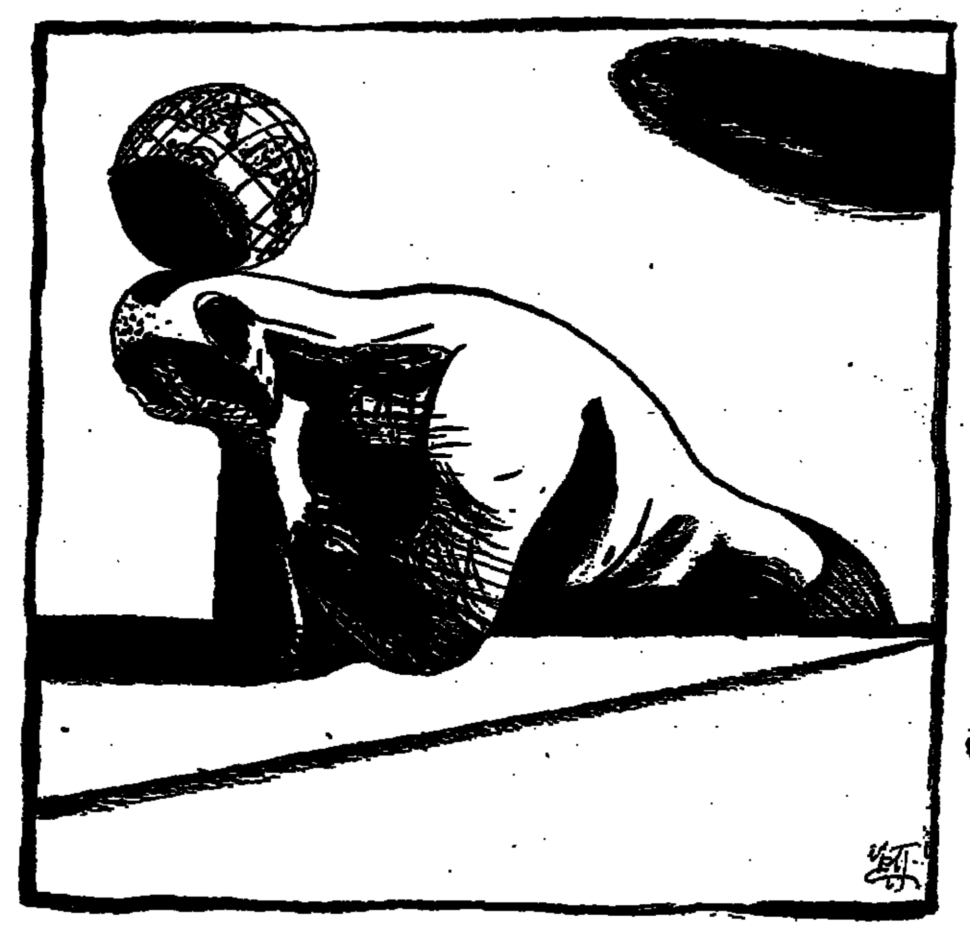
En même temps, avec la diffusion d'autres modèles familiaux ou sociaux, via la télévision ou la vidéo, les jeunes ruraux supportent de plus en plus mal une organisation sociale qui les tient à l'écart des décisions collectives, ce qui en fait, comme leurs homologues urbains, une proie facile pour les recruteurs de toute obédience : chefs de guerre, mais aussi sectes et réseaux mafieux. Il est, bien sûr, une circonstance qui aggrave chacun de ces maux : être née femme. Moins bien soignées, moins bien éduquées, les fillettes et les adolescentes sont souvent les premières à être martyrisées par les accès de violence qui secouent les sociétés africaines.

Là où les coutumes villageoises persistent, elles sont victimes de mariages forcés précoces, mais la relative liberté des mœurs masculines (qui varient certes d'une région à l'autre) rendent ces jeunes épouses particulièrement vulnérables à la pandémie de sida.

Certains démographes croient discerner, en Afrique, les prémices de la révolution démographique qui a désormais touché l'ensemble de la planète, à l'exception du sud du Sahara et du sous-continent indien. Son avènement sera le seul moyen de sortir de ce cycle de misère et d'ignorance. Les dirigeants africains peuvent le hâter de deux manières. D'abord, en mettant en œuvre une politique active de planning familial, qui se conjuguerait à l'effort de prévention du sida. Il leur faut aussi soutenir et accélérer le changement de mentalités qui se fait jour et tend à reconnaître de plus en plus les droits des enfants, à l'exemple du ministre de l'éducation ivoirien, qui vient d'annoncer des mesures drastiques à l'encontre des enseignants qui abusent de leurs élèves, ou du président sénégalais Abdou Diouf, qui vient de répéter haut et fort son opposition à l'excision des jeunes filles.

Thomas Sotinel

Le Monde *de Mattoti*



Mais qui a peur de Bill Gates ?

DANS Age of the Empires, un jeu multimédia proposé par Microsoft, le joueur doit définir la stratégie qui lui permettra de dominer le monde. Ressemblance fortuite ? Numéro un mondial du logiciel, le groupe fondé en 1975 par Bill Gates est aujourd'hui soupçonné de vouloir faire main basse sur tout ce qui touche à l'industrie de l'information, sujet sensible s'il en est pour nos sociétés ultracommunicantes.

Pourfendu par Ralph Nader, éternel porte-drapeau des associations de consommateurs américaines, mis en cause par le département de la justice américaine pour pratiques anticoncurrentielles, Microsoft est aussi dans le collimateur de la Commission européenne. Vingt ans après l'apparition des premiers micro-ordinateurs, censés libérer les utilisateurs de la tutelle d'un Big Brother qui avait alors pour nom IBM, c'est au tour de Microsoft d'entrer dans le rôle du grand méchant loup.

Difficile de lui échapper : Microsoft est partout. Son logiciel d'exploitation Windows 95 fait tourner 90 millions de micro-ordinateurs dans le monde. Cette clientèle captive se voit désormais imposer le logiciel Microsoft de navigation sur Internet. Au grand dam du pionnier Netscape, qui avait jusque-là réussi à tailler des croupières à « *Bill Brother* » et à mobiliser le département de la justice à propos de ce nouveau verrouillage du marché. Mais le poids de Microsoft ne se mesure plus seulement par sa domination sur le secteur des logiciels pour PC. Deuxième capitalisation boursière du monde (loin derrière General Electric, mais devant le pétrolier Royal Dutch Shell), la firme de Bill Gates est déjà plus qu'une simple société d'informatique.

Misant sur une globalisation du marché de l'information, qui fait converger l'informatique, les télécommunications et la télévision, son fondateur croque à belles dents les proies les plus variées. Il construit son entreprise pour le prochain millénaire.

Avec la société californienne *WebTV Networks*, rachetée en 1997, Microsoft propose l'accès à Internet via un téléviseur. Parmi la palette de ses activités figurent les services en ligne, depuis le commerce électronique jusqu'aux informations en continu. En 1997, le groupe a pris des participations dans Comcast et TCI, deux grands de la télévision par câble aux Etats-Unis : il veut accéder aux réseaux câblés pour assurer, à terme, un débit plus puissant à Internet.

Derrière le projet de réseau mondial de communications par satellites Teledesic, qui prévoit, pour 2001, la mise en orbite de près de 300 engins – pour un investissement de 9 milliards de dollars –, on retrouve encore le patron de Microsoft. Et qui pousse la grandeur d'âme jusqu'à investir 150 millions de dollars dans Apple pour aider son fondateur, Steve Jobs, à tenter le sauvetage de la dernière chance ? Bill Gates, bien sûr. Lequel a également investi un peu de sa fortune personnelle dans DreamWorks, le studio de cinéma créé à Hollywood par Steven Spielberg et ses amis.

On n'échappe pas à Bill Gates. Le surdoué de dix-neuf ans qui avait créé sa société dans une chambre d'hôtel n'est plus aujourd'hui qu'un lointain souvenir, même si l'allure de ce « *quadra* » – jeans, baskets, taches de rousseur et lunettes de potache – est restée juvénile. Auréolé de son titre de businessman le plus riche du monde, Bill Gates court la planète avec son grand sourire de bon garçon, VRP de choc de l'industrie de la communication en général, et de Microsoft en particulier.

Il est une vraie star, comme le monde de l'entreprise en produit rarement, plébiscité tous les ans à Davos, le rendez-vous chic du gratin de la politique, de l'industrie et de la finance.

UNION SACRÉE

Du fait de ce statut, les lecteurs de la presse américaine n'ignorent aucun détail des aménagements de sa nouvelle maison, qu'il construit en bordure d'un lac près de Seattle. L'histoire veut qu'une pièce y soit réservée au fameux Codex Leicester de Léonard de Vinci, acquis par Bill Gates pour 30 millions de dollars, qu'il était venu présenter à Paris en février 1997, au palais du Luxembourg.

Cette opération lui avait valu les honneurs de la République. Le changement de majorité politique a encore renforcé son aura dans une France en quête de modernité : de passage à Paris, le 3 février, il a solennellement promis à Lionel Jospin et à Dominique Strauss-Kahn d'aider la France à entrer dans le siècle des Lumières high-tech. A Londres, où il avait fait un voyage éclair quatre mois plus tôt, Tony Blair l'avait déjà engagé comme conseiller spécial pour l'informatisation des écoles britanniques. Les photos témoignent d'un entretien de toute évidence chaleureux. Quant à l'image de sa partie de golf avec Bill Clinton, elle a fait le tour du monde.

Cette réussite financière et médiatique est pourtant en train de se retourner contre son héros. Hier unanimement encensé, Bill Gates a désormais de vrais ennemis, menés par les patrons de Netscape, de Sun Microsystems et d'Oracle, entreprises concurrentes qui se sentent directement menacées par la stratégie de Microsoft. Comme d'autres hier face à IBM, ils ont décidé l'union sacrée pour ne pas avoir à faire allégeance. Pour leur défense, ils brandissent le spectre du monopole, cette déviance contre laquelle l'Amérique libérale sait si bien se liguer dans les grandes occasions. Ils ont touché la corde sensible et l'implacable machine antitrust s'est mise en marche.

L'affaire est devenue passionnelle. Dans les colonnes du *Wall Street Journal*, cet automne, un éditorialiste pourfendait les détracteurs de Microsoft, qui selon lui ne font que traduire l'« *envie* » qui s'est emparée de la concurrence. Pour illustrer son propos, il avait fait placer en exergue de son long plaidoyer pro-Bill Gates cette citation d'un avocat anti-Microsoft de la Silicon Valley : *« Ce n'est pas notre repas mais nos carcasses que Microsoft veut manger. »* L'ambiance qui règne au paradis de la high-tech a parfois de quoi donner froid dans le dos.

Anne-Marie Rocco



MANAGEMENT Un professeur honoraire à la London Business School, Arie de Geus, estime que les entreprises qui ont traversé les siècles ont su valoriser conjointement le capital humain et le capital financier. Son étude parue dans *Harvard Business Review* a reçu un McKinsey Award. ● LES McKINSEY AWARDS récompensent *« des travaux exceptionnels qui devraient avoir une influence majeure sur les actions des managers »*. ● CETTE RÉCOMPENSE va à l'encontre de la pensée unique du management actuel, qui privilégie quasi exclusivement les rendements financiers pour l'actionnaire. ● PETER LORANGE, président de l'Institut de management (IMD) de Lausanne, estime que les idées développées dans cet article sont très stimulantes. Il prédit une mort rapide à toutes les sociétés qui ne chercheront qu'une valorisation de leur capital financier.

Une étude conteste l'excessive priorité accordée à la valorisation financière

Un professeur de la London Business School souligne que les entreprises multicentenaires ont valorisé conjointement capital humain et capital financier. Son article a été récompensé par la fondation McKinsey. Nombre d'experts s'interrogent sur la gestion orientée exclusivement vers l'actionnaire

EST-CE LE SIGNE avant-coureur d'un changement de priorité pour les entreprises ? La célèbre fondation américaine McKinsey vient de distinguer un article quelque peu iconoclaste paru dans la non moins célèbre *Harvard Business Review*. Partant de l'analyse des entreprises qui ont traversé les siècles, Arie de Geus, son auteur, professeur honoraire à la London Business School, souligne que les sociétés multicentenaires se sont adaptées aux changements en s'appuyant sur le capital humain de l'entreprise. Il les oppose à celles dont la finalité ne semble être qu'une valorisation rapide de leurs actifs financiers. A l'heure où la valorisation pour l'actionnaire est devenue le critère premier des décisions de développement ou de désinvestissement pour les entreprises, cette distinction peut paraître surprenante. Elle souligne la volonté des experts de ce jury de mettre en avant une approche qui se dresse contre la « pensée unique » managériale du moment.

A l'origine de l'article, le groupe Shell, en passe de devenir centenaire, se pose, en 1983, la question suivante : comment des entreprises ont-elles pu traverser les siècles alors que la durée moyenne d'une entreprise occidentale est de vingt ans ?

> « La mort d'une société a un coût : employés, fournisseurs et actionnaires, tous en ressentiront un jour les conséquences »

Comment le groupe chimique suédois Stora a-t-il, en sept cents ans, survécu au Moyen Âge, à la Réforme et à la révolution industrielle ? Un groupe de travail comprenant Arie de Geus, à l'époque directeur général adjoint de Shell, observe que les 27 entreprises étudiées partagent quatre traits communs.

La première de leurs caractéristiques est le conservatisme dans la prise de risques financiers au cours des siècles. Leurs investissements ont été pesés et mesurés. *« L'argent est pour elles la cagnotte qui leur permet de gouverner leur croissance et leur évolution. »* Toutes présentent également une forte identité. Même dans le cas où l'activité de l'entreprise centenaire est très diversifiée, chaque employé a *« l'impression de faire parti d'un tout »*. Troisième grand trait commun, ces sociétés ont toujours présenté une forte ouverture à la nouveauté, n'hésitant pas à développer *« de nouvelles activités qui pouvaient être sans relation aucune avec leur activité existante »*. Elles ont pour cela donné aux hommes l'espace pour développer de nouvelles idées et ont encouragé les personnes créatives à échanger. Enfin, ces entreprises se sont toujours tenues aux aguets, apprenant et s'adaptant aux évolutions des siècles. D'un point de vue managérial, ces sociétés ont observé la même règle: placer l'homme au centre de leurs préoccupations.

Le fait de vouloir perdurer les a poussées à laisser se développer une communauté humaine capable de prendre la succession. Elles ont, *« à l'inverse des priorités managériales actuelles, toujours valorisé les hommes avant leurs actifs financiers »*. Ainsi, elles ont toutes changé au moins une fois complètement de portefeuille d'activité, n'hésitant pas à *« tailler dans leurs actifs »* pour survivre: Mitsui & co, drapier il y a trois cents ans, a investi dans la banque, puis dans les mines, avant de se tourner vers les industries de transformation. Elle est aujourd'hui la seconde société japonaise par le chiffre d'affaires. DuPont, dans la poudre à canon il y a deux cents ans, est devenu actionnaire de General Motors dans les années 20 avant de se concentrer sur la chimie. *« Pour elles,* écrit Arie de Geus, *actifs financiers et profits sont comme l'oxygène, nécessaire pour la vie mais pas le but de leur vie. »*

C'est *« la place donnée à l'homme dans ces organisations »* qui conditionne la survie de l'entreprise à ses fondateurs, précise, M. de Geus. Les compagnies *« qui choisissent de produire de la richesse pour un cercle restreint de managers et d'investisseurs »* ne considèrent pas les employés de l'entreprise comme membres de l'organisation. Il leur oppose les entreprises pérennes dont les managers *« regardent l'optimisation du capital comme une nécessité complémentaire à l'optimisation des personnes »*.

Ces travaux ne constituent pas une démonstration. Comme le précise l'auteur dans *La Pérennité des entreprises* (Editions Maxima, collection Institut du management d'EDF-GDF), livre tiré de ces travaux, l'étude d'une trentaine de sociétés ne constitue pas une base statistique suffisante. Cependant, d'autres récents travaux de deux professeurs de l'université de Stanford étayent ses conclusions. Ces deux chercheurs ont établi la liste de 18 entreprises « visionnaires », c'est-à-dire admirées par les 700 chefs d'entreprise américains interrogés. D'après ces chercheurs, ces 18 élues présentent, à l'image des centenaires, une forte identité d'entreprise. Elles se soucient également moins que leurs concurrentes de la maximisation de leurs bénéfices ou du retour sur investissement.

Quelles doivent être les priorités du manager, selon Arie de Geus ? *« Beaucoup d'investisseurs et de seniors managers ne sont pas intéressés par la construction d'une organisation de travail qui se perpétue »*, conclut-t-il. *« Ils préfèrent une société qui reste une machine à profit pour le bénéfice d'un cercle restreint. C'est un choix tout à fait légitime. Mais ceux qui font ce choix doivent réaliser qu'il n'est pas sans effet. »* Selon l'auteur, la quête exclusive d'un retour sur investissement fragilise ces structures, or *« la mort d'une société a un coût : employés, fournisseurs, sous-traitants et actionnaires, tous en ressentiront un jour les conséquences »*.

Laure Belot

McKinsey award, une distinction prestigieuse

Depuis 39 ans, la fondation McKinsey pour la recherche en management décerne les McKinsey awards. Partenaire de la *Harvard Business Review* (HBR), publication liée à l'université américaine Harvard, cette fondation élit les meilleurs articles publiés chaque année. Sont récompensés *« des travaux exceptionnels qui devraient avoir une influence majeure sur les actions des managers »*.

Le jury, choisi par la HBR, est composé d'experts internationaux en management, chefs d'entreprise, chercheurs et universitaires. Chaque lauréat reçoit un prix offert par le cabinet de conseil en stratégie McKinsey & Company. Le palmarès 1997, rendu public dans le numéro de janvier-février de la HBR, a récompensé trois articles publiés par Stuart L. Hart, Arie de Geus, Philip B. Evans et Thomas S. Wurster.

TROIS QUESTIONS À...

PETER LORANGE

Peter Lorange, président de l'Institut de management (IMD) de Lausanne, est un des six membres du jury ayant décerné pour 1997 les McKinsey Awards.

1 Pourquoi avoir récompensé « The Living Company » lors des McKinsey Awards ?

Les idées développées dans cet article sont très stimulantes. Elles soulignent que le principal capital d'une entreprise, le capital qu'elle doit valoriser à long terme, n'est pas le capital engagé par les actionnaires mais le capital humain, disons le capital « intellectuel ».

2 A l'heure où la valorisation pour l'actionnaire est devenu un outil prioritaire de pilotage pour les entreprises, n'est-ce pas aller à contre-courant ?

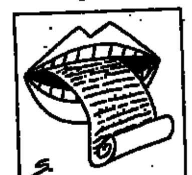
Si vous demandez actuellement à des managers où sont les réels enjeux de compétitivité, ils ne vous diront plus qu'il faut produire les meilleurs produits à moindre coût mais que la compétitivité se joue sur « comment garder les bonnes personnes et comment les motiver ». C'est le seul moyen de créer un avantage compétitif durable pour l'entreprise. Cette approche est complémentaire de l'évaluation financière classique d'une société. Les valorisations du capital humain et financier doivent être menées conjointement.

3 Vous appartenez, ainsi que l'auteur de l'article, au monde des conseillers et des chercheurs en management. Pensez-vous que les points mis en avant dans l'article sont des signes avant-coureurs d'un changement d'attitude des entreprises ?

Je pense qu'il va y avoir une prise de conscience des entreprises. Cependant, je ne sais ni quand, ni quelle sera l'étendue de ce changement. Mais je prédis une mort rapide à toutes les sociétés qui ne chercheront qu'une valorisation de leur capital financier.

« Les mésanges innovent, les rouges-gorges non »

DANS SON ARTICLE de la *Harvard Business Review* intitulé « The living company », Arie de Geus, professeur honoraire à la London Business School, écrit : *« Comment une organisation apprend-t-elle ? Les oiseaux peuvent nous aider à répondre à cette question.*



VERBATIM

Les travaux suivants ont été menés par Allan Wilson, ancien professeur de biochimie et de biologie moléculaire à l'université de Californie de Berkeley. (...) Allan Wilson s'est intéressé au cas de la mésange. Au début du siècle, en Angleterre, le livreur de lait déposait sur le seuil des maisons des bouteilles de lait non fermées. Mésanges et rouges-gorges, deux espèces communes, commencèrent à se nourrir de la crème du lait. Dans les années 30, l'industrie laitière décida de sceller les bouteilles. Que se passa-t-il ? Dès le début des années 50, toute la population de mésanges de Grande-Bretagne, estimée à un million, avait appris à percer les pellicules recouvrant les bouteilles. Les rouges-gorges, eux, n'ont jamais appris cette technique.

Comment expliquer cette différence ? Les mésanges sont mobiles et ont un système social qui favorise la propagation de l'innovation. Les rouges-gorges, par opposition, sont des oiseaux territoriaux, qui ne possèdent pas ce type de système social. (...) Pour qu'une espèce animale exploite les opportunités de son environnement, trois conditions sont nécessaires :

– les individus de l'espèce doivent être mobiles, se rassembler et évoluer en groupe plutôt que de rester immobiles et isolés ;

– l'espèce doit avoir la capacité d'inventer de nouveaux comportements ;

– il doit y avoir transmission de l'individu au groupe à travers une communication directe.

(...) Les oiseaux non territoriaux apprennent plus vite. Il en est de même pour les organisations. Chaque société devrait avoir quelques personnes assez curieuses pour butiner dans différents endroits, à l'image des mésanges. Mais posséder quelques innovateurs ne suffit pas. Ces organisations doivent encourager ces personnes à interagir pour répandre et confronter leurs connaissances. »

La City licencie, mais les golden boys ont un excellent moral

Au total, 20 000 emplois sont menacés au cours des deux prochaines années, en raison des regroupements en cours. Mais de fortes primes et la consolidation de la place londonienne donnent confiance aux opérateurs

La fusion éclair des banques SBS-UBS, l'union Salomon-Smith Barney, le démantèlement de NatWest Markets et de BZW, la cessation d'activité de Yamaichi ou de Peregrine, le rachat de Hambros, la restructuration prévue de Deutsche Morgan Grenfell et la mise en vente de Guinness Mahon par Yamamoto, entraînent la perte de plusieurs milliers d'emplois à la City de Londres. Le malaise est surtout perceptible dans les établissements particulièrement exposés aux marchés émergents. Mais les opérateurs restent confiants pour l'avenir. Malgré l'euro, malgré la concurrence de Francfort. D'abord parce que le montant total des primes de fin d'année, qui peuvent constituer jusqu'aux deux tiers de la rémunération totale d'un banquier londonien, devrait dépasser 1 milliard de livres pour 1997. Ensuite parce que la place consolide sa position en Europe et dans le monde.

LONDRES
de notre correspondant dans la City

L'inquiétude monte dans la City où 20 000 emplois sont menacés au cours des deux prochaines années en raison des regroupements en cours, de la crise asiatique et de la course à la réduction des coûts d'exploitation. Malgré cette hémorragie qui risque de s'aggraver au fil des prochains mois, l'heure de gloire des « golden boys » est loin d'être terminée. D'après un rapport commandité par la Corporation of London, l'organisme administrant la City, le nombre d'emplois devrait doubler au cours des vingt-cinq prochaines années, conséquence de la mondialisation de la finance.

« Le conte de deux cités », l'article du quotidien *Financial Times* publié récemment sous le titre du célèbre roman de Dickens, rappelle combien le paysage de la première place boursière européenne ressemble à la coexistence, décrite par l'écrivain victorien, de la misère avilissante de la classe ouvrière et du fulgurant enrichissement des marchands.

La fusion éclair SBS-UBS a été saluée avec enthousiasme par tous les observateurs. Qu'on ne s'y trompe pas : la City considère que l'aventureuse et pionnière petite SBS absorbe l'UBS, grosse machine déficitaire à la suite des errements du « trader fou » Rami Goldstein, sur les produits dérivés. L'union Salomon-Smith Barney, le démantèlement de NatWest Markets et de BZW, la cessation d'activité de Yamaichi ou de Peregrine, le rachat de Hambros, la restructuration prévue de Deutsche Morgan Grenfell et la mise en vente de Guinness Mahon par Yamamoto entraînent également la perte de plusieurs milliers d'emplois.

Les informations distillées en ce début d'année par les autres établissements ne sont pas des plus rassurantes. Le malaise est surtout perceptible dans les établissements particulièrement exposés aux marchés émergents qui procèdent à des dégraissages en douceur.

VENTES DE FERRARI

Mais parallèlement à cette saignée, le montant total des primes de fin d'année, qui peuvent constituer jusqu'aux deux-tiers de la rémunération totale d'un banquier londonien, devrait dépasser un milliard de livres, contre 750 millions en 1996. Avec un revenu annuel de quarante millions de livres (soit 110 000 livres par jour) Guy Hands, trente-huit ans, spécialiste des montages industriels chez Nomura International, est devenu l'un des banquiers les mieux payés au monde. L'agent immobilier Savills estime que la moitié des maisons de maître actuellement vendues dans le West End, le centre huppé de la capitale, sont acquises par les « golden boys » flamboyants. Les listes d'attente pour acheter un manoir dans le « stockbrokers'belt », la ceinture des courtiers des comtés des Shires s'allongent. Les ventes de Ferrari ont doublé en deux ans. « *Money talks* » (l'argent parle), proclame le *Daily Telegraph* à propos de ce succès se montrant sous un jour aussi ouvert.

A l'origine de ce contraste, les restructurations en profondeur des grandes maisons de courtage. Après la vague de rachats et de fusions qu'a connue la place au cours de l'année dernière, la plupart des firmes procèdent à des ajustements en se séparant des personnes en double emploi. La chasse aux chevauchements et à la superposition des équipes est destinée à engendrer des gains de productivité permettant de dégager une plus grande rentabilité. A l'instar de ce qui se passe à Wall Street.

Par ailleurs, la crise asiatique a fortement pesé sur la performance de nombreux établissements. Les dealers spécialistes des actions, secteur qui constitue le gros du volume d'affaires réalisé sur les marchés émergents, sont dans leurs petits souliers. Les sociétés avaient été nombreuses à avoir installé leur force de vente asiatique à Londres plutôt que dans la région.

PART DU GÂTEAU

Il y a donc urgence à maigrir. La création de l'euro alimente le pessimisme ambiant. A court terme, des suppressions de postes sont attendues sur le FOREX, premier marché des changes au monde, avec la baisse puis la disparition des échanges sur les monnaies liée à l'euro. Le marché obligataire londonien devrait également souffrir de la concurrence de Francfort, siège de la future banque centrale européenne. Enfin, l'innovation technologique, en particulier le trading sur Internet, entraîne des contractions de personnel dans les services administratifs chargés notamment du réglement des transactions.

En revanche, les courtiers qui gardent leur emploi ont de quoi être confiants. En dépit des énormes investissements consentis par certaines firmes européennes sur les bords de la Tamise, on ne compte guère plus d'une douzaine d'acteurs dotés des moyens nécessaires pour le négoce à l'échelle planétaire. Résultat, la part du gâteau de chacun augmente et la concurrence sauvage s'en trouve freinée.

« *Cette année devrait être globalement mauvaise pour l'emploi dans la City, mais cela dépendra des métiers* » : comme le souligne le consultant Jonathan Baines, le ressac n'est pas négatif pour tout le monde. Ainsi, la crise asiatique, paradoxalement, pourrait fournir aux maisons de la City des opportunites nouvelles dans la région, en particulier dans le secteur des fusions-acquisitions, des montages financiers privés ou des capitaux-risque. La chute des devises des anciens « dragons », la levée des barrières dressées jusque-là pour empêcher les étrangers de prendre le contrôle d'entreprises essentiellement familiales et les besoins de refinancement devraient favoriser l'activité de conseil. Par ailleurs, l'introduction de l'euro en 1999 ouvre de belles perspectives aux experts des produits basés sur le crédit, en d'autres termes ceux capables d'évaluer les risques des débiteurs, gouvernements comme entreprises.

La mise en place d'un super-régulateur, le Financial Services Authority, nécessite aussi le renforcement dans chaque établissement de l'équipe de *compliance officers* (services de déontologie), chargés de surveiller les opérations des courtiers. Les problèmes informatiques provoqués par l'an 2000 accroît la côte des techniciens et autre génie des ordinateurs. Industrie en plein boom, la gestion de patrimoine devrait continuer à créer des emplois. Enfin, les effectifs affectés aux marchés émergents devraient encore gonfler : l'activité en Europe de l'Est (baisse des taux d'intérêt, bourses en plein essor, projets d'investissement) et en Amérique latine devant largement compenser la contraction des marchés asiatiques.

« *On élimine et on sur-paye des banquiers parce qu'ils font gagner le plus d'argent à leur entreprise* », glisse Jonathan Baines, tout en restant résolument optimiste. A l'écouter, ainsi va la vie dans la City...

Marc Roche

Licenciements en série

Nombre de sociétés ont annoncé des suppressions d'emplois à Londres.

- ***Société de banques suisses-Union de banques suisses (SBS-UBS)*** : 3 000 emplois, surtout chez UBS (fusion).
- **Crédit suisse-First Boston** : 200 à 300 emplois chez BZW (rachat partiel).
- **Yamaichi** : 320 emplois (liquidation).
- **Peregrine** : 150 emplois (liquidation).
- **Yasuda** : 40 emplois (liquidation).
- **Fidelity Brokerage Services** : 200 emplois (fermeture).
- **ING Barings** : 200 emplois (suppression marchés émergents latino-américains).
- **NatWest Markets, Deutsche Morgan Grenfell, Chase et Salomon-Smith Barney** procèdent à des licenciements dont le nombre n'a pas été divulgué.

Le laboratoire du modèle social britannique

LONDRES
de notre correspondant dans la City

« *L'EMBÊTANT à Londres, c'est qu'on passe son temps, mais son temps vraiment, à engager des gens puis à les déboulonner. C'est toujours le même rituel : je dis à ceux qui sont virés qu'il est temps de bouger, dans l'intérêt de leur carrière, et je leur souhaite bonne chance. Ils ont une heure pour partir. Un bref passage au service du personnel pour signer quelques papiers. Ils rendent leur passe puis un garde de sécurité les raccompagne à la porte* », explique un directeur des ventes des actions dans une grande banque européenne, avec ce petit rire contraint cachant si mal son agacement. La City est considérée comme le laboratoire du modèle social britannique par excellence. Grâce à la réforme du marché du travail entreprise par les gouvernements conservateurs Thatcher-Major et maintenue intacte par Tony Blair, les obligations de l'employeur sont minimales, les procédures de licenciement simples, les délais de préavis extrêmement courts et le coût très bas.

Cette libéralisation explique les fortes variations du marché de l'emploi dans la City depuis la déréglementation – le Big Bang – de 1986 qui avait aboli les réglementations, les us et coutumes, les privilèges. A coups de millions de livres, les géants américains et japonais avaient alors acquis des charges londoniennes et les effectifs avaient connu une prolifération « métastasique ». Mais un an plus tard, le krach d'octobre provoque un premier « bain de sang » et la suppression de 20 000 emplois à la suite du retrait de certains marchés ou de l'abandon de certaines fonctions. Par exemple, en 1988, Morgan Grenfell ferme sa section boursière, avec 450 licenciements à la clef. Il faudra attendre 1992-1993 et la reprise, aux Etats-Unis comme en Grande-Bretagne, pour assister à la fin des vaches maigres et au redémarrage de l'emploi par le truchement du marché obligataire (baisse des taux d'intérêt et maîtrise de l'inflation), signe avant-coureur de la hausse des actions.

En 1995, nouvelle alerte avec la déroute des marchés émergents latino-américains provoquée par la crise du peso mexicain. Les banques américaines – Goldman Sachs en tête – licencient à tour de bras. Un an plus tard, l'essor de la finance d'entreprise (corporate finance) dopé par la vague de fusions-acquisitions, en particulier en Europe, permet une relance de l'activité bancaire.

D'après la Corporation of London, qui gère la City, la première place boursière européenne et la troisième au monde emploie quelque 600 000 personnes, dont 250 000 travaillent directement pour le secteur financier.

M. R.

Eurotunnel a perdu 5,8 milliards de francs en 1997

« *EUROTUNNEL est devenue une entreprise normale* », affirme Patrick Ponsolle, président exécutif du concessionnaire, en présentant ses résultats lundi 16 février. Le patron d'Eurotunnel sait qu'il exagère : Eurotunnel ne devrait pas gagner d'argent avant 2004 et ses actionnaires toucher de dividendes avant 2005. Mais 1997 a marqué une certaine normalisation de la situation de cette entreprise, en quasi-faillite depuis plus de deux ans.

D'abord, le concessionnaire a dégagé le premier bénéfice d'exploitation après amortissements et provisions de son histoire : il s'est élevé à 653 millions de francs, contre une perte de 234 millions en 1996. La perte nette, elle, s'est établie à 5,806 milliards de francs, contre 6,099 milliards en 1996. Malgré l'incendie qui a ravagé le tunnel le 18 novembre 1996 – empêchant l'activité navette passagers de reprendre son rythme normal avant le 15 mai 1997 et celle de la navette fret avant le 15 juin – le trafic a poursuivi sa progression. Plus de 15 millions de passagers ont emprunté le tunnel l'an dernier, contre 13,6 millions en 1996. Ont fait de même 2,4 millions de voitures ou cars de tourisme, soit 11 % de plus qu'en 1996, et 2,8 millions de tonnes de fret, soit 16 % de plus qu'en 1996. Au total, les recettes ont progressé de 14 % à 5,134 milliards de francs. Une partie de cette progression est imputable au versement de 583 millions de francs des compagnies d'assurances à la suite de l'incendie. Les charges d'exploitation ont, pour leur part, baissé de 8 % par rapport à 1996, pour atteindre 2,859 milliards de francs. Une diminution favorisée en partie, il est vrai, par l'interruption des activités au premier semestre.

QUASI-FAILLITE

En 1997, Eurotunnel a également mis en place sa restructuration financière. L'entreprise est en quasi-faillite depuis le 14 septembre 1995, date à laquelle elle a cessé de payer les intérêts de sa dette de 70 milliards de francs. Le 10 juillet 1997, ses actionnaires, réunis en assemblée générale, ont voté le plan de restructuration qui doit donner aux banques, dans un premier temps, 45 % du capital, en convertissant une partie de leurs-créances en actions. « *L'augmentation de capital qui doit permettre cette opération aura lieu le 7 avril* », a annoncé M. Ponsolle. Dans un deuxième temps, la part des créanciers pourrait monter jusqu'à 60 % du capital, puisqu'une partie de la dette du concessionnaire a également été convertie en obligations remboursables en actions. Pour éviter une trop grande dilution des actionnaires actuels, ceux-ci se voient attribuer gratuitement des bons de souscription à échéance 2001 et 2003, qui seront cotés à Paris et à Londres à compter du 24 février 1998. Les actionnaires actuels, s'ils utilisent ces droits, pourront, à échéance 2003, reconquérir 55 % du capital. Un an avant le premier bénéfice prévu d'Eurotunnel. Mais ce bénéfice, après 2052, ira très largement aux gouvernements britannique et français, ceux-ci viennent en effet d'accepter d'étendre la concession du tunnel de 2052 à 2086 en échange de 40 % des résultats nets d'Eurotunnel.

« *Cette restructuration financière nous permet de baisser de 40 % notre charge financière sur la dette* », a rappelé M. Ponsolle. Elle aurait dû faire ressentir ses premiers effets en 1997, mais la signature des accords avec les 174 banques créancières a pris plus de temps que prévu et n'est intervenue que le 26 novembre 1997. « *Elle sera donc prise en compte en 1998, avec effet rétroactif à octobre 1996. Eurotunnel risque donc d'être bénéficiaire cette année. Mais cela ne représentera pas du tout la réalité économique* », ajoute M. Ponsolle. Eurotunnel prévoit pour 1998 un résultat d'exploitation après amortissement et provision de plus de 1,082 milliards de francs.

Virginie Malingre

Les salariés de la CNP pourraient rester fonctionnaires jusqu'en 2008

LE MINISTÈRE DES FINANCES a proposé, samedi 14 février, de maitenir le statut des fonctionnaires de la Caisse nationale de prévoyance (CNP), premier assureur-vie français, jusqu'en 2008. Quelque 960 salariés sur 2 400 sont concernés par cette mesure, qui doit être soumise au Parlement. Après la transformation de la CNP en société anonyme, en 1992, les salariés avaient le choix, jusqu'en décembre 1998, entre réintégrer la Caisse des dépôts, leur établissement d'origine, et rester à la CNP. Une partie du personnel, demandant le maintien du statut de fonctionnaires, occupe depuis dix jours le siège de la CNP.

L'intersyndicale, qui demandait que la CNP soit retirée de la liste des entreprises privatisables, devait se réunir lundi 16 février pour décider de la suite du mouvement. « *L'Etat a décidé que la CNP continuerait d'appartenir au service public* », a d'ores et déjà précisé Bercy.

DÉPÊCHES

■ **SEITA : l'ex-régie française des tabacs** et le groupe espagnol Tabacalera ont annoncé, lundi 16 février, avoir conclu leur alliance stratégique annoncée en octobre, concrétisée par la création d'un groupement européen d'intérêt économique. Global Tobacco, détenu à 50 % par chacun des deux groupes et dont le siège sera en France.

■ **CGM/CMA : les deux groupes de transport maritime** ont reconnu, vendredi 13 février, que leur fusion était à l'étude. La CGM, en bonne santé, absorberait la CMA, très mal en point. Lors de la privatisation de CGM, Jacques Saadé, président de la CMA, avait exclu cette hypothèse.

■ **COMPTOIR DES ENTREPRENEURS : l'établissement financier** est sorti du rouge sur l'exercice 1997, après cinq années consécutives de déficit. Le résultat net consolidé est de 19,6 millions de francs.

■ **PROMODÈS : l'offre publique d'achat** tentée et ratée par le groupe de distribution normand sur son rival Casino a coûté « *plus de 100 millions de francs* » au groupe normand, selon une estimation du président de Promodès Paul-Louis Halley.

■ **ELF : le pétrolier français toucherait 360 millions de marks de** compensations du gouvernement allemand, pour le dédommager d'avoir dû construire seul la raffinerie est-allemande de Leuna, alors qu'il était prévu que l'Office chargé des privatisations de l'ancienne RDA lui trouve un partenaire à hauteur de 33 %, affirme, lundi 16 février, l'hebdomadaire allemand *Focus*.

Les syndicats de la banque créent une association

LES BANQUIERS avaient créé le RIB (relevé d'identité bancaire) : ils vont apprendre à connaître la RIB, l'association Réflexions et initiatives sur le monde bancaire et financier. Ses membres-fondateurs devaient la présenter à la presse le lundi 16 février, dans la matinée. Officiellement, les créateurs de cette association agissent *intuitu personnae* mais tous sont militants syndicaux. Le président de la RIB est Alain Bonnet (CFDT, Crédit du Nord) et les vice-présidents sont Michel Lamy (CGC, Crédit foncier), Jean-Marie Gianno (CGT, BNP) et Richard Hausson (CFTC, BNP).

Sur les quinze membres fondateurs, cinq sont CFDT, cinq CGT, trois CGC et deux CFTC. Seule Force ouvrière manque à l'appel : fidèle à la tradition de son organisation, Pierre Gendre, responsable de FO Banques, estime qu'il « *n'est pas nécessaire de créer une association pour tenter de surmonter les divergences syndicales* ».

D'ores et déjà, les fondateurs « *contestent le critère de rentabilité des fonds propres comme indicateur exclusif d'efficacité, veulent ouvrir des voies nouvelles entre l'étatisme sclérosant d'hier et le libéralisme destructeur d'aujourd'hui et sont favorables à un rôle régulateur nouveau de l'Etat et des appareils institutionnels (type commission bancaire, Banque de France...)* ». Dans leur présentation, ils développent quelques axes de réflexion : « *Nous sommes pour une mixité nouvelle public-privé-mutualiste, non pas seulement dans les formes du capital mais aussi dans les critères qui fondent les stratégies (...). Nous ne sommes pas contre des rapprochements, des coopérations visant à adosser des groupes bancaires entre eux dès lors qu'il s'agit d'être plus efficace. (...) Nous ne voulons pas par contre que, dans les opérations de fusions, de rapprochements, l'emploi soit l'exclusive variable d'ajustement.* »

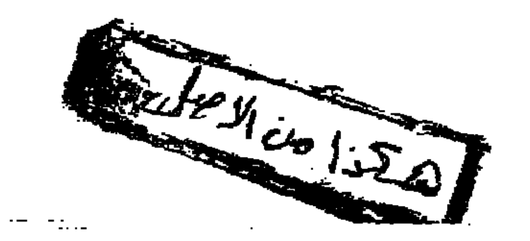
Le 5 novembre 1996, tous les syndicats avaient organisé à Paris un important colloque sur l'avenir de la banque. C'est cette initiative que quatre d'entre eux entendent poursuivre dans un contexte social rendu encore plus tendu par la dénonciation de la convention collective de l'AFB le 3 février.

Frédéric Lemaître

KPMG et Ernst & Young renoncent à fusionner

LE PROJET de créer le numéro un mondial de l'audit, pesant 18,3 milliards de dollars (110 milliards de francs), n'aura duré que quatre mois. Les groupes américains KPMG et Ernst & Young ont révélé, vendredi 13 février, qu'ils renonçaient à fusionner, comme ils l'avaient annoncé en octobre dernier.

Bâti à la hâte pour répondre au projet de fusion de Coopers & Lybrand et Price Waterhouse, autres géants de l'audit, le schéma de rapprochement entre KPMG et Ernst & Young a, semble-t-il, soulevé plus de problèmes que ne l'avaient supposé au départ les deux groupes. Leurs associés sembleraient avoir manifesté une très forte réticence à un rapprochement. « *Les demandes des autorités de contrôle auraient pris des mois, entraîné des coûts importants ainsi qu'une gêne considérable dans le service de nos clients* », ont expliqué les deux groupes. « *Ces éléments avec les surcoûts et ressources nécessaires pour fusionner les cultures des deux organisations ne permettent pas de réaliser la fusion* », concluent-ils pour justifier leur marche arrière. Paradoxalement, cet échec pourrait faciliter la réalisation de l'autre projet de fusion dans l'audit, entre Coopers & Lybrand et Price Waterhouse. Bruxelles a déjà souligné qu'il lui serait plus aisé, désormais, de donner un accord à un rapprochement dans l'audit. De leur côté, ces deux groupes ont confirmé, en fin de semaine, la poursuite de leur fusion, pour créer le numéro un de l'audit, représentant 13 milliards de dollars. Ce que Ernst & Young et KPMG auraient voulu éviter.



La publicité virtuelle vit des débuts difficiles à la télévision

L'incrustation en temps réel de messages publicitaires dans l'image télévisée ne pose plus de problèmes techniques. L'échec de deux tentatives récentes, sur TF 1 et sur France 2, est seulement dû à l'absence de réglementation pour définir la maîtrise des droits

UN PÉTARD mouillé. La première expérience de publicité virtuelle en France, qui devait avoir lieu, dimanche 8 février, lors de la retransmission en direct d'un match de football, sur TF 1, à une heure de grande écoute, a fait long feu. Un petit personnage, symbole d'Axe-Inca, un déodorant masculin (Elida-Fabergé), devait shooter dans un gros ballon virtuel sur le terrain du stade Louis-II, juste avant le coup d'envoi du seizième de finale de la Coupe de France entre l'AS Monaco et les Girondins de Bordeaux. Les joueurs ont joué, les commentateurs ont commenté, le logo de la marque est apparu à l'écran en début et en fin de match pour la traditionnelle annonce de parrainage, mais de shoot virtuel, point. L'opération a capoté quarante-huit heures avant l'événement.

Ce week-end-là, les télévisions françaises ont joué de malchance. La veille, une autre publicité électronique avait également été envisagée, par France Télévision cette fois, à l'occasion de la retransmission du match de rugby France-Angleterre. Elle non plus n'a pas abouti. L'annonceur aurait donné son accord trop tard, ne permettant pas la réalisation technique du projet dans le délai minimum de quatre jours. Ces cafouillages de dernière minute témoignent des difficultés de la publicité virtuelle à trouver ses marques, entre les querelles de chapelle et l'attentisme généralisé.

En janvier, Elida-Fabergé, l'un des « gros annonceurs » de TF 1 et parrain de la Coupe de France de football, propose à la régie publicitaire de la chaîne privée de *compléter son dispositif de parrainage télévisé* par une incrustation électronique sur le terrain. TF 1 donne son accord : l'animation ne dure que six secondes et se passe en dehors des phases de jeu. Mais la chaîne veut l'aval du responsable des droits marketing et publicitaires de l'événement, le groupe Darmon. Prévenu quelques jours seulement avant l'opération, M. Darmon *« n'a pas le temps »* de demander l'accord de la Fédération française de football (FFF), qui apprend l'opération par la presse, le vendredi matin. N'appréciant pas d'être mis devant le fait accompli, le président de la FFF, Claude Simonet, enjoint TF 1 d'abandonner le projet.

Plus qu'un défaut de communication, c'est la définition des attributions de chacun qui pose problème. *« Le groupe Jean-Claude Darmon n'avait pas compétence en la matière »*, estime le directeur général de la fédération, Gérard Enault. *« S'ils m'avaient laissé le temps d'informer le président, je pense qu'il m'aurait écouté »*, répond M. Darmon. A TF 1, on estime que l'incrustation publicitaire électronique *« relève du parrainage télévisé traditionnel »*. *« Il s'agissait simplement de tester une technique »*, affirme Claude Cohen, la directrice de TF 1 Publicité, qui ne voit *« pas pourquoi la Fédération s'en mêle »*. L'annonceur est *« furieux »*, même si, au final, *« cela ne lui a rien coûté »*. Chez Symah Vision, le maître d'œuvre technique, on tente de calmer le jeu : *« Chacun défend ses intérêts pour se trouver une place, il faut laisser à la technologie le temps de s'installer. »* La publicité virtuelle n'est pourtant déjà plus une nouveauté. Les quatre entreprises (française, israéliennes et américaine) qui maîtrisent cette technologie travaillent depuis trois ans pour sensibiliser chaînes de télévision, annonceurs, associations sportives et organismes de régulation audiovisuelle. Plusieurs tests ont déjà été réalisés. En septembre 1995, sur la banderole surplombant la ligne d'arrivée du Tour cycliste d'Espagne (« la Vuelta »), la bière Aguila a cédé la place, pour les téléspectateurs européens, à la marque Amstel (*Le Monde* du 19 octobre 1995). Plus récemment, en août, CBS a incrusté le logo de Toshiba sur un court de tennis lors du tournoi de San Diego (Californie). Et en septembre, en Grande-Bretagne, le match de Coupe d'Europe Liverpool-Strasbourg retransmis par la BBC, a été *« animé »* par un ballon géant vantant la marque de jeux vidéo Eidos.

Le coût de ces publicités varie de 50 000 à 200 000 dollars (300 000 francs et 1,2 million de francs). Soit *« deux fois le prix la seconde de parrainage télévisé classique »*, indique Victor Waknine, président de Symah Vision, filiale du groupe Lagardère. Mais pour être intéressant, *« le coût technique ne devrait pas excéder 25 % du montant du budget, le reste étant reversé aux ayants droit marketing »*, estime Frank Craighill, patron de la société américaine de marketing sportif Advantage (groupe Octagon). La publicité lors du match contre Liverpool a rapporté entre 200 000 et 300 000 francs au club strasbourgeois.

Reste la question des droits. L'imagerie électronique relève-t-elle des contrats de marketing ou du simple sponsoring télévisé ? Aux Etats-Unis, ce sont les télévisions qui ont la main. *« Il n'existe aucune législation, tout est question de dosage »*, explique M. Craighill. En Europe, les organisateurs d'événements sportifs revendiquent la propriété des panneaux sur le terrain, même virtuels. Les positions ne sont pas tranchées et les discussions se poursuivent : Janine Langlois-Glandier, membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel, mène une réflexion dans le cadre du groupe de travail publicité ; dans les fédérations sportives, *« on discute avec les partenaires »* ; et quelques sénateurs se documentent sur la question afin de préparer un éventuel arbitrage.

Florence Amalou

La Grande-Bretagne est en avance

L'autorité britannique de régulation de l'audiovisuel privé, l'*Independent Television Commission* (ITC), a établi, dès mars 1997, un code d'utilisation de la publicité virtuelle. Estimant que celle-ci *« fonctionne en altérant le signal du programme »*, des *« précautions spéciales doivent être prises pour que la chaîne ne perde pas le contrôle éditorial »*, indique-t-on à l'ITC. Les téléspectateurs doivent être avertis, en début ou en fin de programme, qu'un système de publicité virtuelle est utilisé, avec l'indication – tant que le public n'y est pas habitué – de l'usage qui en est fait. Par exemple : *« Ce programme utilise de l'image électronique pour remplacer des panneaux sur le terrain par une autre publicité destinée au marché britannique. »*

La publicité électronique ne doit pas s'ajouter à la publicité existante : elle peut remplacer des panneaux déjà présents sur le terrain de sport, mais ne doit pas être utilisée pour en créer d'autres, ailleurs ou plus grands. Elle n'est pas autorisée pour le tabac et ne doit provoquer aucune dégradation visible de l'image.

Le chiffre d'affaires 1997 de Canal Plus en hausse de 16,9 %

CANAL PLUS a annoncé, vendredi 13 février, que son chiffre d'affaires consolidé provisoire pour 1997 avait enregistré une progression de 16,9 %, atteignant 13,588 milliards de francs contre 11,628 milliards en 1996. Dans un communiqué, le groupe souligne que les abonnements ont totalisé 9,939 milliards de francs, soit une hausse de 11,7 % par rapport à l'exercice précédent.

Sur ce total, la chaîne payante représente 8,308 milliards et le bouquet CanalSatellite 945 millions de francs (hors locations des terminaux). Publicité et parrainage totalisent de leur côté 483 millions. A périmètre constant, la progression du chiffre d'affaires ressort à 8,3 %. Ces résultats ne prennent en compte ni les chaînes thématiques ni les filiales étrangères d'Espagne – où Canal Plus vient de dépasser le million et demi d'abonnés –, Pologne, Belgique francophone et Italie.

DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION : France Télévision lancera un journal télévisé international,** à partir du lundi 2 mars, à 22 heures. Selon Jean-Loup Demigneux, directeur international de France 2 et France 3, ce journal de vingt-six minutes sera composé à 80 % de sujets provenant des deux chaînes. Il devrait être diffusé sur TV 5 et disposera d'un budget annuel de 25 à 30 millions de francs.

■ **Les journaux de France 3 changent de décor** à partir de lundi 16 février. Le nouveau décor, dû à Guy Lelong et François Lemaure, est doté d'un nouveau mur d'images composé de 8 écrans. « Soir 3 » bénéficie d'un nouvel habillage, de nouvelles rubriques, notamment culturelles.

■ **PHOTO : le World Press Photo a décerné** le prix du meilleur cliché de l'année 1997 au photographe de l'AFP à Alger, Hocine, pour la photo d'une femme effondrée de douleur à la suite du massacre de ses huit enfants à Bentalha, dans la banlieue d'Alger, en septembre. Une exposition des photos primées va être organisée jusqu'au mois de novembre dans 34 villes dans le monde entier.

■ **PRESSE : le mensuel *Géo* est lancé, lundi 16 février, en Russie.** Le magazine de voyages du groupe allemand Gruner und Jahr (Bertelsmann) est présent en Allemagne, en France et en Espagne. L'édition russe est diffusée à 100 000 exemplaires.

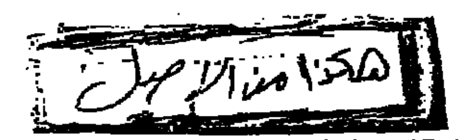
■ **Le quotidien libanais en langue anglaise** *The Beirut Times* **a cessé de paraître**, vendredi 13 février, confronté à des difficultés financières, après plus de sept mois d'existence. *« Nous avons reçu plusieurs offres financières généreuses pour aider le journal. Mais comme elles étaient sujettes à des conditions que nous désapprouvions, nous avons préféré baisser le rideau que d'être des valets »*, indique le quotidien dans son dernier numéro. – *(AFP.)*

■ **Le magazine *Toboggan* des éditions Milan** (Toulouse) a renouvelé sa formule en février. Elle offre notamment une maquette plus grande, une couverture pelliculée et une progression dans la difficulté de lecture. Créé en 1980 et destiné aux lecteurs de 5-7 ans, *Toboggan* est diffusé en moyenne à 86 855 exemplaires, selon Diffusion contrôle.

■ **AGENCES DE PRESSE : Philippe Gustin a été nommé directeur général** adjoint de l'Agence France-Presse (AFP) par le PDG de l'agence, Jean Miot. M. Gustin était auparavant directeur délégué. Cette nomination intervient après l'adoption d'un budget semestriel par le conseil d'administration de l'Agence France-Presse (AFP) du 11 février (*Le Monde* du 14 février).

■ **PUBLICITÉ : Gérard Noël a été nommé vice-président de l'Union des annonceurs** (UDA), en remplacement d'Alain Grangé Cabane. M. Noël, cinquante-quatre ans, est depuis 1996 conseiller en stratégie et management. Il a débuté sa carrière en 1968 chez Procter et Gamble ; il est ensuite passé par les groupes agroalimentaires Pillsbury Company (Gringoire-Brossard), BSN-Danone et Midial.

■ **AUDIOVISUEL : à l'initiative de l'hebdomadaire *Écran Total*,** les « Ithèmes » du câble et du satellite seront décernés le 17 mars. Ces récompenses, calquées sur les *Aces* américains, viendront distinguer *« les programmes et les talents »* proposés sur les chaînes thématiques diffusées sur le câble et par satellite. Un jury de 45 professionnels de l'audiovisuel remettra 17 grands prix dans 17 catégories



RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 16 FÉVRIER

Liquidation : 20 février
Taux de report : 3,38
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↗ PARIS
+0,81 %
CAC 40 : 3213,53

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
B.N.P. (T.P)	970	970	—	—
Cr.Lyonnais(T.P.)	925	925	—	+ 0,54
Renault (T.P.)	1964	1964	—	+ 9,72
Rhone Poulenc(T.P)	2490	2490	—	+ 9,23
Saint Gobain(T.P.)	1300	1300	—	+ 1,56
Thomson S.A (T.P)	989	—	—	+ 4,10
Accor	1248	1264	+ 1,28	+ 12,95
AGF-Ass.Gen.France	327	327,30	+ 0,09	+ 2,63
Air Liquide	923	934	+ 1,19	- 0,84
Alcatel Alsthom	757	763	+ 0,79	- 0,26
Atos CA	896	898	+ 0,22	+ 15,72
Axa	534	533	- 0,18	+ 14,45
Bail Investis.	835	895	—	+ 4,50
Bazar Hot. Ville	634	628	- 0,94	+ 5,36
Bertrand Faure	405	405	—	- 5,35
BIC	422	420	- 0,47	- 4,38
BIS	504	504	—	+ 2,75
B.N.P.	323,20	325,40	+ 0,68	+ 1,71
Bollore Techno.	837	840	+ 0,35	+ 11,40
Bongrain	2787	2760	- 0,96	+ 8,66
Bouygues	810	812	+ 0,24	+ 19,06
Bouygues Offs	229,60	230	+ 0,17	- 8,76
Bull#	58,35	58,80	+ 0,77	- 7,25
Canal +	1162	1178	+ 1,37	+ 5,27
Cap Gemini	634	633	- 0,15	+ 28,26
Carbone Lorraine	1880	1838	- 2,23	- 2,23
Carrefour	3390	3417	+ 0,79	+ 8,82
Casino Guichard	366	370	+ 1,09	+ 10,44
Casino Guich.ADP	253,50	257	+ 1,38	—
Castorama Dub.(Li)	782	781	- 0,12	+ 6,98
C.C.F.	415	413	- 0,48	+ 0,12
Cegid (Ly)	745	745	—	+ 21,53
Cerus Europ.Reun	34,90	34,60	- 0,85	+ 0,28
CGIP	2305	2300	- 0,21	+ 6,48
Chargeurs	357	351,50	- 1,54	- 2,36
Christian Dalloz	767	769	+ 0,26	+ 10,80
Christian Dior	650	655	+ 0,76	+ 6,35
Ciments Francais	271,20	282	+ 3,98	+ 22,07
Cipe France (Ly) #	195	190,20	- 2,46	- 6,48
Clarins	532	534	+ 0,37	+ 15,58
Club Mediterranee	428	428,50	+ 0,11	+ 0,79
Coflexip	611	618	+ 1,14	- 7,86
Colas	1030	1015	- 1,45	+ 17,34
Comptoir Entrep.	14,80	14,50	- 2,02	+ 16,98
Comptoirs Mod.	2908	2895	- 0,44	- 6
CPR	468	470	+ 0,42	- 4,08
Cred.Fon.France	94,80	94	- 0,84	—
Credit Lyonnais CI	352,50	354,80	+ 0,65	+ 13,35
CS Signaux(CSEE)	200	198	- 1	+ 5,88
Damart	3861	3880	+ 0,49	- 6,50
Danone	1168	1174	+ 0,51	+ 9,20
Dassault-Aviation	1322	1337	+ 1,13	- 1,67
Dassault Electro	620	620	—	+ 4,20
Dassault Systemes	205,90	205,80	- 0,04	+ 12,15
De Dietrich	309,80	300,20	- 3,09	+ 7,98
Deveaux(Ly)#	810	820	+ 1,23	+ 17,14
Dev.R.N-P.Cal Li #	51	49,60	- 2,74	+ 9,25
Dexia France	747	744	- 0,40	+ 6,74
DMC (Dollfus Mi)	145	145,20	+ 0,13	+ 35,70
Dynaction	163	161	- 1,22	+ 5,22
Eaux (Gle des)	922	921	- 0,10	+ 9,64
Eiffage	308	306,50	- 0,48	+ 7,35
Elf Aquitaine	648	658	+ 1,54	- 6
Eramet	260	258	- 0,76	+ 13,15
Eridania Beghin	1069	1079	+ 0,93	+ 14,66
Essilor Intl	1926	1934	+ 0,41	+ 7,44
Essilor Intl.ADP	1721	1726	+ 0,29	+ 1,94
Esso ■	509	504	- 0,98	+ 2,02
Eurafrance	2585	2595	+ 0,38	+ 5,91
Euro Disney	9,30	9,10	- 2,15	+ 30
Europe 1	1330	1306	- 1,80	- 0,98
Eurotunnel	6,60	6,80	+ 3,03	+ 17,24
Fimalac SA	596	599	+ 0,50	+ 25,31
Finextel	108,50	108,50	—	+ 0,93
Fives-Lille	369	364	- 1,35	- 8,54
France Telecom	289,30	292,30	+ 1,03	+ 33,89
Fromageries Bel	4450	4520	+ 1,57	+ 5,06
Galeries Lafayette	3780	3732	- 1,26	+ 12,40
GAN ex.dt sous.	151	149,50	- 0,99	+ 1,48
Gascogne (B)	510	517	+ 1,37	+ 5,72
Gaumont #	444	440	- 0,90	+ 0,57
Gaz et Eaux	2420	2438	+ 0,74	- 6,05
Geophysique	600	600	—	- 22,07
G.F.C.	558	555	- 0,53	+ 5,71
GrandVision	218,50	215	- 1,60	- 13,16
Groupe Andre S.A.	655	659	+ 0,61	+ 9,10
Groupe GTM	420	413	- 1,66	+ 1,97
Gr.Zannier (Ly) #	144,80	143,20	- 1,10	+ 6,70
Guilbert	932	931	- 0,10	+ 8,50
Guyenne Gascogne	1994	1981	- 0,65	+ 6,50
Hachette Fili.Med.	1335	1365	+ 2,24	+ 9,20
Havas	433,80	437,50	+ 0,85	+ 1,03
Havas Advertising	840	842	+ 0,23	+ 7,94
Imetal	708	707	- 0,14	- 5,48
Immeubl.France	393,80	390	- 0,96	+ 8,03
Infogrames Enter.	219,30	218,50	- 0,36	+ 13,50
Ingenico	142,90	142,20	- 0,48	+ 20,81
Interbail	176	172	- 2,27	+ 8,65
Intertechnique	1315	1330	+ 1,14	+ 0,75
ISIS	556	558	+ 0,35	+ 15,45
Jean Lefebvre	367	374	+ 1,90	+ 9,67
Klepierre	898	891	- 0,77	+ 17,85
Labinal	1575	1620	+ 2,85	+ 4,65
Lafarge	417,90	416,20	- 0,40	+ 5,39
Lagardere	215	215,30	+ 0,13	+ 8,19
Lapeyre	349,50	354	+ 1,28	+ 6,78
Lebon	285	285	—	- 1,84
Legrand	1264	1291	+ 2,13	+ 7,67
Legrand ADP	845	848	+ 0,35	+ 11,72
Legris indust.	239	238,40	- 0,25	+ 14,86
Locindus	802	813	+ 1,37	+ 9,71
L'Oreal	2515	2547	+ 1,27	+ 8,75
LVMH Moet Hen.	1075	1101	+ 2,41	+ 10,21
Marine Wendel	801	803	+ 0,24	+ 17,39
Metaleurop	60,55	61,30	+ 1,23	- 0,64
Metrologie Inter.	14,25	14,50	+ 1,75	+ 9,37
Michelin	324	327	+ 0,92	+ 7,92
Moulinex #	149	149,70	+ 0,46	+ 0,67
Natexis	346,20	348,90	+ 0,77	- 0,59
Nord-Est	120	118,60	- 1,16	- 1,16
Nordon (Ny)	415	410	- 1,20	+ 2,50
NRJ #	951	955	+ 0,42	+ 13,96
Olipar	61,60	61,80	+ 0,32	- 7,76
Paribas	552	554	+ 0,36	+ 5,92
Pathe	1095	1119	+ 2,19	- 4,19
Pechiney	231,50	237	+ 2,37	- 0,25
Pernod-Ricard	391,80	386,90	- 1,25	+ 9,29
Peugeot	828	830	+ 0,24	+ 9,35
Pinault-Print.Red	3716	3753	+ 0,99	+ 16,87
Plastic Omn.(Ly)	818	811	- 0,85	+ 2,34
Primagaz	513	511	- 0,38	+ 1,58
Promodes	2611	2663	+ 1,99	+ 6,64
Publicis #	615	620	+ 0,81	+ 26,27
Remy Cointreau	101	102,70	+ 1,68	- 8,54
Renault	192,10	194,90	+ 1,45	+ 15,12
Rexel	1960	1968	+ 0,40	+ 4,96
Rhone Poulenc A	271	270,70	- 0,11	+ 0,40
Rochette (La)	23,90	23,90	—	- 4,40
Rue Imperiale(Ly)	5600	5610	+ 0,17	+ 9,35
Sade (Ny)	216	216	—	+ 10,76
Sagem SA	3269	3300	+ 0,94	+ 23,13
Saint-Gobain	800	806	+ 0,75	- 5,73
Salvepar (Ny)	474,70	474,70	—	+ 2,19
Sanofi	651	670	+ 2,91	—
Sat	1785	1790	+ 0,28	+ 7,83
Saupiquet (Ns)	505	505	—	- 11,40
Schneider SA	345,30	350,70	+ 1,56	+ 7,31
SCOR	317,50	316,50	- 0,31	+ 9,97
S.E.B.	769	763	- 0,78	- 9,05
Sefimeg CA	380	378,10	- 0,50	+ 26,03
SEITA	249,80	246	- 1,52	+ 13,88
Selectibanque	71	70,50	- 0,70	+ 6,01
SFIM	1110	1107	- 0,27	+ 10,70
SGE	177	177	—	+ 13,46
Sidel	413,40	410,10	- 0,79	+ 2,78
Silic CA	913	933	+ 2,19	+ 15,18
Simco	465	467,50	+ 0,53	+ 15,43
S.I.T.A	1190	1202	+ 1	+ 4,52
Skis Rossignol	124,50	123,50	- 0,80	+ 14,99
Societe Generale	842	841	- 0,11	+ 2,56
Sodexho Alliance	3475	3460	- 0,43	+ 7,36
Sogeparc (Fin)	397	396,50	- 0,12	+ 0,37
Sommer-Allibert	217	219,80	+ 1,29	+ 5,21
Sophia	255	256	+ 0,39	+ 12,09
Spir Communic. #	442,30	444,40	+ 0,47	+ 17,56
Strafor Facom	440	444,10	+ 0,93	+ 7,81
Suez Lyon.des Eaux	745	742	- 0,40	+ 13,41
Synthelabo	770	783	+ 1,68	+ 4,12
Technip	669	652	- 2,54	+ 2,67
Thomson-CSF	203	207,50	+ 2,21	+ 9,38
Total	616	624	+ 1,29	- 4,73
UIF	460	459	- 0,21	+ 5,03
UIS	217	226	+ 4,14	+ 7,10
Unibail	662	669	+ 1,05	+ 11,51
Union Assur.Fdal	769	760	- 1,17	- 3,79
Usinor	83,70	84,85	+ 1,37	+ 2,35
Valeo	464,90	474	+ 1,95	+ 16,11
Vallourec	388	386	- 0,51	+ 7,52
Via Banque	180,60	179,30	- 0,71	+ 3,76
Worms & Cie	380	380	—	- 14,60
Zodiac ex.dt divid	1238	1251	+ 1,05	- 10,70
Elf Gabon	1022	1020	- 0,19	+ 3,86

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	% variation 31/12 (1)
ABN Amro Hol.#	126	125,90	- 0,07	+ 6,69
Adecco S.A.	2000	1995	- 0,25	+ 17,95
Adidas AG #	900	930	+ 3,33	+ 17,72
American Express	541	536	- 0,92	+ 1,30
Anglo American #	247	250,10	+ 1,25	+ 3,08
Amgold #	259	247	- 4,63	+ 7,39
Arjo Wiggins App.	15,40	15,40	—	- 3,14
A.T.T. #	384,50	383	- 0,39	+ 3,28
Banco Santander #	236,60	241,90	+ 2,24	+ 21,31
Barrick Gold #	120,70	122	+ 1,07	+ 9,90
B.A.S.F. #	214,50	214,40	- 0,04	+ 3,08
Bayer #	247,60	246,90	- 0,28	+ 9,71
Crown Cork ord.#	320	[illegible]	—	+ 7,45
Crown Cork PF CV#	295,60	266,10	- 9,97	+ 6,44
Daimler Benz #	435	437	+ 0,45	+ 2,75
De Beers #	125	125	—	+ 1,37
Deutsche Bank #	416,10	414	- 0,50	- 2,95
Diageo PLC reg.	56,45	55,60	- 1,50	—
Dresdner Bank	274,60	276	+ 0,50	+ 0,36
Driefontein #	39,20	39,05	- 0,38	- 1,51
Du Pont Nemours # ■	370,60	377	+ 1,72	+ 4,96
Eastman Kodak #	410	406,10	- 0,95	+ 22,49
East Rand #	1,35	1,33	- 1,48	+ 8,13
Echo Bay Mines #	12,50	12,25	- 2	- 16,88
Electrolux #	448	448	—	+ 7,95
Ericsson #	255	258	+ 1,17	+ 15,28
Ford Motor #	326,40	325,20	- 0,36	+ 10,48
Freegold #	30,20	30	- 0,66	+ 13,28
Gencor act.regr.	10,60	11,20	+ 5,66	+ 17,89
General Elect. #	475,30	478	+ 0,56	+ 8,46
General Motors #	392	392,40	+ 0,10	+ 41,57
Cie Belgique #	665	654	- 1,65	+ 10,37
Hanson PLC reg.	28,90	28,25	- 2,24	+ 6,20
Harmony Gold #	19,35	18,75	- 3,10	+ 34,89
Hitachi #	49	48	- 2,04	+ 18,74
Hoechst #	239	239	—	+ 12,47
I.B.M #	630	623	- 1,11	- 6,32
L.C.I #	105	106,20	+ 1,14	+ 14,19
Ito Yokado #	343	350,30	+ 2,12	+ 16,18
Kingfisher plc #	105,40	107	+ 1,51	+ 22,98
Matsushita #	93,05	93,20	+ 0,16	+ 8,27
Mc Donald's #	323	321	- 0,61	+ 12,31
Merck and Co #	715	715	—	+ 11,54
Mitsubishi Corp.#	50,60	49,20	- 2,76	+ 9,33
Mobil Corporat.#	430,10	428,20	- 0,44	- 2,68
Morgan J.P. #	675	681	+ 0,88	+ 2,58
Nestle SA Nom. #	10310	10410	+ 0,96	+ 16,44
Nipp. MeatPacker #	77	[illegible]	—	- 6,09
Nokia A	563	554	- 1,59	+ 28,63
Norsk Hydro #	267,10	263	- 1,53	- 9,99
Petrofina #	2097	2100	+ 0,14	- 4,10
Philip Morris #	258,40	255	- 1,31	- 5,51
Philips N.V #	443	439,90	- 0,69	+ 19,24
Placer Dome Inc #	76,50	76,30	- 0,26	+ 3,60
Procter Gamble #	510	514	+ 0,78	+ 6,86
Quilvest	327	335	+ 2,44	+ 11,25
Randfontein #	12,55	12,20	- 2,78	+ 43,86
Rio Tinto PLC #	81,40	81,25	- 0,18	+ 3,06
Royal Dutch #	311,10	315,20	+ 1,31	- 3,89
Sega Enterprises	119,40	121	+ 1,34	+ 30
Saint-Helena #	15,60	15,70	+ 0,64	- 11,94
Schlumberger #	467	459	- 1,71	+ 6,71
SGS Thomson Micro.	406,60	404,30	- 0,56	+ 8,53
Shell Transport #	40,20	40,55	+ 0,87	- 7,21
Siemens #	377,10	381	+ 1,03	+ 6,32
Sony Corp. #	549	557	+ 1,45	+ 1,55
Sumitomo Bank #	76	75,05	- 1,25	+ 11,35
T.D.K #	440,30	449	+ 1,97	+ 1,62
Telefonica #	193	192,50	- 0,25	+ 6,94
Toshiba #	29,45	29,35	- 0,33	+ 28,93
Unilever act.Div.#	357,50	362,50	+ 1,39	+ 3,42
United Technol. #	529	526	- 0,56	+ 10,58
Vaal Reefs #	271,90	270	- 0,69	+ 10,69
Volkswagen A.G #	3536	3638	+ 2,88	+ 9,21
Volvo (act.B) #	164	164	—	+ 0,61
Western Deep #	129	128,50	- 0,38	+ 21,80
Yamanouchi #	146,90	148,50	+ 1,08	+ 17,85
Zambia Copper	14,15	14,20	+ 0,35	+ 10,50

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 16 FÉVRIER

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	117,07	2,638
CEPME 9% 89-99 CA#	107	4,537
CEPME 9% 92-06 TSR	—	5,942 d
CFD 9,7% 90-03 CB	122,28	0,372 d
CFD 8,6% 92-05 CB	121,30	0,212 d
CFF 10% 88-98 CA#	103,80	3,288
CFF 10,25%90-01CB#	115,50	9,526 ↑
CLF 8,9% 88-00 CA#	109,73	6,510
CNA 9% 4/92-07	126,80	[illegible]
CRH 8,6% 92/94-03	117,54	5,537
CRH 8,5% 10/87-88#	104,65	8,174
EDF 8,6% 88-89 CA# ■	108,11	0,094
EDF 8,6% 92-04 #	119,37	7,445 ↓
Finansder 9%91-06#	126,80	2,898 ↑
Finansd.8,6%92-02#	114,35	0,542 d
Floral9,75% 90-99#	107,21	5,670
OAT 9/85-98 TRA	—	1,800
OAT 9,50%88-98 CA#	101,95	6,221
OAT TMB 87/99 CA#	100	0,240
OAT 8,125% 89-99 #	105,16	6,010
OAT 8,50%90/00 CA#	108,81	7,658
OAT 85/00 TRA CA#	102,60	2,408
OAT 10%5/85-00 CA#	112,64	7,542 d
OAT 89-01 TME CA#	101	0,305 ↑
OAT 10% 90-01 ecu	—	3,808
OAT 7,5%7/86-01 CA#	—	4,295 ↓
OAT 8,5% 91-02 ecu	—	7,941
OAT 8,5% 87-02 CA#	117,10	2,008 o
OAT 8,50% 89-19 #	—	2,725 ↓
OAT.8,50%92-23 CA#	140,96	6,986 ↑
SNCF 8,8% 87-94CA	106,35	8,410
Suez Lyon.Eaux 90	957	—

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	50	50
Baccarat (Ny)	660	640
Bains C.Monaco	630	645
Bque Transatlantl ◆	223,90	229,90
B.N.P.Intercont	919	890
Bidermann Intl ◆	110	110
B T P (la cie) ◆	7,60	7,60
Centenaire Blanzy	476	485
Champex (Ny) ◆	18,50	18,50
CIC Un.Euro.CIP	492	488
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	2700	2700
Generali Fce Assur	1299	1287
Continental Ass.Ly ◆	585	585
Darblay ◆	496	496
Didot Bottin ◆	748	748
Eaux Bassin Vichy ◆	2920	2920
Ecia	1330	1330
Ent.Mag. Paris ◆	1494	1494
Fichet Bauche	44,20	44,10
Fidei	32,30	34
Finalens ◆	280	280
F.I.P.P. ◆	265,50	265,50
Fonciere (Cie) ◆	630	630
Fonc. Lyonnaise #	780	812
Foncina # ◆	555	555
Francarep	300	300
France S.A	1246	1290
From. Paul-Renard ◆	1050	1704 d
Gevelot	1190	1200
G.T.I (Transport)	297,90	289,90
Immobail	180	183,90
Immobanque	665	680
Localnion (Ly) ◆	600	600
Lucia	60	59,25
Monoprix ◆	363	363
Metal Deploye ◆	370	370
Mors ◆	5,10	5,10
Navigation (Nle) ◆	138	138
Optorg ◆	355	355
Paluel-Marmont ◆	440,50	440,50
Exa.Clairefont(Ny)	921	910
Parfinance	250	252
Paris Orleans	275	280
Promodes (CI)	1950	1910
PSB Industries Ly	545	549
Rougier #	338	338
Saga ◆	130,90	130,90
S.I.P.H. ◆	257	257
Sofragi	4585	4799
Taittinger	3460	3495
Tour Eiffel	285,50	295
Vicat	520	508
Caves Roquefort	1850	1850
Elyo ◆	310,10	310,10
Finaxa	433	425
Gaillard (M) ◆	1501	1501
Givaudan-Lavirotte ◆	1290	1290
Grd Bazar Lyon(Ly)	210	[illegible]
Gd Moul.Strasbourg ◆	2000	2000
Hotel Lutetia	378,90	378,90
Hotels Deauville	618	598
Immeubl.Lyon (Ly)	549	549
L.Bouillet (Ly) ◆	315	315
Lloyd Continental ◆	9020	9020
Matussiere Forest	52,90	52,90
Moncey Financiere	2855	[illegible]
M.R.M. (Ly) ◆	410,10	410,10
Part-Dieu(Fin)(Ly) ◆	104	104
Pollet ◆	487,90	487,90
Sabeton Ly	665	665
Samse (Ly)	950	[illegible]
Sechilienne (Ly)	1250	[illegible]
Sucr.Pithiviers	3365	[illegible]
Tanneries Fce (Ny) ◆	268	268
Teleflex L. Dupont	86,50	[illegible]
Union Gle Nord(Li) ◆	285	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	380	[illegible]
Fiat Ord	20	[illegible]
Gold Fields South	70,50	[illegible]
Kubota Corp.	20,90	20,90
Montedison act.ep.	9,60	9,60
Olympus Optical	43	43
Robeco	603	605
Rodamco N.V.	166	[illegible]
Rolinco	562	[illegible]
Sema Group Plc #	175	[illegible]
Solvay SA	386	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 16 FÉVRIER

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	45,10	45,15
AFE #	646	650
Aigle #	388	380
Albert S.A (Ns) ◆	163	163
Altran Techno. #	2525	2481
Arkopharma #	347	348
Montaignes P.Gest.	2100	2100
Assystem #	210	209,50
Bque Picardie (Li)	805	830
Bque Tarneaud(B)#	370	368,90
Bque Vernes ◆	156,20	156,20
Beneteau CB#	1692	1698
B I M P	118	114,10
Boiron (Ly)	396	415,60
Boisset (Ly) #	340	340
Bur S.A.	280	282
Cardif SA ●	980	980
C.E.E #	88	86
CFPI # ●	395	450
Change Bourse (M)	233,20	234
CNIM CA#	190	189,50
Codetour #	380	380
Comp.Euro.Tele-CET	305	313
Conflandey #	285,10	282
C.A. Hte Normandie	336	336,80
C.A. Paris IDF	850	845
C.A.Ille & Vilaine	295	291
C.A.Loire Atl.Ns #	291,50	291,20
C.A.Pas de Calais	550	558
C.A.du Nord#(Li)	516	522
C.A. Oise CCI	320	322
C.A. Somme CCI	331	335,50
C.A.Toulouse (B)	420	427,80
Devanlay	621	619
Devernois (Ly)	590	585
Ducros Serv.Rapide	28	29,30
Emin-Leydier (Ly)#	369,80	373
Europ.Extinc.(Ly)	460	462,30
Expand s.a	804	790
Factorem	636	640
Faiveley #	214	222
Finacor	70,10	68,25
Finindo	730	735
Assur.Bq.Populaire	660	655
Gautier France #	258,10	257,60
Gel 2000	39,10	39,50
GEODIS #	359,90	369,90
GFI Industries #	1255	1250
Girodet (Ly) # ◆	23	23
GLM S.A	226,90	230
Gpe Guillin # Ly	250	250
Kindy #	155	154,40
Guerbet	215	215
Hermes internat.1#	456,20	460
Hurel Dubois	754	749
ICBT Groupe #	184,30	185
I.C.C.#	157,70	157,50
ICOM Informatique	450	395,60
Idianova ◆	67	67
Int. Computer #	79	75,05
IPBM	61,50	61,50
M6-Metropole TV	635	635
Manitou #	843	850
Manutan	550	550
Marie Brizard #	590	590
Maxi-Livres/Profr#	38	36,75
Mecelec (Ly)	65,90	65,90
MGI Coutier #	299	252
Monneret Jouet Ly#	134,80	138
Naf-Naf #	89	89
Norbert Dentres.#	731	745
NSC Groupe Ny	857	815
Onet #	931	940
Paul Predault	133	141
P.C.W. 19	—	
Petit Boy #	89,95	92,30
Phyto-Lierac #	242,50	235
Pochet	727	731
Poujoulat Ets (Ns)	217	216
Radiall #	710	715
Robertet #	1160	1147
Rouleau-Guichard ◆	245,10	245,10
Securidev #	99,80	99,50
Smoby (Ly)#	560	555
Sofco (Ly) ◆	10	10
Sofibus ◆	365	365
Sopra #	850	850
Steph.Kelian #	75	78
Sylea	625	617
Teisseire-France ◆	171	171
TF1	650	645
Thermador Hol. #	336	336
Trouvay Cauvin #	122,80	122,50
Unilog	987	980
Union Fin.France	670	670
Viel et Cie #	169,30	168
Vilmorin et Cie #	490	490,20
Virbac	547	543

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 16 FÉVRIER

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor	35,30	38,10
Belvedere	835	825
BVRP	244	244
Coil	138	140
Electronique D2	385	390
FDM Pharma n.	135	134,10
Genset	440	449
Guyanor action B	13,35	13
High Co.	186	190
Infonie	84	84,50
Joliez-Regol	80	79
Mille Amis	36	35
Naturex	72,05	73,10
Olitec	830	840
Picogiga	189,90	185
Proxidis	19,80	19,70
R21 Santé	390	410
Stelax ◆	6,75	6,75

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 16 FÉVRIER

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin CI ◆	850	858
Générale Occidentale ◆	160	160
Sté lecteurs du Monde ◆	120	145,20
Via Crédit (Banque) ●	25,30	25,50

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 13 février

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI		
Agipi Ambition (Axa)	150,77	143,59
Agipi Actions (Axa)	132,49	126,18
BANQUES POPULAIRES		
Valorg ◇	2425,64	2389,79
BNP — 3615 BNP		
Natio Court Terme	14457	14457
Natio Epargne	2270,37	2247,89
Natio Oblig. M.T. C/D	886,30	877,52
Natio Ep. Croissance	3652,54	3580,92
Natio Ep. Patrimoine	153,60	150,99
Natio Epargne Retraite	176,88	173,41
Natio Epargne Trésor	11553,76	11530,70
Natio Euro Valeurs	1178,05	1154,95
Natio Euro Oblig.	1060,29	1040,79
Natio Euro Opport.	1192,62	1169,24
Natio Inter	1149,05	1126,52
Natio Opportunités	210,48	206,35
Natio Revenus	1123,69	1112,56
Natio Sécurité	11350,76	11350,76
Natio Valeurs	1500,22	1470,80
BRED BANQUE POPULAIRE		
Monecien	94146,16	94146,16
Oblig. tres cate.	287,10	282,56
CDC-GESTION (Groupe Caisse des dépôts)		
Livret Bourse Inv. D PEA ◇	936,63	909,35
Nord Sud Dévelop. C ◆	2678,36	2673,01
Nord Sud Dévelop. D ◇	2535,39	2530,33
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC		
Patrimoine Retraite C ◇	319,95	313,68
Patrimoine Retraite D ◇	310,26	304,18
Sicav Associations C ◇	2457,50	2457,50
CDC TRESOR		
Fonsicav C ◇	20026,84	20026,84
Mutual. dépôts Sicav C ◇	19657,46	19657,82
CAISSE D'EPARGNE		
Écur. Act. Futur D PEA ◇	316,16	309,96
Écur. Capitalisation C ◇	264,25	264,25
Écur. Expansion C ◇	84628,60	84628,60
Écur. Géovaleurs C ◇	3879,10	3803,04
Écur. Investis. D PEA ◇	251,02	246,10
Écur. Monépremière ◇	11540,50	11540,50
Écur. Monétaire C ◇	13233,82	13233,82
Écur. Monétaire D ◇	12266,34	12266,34
Écur. Trésorerie C ◇	324,76	324,78
Écur. Trésorerie D ◇	304,52	304,52
Écur. Trimestriel D ◇	2060,63	2060,63
Épargcourt-Sicav D ◇	197,74	197,74
Géoptim C ◇	13500,58	13301,06
Géoptim D ◇	12400,82	12217,56
Horizon C ◇	2492,04	2443,18
Prévoyance Ecur. D ◇	108,96	105,86
Sensipremière C	14054,83	14019,78
Fonds communs de placements		
Ecur. Capipremière C	12374,73	12350
Ecur. Sécuripremière C	12241,09	12225,56
CRÉDIT AGRICOLE — INDOCAM		
Amplia	121311,40	121311,40
Atout Amerique	297,34	282,77
Atout Asie	92,25	91,21
Atout Futur C	905,43	883,35
Atout Futur D	843,43	822,86
Coexis	2022,76	1958,95
Dièze	2367,53	2328
Elicash	962798,84	962798,84
Eurodyn	3025,52	2951,82
Indicia ●	1946,07	1905,04
Moné.J C	12140,40	12140,40
Moné.J D	11500,52	11500,88
Oblifutur C	575,92	566,25
Oblifutur D	551,94	542,62
Oraction	1525,83	1485,61
Revenu-Vert	1202,37	1182,27
Sévéa ●	115,75	112,99
Synthésis	19588,94	19046,11
Uni Associations	119,90	119,90
Uni-Foncier	1580,31	1541,27
Uni-Garantie C	1977,14	1944,09
Uni-Garantie D	1414,43	1390,79
Uni-Régions	1755,59	1715,70
Univar C	314,64	314,64
Univar D	301,54	301,54
Univers Actions	274,19	267,50
Univers-Obligations	261,47	257,10
CIC BANQUES		
Francic ◆	168,37	163,47
Francic Pierre	152,07	147,64
Europe Régions	261,91	254,28
CIC PARIS		
Associc	1094,38	1094,38
Cicamonde	1690,59	1641,35
Converticic	430,63	424,46
Ecocic	1851,82	1797,28
Mensuelcic	10136,04	10035,68
Oblicic Mondial	4124,55	4063,60
Oblicic Régions	1232,37	1214,16
Rentacic	165,17	162,73
CREDIT LYONNAIS		
Euro Solidarité	1400,38	1386,51
Lion 20000 C	17420,65	17420,65
Lion 20000 D	16298,56	16298,56
Lion-Associations C	11307,20	11307,20
Lion-Associations D	10715,88	10715,88
Lion Court Terme C	26896,37	26896,87
Lion Court Terme D	23696,42	23696,42
LionPlus C	1644,51	1612,26
LionPlus D	1568,70	1537,94
Lion Trésor	2576,23	2550,72
Oblilion	2316,14	2293,71
Sicav 5000	808,69	792,83
Slivafrance	1357,08	1330,47
Slivam	633,11	620,70
Slivarente	259,82	254,73
Slivinter	900,98	883,31
Trilion	5198,48	5131,77
Crédit Mutuel		
Avenir Alizes	2525,36	2475,84
CM Option Dynamique	148,14	144,38
CM Option Equilibre	284,13	277,88
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.	171,55	166,96
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	943,01	943,01
Créd.Mut.Ep.Ind. C	161,14	156,83
Créd.Mut.Ep.J	23313,91	23313,91
Créd.Mut.Ep.Monde	1882,28	1851,90
Créd.Mut.Ep.Oblig.	1946,49	1908,32
Créd.Mut.Ep.Quatre	1100,52	1078,94
Fonds communs de placements		
CM Option Modération	107,47	105,38
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE		
Asie 2000	556,56	532,59
Saint-Honoré Capital	20929,29	20319,70
St-Honoré March. Emer.	694,01	664,12
St-Honoré Pacifique	685,21	655,70
LEGAL & GENERAL BANK		
Sécuritaux ◇	1856,99	1858,99
Stratégie Actions	1215,21	1158,47
Strategie Rendement	2090,92	2025,10
LA POSTE		
Amplitude Amérique C ◇	131,99	128,77
Amplitude Europe C ◇	190,80	186,15
Amplitude Europe D ◇	187,61	183,03
Amplitude Monde C ◇	1140,70	1112,88
Amplitude Monde D ◇	1088,24	1061,70
Amplitude Pacifique C	97,47	95,09
Elanciel D PEA	206,98	201,93
Émergence Poste D PEA ◇	164,37	160,36
Géobilys C ◇	698,31	681,99
Géobilys D ◇	660,69	650,93
Kaleis Dynamisme C ◇	1191,05	1167,70
Kaleis Equilibre C ◇	1132,50	1110,29
Kaleis Sérénité C ◇	1077,17	1056,50
Latitude C ◇	150,89	150,89
Latitude D ◇	137,47	132,47
Oblitys D ◇	653,91	644,25
Plénitude D PEA ◇	227,26	221,72
Poste Gestion C ◇	15139,30	15139,30
Revenus Trimestr. D ◇	5262,51	[illegible]
Solstice D ◇	2382,19	2376,26
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT		
Actimonétaire C	38624,53	38624,53
Actimonétaire D	30600,54	30600,54
Cadence 1 D	1071,67	1061,06
Cadence 2 D	1060,17	1049,67
Cadence 3 D	1062,37	1051,85
Capimonétaire C	417,77	416,82
Capimonétaire D	376,35	375,97
Sogeoblig C/D	9623,20	9527,92
Interoblig C	7874,14	7796,18
Intersélection France D	787,65	772,21
S.G. France opport. C	2308,13	2262,87
S.G. France opport. D	2184,90	2142,06
Sogenfrance C	2167,58	2125,08
Sogenfrance D	1967,91	1929,32
Sogépargne D	305,12	302,10
Soginter C	2637,53	2585,81
Fonds communs de placements		
Favor D ◆	1619,56	1587,80
Sogeliance D ◆	1755,29	1757,91
Sogenfrance Tempo D ◆	266,50	261,27

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

DISPARITION

■ **AUGUSTO BARROS**, peintre portugais âgé de soixante-neuf ans, est mort mardi 10 février à Lisbonne. De tendance abstraite, il avait côtoyé Sonia Delaunay, Manuel Cargaleiro, M. E. Vieira da Silva et Arpad Szenes. Sa première exposition avait eu lieu au Portugal en 1959. Boursier de la Fondation Gulbenkian, il avait séjourné à Hambourg en 1961 et s'était fixé à Paris en 1963.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 12 février sont publiés :

● **Sida** : un décret modificatif concernant le dépistage de façon anonyme et gratuite du virus de l'immunodéficience humaine.

● **AOC** : un décret relatif à l'appellation d'origine contrôlée « Coco de Paimpol » (haricots blancs demi-secs présentés dans leur gousse).

● **Marchés** : un arrêté portant homologation de dispositions du règlement général du Conseil des marchés financiers.

Au *Journal officiel* du vendredi 13 février sont publiés :

● **Logement** : une circulaire relative aux plafonds de ressources des bénéficiaires de la législation sur les habitations à loyer modéré et des nouvelles aides de l'Etat en secteur locatif.

● **Pharmacies** : un décret relatif aux établissements pharmaceutiques.

● **Accords internationaux** : une loi autorisant la ratification d'un traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République d'Albanie ;

Une loi autorisant la ratification de l'accord portant modification de la quatrième convention (dite de Lomé) entre la Communauté européenne et ses Etats membres d'une part, et le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique d'autre part ;

Une loi autorisant la ratification du protocole à la quatrième convention (dite de Lomé) entre la Communauté européenne et ses Etats membres d'une part, et le groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique d'autre part, suite à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne ;

Une loi autorisant la ratification de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats-membres, réunis au sein du conseil relatif au financement et à la gestion des aides de la Communauté dans le cadre du second protocole financier de la quatrième convention ACP-CE, dite de Lomé.

NOMINATION

SCOUTISME

Le Père Michel Joseph a été nommé aumônier général des Scouts de France par le conseil permanent de l'épiscopat. Les Scouts de France comptent environ 120 000 adhérents.

[Né à Versailles en 1954, ordonné prêtre en 1985, Michel Joseph est entré dans la Compagnie de Jésus en 1990. Il est responsable du groupe des étudiants catholiques et de l'aumônerie étudiante de Nancy, et supérieur de la communauté jésuite de cette ville.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Didier et Marie-Paule BÉOUTIS
ont la joie d'annoncer la naissance de

Clotilde.

Paris, le 12 février 1998.

Décès

– L'amiral Marcel Duval,
son époux,

Mme Bernard Baud,
M. et Mme Guy Foucart,
M. et Mme Etienne Péraud,
M. et Mme Dominique Baud,
Le général et Mme Yves Mouton,
Mme Paul Zeller,
Le contrôleur général et Mme Philippe Duval,
Mme Daniel Duval,
Le professeur et Mme Noël Duval,
Le docteur et Mme Jean-Marie Brisset,
ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Marcel DUVAL,
née Denise BAUD.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 18 février, en l'église Saint-Léon, sa paroisse, à 11 heures.

– Christine Zwiener,
son amie,
M. et Mme Jean Fabre
et leurs enfants,
son oncle et sa tante,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jeanne FABRE,
journaliste à France-Culture,

survenu le 12 janvier 1998.

L'inhumation a eu lieu le lundi 16 février, au cimetière protestant de Ganges (Hérault).

33, rue Vineuse,
75116 Paris.

– La présidente,
Le conseil d'administration,
Et l'équipe de l'association Dessine-moi un mouton,
ont la tristesse de faire part du décès de leur vice-président,

André-Philippe HERSIN.

A ses proches, ils expriment leur profonde sympathie.

– Mireille Louet,
Daniel et Françoise Louet,
leurs enfants,
Mme Denise Royer-Louet,
La famille Dorel-Tripodi,
Ses amis,
ont la douleur de faire savoir le décès de

Pierre LOUET,

survenu le mardi 10 février 1998.

Les obsèques ont eu lieu à Bonnieux, le samedi 14 février, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mireille Louet,
38, rue de la République,
84480 Bonnieux.
Daniel Louet,
9, rue du Sagittaire,
34090 Montpellier.

– Henriette et Charles Bagès,
Charlotte et Max Milner,
Rachel et Marcel Mandelcwajg,
Les enfants et petits-enfants,
Toute sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Malka
MANDELCWAJG,
née KON,

le 14 février 1998.

Les obsèques auront lieu le mardi 17 février, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Ses enfants rappellent le souvenir de leur père,

Judko MANDELCWAJG,

mort en déportation, à Auschwitz, en 1942.

– Mme Marie-Louise Monjo,
Mme Françoise Minelian,
M. et Mme Pierre Monjo,
Luc, Vincent, Fabrice, Hugues, Emmeline, Valentin et Sacha,
M. et Mme Pierre Gardissard,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Armand MONJO,
poète, agrégé de l'Université,

leur époux, père, grand-père, arrière-grand-père, frère, beau-frère et parent,
survenu le 12 février 1998, à Paris-15e,
dans sa quatre-vingt-cinquième année.

« Transmets à qui tu peux
ton inquiétude fébrile de bonheur. »

L'inhumation dans le caveau de famille aura lieu le mercredi 18 février, à 14 h 30, au cimetière du Montparnasse, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e, où l'on se réunira.

7, rue Vésale,
75005 Paris.

– Michèle et Christian Barbier,
Patrick et Marie-Hélène Robert,
Christian et Monique Robert,
ses enfants,
Catherine, Caroline, Véronique, Nicolas, et Stéphane,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Guy ROBERT,
née Paulette TURLAIS,

dans sa quatre-vingt-onzième année, le 14 février 1998.

Les obsèques auront lieu, à Milly-la-Forêt, dans l'intimité familiale.

126, rue des Anguignis,
45100 Orléans.
14, avenue du Général-Leclerc,
91490 Milly-la-Forêt.
10, rue de la Tranchée,
86000 Poitiers.

– Evelyne Simonet,
Sophie Simonet,
Et Corinne Lucas,
ses filles,
Max, Laurent, Guillaume et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Gilbert SIMONET,

survenu, le 12 février 1998, en son domicile.

Selon ses dernières volontés, l'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, à Cassis.

Une messe à sa mémoire sera célébrée par le Père Beneteau, le mercredi 4 mars, à 11 heures, en l'église de la Madeleine, Paris-8e.

Anniversaires

– Ce jour, centenaire de la création du journal dreyfusard

Le Sifflet.

En souvenir de son directeur,

Achille STEENS.

Communications diverses

– Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3e, jeudi 19 février, à 20 h 30 : Mme Lyne Cohen-Solal, candidate du PS : **« Le gouvernement face aux élections régionales ». Tél. : 01-42-71-68-19,** pour inscriptions au « Festin de Pourim ».

– **L'hébreu pour tous : 01-47-97-30-22.** Pour maîtriser le biblique ou l'israélien et s'initier à la Kabbale en dix séances ou à distance : professeur Jacques Benaudis.

Soutenances de thèse

– **M. Mitsutaka Odagiri,** professeur à l'université Sophia de Tokyo, soutiendra publiquement sa thèse de doctorat d'Etat intitulée **« Le mythe d'Œdipe dans le théâtre français du XVIe siècle à nos jours »,** sous la direction de M. Pierre Brunel, professeur à la Sorbonne, le mardi 17 février 1998, à 14 heures, à la salle des Actes du centre administratif de l'université Paris-Sorbonne (Paris-IV).

– **Florian Deloup** a soutenu le 25 novembre 1997, à l'université Louis-Pasteur-Strasbourg-I (mathématiques), une thèse de doctorat en mathématiques intitulée **« Réciprocité des sommes de Gauss et invariants de variétés de dimension 3 ».**

Le jury composé des professeurs Vladimir Touraev, directeur de thèse, Viatcheslav Kharlamov, Thomas Fiedler, Pierre Vogel, président, Christian Kassel, lui a décerné la mention très honorable.

Florian Deloup a, par ailleurs, soutenu avec succès, le 11 décembre 1997, à l'université Columbia de New York, département de mathématiques, une thèse de doctorat en mathématiques intitulée **« On Abelian quantum invariants of links in 3 manifolds ».**

Le jury était composé des professeurs Henry Pinkham, président, John Morgan, directeur de thèse, Joan Birman, Duong Phong et Brian Mangum.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.









NAGANO Trois jours après sa spectaculaire chute dans la descente, l'Autrichien Hermann Maier est devenu champion olympique de super-G, lundi 16 février. ● LA DESCENTE FÉMININE a été remportée par l'Allemande Katja Seizinger, déjà titrée à Lillehammer en 1994, devant la surprenante Suédoise Pernilla Wiberg et la Française Florence Masnada. ● EN D'ARTAGNAN, Philippe Candeloro avait gagné son pari, samedi 14 février, pour prendre la 3e place de l'épreuve messieurs de patinage artistique. ● EN DANSE, les Français Marina Anissina et Gwendal Peizerat devaient obtenir la médaille de bronze, lundi, à l'issue du programme libre. L'autre couple tricolore, Sophie Moniotte-Pascal Lavanchy, se dit écœuré par les manœuvres des juges.

De chutes en succès, Hermann Maier bâtit sa légende olympique

Ski alpin (super-G messieurs). Sur la même piste où il était tombé de façon spectaculaire lors de la descente, le skieur autrichien a démontré qu'il était bien le grand champion annoncé. Et, comme pour fêter le phénomène, le soleil s'est mis à briller sur Nagano

HAPPO-ONE
de notre envoyé spécial

Quand la merveilleuse incertitude du sport laisse la place à la logique implacable ; quand un favori gagne là et le jour où tout le monde l'attend, l'émotion généralement est moins intense. Pourtant, la victoire de l'Autrichien Hermann Maier, lundi 16 février, dans le super-G de Nagano est de celles qui provoquent les frissons et réveillent les fibres sensibles. Il y a quelques jours, son succès dans une discipline qu'il domine depuis le début de la saison (quatre courses quatre victoires), ne faisait quasiment aucun doute. L'exercice est taillé aux exactes mensurations de « Herminator », athlète de la vitesse et skieur d'intelligence. Mais entre-temps, il y a eu la descente, vendredi 13 février. Et la fracassante sortie de piste du champion de l'année. Il faut se rappeler son « crash » en plein vol et son atterrissage tête la première. Hermann Maier est un guerrier solide et orgueilleux. Digne, il s'était relevé sonné, mais seul il avait épousseté sa douleur en même temps qu'un peu de neige poudreuse, récupéré son matériel éparpillé, et assisté en adversaire respectueux au spectacle de la joie de Jean-Luc Crétier. Il avait dû déclarer forfait pour la descente suivante, celle d'un combiné pourtant fait à sa mesure. Dans l'après-midi, il avait perdu connaissance. Son corps meurtri devait évacuer les séquelles de la culbute : commotion cérébrale, épaule en capilotade et hématome à la cuisse.

Pendant qu'Hermann Maier annonçait que ce n'était pas cette simple chute, fût-elle violente et douloureuse, qui allait le faire renoncer aux Jeux olympiques, son fan-club, animé par son frère Alex, passait à l'hôtel des Français placarder sur un bout de carton de récupération leurs félicitations à Jean-Luc Crétier. Chez les Maier on sait vivre : on est sportif, courtois, bien élevé. Et en bon montagnard on dose ses réactions, dans l'adversité comme dans la réussite.

Lundi matin, un fois franchie la ligne d'arrivée de son super-G victorieux, Hermann Maier a levé les bras bien haut. Serra plus fort ses bâtons. Et resta quelques longues secondes la tête haute rejetée en arrière, et le regard tourné vers le ciel. Il se dégageait de cet homme de granit un vrai bonheur, intense et profond. Comme si, toute sa vie, il n'avait attendu que cet instant. Comme si lui revenaient en mémoire deux ou trois images d'une carrière si atypique.

Hermann Maier vient de Reitford, juste à côté de Flachau, une de ses stations-villages typiquement autrichiennes, calfeutrée à 80 kilomètres de Salzbourg. Le ski, la culture des champs et la douceur de l'ambiance font les richesses locales. Les parents Maier – Hermann et Gertraud – sont moniteurs de ski. Comme le veut la tradition locale, Hermman Jr a grandi skis aux pieds. A seize ans, celui qui est devenu le plus (et le mieux) musclé des coureurs actuels n'était qu'un adolescent déguingandé de 45 kilos, aux genoux cagneux. Pas vraiment attiré par les bancs de l'école, cet amoureux du ski sauvage en poudreuse ne voyait son avenir qu'en rouge et blanc : les couleurs de la tenue des moniteurs du coin et de la neige, son seul bonheur. Et parce que la pluri-actvité est le mode de vie de la région, il s'était choisi un métier de substitution : la maçonnerie.

La carrière d'Hermann Maier s'est construite comme on dresse un beau mur de pierres apparentes. Avec passion, méthode, patience, modestie et beaucoup de savoir-faire. A force de brasser du mortier, de déplacer des sacs de ciment et de transporter des moellons, le corps de l'apprenti s'est sculpté harmonieusement ; le buste, surtout, a pris volume et puissance. Ainsi dégrossi par les travaux austères, le futur champion olympique s'est parallèlement façonné aux exigences du sport moderne, en multipliant les activités physiques et en skiant dans toutes les neiges et par tous les temps. Il l'a fait à son initiative, en marge du système autrichien.

L'Autriche est la nation du ski-roi. Elle est une grande consommatrice de talents et ne fait pas de sentiment : la pépinière est tellement dense. Elle casse, au propre comme au figuré, des dizaines de jeunes espoirs et jette comme des mouchoirs de papier usagés ceux qui tardent trop à percer. Hermann Maier a été une victime précoce de cette impitoyable machine à fabriquer des champions.

PALMARÈS SOLIDE

Eliminé, il n'a pas baissé les bras. Il a entrepris une œuvre d'auto-fabrication, s'appuyant sur les conseils de ses proches. Il a saisi les rares chances qui lui ont été offertes de démontrer ses énormes qualités. Et a pu finalement intégrer par une entrée dérobée l'Equipe nationale autrichienne. Depuis, il n'arrête pas de gagner.

Hermann Maier rattrape le temps qu'il croyait définitivement perdu. Il le fait à une vitesse ahurissante. Depuis le début de saison, le maçon de Flachau se bâtit un palmarès d'une solidité à toute épreuve. Il le fait avec calme et humilité. Sa chute spectaculaire, vendredi, dans la descente aurait pu fragiliser l'armature en acier trempé de ce colosse. Elle n'a fait qu'ajouter une force émotionnelle supplémentaire à sa victoire programmée dans le super-G. Hermann Maier est grand, la légende est désormais formelle.

Gilles Chappaz

La victoire en courant

Quatre heures et quinze minutes, c'est le temps qu'a mis Didier Bonvin pour rendre hommage aux quelque 110 secondes de course de Jean-Luc Crétier, le champion olympique de descente. Le patron de l'équipe de France masculine de ski alpin a tenu le pari qu'il avait formulé avant la descente : *« Si un Français gagne une médaille d'or, je vais au village olympique en courant »*, avait-il promis.

Parti, samedi, à 14 heures d'Hakuba, le site des épreuves de vitesse, il a achevé les derniers kilomètres en marchant. Arrivé devant le village sans accréditation, il a dû attendre le secours de membres de la délégation française pour pouvoir y entrer et se reposer.

L'ultime renaissance de Florence Masnada

Descente dames. Pour ses derniers Jeux, la Française a remporté la médaille de bronze

HAPPO-ONE
de notre envoyé spécial

Face au maigre public qui ne parvient pas à remplir les estrades de l'aire d'arrivée de la descente, deux skieuses observent avec anxiété le panneau d'affichage des résultats. Deux femmes à la combinaison rouge, partagées entre émotion et bonheur. Deux Françaises qui osent à peine en croire leurs yeux lorsque les chiffres leur indiquent qu'elles sont deuxième et troisième de l'épreuve derrière l'impérial Allemande Katja Seizinger, médaille d'or de cette discipline aux Jeux olympiques de Lillehammer.

« On sentait le podium se profiler, mais on restait calmes », explique Florence Masnada. *« On a suffisamment la pratique de la compétition pour savoir que tout n'était pas joué »*, ajoute Mélanie Suchet. A cet instant de la course, l'Autrichienne Renate Goetschl et l'Italienne Isolde Kostner, prétendantes au podium, viennent de sortir mais derrière d'autres descendeuses sont prêtes à faire voler en éclat ce podium provisoire.

Le coup est porté par la Suédoise Pernilla Wiberg, lauréate 1997 de la Coupe du monde. Plus rapide que les concurrentes précédentes dans la partie haute de la piste, elle se cale à la deuxième place et brise un rêve, celui de voir deux Françaises se côtoyer sur un podium. *« Je suis déçue pour Mélanie »*, commente Florence Masnada, qui prend finalement la médaille de bronze. « Mélie » se trouve éjectée des honneurs, reléguée à cette quatrième place qu'aucun athlète n'apprécie. Florence, elle, reconnaît qu'elle n'a pas effectué un très bon parcours et qu'elle a *« mal maîtrisé certaines bosses »*. Mais la médaille de bronze est là.

Certes le métal est de la même couleur que celui qu'elle avait gagné aux Jeux d'Albertville (1992) dans le combiné. Mais pour elle, c'est une victoire, une renaissance. Elle a vingt-neuf ans, et sa carrière a été une succession de hauts et de bas, marquée par de nombreuses blessures : trois opérations au genou et une luxation de la hanche, par exemple, ont mis en doute sa volonté de poursuivre la compétition (*Le Monde* du 14 février 1997).

Mais celle que ses entraîneurs appelaient à ses débuts en compétition *« la jeune fille à l'or sous les pieds »* s'accroche. A la veille des JO de Lillehammer, elle se tourne vers les épreuves de vitesse. En Norvège, elle est 13e en descente, 14e en super-G. Mais Florence continue. Elle est convaincue que les deux disciplines correspondent bien à son tempérament de feu. En janvier 1995, elle gagne le super-G de Garmish-Partenkirchen pendant que Luc Alphand signe ses deux victoires dans la descente de Kitzbühel. Les deux événements lui mettent un peu de baume au cœur.

« Pendant toute cette période, il y a beaucoup de gens qui m'ont aidée, je pense à ma famille mais aussi à des membres de l'encadrement », explique la jeune femme, aujourd'hui chargée des relations publiques dans une banque. La volonté, la préparation mentale et puis ce *« plaisir retrouvé de bien skier »* l'ont aidée à se préparer au rendez-vous de Nagano. Bien dans sa tête, au sein d'une équipe de France au grand moral, elle a même pris la troisième place des descentes de Cortina d'Ampezzo (Italie) et d'Aare (Suède) en janvier.

Pour ses derniers Jeux, Florence souhaitait *« finir sur un super truc »*. Elle a pu compter sur son expérience pour gérer une course maintes fois reportée en raison des conditions météorologiques. Elle a donc choisi le dossard le plus en tête possible, le numéro 2, puis elle s'est éjectée du portillon *« avec les tripes »*. « Flo » rayonne de bonheur. Elle est contente que sa médaille suive celle de Jean-Luc Crétier et n'hésite pas à annoncer *« d'autres performances des Français »*. A commencer par elle. Quelques heures après la descente, Florence s'est classée sixième de la descente du combiné. De quoi espérer une nouvelle place sur le podium, mardi 17 février, à l'issue du slalom.

Serge Bolloch

A Hakuba, les hommes de l'ombre manient la pelle et utilisent un langage codé

HAPPO-ONE
de notre envoyé spécial

Gunter Hujara a les traits tirés. Ses yeux expriment une profonde lassitude. Hitonari Maruyama, lui aussi, porte sur son visage les traces d'une grande fatigue. Le premier est délégué professionnel, appointé par la Fédération internationale de ski (FIS). Le second est le chef des courses masculines de ski alpin à Hakuba. L'un et l'autre sont les garants de la parfaite organisation sur le terrain des compétitions ; ils sont ceux qui donnent les ordres et organisent. Avant de prendre leur décision, ils se concertent avec d'autres hommes sous pression, notamment le Français Sylvain Dao-Lena, l'Italien Sepp Messmer, le Norvégien Ingar Botten ou encore le Canadien David Pym, délégués eux aussi par la FIS.

Depuis une semaine, les caprices du temps gâchent la vie de tous ces hommes. Pluie, brouillard, neige, orages, et le vent les empêchent de dormir. Ils passent leur temps à imaginer et mettre en œuvre des solutions d'urgence pour préparer le terrain, et adapter le programme aux caprices du ciel. Toutes les nuits, ils se retrouvent sur les pistes à animer le travail des bénévoles (jusqu'à huit cents certaine nuit), appliqués et dévoués.

Chaque matin, vers 4 h 30, accompagnés par deux entraîneurs représentants les équipes participantes, ils inspectent la piste et évaluent les dégâts. Quand le ciel n'est pas trop couvert, du haut de la montagne, ils peuvent voir un rayon laser qui balaye le ciel. Les météorologues de la station d'Hakuba analysent la situation nuageuse, nivologique, hygrométrique. Ces spécialistes peuvent transmettre à tout instant leurs prévisions d'une précision rarement mise en défaut. Un court briefing leur permet de définir un véritable plan de bataille. Hitonari Maruyama, tel un capitaine de vaisseau, donne les consignes aux différents chefs de secteurs, qui font suivre aux bénévoles. Etonnant spectacle que ces dizaines d'hommes appliqués à la tâche quelques soient les conditions. Qu'il vente, pleuve ou neige, à la clarté de la lune ou dans le brouillard, en silence, ils creusent, déblayent, dament, dérapent, lissent, arrosent... Toutes les demi-heures, ils ont droit à une pause réglementaire de cinq minutes, pas une de plus.

Epaule contre épaule, assis ou debout, appuyés sur leur pelle, ils récupèrent, et dorment parfois, emmitouflés dans la tenue grise, offerte par le Comité d'Organisation (NAOC). Cette tenue est, avec un banal déjeuner et un plateau repas à midi, la seule rémunération de leur peine. Il sont hébergés gratuitement à huit ou dix par dortoir, et se débrouillent pour le dîner. Pas un ne se plaint des conditions harassantes et démoralisantes parfois. Mais face à la volonté de la nature, la détermination et l'obstination des hommes est parfois impuissante. La descente hommes a finalement eu lieu cinq jours après la date prévue.

Entre-temps, Hitonari Maruyama a décidé d'utiliser les grands moyens pour que le revêtement de la piste soit à la hauteur des exigences de la haute compétition. Il n'a pas hésité à faire venir d'Autriche un ingénieux procédé d'arrosage à basse pression, et a même payé de ses propres deniers les 100 000 francs que n'a pas manqué de lui réclamer le constructeur du système. Courageux et déterminé, il a également pris un gros risque imposé par les circonstances : il a cautionné l'utilisation « interdite » de produits chimiques pour favoriser le durcissement de la neige. Plus de 7 tonnes de PTX (sorte de « ciment neige » à spectre large) ont été déversées sur quelques-uns des 3 200 mètres de l'Olympic Course 1. A raison de 3 deutschemarks le kilo (près de 10 francs), la facture est élevée, mais elle pourrait l'être plus encore, si jamais les défenseurs de la nature montaient au créneau.

On sait la vigilance des écologistes japonais à l'encontre des JO, eux qui ont obtenu que le tracé de la piste de descente soit rectifié et qu'une bosse artificielle (celle où Hermann Maier a explosé lors de la descente de vendredi 13 février)soit construite afin que les descendeurs « survolent » une fleur protégée. Pour l'instant ils ont fermé les yeux sur ces pisteurs qui répandent sur les lieux une poudre blanche suspecte. Pour ne pas éveiller les soupçons, Hujara et ses collègues ont inventé un langage codé. Il ne parle pas de PTX mais de Coca-Cola. Aux Jeux olympiques, ça ne choque personne.

G. Ch.


ERIC GAILLARD/REUTERS/MAXPPP

Katja Seizinger déesse de la vitesse

La skieuse allemande Katja Seizinger (25 ans), conserve le titre de la descente acquis à Lillehammer (1994), un doublé inédit. La Suédoise Pernilla Wiberg (27 ans), championne olympique de slalom géant (1992) et du combiné (1994), obtient l'argent. Après le podium de la descente (où elle était entourée de Pernilla Wiberg – à gauche – et de Florence Masnada), Katja Seizinger s'est imposée dans la descente du combiné, devant Wiberg, à 0 s 34. Florence Masnada est 6e, à 1 s 35.

Sophie Moniotte et Pascal Lavanchy tirent leur révérence sur une note amère

Patinage artistique. Un marchandage à peine caché régit la danse sur glace



KIMIMASA MAYAMA/REUTERS/MAXPPP

Les Français Marina Anissina et Gwendal Peizerat paraissaient assurés, lundi 16 février, d'obtenir la médaille de bronze à l'issue du programme libre de danse sur glace.

NAGANO
de notre envoyée spéciale

« *Les Canadiens* [Shae-Lynn Bourne et Victor Kraatz, 5es des danses imposées] *vont remonter à la quatrième place et devant rien ne changera.* » Le classement provisoire de danse sur glace à l'issue de la danse originale, dimanche 15 janvier, s'est avéré strictement conforme aux prévisions de Sophie Moniotte et Pascal Lavanchy. Les intouchables Russes Pasha Gritchouk-Evgueni Platov et Angelica Krylova-Oleg Ovsiannikov se sont classés 1ers et 2es devant les Français Marina Anissina-Gwendal Peizerat.

Moniotte et Lavanchy ne sont pas extralucides. *Les vice-champions du monde 1994 et vice-champions d'Europe 1995 savent* simplement qu'ils paient au prix fort le placement d'Anissina et Peizerat. « *Nous sommes 10es alors que nous sommes plus au point qu'aux championnats d'Europe, où nous étions 7es*, disait Pascal Lavanchy quelques heures avant la danse originale, *et nous devrions même terminer 11es si la FFSG a besoin d'amadouer le juge allemand dont les patineurs – Kati Winkler et Rene Lohse – sont actuellement placés juste derrière nous.* » Sur ce point aussi, il avait raison.

Même à leurs premiers Jeux, en 1992 à Albertville, Moniotte et Lavanchy n'avaient pas reçu de si faibles notes. Dans une discipline controversée pour les privilèges qu'elle accorde à l'ancienneté, jamais danseurs n'avaient connu une telle déchéance. Le coup est rude, mais ils ne cherchent pas à l'esquiver.

« *A quoi bon*, dit Pascal, les yeux dans le vague. *On aurait l'air de se plaindre, d'admettre que notre niveau a baissé. Le public ne comprendrait pas, il croit notre sport féerique, mais il faut être dans le milieu pour voir ce qui s'y passe vraiment. A la télé, on ne voit que des juges, souverains, qui mettent des notes et qui ont prêté serment.* »

Même les entraîneuses russes les plus respectées et les plus rompues aux manœuvres en coulisse ont manifesté implicitement leur stupéfaction à Sophie et Pascal. « *Je croyais avoir tout vu dans ma carrière* », a glissé Natalia Linitchouk, qui suit notamment Krylova et Ovsiannikov. « *Le classement de Sophie et Pascal n'est pas mérité*, reconnaissait Didier Gailhaguet, le patron du patinage français. *Ils ont commis l'erreur de participer aux championnats de France et d'Europe alors qu'ils n'étaient pas prêts et ils s'y sont donné l'image de patineurs usés et dépassés. Or ils ont beaucoup progressé depuis. Ils sont victimes d'un système qui colle des étiquettes.* »

« MILIEU POURRI »

Un système largement cautionné par la Fédération française des sports de glace (FFSG). En entérinant, contre l'avis du comité national de danse sur glace, un changement dans le tableau de service de ses juges, elle a pris ouvertement fait et cause pour Marina Anissina-Gwendal Peizerat dès les championnats d'Europe fin janvier (*Le Monde* du 20 janvier).

Avant la surprise offerte par Philippe Candeloro, elle ne pouvait guère espérer qu'une médaille – le bronze en danse – pour laquelle elle se trouvait en concurrence avec la fédération canadienne, puissamment représentée à la Fédération internationale (ISU). Et la FFSG ne pèse pas assez lourd pour défendre deux couples au niveau international.

De toute façon, Moniotte et Lavanchy l'admettent : ils ne pouvaient prétendre au podium. Trop de retard dû à une blessure aux adducteurs de Sophie. Trop de soucis au début de la saison. La FFSG leur proposait des « heures de glace » insuffisantes. Il a fallu que le ministère négocie avec la mairie de Colombes. « *A ces gens qui nous ont aidés, nous aurions aimé offrir une belle performance ici, mais on ne nous laisse même pas le faire.* » La qualité du patinage de leurs rivaux lyonnais n'est pas à remettre en cause, mais ils trouvent les ficelles utilisées par la FFSG un peu grosses. « *Quand nous étions plus forts, personne ne massacrait pour autant Gwendal et Marina en compétition* », disent-ils.

Dimanche soir, Pascal Lavanchy n'a même pas écouté s'égrener les notes des juges. Il a fait signe à la caméra sans la regarder. La force de douze ans d'habitude. Ecœurés, les deux compères ont renoncé à une carrière professionnelle. Ils s'apprêtent à dissoudre leur société de production de spectacles. « *Je ne crois plus à mon sport*, dit Pascal, *il faut tourner la page patinage, se relever dans un autre domaine.* » « *La danse sur glace était ma passion*, dit Sophie. *Je voulais devenir entraîneur, je renonce. Pour ne pas trahir mes élèves en leur vendant du rêve alors que le milieu est pourri.* »

Le professionnalisme de Moniotte et Lavanchy a servi la tendancieuse politique fédérale. Si, dégoûtés par leur résultat des championnats d'Europe (7es), ils avaient boycotté les Jeux olympiques, la FFSG n'aurait plus eu aucune monnaie d'échange avec les juges étrangers pour garantir la médaille d'Anissina-Peizerat. En 1994, Juan Antonio Samaranch, le président du Comité international olympique, avait sérieusement menacé la présence de la danse sur glace aux Jeux d'hiver.

Si cette discipline persiste à se croire au-dessus des jugements basés sur de véritables critères sportifs, le sujet pourrait redevenir d'actualité.

Patricia Jolly

La dernière estocade de Philippe Candeloro

NAGANO
de notre envoyée spéciale

Les bonnes fées du patinage artistique ont rarement laissé choir Philippe Candeloro. Elles veillaient encore sur sa dernière sortie d'« amateur », samedi 14 février. Le sort l'avait désigné avant-dernier concurrent à entrer en piste ; un poste d'embuscade idéal pour le cinquième du programme court. « Candel » a pu regarder s'échiner ses rivaux sur des difficultés supérieures aux siennes. Le Russe Ilia Kulik, d'abord, hors de portée, qui s'est vite posé en vainqueur. Puis Todd Eldredge, l'Américain vice-champion du monde, terrorisé et désuni. Le Russe Alexeï Yagudin, enfin, champion d'Europe de dix-sept ans au visage bouffi par 39 degrés de fièvre.

Leurs malheurs l'ont comblé. La journée avait été longue. Le doute. La touche artistique suffirait-elle à combler les lacunes techniques ? Une chute à l'entraînement. Une vague douleur au poignet et au genou : bobos de bon augure, parfaits pour se distraire du paralysant enjeu. André Brunet, qui l'accompagne depuis dix-huit ans, rassurait doucement. Alors, « Candel » a pris tout son temps pour dégainer son épée. Pour faire désirer encore un peu son fougueux « d'Artagnan » au public. Couronnée par une médaille de bronze comme en 1994, sa dernière apparition olympique fut presque parfaite.

« *Le programme est passé vite*, a regretté le Français. *Mes sauts étaient plus propres mais j'étais plus lent que d'habitude. J'avais l'impression d'être absent.* » C'est pourtant bien lui qui alternait estocades imaginaires et mines énamourées. Lui encore qui narguait les juges avec force ronds de jambe et courbettes de courtisan. Pour leur signifier que ce monde du patinage n'est souvent qu'un marché de dupes. Il a abandonné sa feinte obséquiosité pour aller s'incliner profondément devant son mentor. André Brunet en était tout chose. « *Philippe, c'est un poète. L'important, c'est qu'il ait été heureux tout ce temps avec moi, qu'il ne sorte pas de sa jeunesse aigri. Je suis un entraîneur, mais aussi un formateur.* » Dans ce tandem, les mots sont superflus. Chacun connaît sa place et s'y tient. « *Je me suis gardé de gérer l'aspect artistique*, explique Brunet, *car je n'en suis pas capable. Mon rôle est celui d'un chef d'orchestre qui entourerait Philippe des intervenants les plus performants.* » D'émotion, le coach à la chevelure gris-bleu s'est laissé aller à refaire l'histoire : « *A deux juges près, il avait l'argent.* »

LE COURAGE D'ELVIS

Elvis Stojko, le Canadien triple champion du monde (1994, 1995, 1997), a montré un cœur encore plus gros que celui de Philippe. Depuis un mois, il tenait secrète une blessure aux adducteurs. Sur chaque saut, il s'est martyrisé. Jusqu'à décrocher la deuxième place avant de se retirer, soutenu par son entraîneur, au bord du malaise.

Philippe Candeloro ne démérite pas pour autant. « *On le dit dilettante parce qu'il sait se relaxer et relativiser*, dit Brunet. *Mais c'est un sportif hors normes, très sensible à ce qu'on dit de lui. Il travaille au feeling. C'est difficile à gérer, il faut simplement lui faire confiance.* » Après son alarmante 5e place européenne, fin janvier, « Candel » a mis un sérieux coup de collier. Le dernier. Après avoir fêté ses vingt-six ans, le 17 février, il « séchera » les championnats du monde, prévus fin mars à Minneapolis (Etats-Unis). « *Je n'ai plus faim d'entraînement*, dit-il, *et il n'y a pas assez d'harmonie dans les structures fédérales. Maintenant, place aux jeunes.* »

P. Jo.

Le Canada gagne le bras de fer nord-américain

Hockey sur glace. Battus 4-1, les Etats-Unis n'ont pas justifié leur rang de favoris du tournoi olympique

NAGANO
de notre envoyé spécial

La patience et l'indécision ne sont pas, semble-t-il, dans la nature des Jeux de Nagano. A peine commencé, son tournoi de hockey sur glace a déjà fait son choix quant à l'allure de son maître. Ce sera le Canada.

Le reste ne compte plus, ou si peu. Pas même l'orgueil américain, balayé en quatre coups de crosses par ces diables de Canadiens à qui les Jeux olympiques ne savent plus rien refuser. Lundi 16 février, le public de la patinoire « Big Hat » de Nagano entrait dans la place avec la douce sensation de vivre un vrai moment d'histoire. Etats-Unis contre Canada, l'explication s'annonçait rugueuse. Et son résultat forcément condamné à faire plusieurs fois le tour de la planète.

Pour avoir su sortir indemne de ses deux premières rencontres, contre la Biélorussie et la Suède, le Canada pouvait jouer les gros bras. Et monter sur la glace avec des airs de maîtres du palet. Les Etats-Unis, eux, ont plié un genou dès leur entrée dans le tournoi olympique, vendredi 13 février, en se faisant sévèrement corriger (4-2) par une bande de Suédois peu respectueux de l'étiquette. La défaite les a vexés. Mais leur équipe d'entraîneurs a déniché dans un passé récent de quoi réveiller l'orgueil : une victoire sur l'ennemi canadien, en 1996, pendant la Coupe du monde.

A l'heure de l'échange des fanions, peu après le déjeuner, Américains et Canadiens s'observent sous leurs casques en évitant de se regarder en face. Les premiers savent trop bien que leurs noms ne disent rien à personne. Leur équipe est solide, musclée et aussi compacte que la glace du « Big Hat ». Elle serait sans faiblesses, assurent les experts. Mais l'anonymat de ses joueurs laisse le public de marbre.

Côté canadien, le problème est inverse. Pour avoir invité dans un même charter Wayne Gretzky, Eric Lindros, Patrick Roy et Joe Sakic, elle a sûrement gagné le droit de se couvrir la première du titre de « Dream Team ».

Et lundi, face aux Etats-Unis, les Canadiens ont joué sans fausse note une partition de virtuose. En première période, ils ont besoin de dix minutes pour prendre leur pleine vitesse et, surtout, s'habituer aux dimensions d'une patinoire plus large de 4,5 mètres que celles de leur quotidien, en National Hockey League (NHL). Wayne Gretzky découvre le décor de la prison pour avoir joué trop brutalement de la crosse entre les patins d'un adversaire. Joe Sakic et Rob Zamuner le suivent de peu.

Mais les Américains ne profitent pas de cette supériorité numérique. A six contre quatre, ils s'épuisent la santé à mitrailler pour rien le but du gardien canadien. Et manquent tristement de souffle au moment où les trois anciens « détenus » revenus sur la glace improvisent un irrésistible mouvement à trois pour marquer le premier but. Dans le public, les drapeaux canadiens remuent de toute leur toile. La patinoire en rougit longuement de plaisir. Elle n'aura plus, désormais, la moindre raison de passer du rouge au gris.

Assommés, les Américains ne redressent plus la tête. Ils essayent bien, parfois, de réveiller leur fierté de hockeyeurs en faisant le coup de poing, le plus souvent à plusieurs mains, comme l'usage leur a appris de le faire dans les matchs de NHL. Mais personne n'est trompé. Et surtout pas les Canadiens. Eric Lindros répond à ces gestes de boxeur en se servant de la même arme. Une façon de signifier à tous que l'équipe canadienne a transporté vers Nagano sa panoplie complète de favorite olympique.

La suite ? Limpide. En deuxième période, Keith Primeau et Joe Sakic se succèdent d'un même pas sur le chemin du but. A 3-0, la rencontre a déjà basculé vers le camp canadien. Dans le troisième tiers-temps, Keith Primeau s'offre même le luxe d'un doublé olympique. 4-0. Un score que l'Américain Brett Hull semble juger trop lourd pour ses propres épaules. Il profite en fin de partie d'un relâchement de la défense adverse pour sauver un honneur sûrement inconsolable. Score final : 4-1. Le Canada quitte la patinoire en faisant briller ses patins pour mieux en éblouir la glace. Les Américains s'échappent sans un regard pour le public. Deuxième défaite en trois rencontres. Triste début. Et maigres perspectives.

Alain Mercier

Les Jeux sans frontière du patineur de vitesse Bart Veldkamp

NAGANO
de notre envoyé spécial

Bart Veldkamp est le seul athlète belge à Nagano. Et un Belge de fraîche date, puisqu'il a obtenu sa naturalisation en juillet dernier. Ce patineur de vitesse n'a pas tardé à renvoyer l'ascenseur à son pays d'adoption, sous les couleurs duquel il patine en réalité depuis deux saisons : dès le deuxième jour des Jeux, il a remporté la médaille de bronze du 5 000 m. Il a battu au passage le record du monde de la distance, avant d'en être dépossédé une vingtaine de minutes plus tard par deux Néerlandais. Grâce à lui, la Belgique a obtenu sa première médaille aux Jeux d'hiver depuis cinquante ans. Mardi 17 février, la Belgique retiendra son souffle quand Bart Veldkamp se remettra en piste, cette fois avec l'ambition de gagner le 10 000 m, une distance dont il a été le champion olympique, en 1992, à Albertville, quand il portait la combinaison orange des Pays-Bas. Né dans la région de La Haye, cet homme âgé de trente ans est en effet issu de l'école de patinage de vitesse la plus réputée au monde, qui a déjà remporté trois titres à Nagano.

Mais Bart Veldkamp n'a pas la fibre patriotique. Ces histoires de nationalités ne l'intéressent pas. Il habite désormais à Bonheide, entre Bruxelles et Anvers, mais s'entraîne aux Pays-Bas, en Norvège ou en Allemagne, souvent en compagnie d'un autre transfuge néerlandais, *Marnix Ten Kortenaar*, présent à Nagano au sein de la délégation autrichienne. « *Avant les Jeux de 1994, je n'ai pas apprécié de devoir passer par des courses de qualification*, affirme Veldkamp. *Je voulais pouvoir me préparer comme je l'entendais.* »

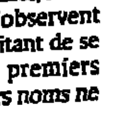
Il prend le prétexte d'un différend avec sa fédération sur le choix d'un nouvel entraîneur pour passer la frontière en 1995. La Belgique, qui ne possède aucun anneau de vitesse, l'accueille sans rechigner.

« SI J'ALLAIS SUR LA LUNE... »

Son ancienne équipe fait grise mine. Quelques rumeurs sur la vie privée du champion olympique sont aimablement colportées. « *Depuis que j'ai quitté l'équipe des Pays-Bas, je me rends compte qu'il y règne un esprit très néerlandais, un sentiment patriotique très fort*, dit-il. *Je n'ai jamais été comme cela, je cours d'abord pour moi-même. Si j'allais sur la Lune et que l'on me demandait d'où je viens, je ne répondrais pas de Belgique ou des Pays-Bas, mais de la Terre.* »

Ce citoyen du monde, qui se reconnaît volontiers individualiste, vit les Jeux de Nagano dans les conditions qu'il rêvait : le Comité olympique belge lui a laissé composer la délégation comme il l'entendait et il a pu y inclure son père, Hans, qui fait office d'entraîneur national, son manager, qui a porté le drapeau belge lors de la cérémonie d'ouverture, et son kinésithérapeute. A son retour, il devra pourtant assumer son nouveau statut de héros de Belgique.

Gilles van Kote



PODIUMS

BIATHLON

7,5 km dames

Militaire dans l'armée russe, Galina Koukleva (25 ans) a battu de justesse sa rivale l'Allemande Ursula Disl, dimanche 15 février. Koukleva a manqué une cible en début de parcours mais, excellente tondeuse, elle s'est imposée en 23 min 8 s, avec 0 s 7 d'avance sur Disl. Une autre Allemande, Katrin Apel, a pris la 3e place. Les Françaises, qui faisaient partie des favorites, se sont toutes écroulées. Corinne Niogret, championne du monde du 15 km, a fini 25e ; Anne Briand, vice-championne olympique du 15 km à Lillehammer, a terminé 54e. La meilleure Française, Emmanuelle Claret, est 14e.

BOBSLEIGH

Bob à deux

C'est une première : deux équipes ont terminé dans le même meilleur temps cumulé à l'issue des quatre manches (3 min 37 s 24). L'Italie, avec un équipage composé de Günther Huber (32 ans) et Antonio Tartaglia (30 ans), et le Canada, Pierre Lueders (27 ans) et David McEachern (30 ans), ont obtenu tous deux la médaille d'or, dimanche 15 février à Nagano. La médaille de bronze est revenue aux Allemands Christoph Langen et Markus Zimmermann. Les équipages français sont 9e et 13e.

CURLING

Tournoi féminin

Après avoir gagné les championnats du monde en septembre, l'équipe féminine du Canada a conquis le titre olympique, dimanche, à Karuizawa. En finale, l'équipe emmenée par Sandra Schmirler s'est imposée face au Danemark (7-5), qui obtient sa première médaille aux Jeux d'hiver. Vainqueur de la Grande-Bretagne (10-6), la Suède a pris la médaille de bronze.

Tournoi masculin

La Suisse, dont tous les joueurs appartiennent au club de Lausanne et qui a pour membre le président du Comité international olympique Juan Antonio Samaranch, a créé la surprise en battant le Canada (9-3). La Norvège a obtenu le bronze aux dépens des Etats-Unis (9-4).

PATINAGE ARTISTIQUE

Messieurs

La vitalité et la maîtrise aérienne d'Ilia Kulik ont consacré le triomphe de l'école russe de patinage artistique, samedi 14 février. Le jeune élève (20 ans) de Tatiana Tarassova a ouvert son programme libre par une quadruple boucle piquée avant d'enchaîner huit triples sauts. Le Canadien Elvis Stojko, en dépit d'une blessure à l'aine, a pris la deuxième place tandis que Philippe Candeloro gagnait à nouveau la médaille de bronze quatre ans après Lillehammer, compensant son infériorité technique par un sens de l'artistique parfaitement abouti dans son costume de d'Artagnan.

PATINAGE DE VITESSE

1 000 m messieurs

Les patineurs néerlandais ont réussi le doublé, dimanche 15 février, dans l'épreuve du 1 000 m. Ids Postma (24 ans), s'est imposé en 1 min 10 s 64, devant son compatriote Jan Bos, à 0 s 07, et le vainqueur du 500 m, le Japonais Hiroyasu Shimizu, à 0 s 36. Postma qui enlève sa seconde médaille après l'argent obtenu dans le 1 500 m, ne figurait qu'au 27e rang mondial des patineurs de la saison sur la distance. Le Français Cédric Kuentz, vice-champion d'Europe du 1 000 m, a dû déclarer forfait, souffrant d'une grippe.

1 500 m dames

La Néerlandaise Marianne Timmer (23 ans) s'est imposée dans le 1 500 m, lundi 16 février, en améliorant au passage le record du monde de la spécialité en 1 min 57 s 58 que détenait la Canadienne Catriona LeMay-Doan (1 min 57 s 87). L'Allemande Gunda Niemann-Stirnemann, victorieuse du 3 000 m, a obtenu la 7e médaille olympique de sa carrière en terminant à 1 s 6 de Marianne Timmer. L'Américaine Christine Witty a obtenu la médaille de bronze.

SAUT À SKIS

Tremplin K 120

Deuxième dans l'épreuve du tremplin normal disputée quatre jours plus tôt, Kazuyoshi Funaki a pris cette fois la mesure de son principal rival, le Finlandais Jani Soininen, dimanche 15 février, sur le grand tremplin de saut à skis. Grâce à deux bonds à 126 m et 132,5 m, le Japonais (22 ans), a réalisé un score de 272,3 points, contre 260,8 points à Soininen, et 258,3 points à son compatriote Masahiko Harada. Celui-ci a mis en défaut le système vidéo de mesure des distances en effectuant un saut au-delà des 135 m. Avec un saut à 136 m, il améliore le record du tremplin.

SKI ALPIN

Super-G messieurs

Trois jours après sa chute spectaculaire dans la descente, l'Autrichien Hermann Maier (25 ans) a remporté le super-G olympique, disputé lundi 16 février à Hakuba. Le grand favori de la course (après quatre victoires cette saison), a dévalé la pente en 1 min 34 s 82. Son compatriote Hans Knauss et le Suisse Didier Cuche obtiennent chacun une médaille d'argent, terminant *ex aequo* à 0 s 61 du vainqueur. Jean-Luc Crétier, vainqueur de la descente olympique, a pris la 25e place. Frédéric Marin-Cudraz est tombé. Nicolas Burtin a été disqualifié pour avoir manqué une porte, et Adrien Duvillard n'a pas pris le départ.

Descente dames

Déjà médaillée d'or à Lillehammer (1994), l'Allemande Katja Seizinger, 25 ans, a réussi un doublé historique en gagnant la descente olympique, lundi 16 février sur la montagne Happo'one d'Hakuba. Sur une neige dure et un tracé raccourci, la skieuse aux 36 victoires en coupe du Monde, a devancé la Suédoise Pernilla Wiberg de 0 s 29. La 3e place obtenue par la Grenobloise Florence Masnada (à 0 s 48) récompense le bon comportement des Françaises dans l'épreuve : Mélanie Suchet a terminé 4e, Régine Cavagnoud 7e et Carole Montillet, 14e.

SKI DE FOND

Relais 4 x 5 km dames

Les Russes Nina Gavriliouk, Olga Danilova, Larissa Lazutina et Elena Välbe se sont imposées sans surprise dans l'épreuve du 4 x 5 km, dans un temps total de 55 min 13 s 5, lundi 16 février à Hakuba. La deuxième place est revenue à la Norvège, distancée de 24 s, et la médaille de bronze a été obtenue par l'Italie. Il s'agit du 7e titre olympique dans la spécialité pour des représentantes issues de l'ex-URSS depuis les Jeux d'Innsbruck en 1976. Le relais français composé de Sophie Villeneuve, Annick Pierrel, Anne-Laure Condevaux et Karine Philippot a terminé en 11e position.

LES FRANÇAIS EN PISTE

Voici la liste des Français engagés dans les épreuves de mardi 17 février. BIATHLON (10 km messieurs) : Patrice Bailly-Salins, Thierry Dusserre, Andreas Heymann, Raphaël Poirée ; SHORT-TRACK (1 000 m messieurs) : Bruno Loscos, Ludovic Mathieu ; SKI ALPIN (slalom du combiné dames) : Florence Masnada.



Rattrapé par la crise, le Paris-Saint-Germain prépare déjà la prochaine saison

Distancé, le club parisien a abandonné toute chance de conquérir le titre de champion de France

La défaite du Paris-Saint-Germain (0-1) face à Nantes, vendredi 13 février, relègue le club à la cinquième place du championnat de France de première division. Avec six points de retard sur les deux premiers, Marseille et Metz, le PSG n'a plus d'espoir de revenir sur les leaders. Il paie au prix fort ses erreurs de recrutement et les dissensions au sein de son effectif. La direction s'est mise au travail pour repartir de l'avant.

LE PRINTEMPS précoce n'y a rien changé. Comme chaque hiver, le PSG plonge dans le psychodrame. Alliant malchance et fatalité pour ce club doté d'un budget de 350 millions de francs, en parfaite inadéquation avec sa destinée sportive. Devant 40 000 spectateurs, le PSG a subi le 13 février face à Nantes (0-1) sa quatrième défaite d'affilée à l'occasion de la 26e journée du championnat de France de première division. Relégué à six points des deux leaders, Marseille et Metz, le Paris-Saint-Germain porte désormais le deuil de ses ambitions affichées avant le début de la saison 1997-1998. Depuis son titre de champion de France, obtenu en 1994, le PSG échoue avec une régularité consternante dans sa quête d'une nouvelle consécration nationale, selon un scénario immuable. A un début de compétition soigneusement réglé, succède une série désolante de contre-performances.


FOOTBALL

CLANISME

Quelques minutes après l'échec face à Nantes, la direction du club s'est réunie, dans l'urgence, dans un salon du Parc des Princes. Le manager général, Ricardo, comptable des résultats, a été prié de s'expliquer pendant plus d'une heure et demie. Le technicien brésilien a été finalement confirmé dans ses fonctions, mais sa ligne de conduite a été clairement balisée par le président-délégué, Michel Denisot : *« Il ne doit retenir que les joueurs qui auront un état d'esprit suffisamment fort pour jouer au PSG, ce qui n'a pas été le cas de tout le monde jusque là. »*

Ricardo a une semaine pour aiguillonner son équipe sur la voie du renouveau. Mais, au-delà de ce replâtrage destiné à trouver la voie, le Paris-Saint-Germain prépare déjà la saison 1998-1999. La direction planche sur trois dossiers pour repartir de l'avant. Le premier concerne l'engagement d'un nouveau staff technique. Après avoir confié la responsabilité de l'entraînement a deux jeunes néophytes – Luis Fernandez, de 1994 à 1996, et Ricardo, de 1996 à 1998 – les dirigeants parisiens ont défini les *contours de l'entraîneur idéal. Il doit* allier expérience, charisme et autorité naturelle.

L'Italien Arrigo Sacchi, qui s'est forgé une réputation internationale avec le prestigieux Milan AC, a le profil, mais, au PSG, il est jugé *« dépassé et trop cher »*. Joël Muller, qui a propulsé le FC Metz vers les sommets, suscite des doutes sur *« sa capacité à résister à la pression d'un grand club hyper-médiatisé »*. Jean Tigana, l'entraîneur de Monaco, a, en revanche, la carrure pour maintenir la barre par vent mauvais. Mais son arrivée en association avec Michel Platini, évoquée dimanche 15 février par *Le Journal du dimanche*, a été démentie par le PSG.

En attendant de dénicher la sélection providentielle, le club parisien avance en matière de renouvellement de l'effectif, sa deuxième priorité. Après avoir consacré 140 millions de francs au recrutement en juillet 1997, il va devoir réinvestir pour lustrer un groupe disparate et *miné par le clanisme. Entre les « barons »* (Vincent Guérin, Paul Le Guen, Rai, Alain Roche) et le reste de l'effectif, les clivages n'ont cessé de s'accumuler. Claude Le Roy, le directeur sportif, a dû se résoudre à un constat implacable samedi 14 février : *« Tous nos joueurs ne sont pas matures. Seuls ceux qui sont mentalement structurés et très équilibrés réussissent à Paris. »*

Pour avoir surestimé la capacité d'adaptation de certaines recrues, la direction du club n'est pas exempte de reproches. Ses critères de sélection laissent parfois perplexes. C'est ainsi que le talentueux meneur de jeu havrais Vikash Dhorasoo a été recalé récemment en raison de sa taille (1,68 m). En revanche, le défenseur allemand de Leverkusen, Christian Wörns, et le milieu auxerrois Yann Lachuer ont été jugés aptes. Ils constituent les deux premiers renforts. Parallèlement, le PSG va tout faire pour conserver son meilleur joueur, l'attaquant italien Marco Simone. Mais Giovanni Trapattoni, l'entraîneur du Bayern Munich, champion d'Allemagne, a déclaré *« espérer obtenir ses services »*.

Le dernier dossier qui mobilise le club déborde du cadre strictement sportif. Le PSG négocie avec la Ville de Paris le renouvellement de la concession du Parc des Princes alors *que s'offre la possibilité* d'utiliser le tout nouveau stade de France et ses 80 000 places. Pour rester au Parc, le PSG demande à la municipalité de financer des travaux de modernisation à hauteur de 100 millions de francs. M. Tiberi, qui doit s'exprimer sur ce sujet mercredi 18 février, ne souhaiterait pas aller au-delà de 75 millions. Il exigerait également un renouvellement à long terme de la *concession et une caution de* 500 millions. Longtemps minoritaire au sein du PSG, la tendance qui milite pour un déménagement au Stade de France prend du poids, quitte à perdre le bénéfice de la subvention de la Ville de Paris, soit 35 millions de francs.

Elie Barth

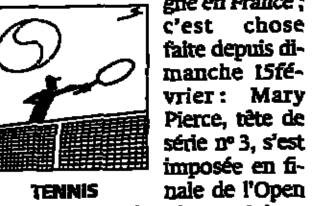
Choc Monaco-Marseille en Coupe de France

Le tirage au sort des huitièmes de finale de la Coupe de France, dimanche 15 février, a offert un choc entre l'AS Monaco, champion de France, et l'Olympique de Marseille, actuel leader du championnat. Marcel Dib, directeur sportif de l'OM, se réjouit de cette opposition : *« Il faudra être fort pour éliminer Monaco, mais nous le sommes. »* Bourg-Péronnas (CFA), qui s'est illustré au tour précédent en éliminant Montpellier (3-2), aura le privilège de recevoir Metz, 2e du classement de D1, tandis que Pau (CFA) affrontera le Paris-Saint-Germain. Argentan (CFA2), la plus modeste des huit équipes encore en lice, a hérité de Lens, 5e de la D1. Voici les rencontres des huitièmes de finale, qui se disputeront le 28 février et le 1er mars : Monaco (D1)-Marseille (D1), Guingamp (D1)-Toulon (D2), Cannes (D1)-Mulhouse (D2), Istres (Nat.)-Lyon (D1), Bourg-Péronnas (CFA)-Metz (D1), Pau (CFA)-Paris-SG (D1), Argentan (CFA2)-Lens (D1), Sochaux (D2)-Caen (D2).

Mary Pierce gagne son premier tournoi en France

Elle s'est imposée à l'Open Gaz de France

ELLE AVAIT ÉTÉ finaliste en 1994 aux Internationaux de France, à *Roland-Garros*, et finaliste à l'Open Gaz de France de Coubertin en 1995, mais elle n'avait jamais gagné en France ; c'est chose faite depuis dimanche 15 février : Mary Pierce, tête de série n° 3, s'est imposée en finale de l'Open Gaz de France face à Dominique Van Roost (6-3, 7-5). La Française et la Belge ont livré un match solide, spectaculaire et d'une grande qualité, à l'image du tournoi qui a été auréolé de grands matches. Samedi 14 février, par exemple, en demi-finale, Mary Pierce avait éliminé la Tchèque Jana Novotna, troisième joueuse mondiale au terme d'une partie superbe.


TENNIS

Tout au long du tournoi, la Française a montré de nouvelles armes dans son jeu. Parce qu'elle travaille aujourd'hui avec l'ancien entraîneur de Martina Navratilova, elle a appris à monter au filet et à y développer, sans rougir, un tennis d'offensive. Son service est plus fort, son revers frappé le long de la ligne beaucoup plus performant. Mary Pierce, enfin, a montré une combativité inédite. Dimanche, elle n'a pas capitulé face à l'accrocheuse Dominique Van Roost au tennis têtu : *« Je me sens plus calme*, a expliqué Mary Pierce. *Avant, je ne pensais qu'à la victoire ou à la défaite et cela me paralysait un peu. Maintenant, je pense surtout à bien jouer. »*

« Je suis soulagée d'avoir gagné à Paris, ajoutait-elle. *On attendait ça de moi depuis si longtemps, il y avait une telle pression ! Il est très compliqué pour moi de jouer en France. Le public parisien est difficile à comprendre, mais il m'a beaucoup aidé cette semaine. Maintenant, il ne me reste plus qu'à réaliser mon rêve : gagner Roland-Garros (...). Mon objectif, en 1998, est de revenir parmi les cinq meilleures mondiales et d'y rester quelque temps. »* Après sa victoire, en 1995, aux Internationaux d'Australie, elle avait été troisième joueuse mondiale pendant quelques mois.

LES TRICOLORES EN PLEINE FORME

Les autres protagonistes remarquées de cet Open Gaz de France auront aussi été françaises. Julie Halard-Decugis, d'abord. De retour pour de bon à la compétition après une éclipse de dix-huit mois, celle-ci a certes été éliminée dès le premier tour par la Tchèque Karina Habsudova mais à l'issue d'une partie marathon qui a laissé entrevoir que son talent n'avait pas été émoussé par les blessures. Reste à acquérir la forme physique. Elle viendra avec les tournois.

Il y a eu Nathalie Tauziat. Héroïne de la fin de saison 1997 en se hissant en finale des tournois de Zurich et de Philadelphie et en demi-finale des Masters à New York, elle effectuait sa rentrée à Paris. Son jeu d'attaque a ébloui. Au deuxième tour, elle en avait magnifiquement décousu avec Emilie Loit, dix-huit ans et 235e mondiale, sauvant trois balles de match avant de s'imposer. Un même exploit lui a permis de venir à bout de Sarah Pitkowski, vendredi 13 février. Sans doute fatiguée, elle a fini par s'incliner, samedi, face à Dominique Van Roost. Mais le tennis féminin français est en pleine forme : onze joueuses évoluent parmi les cent meilleures mondiales.

Bénédicte Mathieu

■ **Les joueurs de l'équipe de France se déplaceront en Finlande** pour leur premier match de la zone européenne de la Coupe Davis, du 3 au 5 avril. La Finlande s'est en effet qualifiée face à la Croatie (3-2) au premier tour, dont la France était exemptée.

Issa Hayatou, président de la Confédération africaine de football

« Il est temps pour l'Afrique d'accueillir la Coupe du monde »

CHARGÉ du football africain depuis dix ans, le Camerounais Issa Hayatou envisage l'avenir avec ambition. Au programme : poursuivre le développement structurel à travers le continent, empêcher le départ prématuré des jeunes talents, et parvenir à accueillir la phase finale de Coupe du monde, en 2006.

« Il y a dix ans, lorsque vous avez pris la tête de la Confédération africaine de football (CAF), l'Afrique ne comptait que deux représentants en phase finale de Coupe du monde. Aujourd'hui, on en dénombre cinq. C'est une grande victoire...

– Ce fut mon grand combat, mais il n'est pas terminé. Le football africain représente désormais un tel potentiel sur la scène mondiale que nous pouvons espérer augmenter encore le nombre de ses représentants en phase finale.

– En dépit des progrès réalisés, le football africain souffre encore de problèmes structurels. Comment lutter sur le plan économique avec l'Europe, par exemple ?

– Ce qui me préoccupe le plus aujourd'hui, c'est de voir partir en Europe de très jeunes joueurs africains. Ils ne sont pas préparés à affronter un nouveau mode de vie dans un environnement si différent. Et leur talent naturel se dilue dans un style de jeu imposé.

– Comment empêcher ce phénomène ?

– Le pouvoir appartient aux Etats, pas à la CAF ! Des recruteurs sans scrupules font souvent pression sur les fédérations. Ce phénomène de départ précipité des jeunes joueurs africains en Europe est lié à la création de compétitions internationales telles que les championnats du monde juniors ou cadets. La terre entière peut alors découvrir le formidable potentiel de jeunes africains. Et des recruteurs sans foi ni loi se précipitent ensuite, chéquiers en main, pour les faire signer. Mais la multiplication de centres de formation en Afrique va permettre de retarder cet exode. L'établissement de relations sérieuses entre clubs africains et européens est une bonne chose.

– L'organisation de la Coupe d'Afrique des nations a été attribuée cette année au Burkina Faso, l'un des pays les plus pauvres de la planète. Ce choix a surpris beaucoup de monde...

– Je n'ai jamais douté de la capacité du Burkina d'organiser la Coupe. Organiser une telle compétition permet de débloquer des fonds, de réveiller les gouvernements, d'accélérer les chantiers, de construire des stades, des routes. J'ai toujours dit que la Coupe d'Afrique des nations doit servir à développer le football africain. Les prochaines éditions auront lieu au Zimbabwé et au Mali.

– Vous militez pour que l'Afrique obtienne l'organisation d'une phase finale de Coupe du monde. Etes-vous sur le point de triompher ?

– Ce dont je suis certain, c'est qu'il est temps pour l'Afrique d'accueillir enfin la Coupe du monde. Plusieurs pays disposent des structures indispensables, à savoir les stades, les routes, les systèmes de télécommunications, les hôtels.

– On ne parle pourtant que de l'Afrique du Sud comme candidat du continent...

– Je vois au moins deux ou trois autres pays africains capables d'organiser l'édition 2006 : l'Egypte, le Maroc, et, pourquoi pas, le Nigeria.

– Avez-vous eu du mal à « digérer » les deux échecs successifs de la candidature marocaine pour organiser la Coupe du monde en 1994 et 1998 ?

– Joao Havelange, président de la Fédération internationale, avait pris des engagements avec les Etats-Unis. Et le poids d'un tel personnage est très important... Mais le Maroc dispose de réels atouts : c'est un pays qui a l'habitude d'accueillir un nombre important de visiteurs, les infrastructures sont bonnes et le pouvoir politique peut faire avancer les choses.

– Même si vous avez décidé de ne pas vous présenter aux prochaines élections, on vous prête l'intention d'accéder à la présidence de la FIFA dans quatre ans. Si cela se concrétise, quelle serait votre politique ?

– On peut aimer ou détester Joao Havelange, mais personne ne peut nier le travail extraordinaire réalisé sous sa présidence. En vingt-quatre ans, le football s'est développé partout et, en juin, lorsqu'il quittera son poste, il laissera quatre milliards de dollars dans les caisses. Si je deviens un jour président de la FIFA, je ne serais plus africain. Ou, plutôt, l'Afrique ne sera qu'un continent parmi les autres. Lorsque l'on dirige le football mondial, il faut avoir une vision globale, planétaire, et je veillerai à développer ce sport partout où cela est possible. »

Propos recueillis par Alain Constant

Le Burkina Faso crée la surprise

PHILIPPE TROUSSIER, surnommé *« le sorcier blanc »* sur le continent africain, a justifié sa réputation. L'entraîneur français, qui dirigera l'Afrique du Sud pendant le Mondial 1998, a conduit la modeste sélection du Burkina Faso vers les quarts de finale de la 21e Coupe d'Afrique des nations. L'exploit est de taille, car les Burkinabé n'avaient encore jamais atteint ce stade de la compétition. *« Vingt-deux petits bonhommes viennent de marquer l'histoire »*, a commenté Philippe Troussier après la victoire (1-0) décisive obtenue, dimanche 15 février, à Ouagadougou, face à la Guinée. Le Burkina s'était déjà illustré, le 11 février, en dominant l'Algérie (2-1).

Des seize participants, c'est l'Egypte qui s'est révélée comme la plus performante des équipes. Ses deux succès devant le Mozambique (2-0) et la Zambie (4-0) ont marqué les esprits. Déjà qualifiés pour les quarts de finale, les Egyptiens rencontrent, mardi 17 février, le Maroc. Entraînés par l'ancien sélectionneur de l'équipe de France, Henri Michel, les Marocains se sont bien repris devant le Mozambique (3-0) après un premier match sans relief face à la Zambie (1-1).

Le Cameroun a confirmé ses ambitions sur un strict plan mathématique en s'imposant devant le Burkina Faso (1-0) et l'Algérie (2-1), mais les *« Lions »* n'ont pas vraiment convaincu. Leur condition physique approximative risque de les pénaliser pour la suite de l'épreuve. L'Afrique du Sud, premier adversaire de la France lors de la coupe du monde 1998, a déçu. Les *« Bafana »* ont été tenus en échec par l'Angola (0-0) et la Côte d'Ivoire (1-1). Lundi 16 février, une victoire au détriment de la Namibie leur était indispensable pour disputer les quarts de finale.

Avec trois défaites comme triste bilan, l'Algérie a déjà quitté Ouagadougou sans avoir pu donner un léger réconfort à un peuple martyrisé. Le champion d'Afrique de 1990, éliminé du Mondial 1998, risque de rentrer dans le rang pour un bon moment. – *(AFP.)*

■ **LOTO : résultats des tirages n° 13 du samedi 14 février.**
● **Premier tirage :** 9, 10, 11, 21, 33, 37 ; numéro complémentaire : 44. Rapports pour 6 bons numéros : 3 134 335 F ; cinq numéros, plus le complémentaire : 81 505 F ; 5 numéros : 6 490 F ; 4 numéros, plus le complémentaire : 274 F ; quatre numéros : 137 F ; 3 numéros plus le complémentaire : 26 F ; 3 numéros : 13 F.
● **Second tirage :** 1, 25, 28, 32, 36, 41 ; numéro complémentaire : 13 ; six numéros : 20 071 230 F ; cinq numéros, plus le complémentaire : 65 255 F ; cinq numéros : 9 195 F ; quatre numéros, plus le complémentaire : 332 F ; quatre numéros : 166 F ; trois numéros, plus le complémentaire : 32 F ; trois numéros : 16 F.

DÉPÊCHES

■ **ATHLÉTISME : Frédérique Bangué a égalé son record de France du 60 mètres** en 7 s 11, à l'occasion des championnats de France en salle, qui se disputaient samedi 14 et dimanche 15 février, à Bordeaux. Christine Arron, autre grand espoir du sprint, s'est blessée à une cuisse, compromettant ainsi la suite de sa saison d'hiver. Patricia Girard a amélioré le record de France du 50 m haies avec 6 s 80, tandis que Stéphane Cali faisait de même sur 50 m avec 5 s 71.

■ **L'Ethiopien Hailé Gebressélassié** a établi, dimanche 15 février, un nouveau record du monde du 2 000 mètres en salle en 4 min 52 s 86 (contre 4 min 54 s 07), lors de la réunion de Birmingham, en Angleterre.

■ **CYCLISME : l'Italien Rodolfo Massi** a gagné, dimanche 15 février, la 25e édition du Tour méditerranéen. Le Français Richard Virenque a pris la troisième place de l'épreuve.

■ **FOOTBALL : Lorient a battu Nîmes (4-0)**, samedi 14 février, au stade du Moustoir, lors de la 31e journée du championnat de France de deuxième division, alors que les Bretons étaient réduits à neuf dès la 13e minute. Ce succès, qui coïncide avec le nul de Nancy face à Lille (1-1), permet à Lorient de conserver la tête du classement avec cinq points d'avance sur les Lorrains.

■ ***Lors de la 25e journée du championnat d'Espagne***, le Real Madrid a pris le commandement de la Liga en dominant largement (3-0) le Sporting Gijon, dimanche 15 février. Les Catalans du *« Barça »*, tenus en échec (0-0) par Majorque, comptent désormais un point de retard sur les Madrilènes.

■ **RUGBY : Narbonne a battu Colomiers 33 à 10**, dimanche 15 février, lors de la douzième journée du championnat de France. Les Narbonnais ont ainsi fait un grand pas vers la qualification pour les quarts de finale. Ils devraient accompagner le Stade toulousain, difficile vainqueur de Béziers (31-27), et Colomiers, leur adversaire du jour. Dans la poule 2, plus indécise, le Stade français, vainqueur de Castres (22-15), apparaît aujourd'hui comme la seule équipe pratiquement assurée de jouer la phase finale.

■ **AVIRON : l'Allemand Jurgen Grobler, entraîneur du Britannique Steven Redgrave**, quadruple champion olympique, a été accusé par son compatriote, le professeur Werner Franke, dans l'hebdomadaire *Mail on Sunday* du 15 février, d'avoir dopé les rameuses de l'ex-RDA dans les années 80 alors qu'il en avait la charge. Steven Redgrave, qui espère conquérir au Jeux olympiques de Sydney en 2000 son cinquième titre olympique, a relativisé ces accusations : *« Même si Grobler était impliqué dans un système où ces choses se faisaient, je pense qu'il n'était qu'un petit rouage. »*



Shanghaï, ville ouverte

La métropole la plus peuplée de Chine campe aujourd'hui à l'avant-garde du capitalisme rouge

SHANGHAÏ
de notre envoyée spéciale

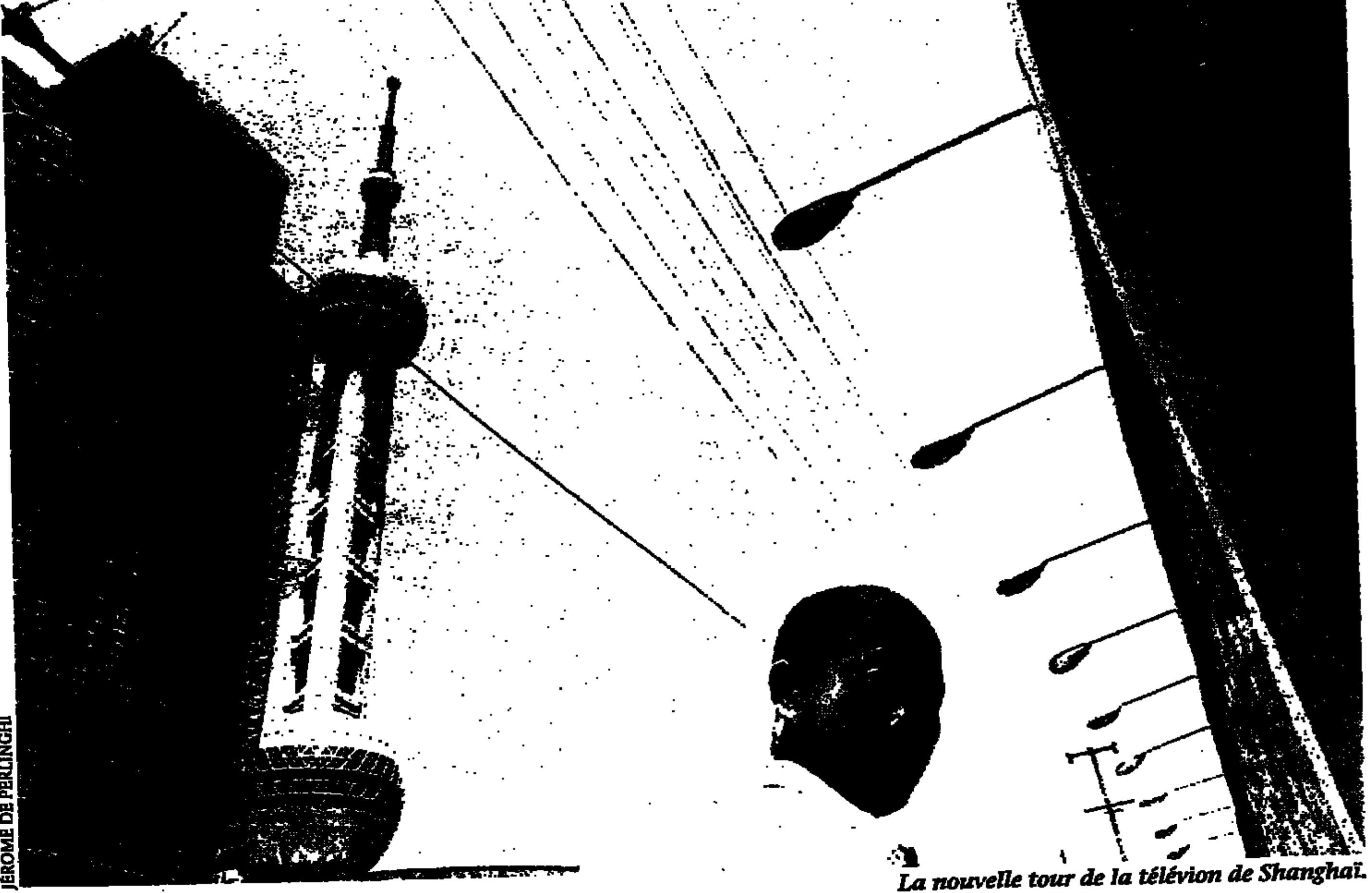
Se faufiler jusqu'au bar du O'Malleys, à Shanghaï, pour commander une Guinness, tient de l'exploit : le premier pub irlandais de la capitale économique de la Chine, tenu par un Néo-Zélandais, ne désemplit pas. De midi, jusqu'à 2 ou 3 heures du matin.

Epris de nouveauté, le Paris de l'Orient, réputé dans les années 20 pour ses concessions étrangères florissantes et *« puni en 1949 pour son excès d'occidentalisation »* (*Le Monde* daté 19-20 juillet 1992), campe aujourd'hui à l'avant-garde du capitalisme rouge prôné par son ancien maire, Jiang Zeming, aux commandes de la République.

Avec 9 millions d'habitants (13 en comptant les banlieues), métropole la plus peuplée de l'empire du Milieu, Shanghaï renoue avec la vieille Europe. Elle s'empare des travers du Far West avec une dynamique toute chinoise qui décoiffe. Quelque vingt-cinq McDo, des dizaines de KFC (Kentucky Fried Chicken) et Pizza Hut ont pignon sur rue. Sans compter les Jurassic Pub, Hard Rock Cafe, Blues and Jazz, Internet Bar, L. A. Cafe ou New York-New York Disco, qui tournent à plein chaque soir.

Au Paulaner Brauhaus, rue Fen Yang Lu, sous une coupole Belle Epoque, un quatuor joue Mozart. La brasserie munichoise, rendez-vous des nouveaux riches, occupe une villa cossue de l'ancien quartier français. On y goûte la choucroute royale et le poulet à la broche. Ambiance guindée. Addition salée ; 400 yuans le dîner sans les boissons (300 francs environ), presque le salaire mensuel d'un ouvrier de chantier. Yao, jeune motard aux cheveux longs, et Li, sa copine, une starlette en robe à pois noirs, déboulent devant le perron à faire hurler les cylindrées de leur pseudo-Harley Davidson. Afficher sa réussite, c'est répondre à l'*« enrichissez-vous »* de Deng Xiaoping.

Ce soir-là, fête de la Lune, la tradition veut qu'on partage un canard laqué. Ling et Wei ont préféré réserver une table au Bar de Piano, avenue Nankin. Lumière tamisée à l'américaine, Château de Boissac glacé, Pauillac 95 et assiette de fruits frais. Sur la scène encadrée de colonnades en stuc, deux cow-boys, habillés à la Dallas, chantent *Besa me mucho*. *« On peut s'enrichir très vite, sans avoir à se justifier*, commente Wang, l'intellectuel. *Le communisme n'est plus qu'un drapeau, un ticket auquel on ne croit plus. Aujourd'hui, le pouvoir revient à celui qui a de l'argent. Le but est que tout le monde soit riche et heureux. Si tu travailles, tu auras de l'argent. Quant à la corruption, c'est normal. »* M. Deng n'a-t-il pas dit : *« On ne peut ouvrir la fenêtre sans que les mouches rentrent ! »* ?



JÉROME DE PERLINGHI

La nouvelle tour de la télévion de Shanghaï.

CONFUCIUS PAS MORT

Wang, qui s'est lancé avec enthousiasme dans cette virée nocturne, avoue pourtant : *« La bière à 35 yuans* (24 francs), *c'est beaucoup trop cher pour moi. »* A quarante-deux ans, il gagne 1 200 yuans par mois (900 francs) comme traducteur. Ce maigre salaire n'autorise à aucun extra. Il doit se contenter d'un deux-pièces qu'il partage avec sa grand-mère, ses deux parents, sa femme et sa fille : *« On ne peut pas avoir de secret, ni recevoir ses amis »*, confie-t-il pudiquement. Il n'a pas le choix : *« Un 43 mètres carrés en banlieue se loue 1 500 yuans par mois. »* De toute façon, *« le fils aîné reste à la maison et prend en charge les parents »*. Confucius n'est pas mort.

Voilà les *« endroits à la mode »*, avait insisté par téléphone la journaliste de *Modern*, le mensuel branché, *« il faut arpenter Huahai et voir Gubei »*. Gubei, c'est la nouvelle banlieue chic, avec complexes résidentiels baptisés *« Vienna Plaza »*, villas « m'as-tu vu » style Petit Trianon, et Gubei Gym Club (droit d'entrée : 10 000 yuans), associant remise en forme, restaurants et karaoké. Dans *Modern* (seul le titre est en anglais), on peut trouver le palmarès des dix hommes les plus riches de la planète ou le poster géant de Liu Liao Liao, la Claudia Schiffer chinoise qui dévoile ses mensurations en racontant sa vie privée sans omettre les années de déportation en Mongolie-Intérieure de ses parents durant la révolution culturelle. Chemisier fluide sur une jupe longue, mules à talons hauts et téléphone portable à la ceinture, Zhou Wei gare son scooter devant la nouvelle bibliothèque, ouverte depuis un an, entre les avenues Nankin et Huahai, au coeur de l'ex-concession française, le quartier en vogue. La bibliothèque est dotée des technologies de pointe (écrans pour repérer les documents, salle de lecture des CD-ROM) et reçoit la presse internationale (*Financial Times, Washington Post, Le Monde*) mais par bateau, avec un mois de retard.

LUXE SOUS LABEL ÉTRANGER

En remontant Huahai, on mesure la révolution des moeurs. L'ex-avenue Joffre a détrôné l'avenue de Nankin et ses grands magasins populaires où se pressent les provinciaux débarquant d'autobus bleu et rouge, couleurs de Pepsi-Cola. Elle revendique le luxe sous label étranger. On y trouve le Printemps, Isetan, le dernier japonais, et Maison Mode, l'emporium aux griffes huppées, de Christian Dior à Lanvin, en passant par Cartier ou Prada, qui représente ici le comble du chichi avec ses micro-sacs à main en velours à 8 000 yuans (6 000 francs). La responsable du rayon italien soutient qu'à ce prix-là, elle a des clientes… japonaises ! Sur les trottoirs, les filles arborent des lainages moulants aux couleurs acidulées et les mini sacs à dos des Parisiennes.

Les immeubles en construction vantent, plans en couleurs à l'appui, le confort des appartements de 120 m², dotés de deux salles de bains et balcons pour trois chambres et un vaste séjour. Du jamais vu. Le luxe cohabite désormais avec le manque absolu de confort. Il reste quantité de petites maisons sans commodités dans les venelles qui enlacent le vieux temple taoïste. 21 heures, à Pudong, devant le Nextage, le plus grand magasin d'Asie, 140 000 m², une super Samaritaine de 10 étages, qui vend tout, de la soupe-minute en sachet à la berline ZX Citroën, qui reçoit *« 350 000 à 600 000 visiteurs par jour »*, selon la direction sino-japonaise. Tang a garé son taxi face à la sortie et attend le client sous les enseignes lumineuses des deux mastodontes voisins, Time Square et McDo. Que pense-t-il de ce grand chambardement ? *« Je suis content, bien sûr*, affirme-t-il. *Il y a huit ans, j'étais paysan, je cultivais des légumes pour la ville, et je détestais les travaux des champs. Aujourd'hui, je gagne 3 000 yuans, comme avant, mais personne ne me prend en charge, je travaille pour moi et mon avenir est entre mes mains. »* En filant, sur le périphérique aérien, à hauteur des gratte-ciel illuminés, Tang ajoute que son seul désir est de gagner plus d'argent pour élever sa fille.

Wang non plus ne comprend pas qu'on soit attaché aux vieilles pierres. *« En Chine*, dit-il, *le patrimoine, c'est la culture, la pensée de Confucius, le sens de la famille, l'éducation des enfants. Un bâtiment vétuste, c'est comme un vêtement usé, on le change ! La culture chinoise, c'est quelque chose de spirituel, quelque chose qu'on ne peut pas toucher. »*

Ainsi, *« la durée n'est point le sort du solide*, écrit Victor Segalen (*Aux dix mille années*). *L'immuable n'habite pas vos murs, mais en vous, hommes lents, hommes continuels. »* Fi du Barbare qui ne sait pas que ce grand chambardement est une offrande au temps dans sa voracité.

Florence Evin

La chaîne hi-fi, comble du luxe

● **Population.** 9 millions d'habitants, 13,6 millions avec les banlieues. Densité au centre-ville : 4 672 personnes par km².
Espérance de vie, 78 ans pour les femmes, 74 ans pour les hommes. Revenu annuel moyen par habitant : 7 700 yuans (environ 5 600 francs), 11 fois plus qu'en 1980.

● **Circulation**. 342 800 voitures, dont 10 % de taxis et… des millions de vélos.

● **Équipements.** 2,24 millions de téléphones privés. Sans compter les 361 000 usagers de téléphones portables ni les 2,3 millions d'utilisateurs de bips. En cinq ans, 52 millions de mètres carrés d'appartements furent construits, la surface disponible par habitant est passée de 4,5 m² en 1978 à 8,5 m² en 1996.

● **Vie quotidienne.** Chaque famille possède au moins un téléviseur, deux ventilateurs, un réfrigérateur et un magnétophone. Seule une sur deux détient un appareil photo, un magnétoscope et un climatiseur. Une famille sur 8 utilise une machine à laver le linge. Mais seulement 4 sur 10 ont une douche avec de l'eau chaude et un four à micro-ondes. La chaîne hi-fi apparaît comme le comble du luxe (15 % des foyers).

Une affaire en or

« Il est des cités où l'on fait des canons, d'autres des étoffes, d'autres des jambons. A Shanghaï on fait de l'argent. C'est la matière première et dernière », écrit, en 1925, Albert Londres (*La Chine en folie*). Avec l'ouverture économique, une véritable tornade affairiste, accompagnée d'une métamorphose radicale, souffle sur la ville. La cité mythique se reconstruit sur elle-même avec l'apport massif d'investissements étrangers, renouant avec les folles années. *« 55 000 édifices avaient été construits entre 1927 et 1937 »*, rappelle Nathalie Delande (*Paris-Shanghai*, publié par l'Alliance française, juin 1995), notamment le long du Bund, célèbre promenade sur la Huangpu et vitrine des concessions étrangères, qui mêle l'art déco au néo-classique à la manière du Chicago des premiers gratte-ciel.

En cinq ans, on parle de 2 000 immeubles de plus de vingt étages bâtis et de quelque 20 000 chantiers en cours, dont 1 500 à l'intérieur même du périphérique verrouillant Puxi, l'ancienne ville située à l'ouest de la Huangpu. Car, si Shanghaï change de peau, elle s'agrandit aussi et construit Pudong, la ville de l'est, cité futuriste du prochain millénaire qui émerge de l'autre côté de la rivière, face au Bund, et dont le symbole est la Perle de l'Orient : une tour de 460 mètres qui annonce comme un phare de haute mer les 520 km² de bâtisses surgissant à ses côtés.

A Pudong, 12 millions de mètres carrés de logements neufs sont disponibles et 15 millions demeurent en cours de construction. La Perle de l'Orient est le pivot du nouveau centre d'affaires financier et commercial de Lujiazui. Cette future Manhattan chinoise, qui compte aujourd'hui 50 gratte-ciel (dont 20 sont le siège d'établissements financiers) sur les 121 prévus, a d'ores et déjà mis en chantier la plus haute tour du monde, baptisée Qin Mao, littéralement l'Affaire en or. Le 9e plan quinquennal 1996-2000 prévoit en outre, à Pudong, la réalisation d'un aéroport international, d'un port en eau profonde, d'un train léger et d'une ligne de métro.

Une nouvelle étoile brille dans le ciel du vieux Shanghaï. On ne voit qu'elle, étincelante au-dessus de la place du Peuple. En forme de pyramide et couverte d'or fin (on parle de 70, 500, voire 700 kg), comme une statue de Bouddha. C'est la tour Shi Mao Shang Xia, abritant le centre du commerce extérieur. Symbole du troisième pouvoir, celle-ci se dresse en sentinelle derrière la mairie et le musée, siège de l'Histoire. Réinstallées depuis peu dans une bâtisse cylindrique reposant sur un socle carré (figure du ciel et de la terre), les riches collections du musée rappellent le passé millénaire de l'ancienne Chine – notamment les bronzes, datant de trois mille cinq cents ans, qui valent à eux seuls le voyage. En face, l'opéra, une pagode métallique, dessinée par Jean-Marie Charpentier, petit-fils du compositeur Gustave Charpentier, est tout juste achevé. Ces édifices s'ajoutent aux réalisations monumentales, stade, bibliothèque, conservatoire de musique, périphériques et échangeurs aériens, ponts jetés sur la Huangpu qui meublent et modèlent la ville.

Fl. E.

CARNET DE ROUTE

■ **AVION.** Singapore Airlines (tél. : 01-45-53-90-90) assure un vol quotidien Paris-Shanghaï, via Singapour ; la longueur du périple est compensée par le confort de la classe économique (vidéo, téléphone individuel et repose-pieds). Avec Air China, vol sans escale, le mercredi, plus trois vols via Pékin (4 300 francs TTC jusqu'à la mi-avril, tél. : 01-42-66-16-58). Egalement trois vols hebdomadaires avec Lufthansa, via Francfort.

■ **FORFAITS.** Le spécialiste Orients (tél. : 01-40-51-10-40) affiche une formule avion-hôtel à prix attractif jusqu'à la fin mars : 5 330 francs la semaine sur place (supplément chambre individuelle 600 francs), avec vol Air China, accueil et transferts à l'hôtel Huadong (trois étoiles, avec petits déjeuners). Avec 1 500 francs de plus (soit 250 francs par jour) on descend au Peace Hotel, palace des années 20 sur le Bund, bien restauré, excellent service. Formules à la carte sur demande avec obtention du visa.

■ **TABLES.** Le Nanxiang, sur le jardin Yu, pour ses raviolis à la vapeur farcis à la viande et au bouillon. Exceptionnel. On ne regrette pas d'attendre, au premier, un siège libre autour des tables d'hôte (150 francs). Le Mei Long Zhen (1081, rue Nanjing, dans l'arrière-cour, 100 francs), maison datant de 1938 avec boiseries tarabiscotées et fresque aux phénix, sert méduse, anguille, crevettes, boeuf en lamelles et pois verts mi-cuits. Enfin, pour sa vue panoramique sur la rivière Huangpu et les gratte-ciel de Pudong, pour son décor kitsch (piliers rouge sang, dragons d'or et nuages ciel), le restaurant du Peace Hotel, perché au 8e étage (moins de 100 francs).

■ **BARS.** Sur le Bund, le bar du Club des Marins, situé au 1er étage de l'ancien Tung Feng Hotel, occupe une partie du mythique Shanghaï Club. Le « long bar », les boiseries sombres, une belle carte des whiskies, conservent à l'endroit un charme confidentiel. Pour boire un verre, le Blues and Jazz (44, Sinan Lu), le Judy's Too (176, Maoming Nan Lu), le O'Malley's (42,Tao Jiang Lu).

■ **VISITES.** Le Musée de Shanghaï (9 heures-17 heures, place Renmin) pour ses bronzes (aiguillères, flûtes à vin du XVIe au IXe siècles avant J.-C.). Le Jardin botanique (Longwu Lu) : 1 200 bonzaïs. Le jardin Yu, le plus célèbre, expression de l'art classique chinois, situé près du temple taoïste et des ruelles piétonnes reconstruites à l'ancienne où on trouve la bimbeloterie. La mode traditionnelle (soie, cachemire, etc.) et l'artisanat s'achètent au Shanghaï Friendship Store (40, Beijing Dong Lu).

■ **LECTURES.** *The Bund Then And Now*, les photos de Gao Da (Shanghaï Pictorial Publishing House, à acheter sur place). *Stèles*, de Victor Segalen (« Poésie », Gallimard), poèmes dédiés à la Chine. *La Forêt en feu*, de Simon Leys (Hermann, 1983), essais sur la culture et la politique chinoises. *Chine*, le guide Lonely Planet, en français, juste paru et très complet. *Les Chinois, visages d'une société en mutation* (Autrement), 150 photos saisissantes de Ling Fei, prises entre 1979 et 1997.

L'anticyclone revient

UNE PERTURBATION très atténuée traverse la France lundi. Elle sera suivie par un retour d'occlusion qui concernera un quart nord-est du pays jusqu'à mardi après-midi. Le retour au beau temps ne se fera que mercredi sur ces régions.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Les passages nuageux laisseront place peu à peu à des éclaircies de plus en plus belles l'après-midi. Les températures monteront entre 11 et 13 degrés l'après-midi.

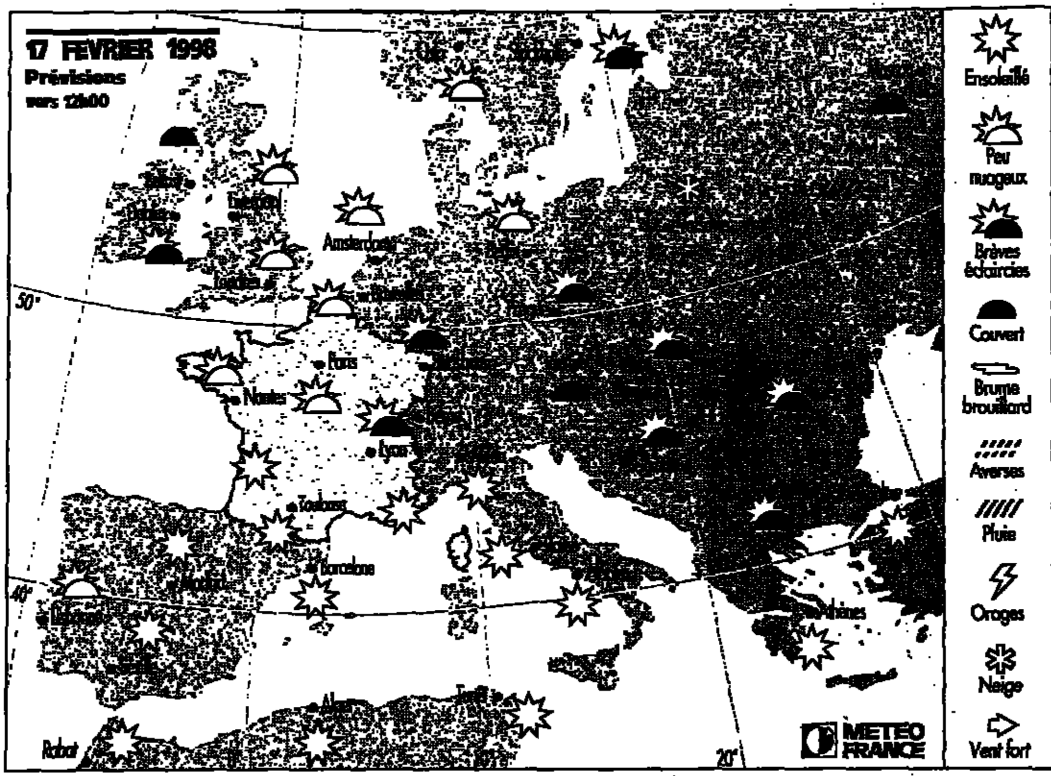
***Nord-Picardie, Ile-de-France,* Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** – Le ciel sera assez nuageux le matin puis, en cours de matinée, les éclaircies gagneront peu à peu du terrain. L'après-midi sera plutôt agréable. Les températures seront de l'ordre de 9 à 12 degrés l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Une bonne partie de la journée sera sous la grisaille, avec quelques gouttes possibles et quelques flocons au-dessus de 1 000 mètres. En fin d'après-midi, une amélioration se dessinera. Les températures seront de l'ordre de 8 à 11 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Excepté quelques brouillards et quelques nuages bas près des Pyrénées le matin, la journée sera bien ensoleillée. Les températures seront très agréables, entre 13 et 17 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – La matinée sera grise, avec même quelques flocons de neige sur les Savoies. A partir de la mi-journée, les nuages deviendront de moins en moins nombreux. Le thermomètre indiquera entre 9 et 15 degrés l'après-midi.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – La journée sera très ensoleillée. Le mistral et la tramontane souffleront fort, aux environs de 90 à 100 kilomètres-heure le matin, puis faibliront l'après-midi. Le thermomètre montera entre 14 et 18 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 17 FEVRIER 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	27/32 N	KIEV	-4/7 P	VENISE	3/15 S	LE CAIRE	12/18 S
				POINTE-A-PIT.	22/29 S	LISBONNE	11/17 N	VIENNE	3/9 C	MARRAKECH	12/23 C
				ST-DENIS-RÉ.	26/30 S	LIVERPOOL	6/10 S	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	16/24 C
				EUROPE		LONDRES	3/12 S	BRASILIA	21/24 P	PRETORIA	17/21 P
				AMSTERDAM	4/8 N	LUXEMBOURG	3/7 N	BUENOS AIR.	20/29 N	RABAT	14/20 S
FRANCE métropole		NANCY	2/10 C	ATHENES	10/16 S	MADRID	8/16 S	CARACAS	24/30 S	TUNIS	9/18 S
AJACCIO	7/16 S	NANTES	1/14 N	BARCELONE	8/15 S	MILAN	5/21 S	CHICAGO	3/7 C	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	4/15 S	NICE	7/15 S	BELFAST	8/11 C	MOSCOU	-19/-4 C	LIMA	25/31 N	BANGKOK	23/33 S
BORDEAUX	1/14 S	PARIS	2/12 N	BELGRADE	2/13 N	MUNICH	2/8 P	LOS ANGELES	10/13 N	BOMBAY	18/29 C
BOURGES	1/13 C	PAU	4/15 S	BERLIN	5/9 S	NAPLES	8/15 S	MEXICO	6/24 S	DJAKARTA	27/30 C
BREST	4/12 N	PERPIGNAN	6/15 S	BERNE	-4/4 C	OSLO	-6/-2 N	MONTREAL	-11/-2 N	DUBAI	16/21 S
CAEN	5/11 N	RENNES	3/12 N	BRUXELLES	4/9 S	PALMA DE M.	8/17 N	NEW YORK	3/8 P	HANOI	19/28 S
CHERBOURG	5/13 N	ST-ETIENNE	0/11 N	BUCAREST	-2/11 N	PRAGUE	2/6 N	SAN FRANCS.	8/11 P	HONGKONG	20/23 P
CLERMONT-F.	1/12 C	STRASBOURG	2/10 C	BUDAPEST	2/12 N	ROME	6/14 S	SANTIAGO/CHI	12/25 S	JERUSALEM	11/17 N
DIJON	1/12 C	TOULOUSE	4/15 S	COPENHAGUE	-3/4 N	SEVILLE	11/21 S	TORONTO	-3/4 C	NEW DEHLI	13/25 S
GRENOBLE	1/12 N	TOURS	2/12 N	DUBLIN	7/12 N	SOFIA	3/9 N	WASHINGTON	7/15 P	PEKIN	0/7 N
LILLE	2/11 C	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	4/8 S	ST-PETERSB.	-19/-7 C	**AFRIQUE**		SEOUL	-3/2 S
LIMOGES	2/13 N	CAYENNE	25/31 S	GENEVE	-1/8 C	STOCKHOLM	-5/-1 N	ALGER	4/17 S	SINGAPOUR	27/31 P
LYON	2/12 N	FORT-DE-FR.	22/29 S	HELSINKI	-18/-8 C	TENERIFE	14/17 C	DAKAR	23/27 S	SYDNEY	16/22 N
MARSEILLE	5/15 S	NOUMEA	25/29 S	ISTANBUL	9/14 S	VARSOVIE	-2/8 *	KINSHASA	23/30 S	TOKYO	2/8 S

Situation le 16 février à 0 heure TU

Prévisions pour le 18 février à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **TUNISIE.** Depuis le 13 février, un vol charter Paris-Tozeur est assuré les vendredis et lundis par les avions d'AOM et Euralair. Affrétés par Couleurs locales et Jet Tours, ces vols sont commercialisés en agence : 1 824 F (aller-retour 4 jours) et 1 424 F (pour 7 jours). Jet Tours annonce aussi des forfaits qui incluent l'hôtel, pour 4 nuits (de 2 224 F au *Phedra 3 étoiles* à 2 824 F au Palm Beach Palace, dernier-né des 5 étoiles), ou 7 nuits (de 2 724 F à 3 624 F). Réservation, tél. : 01-46-34-19-79.

■ **FRANCE.** Le nouveau laissez-passer de la Caisse nationale des monuments historiques ouvre l'accès à 100 monuments et musées pour 280 F par an, sur l'ensemble du territoire. Il est délivré immédiatement au guichet de l'une des étapes suggérées, ou envoyé par courrier (sous pli recommandé, franco de port) contre un chèque à l'ordre de la CNMHS, Centre d'information, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75186, Paris cedex 04.

TECHNOLOGIE

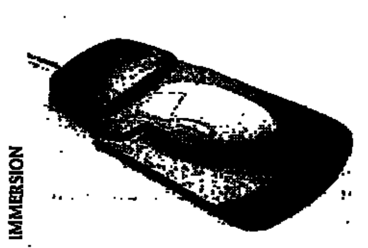
La souris d'ordinateur acquiert le sens tactile

Avec la Feelit, les passionnés de jeux vidéo et les internautes vont pouvoir ajouter le toucher aux sensations que leur procure l'informatique

PALPER, soupeser, caresser, sentir le relief et la texture, percevoir les forces de pression, d'inertie, de gravité ou de friction, éprouver les effets du magnétisme... Actuellement, de telles sensations restent hors de portée des utilisateurs d'ordinateurs, qui doivent se contenter du pianotage sur le clavier, de la manœuvre d'une manette de jeux et du glissement de la souris. Cette dernière, inventée en 1969 par Doug Engelbart (*Le Monde* du 24 avril 1997), a été promue depuis au rang d'emblème de l'informatique populaire. Aujourd'hui, elle promet d'introduire une certaine dose de sensualité dans la froideur des expériences cyberspatiales. La petite bestiole informatique s'apprête en effet à acquérir le sens du toucher.

Baptisée Feelit Mouse, cette première *souris tactile* est l'œuvre de la jeune entreprise californienne Immersion, créée en 1993 à San Jose. Par rapport aux générations actuelles, totalement passives, le nouvel outil d'exploration des écrans se distingue par son aptitude à réagir aux stimulations programmées par l'ordinateur. Ainsi, lorsque le curseur matérialisant la position de la souris rencontre une barrière conçue pour être infranchissable, la souris se bloque ou rebondit sur l'obstacle. L'utilisateur perçoit ainsi la frontière graphique comme une réalité physique. Des algorithmes plus complexes reproduisent la rugosité des surfaces rigides ou simulent, selon le fabricant, des cordes souples, des liquides, des textures, des vibrations...

Un tel résultat est obtenu à l'aide d'un dispositif électromécanique communiquant à sa souris, par l'intermédiaire de son support, les forces qui engendrent ses réactions. Ce dernier remplace le traditionnel et inerte tapis. Les efforts peuvent être appliqués dans deux dimensions, ce qui limite les simulations. Bien entendu, le système ne fonctionne que si le logiciel intègre les instructions spécifiques, que le microprocesseur logé dans le support de la souris interprète et transforme en signaux électriques et en mouvements mécaniques. Pour cela, Immersion publie sur Internet les outils nécessaires aux développeurs de programmes informatiques (www.force-feedback.com).


IMMERSION

UN COÛT MODIQUE

Par rapport aux recherches sur les souris et autres pantographes pouvant se déplacer dans les trois dimensions, la Feelit a pour gros avantage son faible coût. Immersion annonce une commercialisation vers la fin de l'année au tarif d'environ 140 dollars (840 francs). Dotée de molettes par Logitech (MouseMan +), la souris connaît donc une nouvelle mutation avec cet apport du « toucher », enrichissant ainsi la panoplie des périphériques d'ordinateur destinés au grand public. Elle apporte à l'instrument le plus utilisé – clavier mis à part –, une technologie dérivée de celle qui commence à équiper les manettes de jeu ou manches à balai baptisés *joysticks* en anglais. Commercialisés par Microsoft (Sidewinder force feedback pro) ou CH Products (Force FX), ces appareils font appel au principe dit de « retour d'effort ».

Immersion fait partie des pionniers dans ce domaine. Elle a commercialisé en 1995 sa technologie I-Force, dont elle a vendu la licence aux principaux fabricants de manettes. Ces dernières sont essentiellement destinées aux jeux d'action comme les courses de voitures, les simulations aéronautiques et autres scènes de combat. Au vacarme d'un hélicoptère, s'ajoutent alors les vibrations du rotor qui secouent le manche du pilote. Néanmoins, ce type de manette ne peut se substituer à la souris, reine incontestée du pointage sur l'écran. « *Avec la Feelit Mouse, le curseur devient une extension de vos doigts* », a déclaré Louis Rosenberg, président d'Immersion, lors d'une présentation de son produit à San Jose, le 11 février. Tout un programme...

Les applications visées touchent tous les domaines de l'informatique. Immersion estime que la souris tactile apporte un gain de vitesse lors d'opérations simples comme le positionnement du curseur sur un bouton graphique.

LES « HOT LINKS » INTÉRESSÉS

En 1995, le premier prototype a été testé à l'hôpital de Palo Alto. Les tests ont montré que l'absence de sens tactile augmente de 63 % le temps d'exécution des manœuvres de pointage. La nouvelle souris pourrait donc trouver un débouché aussi bien dans le traitement de texte que dans les feuilles de calcul.

C'est probablement dans le domaine des jeux vidéo et sur Internet que la Feelit trouvera ses terrains de prédilection. L'addition de sensations tactiles enrichit tous les scénarios ludiques fondés sur la recherche d'indices ou l'exploration de décors issus des techniques de la réalité virtuelle. L'élasticité, le frottement ou l'attraction magnétique pourront même servir de fondement à des jeux entièrement nouveaux.

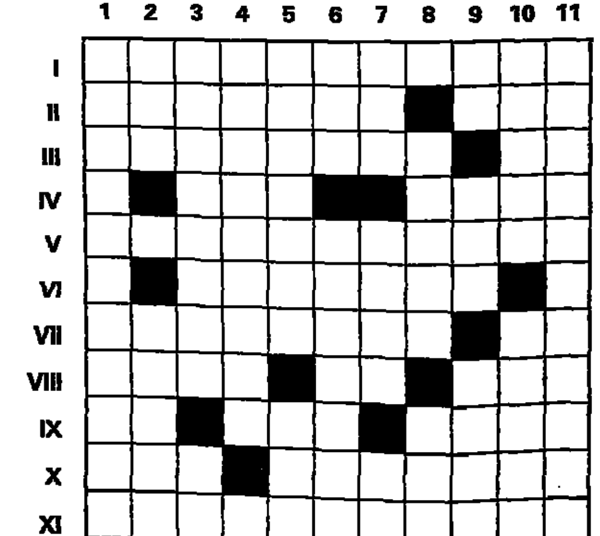
Sur la Toile, le commerce électronique devrait adopter la Feelit au plus vite. L'un des handicaps majeurs de la vente par écran interposé reste l'absence de contact physique entre le consommateur et le produit. Avec la souris tactile, « *les sensations sont parfaitement réelles* », assure Louis Rosenberg. Les applications dans l'éducation à distance ou le travail collaboratif ne font guère de doute. Mais il est également fort peu probable que les sites réservés aux adultes ne se précipitent pas sur ce nouvel instrument capable de compléter les sensations purement visuelles qu'ils offrent aujourd'hui à leurs adeptes.

Michel Alberganti

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98041

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*



HORIZONTALEMENT

I. Pratique l'ouverture. – II. Est resté en place après éclatement. Celui du Poitou est protégé. – III. En bonnes places dans les cabinets. Doublées chez le titi. – IV. On en sort pour remplir les cabinets. Sur les roses en tous sens. – V. Permet une nouvelle exécution. – VI. Plante ornementale. – VII. Provoqueras des troubles. En pleine figure. – VIII. Cherche à savoir sur le terrain. Gagner au centre. Bon, il fait mouche. – IX. Egouttoir. Range les bulles. Au bout de l'aviron. – X. Vient du dehors. Porte l'ouvrier à bout de bras. – XI. Ont toujours quelque chose à dire.

VERTICALEMENT

1. Faite pour retenir l'attention. – 2. Prend un siège. Commit une erreur. – 3. Eliminerait le trop-plein. Le francium. – 4. Font plaisir à voir. – 5. Maigre repas quotidien. Plein de bons mots. – 6. Pas très malin. Mit beaucoup d'eau. – 7. Fait la part belle aux événements. Grand cerf. Chrome. – 8. La récolte de demain. Bâtisseur de pyramides. – 9. Voyelles. Grâce à lui, les filles vont au lycée. Protège les fondements attaqués. – 10. De plus en plus libre. Celle de papa est protégée. – 11. Remises à leur place après coup.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98040

HORIZONTALEMENT

I. Quadrupèdes. – II. Ultrason. Le. – III. Entames. Bic. – IV. Naïve. Tordu. – V. Dire. Licier. Licier. – VI. IRA. Cal. Cri. – VII. Rentable. Et. – VIII. Ta. Oon. Sna. – IX. Tient. Nanti. – X. Or. Ringo. – XI. Négligeable.

VERTICALEMENT

1. Qu'en-dira-t-on. – 2. Ulnaire. Ire. – 3. Attirante. – 4. Drave. Tan. – 5. Rame. Ça. Tri. – 6. Use. Labo. Ig. – 7. Postillonne. – 8. En. Oc. Aga. – 9. Bric. Snob. – 10. Elidèrent. – 11. Sécuritaire.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex
Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26
PRINTED IN FRANCE

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 57

Il n'y a que cette médaille qui m'aille

ALEXANDRE, Brigitte, Charles, Daniel et Emilie sont les cinq lauréats d'un concours très médiatisé. Tandis que les deux femmes sont restées chez elles, les trois hommes se sont donné rendez-vous chez Alexandre pour écouter le palmarès à la télévision. Chacun sait qu'il doit être décerné une médaille d'or, deux médailles d'argent et deux médailles de bronze, mais le secret a été gardé jusqu'au dernier moment quant à savoir qui obtient quoi.

Alexandre rentre chez lui en retard et manque l'annonce de sa propre médaille et de celle de Brigitte, car le présentateur a adopté l'ordre alphabétique : prénom, type de médaille. Charles le rejoint quelques instants plus tard, alors que la médaille de Daniel est annoncée. Quant à Daniel, retenu chez un client, il arrive au moment où il est question d'Emilie.

Alexandre, pourtant bon logicien, peste, car il est incapable d'en déduire la couleur de sa propre médaille. Charles, tout aussi bon logicien, et à qui Alexandre, d'un naturel taquin n'a rien voulu dire, s'avoue lui aussi incapable de déterminer la couleur de sa médaille. Mais Daniel, à qui pourtant ni Alexandre ni Charles n'ont appris ce qu'ils avaient entendu, peut proclamer qu'il est sûr d'avoir une médaille d'argent.

Quelle est la couleur de la médaille d'Emilie ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen
© POLE 1998

Solution dans Le Monde *du 24 février.*

SOLUTION DU PROBLÈME N° 56
paru dans Le Monde du 10 février

La spirale s'enroule autour d'un point P situé aux 2/3 du segment [0,1].

Pour le montrer, on repère chaque point par sa distance à 0 (son abscisse) : 0 a pour abscisse 0, 1 a pour abscisse 1, 2 a pour abscisse 1/2; plus généralement chaque point a pour abscisse la demi-somme des abscisses des deux points qui le précèdent.

On calcule alors la distance des points successifs à P :

0 est à la distance 2/3. 1 est à la distance deux fois moindre, 1/3.

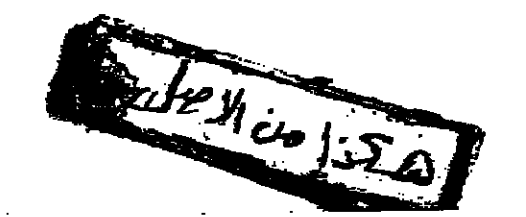
2 est à une distance encore deux fois moindre, 1/6.

Et ainsi de suite... la distance à P est à chaque étape divisée par 2. Elle « tend » donc vers 0 !

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu.

Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique.
Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de scrabble.
Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge.
Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art.
Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.



ARCHIVES Du 18 février au 16 mars, l'auditorium du Musée du Louvre va projeter des films montrant des dizaines de pianistes du passé à l'œuvre. Patiemment collectés par une équipe réunie autour de Christian Labrande, spécialiste reconnu de l'archive musicale, ces documents inestimables apportent la preuve de l'inanité d'une opinion, largement répandue, qui voudrait que l'on joue de mieux en mieux. ● VOIR CES GRANDES GLOIRES dont on ne connaissait que les disques est un grand bonheur malheureusement fugace puisque après projection, ces films retourneront vers leurs stocks. ● LEUR INTÉRÊT CULTUREL et pédagogique est pourtant capital. François-Frédéric Guy, Brigitte Engerer et Nelson Freire, trois pianistes d'âge et de culture différents, ont visionné ces documents pour *Le Monde*. Leur avis est sans appel : il faut absolument voir ces artistes au travail.

Les grands pianistes du passé revivent au Musée du Louvre

On connaissait le jeu de Cortot, Hoffmann, Moiseïwitsch, Paderewski, Neuhaus, Backhaus et tant d'autres grâce au disque. On pourra, à partir du 18 février, les voir devant leur instrument et constater que, contrairement à une idée reçue, la technique n'a pas progressé depuis 1945

COMMENT jouait-on du piano du temps de Chopin, de Liszt, de Clara Schumann, d'Anton Rubinstein ? La technique pianistique a-t-elle fait des progrès depuis la fin de la seconde guerre mondiale ? Les interprètes vivants sont-ils plus fidèles aux textes que leurs prédécesseurs ? Fait-on moins de fausses notes aujourd'hui qu'autrefois ? A toutes ces questions, notre époque donne des réponses : le niveau technique des pianistes a considérablement progressé depuis 1945 ; le public ne tolère plus les fausses notes et les libertés excessives des grands pianistes d'autrefois ; quelques-unes des grandes gloires du passé ne feraient plus carrière aujourd'hui, etc.

Christian Labrande, Pierre-Martin Juban, Claire Belliard et Aline Pôté ont cherché, dans les archives filmées des sociétés de télévision, des musées et des producteurs cinématographiques, les témoignages que nous ont laissés les grands pianistes d'un passé plus ou moins lointain. Du 16 février au 16 mars, l'Auditorium du Musée du Louvre va projeter ces documents en les associant à six récitals donnés par des jeunes pianistes à l'orée d'une carrière que l'on devine épanouie. Ces archives sont émouvantes et instructives. Elles devraient donc mettre à mal les idées reçues qui parasitent les discours sur l'interprétation.

Voir devant leur piano Francis Planté (1839-1934), Arthur de Greff (1862-1940), Heinrich Neuhaus (1888-1964); Grigori Ginsburg (1904-1961), Wilhelm Backhaus (1884-1969), Alfred Cortot (1877-1962), Josef Hofmann (1876-1957), Benno Moiseïwitsch (1890-1963) et tous ceux qui étaient encore en activité il y a peu (de Claudio Arrau à Vladimir Horowitz, de Wilhelm Kempff à Vlado Perlemuter) est un grand bonheur, dont il y aura de grandes leçons à tirer par tout mélomane qui accepte de se placer sous la tutelle de saint Thomas. Hélas ! ces archives, patiemment collectées, retourneront sur des étagères après projection. Quel dommage qu'il n'y ait aucune vidéothèque où ces documents capitaux puissent être consultables à volonté !

PREUVES SONORES IRRÉFUTABLES

Le disque compact et l'apparition de nombreux catalogues spécialisés dans la réédition d'interprétations historiques avaient pourtant fourni des preuves sonores irréfutables du manque de sérieux des observateurs qui croient au progrès de la technique pianistique. Il suffit de prononcer le nom d'Alfred Cortot devant n'importe quel pianiste, de lire les écrits d'Alfred Brendel, d'Heinrich Neuhaus, d'entendre Martha Argerich vanter l'imagination, la technique, la sonorité unique du Français, de se souvenir qu'il était une référence vénérée par les professeurs du Conservatoire de Moscou pour pester devant l'habitude qui consiste à faire suivre immanquablement le nom de ce pianiste de l'évocation de ses *« légendaires fausses notes »*. Il faut voir Cortot jouer en commentant la dernière pièce des *Scènes d'enfants*, de Schumann, pour être foudroyé par l'émotion provoquée par le jeu d'un artiste qui jouait comme il parlait, témoin privilégié d'une culture que l'on préférerait ne pas voir disparaître, et se souvenir qu'Horowitz devint son élève après l'avoir entendu jouer...



CAMERA PRESS

Alfred Cortot (1877-1962). Souvent moqué pour ses « légendaires fausses notes », le pianiste français reste une référence absolue, vénérée par Horowitz et les professeurs moscovites hier, Martha Argerich aujourd'hui.

Nous ne saurons certes jamais comment Chopin, Liszt, Clara Schumann et Anton Rubinstein s'exprimaient artistiquement, mais nous savons à peu près comment ils jouaient du piano : *« Comme n'importe quel très grand pianiste d'aujourd'hui ; les deux mains ensemble et sans faire plus de fausses notes ! »*, répondait Francis Planté, peu avant sa mort en 1934, à Albert Lévêque (1900-1970), l'un de ses anciens élèves. Né en 1839, dix ans avant la mort de Chopin, Planté aura été l'ami de Rossini, de Liszt et de bien d'autres pianistes de son temps ; il aura remplacé Chopin au sein du trio qu'il formait avec Auguste Franchomme et Delphin Allard. Au cours de sa carrière, il sera passé du piano-forte au piano moderne, de Mendelssohn, Chopin, Bach et Mozart à Debussy et à Rachmaninov – il a joué quelques études du premier et la *Sonate pour violoncelle et piano* du second.

Robert Casadesus, dans un entretien publié aux Etats-Unis par le pianiste et journaliste Dean Elder il y a plus de trente ans, racontait sa visite à l'ermite de Mont-de-Marsan. Tout un après-midi, il avait joué à deux pianos avec l'infatigable vieux maître. Son jeu dans un concerto de Liszt ? Un modèle de vitalité, de perfection pianistique et l'exemple même d'une qualité de *legato* bien oubliée, selon Casadesus. Né sous Louis-Philippe, mort deux ans avant le front populaire, Planté avait, en effet, une technique qui lui aura permis de jouer tout le répertoire, y compris les *Etudes*, de Debussy, et la partie de piano de la *Sonate pour violoncelle*, de Rachmaninov, si proche de celle du *Deuxième Concerto*. Christian Labrande a retrouvé un film d'actualités tourné pendant des séances d'enregistrement de disques. Hélas muet, ce document montre Planté en action dans une étude de Chopin. Ses doigts collés au clavier détruisent une autre légende, celle d'une école française excessivement articulée qui, en fait, ne peut s'appliquer qu'à l'enseignement et à quelques élèves de Marguerite Long (1874-1966) et d'Isidore Philipp (1863-1958). Le piano russe ne se lit pas davantage dans le jeu de quelques cogneurs, mais se caractérise par une culture du son, une décontraction physique, une science du clavier que l'on pourra apprécier au Louvre, grâce à un document exceptionnel : Moiseïwitsch jouant en plan fixe l'ouverture de *Tannhauser*, de Wagner, transcrite par Liszt. Une telle perfection fait rêver.

LE RETOUR DE L'ÂGE D'OR ?

Ne remplaçons pas des idées reçues par une autre : on joue toujours très bien du piano de nos jours, et certains pianistes sont d'aussi belles individualités que l'étaient les grands anciens. Mais l'enseignement de masse, la généralisation des concours et la prise en main des jeunes par des *« professeurs d'élèves »*, comme disait Yves Nat à la fin de sa vie (1890-1956), le manque de culture des décideurs et des faiseurs d'opinion ont induit, des années 50 aux années 80, une sorte de « stylistiquement correct » qui avait fait oublier les géants de l'âge d'or. De nombreux indices laissent à penser qu'il revient en force. Ernesto Quesada, le grand impresario espagnol qui fit tant pour le développement de la carrière du jeune Artur Rubinstein, le disait encore à la fin de sa vie : *« Ce que veut le public ? Mais... de l'émotion. »*

Alain Lompech

Nelson Freire : « L'interprétation pour eux était une traduction »

NÉ EN 1944, Nelson Freire est brésilien. Reconnu comme l'un des pianistes majeurs de notre époque, il pratique un répertoire vaste où Beethoven voisine avec Brahms, Debussy, Chopin, Liszt, Rachmaninov, Mozart, Villa-Lobos, Tchaïkovski, Franck, Schumann. Deux discographies à l'aveugle viennent de le distinguer comme meilleur interprète de la Fantaisie *et du* Concerto pour piano *de Schumann* :

« Le plaisir presque physique de jouer, les mains, le son de ces pianistes sont fascinants. Leur économie de gestes incroyable montre une disproportion entre ce que l'on entend et ce que l'on voit. Ces gens s'écoutaient. Aujourd'hui, certains font des gestes théâtraux qui produisent l'effet inverse. On ferme les yeux et l'on n'entend plus ce que l'on voyait, qui devient une sorte d'objet obscur du désir. Moiseïwistch et Cziffra m'ont particulièrement impressionné. Errol Garner communiquait cette sensualité au sens fort du terme. Voir Artur de Greff au piano m'a ému. Lucia Branco, l'un de mes deux professeurs brésiliens, avait été l'élève de ce disciple de Liszt. Voir ces pianistes m'inspire, comme le fait d'avoir vu autant qu'écouté Arthur Rubinstein et Vladimir Horowitz. Le contact de leurs mains avec le clavier est spécial : une symbiose entre les touches et la main, comme si le piano était une continuation de celui qui joue.

» Malgré les techniques d'enregistrement très anciennes, leur sonorité est d'une beauté réelle, pas perdue mais peut-être un peu oubliée. Heureusement ! Les choses passent trop vite. Les pianistes d'autrefois avaient plus d'œuvres à leur répertoire. Ils voyageaient par train, par bateau... Ils avaient une vie remplie, pas seulement de musique, mais de vie. Ces artistes avaient du respect pour ce qu'ils jouaient ; ils étaient intéressés par l'essence de la musique. L'interprétation pour eux était une traduction. Je crois que l'on revient à cette attitude. A quoi ressemblerait un grand texte littéraire traduit mot à mot ? Mais pour traduire et non reproduire, il faut se connaître soi-même. Guiomar Novaes était l'exemple parfait de ce plaisir de jouer. De Beethoven, elle disait qu'il est plus difficile à jouer en public qu'à enregistrer et l'inverse de Chopin car le jeu y acquiert une dimension visuelle. Les gens allaient écouter et voir une musique qu'on écoute aujourd'hui sans trop sans la voir. »

Brigitte Engerer : « La sonorité d'un Cortot ou d'un Neuhaus, c'est cela la technique »

NÉE EN 1952, Brigitte Engerer est française. Formée au Conservatoire de Paris, dans la classe de Lucette Descaves, elle est ensuite partie pour le Conservatoire de Moscou, où elle fut l'élève et la compagne de Stanislas Neuhaus. Revenue en France en 1980, elle s'est vite imposée comme l'une des pianistes les plus sensibles et intuitives de sa génération :

« A part l'émotion énorme de voir ces géants dont on ne connaissait que les disques, j'ai été frappée par la différence physiologique de leurs mains. Mais qu'elles soient petites, grandes, noueuses, lisses, celles de ces pianistes ont une facilité incroyable et une expressivité très libre. Voir Moiseïwistch, entendre l'incroyable polyphonie de son jeu, l'émotion induite par sa liberté de ton transparaître parfaitement à travers un enregistrement visuel et sonore médiocre qui laisse cependant tout passer, me fait songer au fait que ce qui nous différencie de ces artistes, au-delà de leur immense stature, c'est que les progrès techniques de l'enregistrement ne nous ont pas apporté grand-chose d'autre qu'une stérilisation du son et de l'émotion.

» L'enregistrement moderne, le montage ont un peu bloqué l'essor émotionnel. Le désir de faire les choses parfaitement a, pendant des années, fait passer la vie et l'émotion au second plan, par peur de ne pas être parfait et de se le faire reprocher. Les gens se plaignent de cela en affirmant que les jeunes artistes ont *« trop de technique »* car *« les concours fabriquent des bêtes de technique »*. C'est faux ! La sonorité d'un Cortot, celle d'un Neuhaus, les couleurs infinies de leur jeu vont bien au-delà de ce que l'on peut entendre aujourd'hui dans les plus grands concours. Et c'est cela la vraie technique. Elle n'a fait aucun progrès. Il y a toujours eu et il y aura toujours des exemples hallucinants de vraie maîtrise du clavier. Je ne connais cependant pas un pianiste aussi pyrotechnique, tout en étant émouvant, que l'était Cziffra. Il est indispensable que les jeunes musiciens aillent se ressourcer en écoutant les grands maîtres qui eurent un contact parfois direct avec les inventeurs du piano qu'étaient Chopin, Liszt, Rachmaninov, Tchaïkovski et Busoni, car le public se tourne à nouveau vers les artistes qui leur transmettent avant tout une émotion, une pensée à travers leur propre fragilité. Pourquoi aime-t-on Maria Joao Pirès, Radu Lupu, Daniel Barenboïm, Martha Argerich... ? »

François-Frédéric Guy : « Une inspiration divine crève l'image »

NÉ EN 1969, François-Frédéric Guy est français. Elève de Dominique Merlet et de Christian Ivaldi, au Conservatoire de Paris, il a remporté les concours de Munich et de Pretoria. Son répertoire immense ne se limite pas au piano : il est capable de jouer quantités d'œuvres symphoniques et d'opéras au piano. Il vient de publier une formidable interprétation de la Sonate Hammerklavier, *de Beethoven, chez Harmonia Mundi (*Le Monde *du 12 février)* :

« Au-delà des différences fondamentales de leur approche du piano, j'ai été frappé par la facilité et la simplicité avec lesquelles ces pianistes jouaient : Guilels, Moiseïwitsch, Ginsburg, Cziffra, Richter, ne sont pas de la même école, mais ils se retrouvent tous sur un point : la distance entre les exigences de maîtrise de l'instrument et l'attitude de décontraction et de domination totale qu'ils montrent. Cela étant, dans certains cas, Ginsburg dans la *Campanella* de Liszt, par exemple, cette aisance supérieure va jusqu'à évacuer toute tension provenant logiquement des difficultés à surmonter. On ferme alors les yeux, et l'on écoute pour se rendre compte que son tour de force est tellement antispectaculaire qu'il en est d'autant plus prégnant.

» Cziffra est un cas à part. Son attitude de fierté hautaine, aristocratique, impressionne déjà en soi. En le regardant jouer, on se dit : "Mais comment est-ce possible ?" Les plus beaux numéros de haute voltige donnent parfois cette émotion, il est tellement insoutenable de voir ces accrobates nous communiquer un sentiment de peur, d'incrédulité. En le regardant jouer le *Grand Galop chromatique*, de Liszt, j'ai été ému par la seule virtuosité, bien que cet aspect du jeu ne me passionne habituellement pas. Sur un tout autre plan, voir Cortot trouver, devant la caméra, les images les plus poignantes, les plus justes touchant au cœur de l'inspiration schumannienne pour expliquer, tout en jouant lors d'un cours d'interprétation, la vérité simple et nue des *Scènes d'enfant*... Une inspiration divine, illuminée, crève l'image. On parle souvent des progrès techniques de la jeune génération, mais en regardant tous ces pianistes, de Richter à Moiseïwitsch, on mesure les risques immenses que ces artistes savaient prendre sans crainte, et sans ce calcul qui fait confondre l'art de bien jouer du piano avec une mécanique bien huilée. Il est plus que jamais nécessaire d'aller se ressourcer auprès de ces titans. »

Le programme

● **Films en février.** Le 18 : Samson François. Le 19 : Emil Gilels, Sviastoslav Richter. Le 20 : Clara Haskil, Geza Anda, Annie Fischer, Rudolf Serkin. Le 21 : Artur Rubinstein, Claudio Arrau. Le 22 : Errol Garner, Bill Evans, Oscar Peterson, Duke Ellington, Art Tatum. Le 23 : Friedrich Gulda. Le 25 : Alfred Cortot, Yvonne Lefébure, Vlado Perlemuter, Robert et Gaby Casadesus. Le 25 : Georges Cziffra. Le 26 : Hephzibah Menuhin, Reine Gianoli. Le 27 : Yves Nat, Jacques Février, Alfred Cortot et ses disciples. Le 28 : Edwin Fischer, Wilhelm Backhaus, Wilhelm Kempff.

● **Films en mars.** Le 1er : Julius Katchen, Nikita Magaloff, Vladimir Horowitz. Le 2 : Une histoire du concours Chopin. Le 4 : Shura Cherkassky, Jorge Bolet. Le 5 : Solomon, Myra Hess, Clifford Curzon, Benno Moiseïwitsch. Le 6 : Vladimir de Pachmann, Francis Planté, Alexandre Brailowski, Josef Hoffmann, Percy Grainger, Ignace Paderewski, Arthur De Greef, Lazare Lévy. Le 7 : Harold Bauer, Myra Hess, Kempff, Arturo Benedetti Michelangeli, Julius Katchen, Gina Bachauer, Jeanne-Marie Darré... Le 8 : piano au XXe siècle. Le 9 : Glenn Gould. Le 11 : Heinrich et Stanislas Neuhaus, Lev Oborine, Grigori Ginsburg, Tatiana Nikolaeva.

● **Auditorium du Musée du Louvre.** 25 F par film. Film plus récital : 665 F, 490 F tarif réduit, les sept. 135 F et 90F pour un film et un récital. Tél. : 01-40-20-84-00, les lundi, mercredi, jeudi et vendredi, de 11 heures à 17 heures. Le programme est sur Internet www. louvre.fr

Le Musée du Louvre sommé de restituer un tableau de Tiepolo

La famille S... estime avoir été victime d'une spoliation pendant la guerre


« Alexandre et Campaspe chez Apelle », du Vénitien Tiepolo (1696-1770). Musée du Louvre.

AKG PARIS

LA RECONNAISSANCE par Jacques Chirac de la responsabilité de l'Etat dans la persécution antisémite sous Vichy, la publication du livre d'Hector Feliciano *Le musée disparu* (Ed. Austral, 1995), les désormais fameux MNR (*Musées nationaux récupération*) et, récemment, la remise du rapport de la commission Mattéoli sur la spoliation des biens juifs (*Le Monde* du 14 janvier) auraient-ils ouvert la boîte de Pandore ? Après les héritiers d'Alphonse Kann (*Le Monde* du 27 janvier), ceux de la famille S... tentent de récupérer certains tableaux dont ils estiment avoir été spoliés pendant la guerre.

Ces héritiers réclament cinq toiles du Musée du Louvre parmi lesquelles une *Visitation* de Moretto Da Brescia (1498-1554), une *Sainte Famille* de Strozzi (1581-1681) et *Alexandre et Campaspe chez Apelle*, du peintre vénitien Tiepolo (1692-1769). Ces œuvres sont toutes trois répertoriées sous le label MNR. Elles appartiennent aux 2 024 objets *d'art récupérés par les Alliés en Allemagne que l'administration française a conservés, faute que ceux-ci aient pu être restitués à leurs propriétaires. Mais l'affaire est complexe, car à l'origine de la dépossession on trouve non un vol, mais une vente.*

L'itinéraire tortueux qui a mené le Tiepolo de la famille S... jusqu'aux cimaises du Louvre commence le 21 avril 1940, à la veille de la débâcle. Ce jour-là meurt à Paris Frédéric Gentili Di Giuseppe, un ancien représentant en France du ministère des finances italien. Cet homme riche laisse une collection de 150 tableaux de maître, parmi lesquels les cinq œuvres en question.

L'invasion allemande empêche les deux héritiers de régler la succession. Tandis que Marcel Gentili Di Giuseppe se réfugie dans le sud de la France, Adriana S..., sa sœur, parvient à prendre le dernier bateau en partance de Bordeaux pour le Canada. La famille Gentili Di Giuseppe est une famille juive, et le retour des juifs en zone occupée est interdit à *ceux qui l'ont quittée. Les héritiers* de Frédéric Gentili Di Giuseppe n'ont plus accès à la capitale.

Le 24 octobre 1940, un certain Julien Giraud se présente pour recouvrer une dette d'un montant de 90 000 F contractée par Frédéric Gentili Di Giuseppe. Cinq jours plus tard, un administrateur provisoire à la succession est nommé et procède à l'inventaire des biens mobiliers du *défunt. Il est autorisé par le tribunal* civil de la Seine, le 17 mars 1941, à une mise en vente générale, qui a lieu à Drouot. Un autre Tiepolo appartenant à la collection Gentili Di Giuseppe, *Renaud et Armide* – aujourd'hui estimé à près de 10 millions de francs –, y est adjugé à la galerie Cailleux pour la somme de 284 000 francs de l'époque (494 000 francs actuels). Quant à *Alexandre et Campaspe* – dont la valeur tournerait aujourd'hui autour de 6 millions de francs –, il est adjugé pour 50 000 francs (87 000 francs actuels).

Certes, rien ne permet d'affirmer que la persécution antisémite ait eu sa part dans l'opération. Mais les 4,5 millions de francs (7,8 millions de francs de 1997) de la vente, réalisée, semble-t-il, sans trace du consentement des héritiers (des tentatives auraient été faites pour l'obtenir), excède largement le montant de la dette. Pour Me Corinne Hershkovitch, conseil de la fille de Frédéric Gentili Di Giuseppe, la légalité de cette vente n'est qu'apparente, et celle-ci doit être *considérée comme une spoliation.*

ACHETÉ PAR GOERING

Alexandre et Campaspe passe alors de main en main pour aboutir entre celles de Goering, qui l'a, entre-temps, acquis pour 440 000 francs (765 600 francs 1997). Après la guerre, toutes les tentatives faites par Adriana S... pour récupérer les tableaux de son père se heurtent à un refus de l'administration française.

Le 28 mai 1997, alertée par l'affaire des MNR, la famille S... adressait une requête à Françoise Cachin, directrice des Musées de France, et prenait contact avec Louis Amigues, le directeur des archives du ministère des relations extérieures, de qui dépend une éventuelle restitution. En vain jusqu'à présent. Quant à la commission Mattéoli, elle s'est déclarée rétive au traitement des cas individuels.

Louis Amigues reconnaît que des documents nouveaux, fournis par la famille (l'inventaire de la succession et l'ordonnance du 29 octobre 1940), justifient la réouverture d'un *dossier qu'il qualifie de sérieux.* Mais il ne souhaite pas se prononcer sur le bien-fondé d'une requête dont l'instruction est en cours. Quant à Françoise Cachin, directrice des Musées de France, elle rappelle que près de 45 441 œuvres ont été restituées à leurs propriétaires sur les 61 257 rapportées d'Allemagne – quelque cent mille œuvres d'art avaient été emportées sur le territoire du Reich. La directrice de la DMF se demande *« pourquoi n'a-t-on pas jugé utile de restituer ces tableaux-là »* ? Estimant l'affaire complexe, elle a demandé la consultation aux archives pour pouvoir étudier les conditions de la vente.

Nicolas Weill

DÉPÊCHES

■ **CINÉMA : un million d'entrées pour « Les Visiteurs II ».** Le film de Jean-Marie Poiré, avec pour principales vedettes Christian Clavier et Jean Reno, *Les Couloirs du temps. les Visiteurs II*, suite des aventures de Godefroy de Montmirail et Jacquouille la Fripouille a franchi le million d'entrées en France, a annoncé, samedi 14 février, la société Cinécomic, coproductrice du film. Après avoir battu mercredi 11 février, avec 420 291 spectateurs, le record d'entrées en France du premier *jour jusqu*'alors détenu par *Men in Black*, le film a continué sur sa lancée. Il avait drainé 1 000 030 000 spectateurs vendredi soir. La comédie de Jean-Marie Poiré est sortie dans 612 salles.

■ **ART : le futur Musée d'art juif de Paris sort des plâtres.** En projet depuis 1980, ce musée pourra être inauguré et ouvert à l'automne : la restauration du magnifique hôtel Saint-Aignan (XVIIe siècle), situé rue du Temple dans le 3e arrondissement de la capitale, est achevée. Les salles, (1 500 m² d'exposition environ) sont prêtes à accueillir des collections d'art, d'histoire et de civilisation qui devraient permettre à Paris de faire écho à New York ou Amsterdam – dotée depuis 1986 d'un important musée d'art *juif. Ce sera aussi le* premier musée voulu et financé à parité entre l'Etat et la Ville de Paris. Le musée accueillera tout le fonds du Musée d'art juif de la rue des Saules à Montmartre (18e arrondissement), qui était *géré par une association* communautaire et qui disparaît, ainsi que la collection Isaac Strauss et un ensemble de stèles funéraires provenant des cimetières juifs médiévaux conservées à Cluny, des œuvres du Musée de l'Homme, des Chagall et des Soutine donnés par le Centre Georges-Pompidou. Le musée a également acquis des œuvres comme un fauteuil de circoncision ayant appartenu au grand rabbin de France Zadoc Kahn (1839-1905) et reçu des dons importants : les petits-enfants du capitaine Dreyfus viennent ainsi de lui confier l'intégralité des 3 000 pièces d'archives familiales.

Une rencontre impromptue avec Ray Bryant

QUI, pour descendre un jeudi à l'Alliance de la rue Saint-Benoît ? Franchement ? Un club d'hôtel...

Michel Denis (batterie) et Bruno Rousselet *(basse) s'installent : le batteur, droit sorti d'un* film de Melville dans le rôle de Bernard Blier. Le bassiste nickel, cravate idoine. C'est une affaire de club. Pourquoi pas ? Où écouter du jazz ? On prend cet uppercut dix fois par jour. Jeudi soir, Ray Bryant traverse pompeusement les tables. Plutôt en retard. En retard sur quoi, au juste ? Minuit va sonner à Saint-Germain. Ray Bryant est de ce temps (Philadelphie, 1931) où les pianistes avaient du corps. Le corps regarde avec indulgence les deux mains qui jouent.

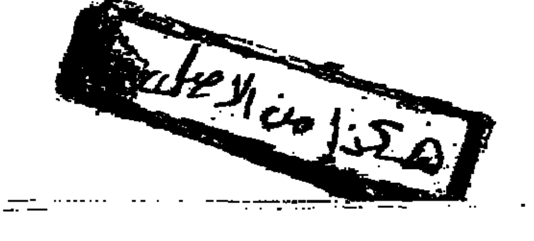
Avec la musique, le problème, c'est la musique. On n'aime pas le nom de jazz, mais c'est le plus vrai. Ray Bryant bien assis : *Les Feuilles mortes* en introït (*Autumn Leaves*). Excellent. Les harmonies, la retenue, le style en dessous, aucune raison de démarrer comme des sonnés, parfait. Soudain, *All Blues*, de Miles Davis. La machine implose. Ce qu'il y avait de raide chez le bassiste (Rousselet) s'arrondit, rebondit. Le père Denis appuie. De ce genre de batteur, naguère, on disait *« discret et efficace »*. Un trio se forme. Prend. Il est une *heure. La musique fait une entrée de reine.* On ne comprend plus rien à la cachotterie de la vente à Paris de Ray Bryant. D'un autre, du même, on eût fait un prophète. Aucune importance. Le jazz, la littérature ne marchent qu'à l'accident. Tant mieux. Si tout était annoncé, on finirait par crever. Déboule, sans tambour ni trompette, Ray Bryant, homme lige de toutes les pointures (Bird, Miles, Dizzy, Max, Rollins, Rousselet et Denis), inconnu au bataillon, un monstre parfaitement inaperçu du piano.

A la première coupe, il invite Hugh Masekela à se joindre au trio. Hugh Masekela est donc à Paris ! Il est même dans la salle, à l'Alliance. Hugh Masekela, trompettiste, bugliste, légende. C'est un musicien sud-africain d'avant Mandela. Si le monde ne déconnait pas tant, tout un chacun saurait qui est Hugh Masekela, trompettiste éléphant, monument noir d'un pays qui, à cette époque-là, les pendait. Au mieux.

Hugh Masekela s'est illustré en Amérique, pays souvent étrange sauf aux étrangers. *Bugle au point, en pure perte, il rejoint le trio* pour deux airs, le second, *It Might As Well Be Spring* de Rodgers, bien connu dans les années 50. C'est un moment parfait. Un moment où il fallait être. Où l'on pouvait être.

Sur la route, juste avant, à pied, au Musée d'Orsay, passe le premier film, *Le Président*, de l'intégrale Carl Dreyer (1918). Le pianiste qui illustre la séance est Georges Rabol. On ne savait pas. Le piano de l'auditorium est un des deux préférés de Paris. Rabol – interprète – aussi. Paris reste le lieu des impromptus. Il faut venir de loin pour le savoir. Savoir sans l'apprendre que, un jeudi soir de février, Rabol, Dreyer, Hugh Masekela, Rousselet, Denis et Raphaël Hommer « Ray » Bryant font une sorte de bœuf dans les rues de Paris. Sans tambour ni trompette. Enfin, presque.

Francis Marmande



Daniel Mesguich emmène les Comédiens-Français sur les rives de « La Tempête », de Shakespeare

A la découverte des territoires inconnus et magiques du subconscient du jeu

Confiée aux soins de Daniel Mesguich, la scène de théâtre de la Comédie-Française devient une île, le lieu de l'action de *La Tempête*, de William Shakespeare, mais aussi l'endroit de toutes les *libérations, des utopies, de l'irréel. Dans l'incroyable richesse d'imagination des décors, des* costumes, des éclairages, les valeurs singulières *de l'art de chaque acteur se noient dans l'intensité du chant dramaturgique d'ensemble.*

LA TEMPÊTE, de William Shakespeare. Adaptation et mise en scène : Daniel Mesguich. Avec Catherine Salviat, Isabelle Gardien, Véronique Vella, Michel Robin, Eric Génovèse, Simon Eine, Igor Tyczka...
COMÉDIE-FRANÇAISE, 2, rue de Richelieu, Paris-1er. Mo Palais-Royal. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 225 F. Spectacle joué en alternance *jusqu'à fin juin.*

Caliban, le « naturel » que le colon Prospero découvre dans une île déserte et qu'il asservit, est l'un des rôles les plus célèbres de Shakespeare. Et toute la pièce *La Tempête* est un comble d'inventivité, d'extravagance libre, de réflexion approfondie sur le fortuit et l'obligé des vies. C'est une pièce difficile aussi, où se croisent et se perdent des situations distinctes, et surtout une œuvre débordante de « figures *de langage » très particulières, is*sues de nouveautés techniques, de faits politiques, là-bas, que nous n'avons pas en tête, issues aussi d'usages, de fables, que *nous ne comprenons pas, surtout* au théâtre où ce qui se fait et se dit nous file sous le nez, passez muscade, et déjà s'annonce autre chose.

Daniel Mesguich est lui aussi « une figure de langage ». Du langage de la scène française, ces deux dernières décennies. Confiée (dangereusement) aux soins de Mesguich, la scène de théâtre est une île, avec les touches de libération, d'aération, d'utopie, d'irréel, de risque, d'espoir, que suscitent les îles (quand elles ne sont pas des lieux de déportation). Le théâtre de Daniel Mesguich est, *comme le lieu de* l'action de *La Tempête*, une terre enchantée, hantée d'ombres éclatantes, de ruines somptueuses, de bourrasques symphoniques arrache-cœur, de jouets brisés, de chasubles babyloniennes.

Dans le mordoré d'un crépus*cule magique, des princes travestis* s'ignorent ou s'étreignent, tout gel ou tout feu, comme si l'explosion de l'Apocalypse était une question de minutes. Daniel Mesguich est le metteur en scène qui aura coupé les amarres, qui aura fait surgir le subconscient du jeu, c'est beaucoup.

SPLENDEURS SOUS-MARINES

Mesguich plonge aujourd'hui *La Tempête* dans les splendeurs sous-marines qu'il avait réservées déjà à *Hamlet*, à *Roméo et Juliette*. Peut-être faut-il regretter que les ciels, les plages, les oiseaux de la *pastorale insulaire de Shakes*peare, soient remplacés, chez Mesguich, par les toiles d'arai*gnée et les piles de vieux gri*moires de la grotte de Prospero. L'incroyable richesse d'imagination des décors, des costumes, des éclairages (Géraldine Allier, *Dominique Louis, Patrick* Méeûs), entrave sensiblement la faculté d'écoute d'un texte pas facile, et l'approche de rôles pas toujours évidents.

Comme d'habitude chez Mesguich, les valeurs singulières de l'art de chaque acteur se noient dans l'intensité du chant dramaturgique d'ensemble, il n'y a plus de solistes à proprement parler, mais quel plaisir de voir Michel Robin, Igor Tyczka, Catherine Salviat, Eric Génovèse, il faudrait les nommer tous, animer cette grande et belle illusion.

Michel Cournot

Un Orchestre de Paris mal assuré et sans finesse

BELA BARTOK : *Divertimento pour cordes*. WOLFGANG AMADEUS MOZART : *Concerto pour piano et orchestre no 27*. JOHANNES BRAHMS : *Symphonie no 2*. Andreas Haefliger (piano), Orchestre de Paris, Christoph von Dohnanyi (direction). Salle Pleyel, le 12 février. Prochains concerts, les 18 et 19 février : *Le Château de Barbe-Bleue*, de Bartok. Tél. : 01-45-61-65-89.

Le *Divertimento* de Bartok pour commencer. Une œuvre splendide qui n'utilise que les cordes et associe les thèmes dansants des mouvements vifs à un mouvement central typique des adagios bartokiens. Une musique très difficile à jouer car elle exige un quatuor à cordes virtuosissime, des attaques précises... et un violon et un violoncelle solo à l'aisance de grands solistes.

Dirigée par Dohnanyi, les cordes de l'Orchestre de Paris se sont montrées sous leur meilleur jour. Avec aisance, maîtrise et un bonheur communicatif, les musiciens ont triomphé d'à peu près toutes les difficultés, et les deux solistes (Roland Daugareil et Eric Picard) se sont couverts de gloire. Mais sans vraie grâce, avec même une carrure excessive. Volonté du chef de façon à masquer quelques inégalités ? Vraisemblablement. Mais, au total, une interprétation qui, sans être idéale, ne pouvait faire deviner ce qui allait se passer ensuite.

Pourquoi Dohnanyi a-t-il adopté un tempo si rapide dans l'exposé du premier mouvement du dernier concerto de Mozart ? D'autant que le pianiste Andreas Haefliger ne le sent à l'évidence pas aussi vite, d'où l'incertitude d'un soliste manquant d'esprit de décision et de pulsation rythmique. Du très joli piano, du reste, très fin, avec une sonorité chantante, mais trop frêle. Dans le mouvement lent, Haefliger remplit quelques harmonies de la partie de piano et ornemente une ligne mélodique sublimement schématique dans la partition laissée par Mozart. Un finale un peu mieux ordonné laissera quand même sur une meilleure impression, même si l'Orchestre de Paris jouait de façon peu assurée – quelques décalages donnaient à tout le concerto une allure un peu bringuebalante.

Mais que dire de la *Deuxième Symphonie* de Brahms ? Après un début prometteur, peu à peu on s'est enfoncé dans une dureté générale assez éprouvante, les premier et second violons sont devenus rêches, les cuivres, trop en dehors, agressaient et renforçaient une lecture convenue, pour ne pas dire prosaïque. Exception faite du troisième mouvement, joué avec une grâce d'allure, une beauté de sonorité qui tranchaient sur l'indifférence brutale du reste.

A. Lo.

SORTIR

PARIS

Dominique Boivin
La Belle Etoile, cabaret pataphysique, une forme inédite *de spectacle, sorte d'agrégat où* tous les styles, les genres et les goûts, bons ou mauvais, se télescopent. Une manière de dire la danse qui n'appartient qu'à Dominique Boivin, avec autour de lui une quinzaine de danseurs.
Théâtre contemporain de la danse, 9, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris-4e. Mo Saint-Paul. Du 16 au 21, à 20 heures ; le 22, à 16 heures. Tél. : 01-42-74-44-22.

Angélique Ionatos
Née à Athènes, elle a trouvé son public en France où chacun de ses albums et spectacles y sont à juste titre plébiscités. A ceux qui lui reprocheraient parfois un peu trop d'emphase, elle répond avec son dernier enregistrement, *Chansons nomades* (Mélodie) et son nouveau récital *Récréation*, dans lesquels elle adopte une formule minimaliste (uniquement accompagnée par Henri Agnel) pour un répertoire cette fois très éclectique, qui peut aller de chansons populaires grecques au poète Odysseus Elytis, en passant par un chant judéo-espagnol et Jean-Roger Caussimon.
Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris-18e. Mo Abbesses. Du 17 au 21 février, à 20 h 30, Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

MARSEILLE

3e Festival de théâtre russe
La Cabale des dévots, de Mikhaïl Boulgakov (1891-1940), sera la seule création franco-russe sur le *territoire français cette année* (du 17 février au 1er mars). Cette pièce, mise en scène par Sergueï Artsibachev, sera jouée à la fois en langue russe et en langue *française*, les comédiens de la Compagnie Richard Martin interprétant la compagnie de Molière, les comédiens russes interprétant le pouvoir absolu, le Roi, sa cour et les dévots. Richard Martin joue le rôle de Molière, Eugène Bouldakov celui de Louis XIV. Trois autres pièces de Boulgakov seront jouées dans le cadre de ce 3e Festival franco-russe : *Les Œufs fatidiques, Cœur de chien* et *L'Appart' de Zoïka.*
Théâtre Toursky, 16, promenade Léo-Ferré, 13 Marseille. Du 17 février au 22 mars. Tél. : 04-91-58-54-54. 80 F et 110 F.

ROUBAIX

Carolyn Carlson
En création avec *Dall'Interno*, Carolyn Carlson nous livre, au son de sept ballades de Bob Dylan, accompagné des pas de dix danseurs, des voix de deux chanteuses et d'un enfant, son message en forme d'interrogation : *« Le défi de* Dall'Interno *repose dans la recherche d'une force à l'intérieur de nous, un éveil personnel pour répondre à la question : construisons-nous des barrières ou bien des ponts pour atteindre le centre de cette force spirituelle ? »* Danse et chant pour trouver le chemin de sa force intérieure, le bonheur du geste juste.
Le Colisée, 33, rue de l'Epeule, 59 Roubaix. Le 17, à 20 h 30. Tél. : 03-20-24-66-66. De 60 F à 130 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Les Couloirs du temps, les Visiteurs 2
de Jean-Marie Poiré (France, 1 h 58), avec Christian Clavier, Jean Reno, Muriel Robin.
Forever
de Nick Willing (USA, 1 h 50), avec Toby Stephens, Emily Woof, Ben Kingsley.
Wild Man Blues, Woody Allen, tournée européenne de jazz
de Barbara Kopple (USA, 1 h 44).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

REPRISES

L'homme qui rétrécit
de Jack Arnold, avec Grant Williams, Randy Stuart, April Kent, Raymond Bailey, Billy Curtiss.
Américain, 1957, *noir* et blanc (1 h 30).
VO : Action Ecoles, 5e (01-43-29-79-89).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Xavier Frately Quartet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Le 16, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.
Laurent Courthaliac Quintet
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. le 16, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.
Craig Handy, Wayne Dockery, Gérard Faroux
La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Le 16, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.
Portishead
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Le 16, à 20 heures. Tél. : 01-42-08-60-00. 140 F.
Shannon Preston, Michelle Willson, Gordon Beadle
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. Le 16, à 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.
Cuarteto Cedron
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2e. Mo Sentier. Le 16, à 20 heures. Tél. : 01-42-36-37-27. 90 F.
La Tempête
de William Shakespeare, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Simon Eine, Nicolas Silberg, Catherine Salviat, Claude Mathieu, Véronique Vella, Jean Dautremay, Isabelle Gardien, Igor Tyczka, Michel Robin, Eric Génovèse, Bruno Raffaelli, Alain Lenglet, Alexandre Pavloff, Laurent Montel et Jacques Poix-Terrier.
Comédie-Française, salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1er. Mo Palais-Royal. Le 16, à 20 h 30. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 185 F.
Je m'appelle Marguerite Duras, j'ai dix-huit ans, j'écris
d'après Marguerite Duras, mise en scène de Guy Naigeon, avec Corinne Descote.
Guichet Montparnasse, 15, rue du Maine, Paris 14e. Mo Montparnasse-Bienvenüe. Le 16, à 19 heures. Tél. : 01-43-27-88-61. 80 F et 100 F.
Giselle
Etoiles, premiers danseurs, corps de ballet et orchestre de l'Opéra de Paris. Vello Pähn (direction). Chorégraphie d'après Coralli et Jules Perrot.
Opéra de Paris, Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9e. Mo Opéra. Le 16, à 19 h 30. Tél. : 08-36-69-78-68. De 30 F à 395 F.

RÉSERVATIONS

Carnaval Do Brasil
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 9e. Mo Pigalle. Les 20 et 21 février à 23 heures. Tél. : 01-44-92-77-66. 110 F.
Morphine
de Mikhaïl Boulgakov, mise en scène de Patrick Sommier, avec Yann Collette et Igor Tchernievitch.
MC 93, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Du 24 février au 22 mars. Tél. : 01-41-60-72-72. De 60 F à 140 F.
Femmes de Troie
d'après *Les Troyennes* d'Euripide, mise en scène et décor de Matthias Langhoff, avec Evelyne Didi, Emmanuelle Wion, Laure Thiéry, Frédérique Loliée, Agnès Bourgeois, Sandrine Spielman...
Théâtre des Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. RER Nanterre Préfecture. Du 26 février au 28 mars. Tél. : 01-46-14-70-00. De 80 F à 140 F.
Arlequin valet de deux maîtres
de Carlo Goldoni, par le Piccolo Teatro de Milan, mise en scène de Giorgio Strehler.
Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris 6e. Mo Odéon. Du 5 au 22 mars. Tél. : 01-44-41-36-36. De 30 F à 170 F.

DERNIERS JOURS

22 février :
Arcadia
de Tom Stoppard, mise en scène de Philippe Adrien, avec Alain Pralon, Claire Vernet, Claude Mathieu, Jean-Pierre Michaël, Jean-Baptiste Malartre, Olivier Dautrey, Denis Podalydès, Françoise Gillard, Jean-Marie Galey, Catherine Vuillez, David Stanley et Micha Lescot.
Comédie-Française, Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6e. Mo Saint-Sulpice. Les mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; le jeudi, à 19 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-44-39-87-00. De 65 F à 160 F.
La Seconde Surprise de l'amour
de Marivaux, mise en scène d'Isabelle Janier, avec Nathalie Boutefeu, François-Xavier Frantz, Franck Lacroix, Isabelle Olive et Benoît Pfauvadel.
Théâtre Paris-Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Les mardi, jeudi, vendredi, à 21 heures ; les mercredi et samedi, à 19 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 01-42-02-02-68. De 65 F à 135 F.
Dans la jungle des villes
de Bertolt Brecht, mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec Philippe Clévenot, Olivier Cruveiller, Gilles David, Georges Gagneré, Yedwart Ingey, Evelyne Istria, Flore Lefebvre de Noëttes, Guillaume Lévêque et Catherine Vinatier.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20e. Mo Gambetta. Le mardi, à 19 h 30 ; du mercredi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 15 h 30. Tél. : 01-44-62-52-52. De 110 F à 160 F.
Dix ans d'enrichissement de la collection
Musée Zadkine, atelier, 100 bis, rue d'Assas, Paris 6e. Mo Vavin. Tél. : 01-43-26-91-90. De 10 heures à 17 h 30. Fermé lundi et fêtes. 27 F.

EN VUE

■ Le 14 février, la municipalité de Terni, en Ombrie, où naquit **saint Valentin**, a donné le nom de « Lovers Street » à la grand-rue de la cité. La mairie d'Ozieri, village de Sardaigne où les restes du patron des amoureux ont été transportés dans une valise par un bénédictin, en 1838, vient de baptiser « scalatina dei Baci », le petit escalier des baisers, les marches montant au reliquaire de l'évêque martyr.

■ Quatorze détenues ont été autorisées à se joindre aux hommes pour assister au concert organisé dans la prison de Tirana, à l'occasion de la Saint-Valentin. La plupart étaient condamnées pour des crimes passionnels.

■ Malgré les avis contraires de la cour suprême de l'Orégon et de **John Kitzhaber**, gouverneur de l'Etat, la petite chienne condamnée à l'injection létale pour avoir couru après un cheval ne sera pas exécutée, mardi 17 février (*Le Monde* du 14 février). Les juges du comté de Jackson, à leur tour menacés de mort par les amis des bêtes, ont préféré commuer leur sentence : **Natas** sera détenue a vie dans un lointain chenil de l'Utah.

■ Surpris, jeudi 12 février, à Madrid, en train de consulter des anti-sèches pendant une épreuve de géographie, **José Maria Chapela Seijo**, sénateur du Parti populaire au pouvoir en Espagne, candidat à une licence de sciences politiques, a été expulsé de la salle d'examen. **Gilberto Rodriguez Orejuela**, cinquante-neuf ans, trafiquant de drogue, chef du cartel de Cali, en Colombie, ayant passé son bac sans tricher, a reçu, mardi 10 février, au cours d'une cérémonie, son diplôme des mains du directeur de la prison de La Picota, où il purge sa peine.

■ **Irving Hill**, juge fédéral, a donné raison à la Consolidated Freightways, une compagnie de transports routiers de Mira Loma, près de Los Angeles, qui cachait des caméras dans les toilettes pour surveiller ses employés.

■ A Wildau, dans l'est de l'Allemagne, où le chômage sévit, un magasin de meubles qui, depuis le 12 janvier, montrait, jour et nuit, trois couples au lit en vitrine, et avait offert une récompense de 10 000 marks (33 000 francs environ) au plus endurant, ne sait plus comment achever son « marathon du matelas ». Déjà, **Thorsten Kolatte** et **Britt Grabe** ont annoncé qu'ils ne rendraient pas leur dossard avant Pâques.

■ Les Indiens de l'Etat de Meghalaya, qui doivent élire leurs représentants, ont à choisir entre **Lenin Marak, Mountbatten Sangma**, candidats indépendants, **Rockfeller Momin**, du Parti démocratique, **Adolf Lu Hitler Mardak** et **Frankenstein Momin**, du Parti du Congrès.

Christian Colombani

Prochaine éclipse totale de soleil en Colombie

La presse colombienne se passionne pour ce phénomène astral dont certains voudraient faire une incitation à la trêve des combats avec la guérilla

TOUJOURS FRIANDS de symboles ou d'événements qui puissent faire oublier un moment la dure actualité quotidienne, les médias colombiens se passionnent depuis plusieurs semaines pour la « *dernière éclipse totale de soleil du siècle* », qu'on pourra voir, le 26 février, à l'intérieur d'une frange de 147 kilomètres de long qui traverse tout le nord de la Colombie. « L'éclipse qu'il faut voir », titrait un des principaux quotidiens colombiens, *El Tiempo*, dès le 25 janvier, en consacrant deux pages à l'événement : « *C'est l'éclipse de votre vie. Si vous avez plus de quinze ans, vous n'en verrez pas d'autres à moins de voyager en Europe ou en Asie* », avertit le quotidien, soulignant que la prochaine éclipse ne se verra en Colombie que dans soixante ans.

Mais l'invitation à voir l'éclipse revêt aussi des connotations politiques. « Pour éclipser la guerre », titre ainsi *El Tiempo*, qui appelle à des actions symboliques ce jour-là contre la violence et conclut : « *Les peuples aborigènes américains pensaient qu'à l'heure de l'éclipse se produisait la mort du soleil. Pourquoi ne pas imaginer* (...) *que l'ombre du 26 février pourrait marquer la fin de la violence sur ces territoires qui concentrent une bonne part de la guerre.* » Car l'éclipse traverse quelques-unes des régions les plus violentes du pays : l'Uraba, le Magdalena Medio ou le Cesar, où s'affrontent armée, guérilla et groupes paramilitaires. L'association Le Mandat pour la paix, qui avait organisé en marge des dernières élections locales un référendum pour la paix extrêmement suivi, a lancé une campagne intitulée « Une éclipse de soleil pour la paix ». Elle appelle pour ce jour-là à une « *trêve* » et demande aux combattants de se donner « *un abrazo de sol* » (une accolade de soleil). Pour l'occasion, le poète colombien Arturo Guerrero demande « *que le mandat astral efface avec son ombre noire toutes les traces de sang* ».

Comme par ailleurs – et ce n'est pas une des moindres contradictions colombiennes – la côte nord-caraïbe est l'une des régions les plus touristiques du pays, l'invitation à l'événement s'est étendue aux agences de voyages. *El Expectador*, autre grand quotidien colombien, affirmait le 5 février en titre : « L'éclipse : toute une attraction », et décrivait les « circuits-éclipse » proposés par les voyagistes colombiens. Il y en a pour toutes les bourses : de la croisière de luxe en mer Caraïbe sur un paquebot norvégien à des séjours modestes dans quelques villages stratégiquement sélectionnés. Il est conseillé de choisir une zone sans nuages, mais aussi de profiter des magnifiques plages de Capurgana, une des plus belles baies des Caraïbes colombiennes, ou de saisir l'occasion pour séjourner à Mompox, magnifique et mystérieuse ville coloniale qui repose comme un joyau oublié et intact au bord du fleuve Magdalena. Quand la Lune s'interposera entre le Soleil et la Terre, le 26 février en Colombie, il ne sera pas loin de midi. La courte nuit étoilée durera un peu plus de trois minutes. Les Indiens voyaient dans ce phénomène l'annonce de la fin d'un monde et le début d'un nouveau. C'est ce qu'espèrent aujourd'hui les partisans de la paix en Colombie.


EL TIEMPO

Más pruebas acosan al Contralor

Anne Proenza

DANS LA PRESSE

EUROPE 1
Alain Duhamel

■ C'est un symbole dérangeant : la grande manifestation des chasseurs a rassemblé huit à dix fois plus de monde que les défilés pour les chômeurs de longue durée et deux ou trois fois plus que les manifestations de l'an passé à propos de l'immigration. Même si les moyens matériels déployés étaient impressionnants, même si de très fortes pressions avaient été exercées pour convaincre les chasseurs de manifester, l'éclatement de la société française en revendications catégorielles était particulièrement spectaculaire samedi à Paris. Le message des manifestants était clair : c'était non aux réglementations, non aux législations, non aux directives européennes, non à la bureaucratie et oui à un style de vie, à un type de loisir traditionnel, oui aux racine rurales de la France. Derrière cela, il y avait évidemment des arrière-pensées électorales, de la chasse aux voix et de la pêche aux mandats.

RF I
Dominique Burg

■ Les régionales, ce sont des élections épatantes. On y parle région, c'est-à-dire terroir et culture, on se présente dans chaque département, c'est-à-dire près des gens, et si l'on se débrouille bien, si l'on obtient 5 % des suffrages exprimés, on peut espérer décrocher un élu (...). L'objet de chaque élection, administrer des régions, et le mode de scrutin, la proportionnelle, offrent une occasion rêvée de défendre ses idées et de faire, mine de rien, de la poltique. Parce que les chasseurs ont beau dire, ils font de la politique : réclamer la tête d'un ministre, en l'occurrence Dominique Voynet, et marcher contre l'Europe, ce n'est évidemment pas neutre.

L'HUMANITÉ
Arnaud Spire

■ Le projet d'accord multilatéral sur l'investissement (AMI) a été concocté depuis 1995 comme un cheval de Troie destiné à pérenniser, dans l'intérêt des multinationales et des grands établissements financiers, la mondialisation du capitalisme. Cet accord donnerait aux seuls investisseurs des droits exorbitants et seulement des devoirs aux gouvernements des pays qui y souscriraient. Conçu dans la plus grande confidentialité au sein de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), l'AMI a mobilisé des experts en hyper-libéralisme de vingt-neuf pays membres – parmi lesquels les plus riches de planète. Si les peuples et les législateurs ont été tenus dans l'ignorance de la construction de ce piège contre les souverainetés nationales, c'est qu'aucun citoyen ou élu ne peut accepter – sans se rénier – d'être ainsi enchaîné aux objectifs des marchés financiers.

THE WASHINGTON POST

■ Les dirigeants russes semblent prendre un plaisir sans mélange à attaquer la politique irakienne du président *Bill* Clinton. *Le* ministre russe de la défense a tendu un guet-apens au secrétaire à la défense William Cohen sous la forme d'une critique à la télévision précédant leur rencontre à Moscou. Le président Boris Eltsine a évoqué le spectre d'une troisième guerre mondiale. Un journal gouvernemental a publié des spéculations selon lesquelles les militaires américains veulent attaquer l'Irak pour expérimenter des armes nouvelles. M. Eltsine et son gouvernement ont évidemment le droit d'avoir leurs propres opinions, mais ils ne peuvent pas mener ce genre de campagne sans un coût, à long terme, pour leur position dans le monde.

www.hbo.com/IIIam

Un jeune réalisateur raconte la nuit new-yorkaise en inventant un genre inédit, le « webumentaire »

« *QUAND j'étais jeune, je sortais fréquemment le soir à New York. Je croisais des tas de gens inattendus, et à chaque fois je me demandais pourquoi ils n'étaient pas couchés comme tout le monde, ce qui les rendait différents.* » Aujourd'hui, James Altucher, directeur de la société Reset et créateur du site 3 a. m. pour le compte de la chaîne de télévision HBO, passe ses nuits dehors encore plus souvent car il en a fait son métier. Il rôde dans les rues sombres, aborde les noctambules qu'il croise vers 3 heures du matin, et leur demande de raconter leur vie.

Pour expliquer sa démarche créative, James Altucher se réfère au monde de l'image. Il n'est pas le rédacteur en chef d'un « webmagazine », mais le réalisateur d'un « webumentaire » : « *Sur le terrain, je travaille comme metteur en scène de télévision, avec un cameraman, un preneur de son, un photographe et un assistant.* » Il construit ensuite ses portraits en inventant des combinaisons inédites entre la vidéo, la photo, le son, le dessin et l'écriture. Chaque personnage possède son propre chapitre, avec un environnement graphique original inspiré de son histoire ou de son caractère.



Nuit après nuit, James Altucher doit enregistrer d'innombrables interviews, afin de ne garder que les meilleures. Cette semaine, il a choisi Diana, une touriste venue du Texas qui prend des photos en pleine nuit en écoutant Pink Floyd dans son Walkman et cache ses dollars dans sa botte ; Felicia, jeune prostituée noire qui rêve de faire des études d'« *art architectural* » ; Carl et Noami, quinquagénaires revenant d'une soirée dansante, qui ont envie de parler de la montée du nationalisme dans l'Allemagne impériale ; et un jeune Russe déluré qui survit en distribuant des prospectus pour des boîtes de nuit.

James a déjà réalisé 68 épisodes – soit près de 300 portraits – qu'il a ensuite regroupés par genre, selon une classification personnelle : « *amour, amour-haine, style, travail, philosophie, dominatrices, sans-abri, musique, désœuvrés...* ». En cliquant au hasard, on croise un cortège tragi-comique de chanteuses de rue, de cinéphiles agités, de fêtards extrêmes, de prédicateurs, de barmen louches, de SDF en bout de course et un sosie de Fidel Castro.

3 a. m. commence à s'aventurer au-delà de New York. En faisant appel à des équipes locales, James a produit des épisodes à Seattle, en Alaska et à Moscou. Un tournage est prévu en mai à Paris, où Reset vient d'ouvrir une succursale afin de proposer son concept aux chaînes françaises.

Yves Eudes

SUR LA TOILE

CYBER-SAFE SEX

■ Le fabricant de préservatifs Durex a ouvert un site en français pour promouvoir sa gamme de produits et proposer un ensemble de rubriques, visant en priorité les jeunes, consacrées à l'éducation sexuelle et à la prévention du sida et des maladies sexuellement transmissibles.
www.durex.com/france

CONSEIL MUNICIPAL EN LIGNE

■ La municipalité d'Amiens (Oise) organisera le 19 février son premier « conseil municipal interactif » sur Internet, ce qui permettra notamment aux habitants d'intervenir dans le conseil municipal et de faire des commentaires en ligne sur les délibérations. Le même jour, seront inaugurés le site officiel de la ville et une « ambassade virtuelle » créée en association avec la ville de Moncton (Nouveau-Brunswick, Canada).
www.amiens.com

CONCENTRATION

■ Kodak Picture Network, le service de stockage et de diffusion de photographies numériques sur internet, créé par la firme Kodak à l'intention du grand public, a pris le contrôle de son principal concurrent Picture-Vision. – *(AP.)*

Un grain de colère *par Alain Rollat*

« *DE QUOI suis-je responsable?* » Bonne question. Le magazine « Grain de philo » la posait, samedi, à minuit. On peut donc la retourner aux responsables de France 3 : à quoi rime de programmer une question aussi fondamentale à une heure pareille? Ces responsables se feront sûrement un devoir de mettre fin à cette aberration. Pourvu qu'ils sachent au moins qu'être pleinement responsable, ce n'est pas seulement répondre de ses actes devant autrui mais en répondre aussi pour l'avenir d'autrui... Surtout en démocratie, où chacun se doit d'être moralement responsable de l'Autre... Ce manquement au service public était d'autant plus regrettable que la leçon de responsabilité dispensée par ce « Grain de philo » éclairait l'actualité du week-end.

En Corse, par exemple, le préposé au micro-trottoir du « Vrai journal » de Canal Plus philosophait sans le savoir. Il ne se bornait pas à enregistrer la réponse passe-partout : « *Tout le monde est responsable...* » Il interpellait chacun sur sa responsabilité individuelle : « *Mais vous, vous êtes responsable?* » Les anonymes avaient l'honnêteté de ne pas se défiler : « *On aurait dû descendre dans la rue pour dire non chaque fois qu'il y avait un incident.* » Ce reporter touchait juste : si « *tout le monde* » est responsable, personne ne l'est vraiment, car la responsabilité se dilue. Autre scène éloquente : la ministre de la justice, de passage à Ajaccio, assurait que l'Etat, en Corse, *ne tolérera plus aucun « accommodement »* avec la loi. Pendant qu'on la filmait, on voyait, dans son dos, des jeunes gens circulant à scooter sans casque. Ils témoignaient qu'en Corse on roule sans casque en toute impunité. Leur avait-on jamais parlé du carrefour où commence toute responsabilité ?

Autre exemple : invité de l'émission « Polémiques », sur France 2, le délégué général du Front national usait, comme d'habitude, de formules péremptoires : « *Le patriotisme, c'est aimer son pays plus que les autres.* (...) *L'amour implique la préférence...* » Etc. N'importe quel étudiant en philo aurait démonté en quelques secondes cette entreprise de camouflage en notant que l'extrême droite confond amour et possession, ne conçoit l'Autre qu'à son image et a du patriotisme une conception plus étriquée que celle qu'en avait Montesquieu : « *Si je savais quelque chose qui fût utile à ma patrie et qui fût préjudiciable au genre humain, je la regarderais comme un crime.* » Mais ce cas de figure avait une portée plus générale : le fait que des sottises soient proférées sans être contredites autorise à mêler ceux qui en font commerce et ceux qui les banalisent dans la même part d'irresponsabilité.

LUNDI 16 FÉVRIER

FILMS DE LA SOIRÉE

20.30 **Falstaff** ■ ■ D'Orson Welles (Espagne - Suisse, 1965, N., 115 min). Ciné Cinéfil
20.30 **Descente à Paradise** ■ De George Gallo (Etats-Unis, 1994, 110 min). Ciné Cinémas
20.30 **Quelque part vers Conakry** ■ De Françoise Ebrard (France, 1991, 80 min). Festival
20.30 **Le Clochard de Beverly Hills** ■ De Paul Mazursky (Etats-Unis, 1986, 110 min). RTL 9
20.35 **L'Ile sur le toit du monde** ■ De Robert Stevenson (Etats-Unis, 1974, 95 min). Disney Channel
20.35 **Qui a tué le chat ?** ■ De Luigi Comencini (Italie, 1977, 115 min). TMC
20.45 **Fast** ■ De D. Desarthe (F, 1995, 95 min). Arte
20.45 **Les Girls** ■ ■ ■ De George Cukor (Etats-Unis, 1957, 110 min). France Supervision
21.00 **Le Cri du hibou** ■ De Claude Chabrol (France, 1987, 110 min). Paris Première
21.50 **Le Dossier noir** ■ D'André Cayatte (France - Italie, 1955, N., 115 min). Festival
22.15 **Ran** ■ ■ ■ D'Akira Kurosawa (Japon, 1985, v.o., 159 min). Canal +
22.20 **Starman** ■ *De John Carpenter (Etats-Unis, 1984,* 115 min). RTL 9
22.25 **Show Boat** ■ ■ De James Whale (Etats-Unis, 1936, N., v.o., 115 min). Ciné Cinéfil
22.25 **Un homme et une femme** ■ ■ De Claude Lelouch (France, 1966, 100 min). Canal Jimmy
22.30 **Raiders** ■ De Colin Bucksey (Grande-Bretagne, 1989, 90 min). TMC
22.35 **Au prochain baiser, je t'éclate !** ■ De Hans-Christoph Blumenberg (Allemagne, 1994, v.o., 85 min). Arte
22.40 **Le Club des monstres** ■ De Roy Ward Baker (GB, 1980, 105 min). M 6
22.50 **Les Biches** ■ ■ De Claude Chabrol (France, 1967, 100 min). Paris Première
23.00 **Les Misérables** ■ ■ ■ De Raymond Bernard [2/3] (France, 1933, N., 60 min). Histoire
23.55 **Le Flic ricanant** ■ De Stuart Rosenberg (Etats-Unis, 1973, 110 min). Ciné Cinémas
0.15 **Les Durs à cuire** ■ De Jack Pinoteau (France, 1964, N., 85 min). RTL 9
0.20 **Sanjuro** ■ ■ D'Akira Kurosawa (Japon, 1962, N., *v.o., 95 min*). *Ciné Cinéfil*

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

22.40 Régionales 98. Avec François Hollande, Robert Hue, François Léotard, Jean-Marie Le Pen, Noël Mamère, Nicolas Sarkozy. TF 1

MAGAZINES

18.30 et *19.10* Nulle *part ailleurs. Invités :* Company Flow, Franck Dubosc, Daniel Herrero, Mark Hunter, Anggun. Canal +
20.00 Thalassa. Festin sur la banquise. TV 5
20.00 Les Leçons de l'Histoire. *Le communisme en question :* en Chine. Invités : Bernard Guetta, Marie-Claire Bergère, Jean-Louis Margolin. Histoire
20.00 20 h Paris Première. Paris Première
21.00 Enjeux - Le Point. Le triste sort des orphelins en Russie. L'argent propre. Faut-il se méfier de certaines races de chiens ? TV 5
22.50 D'un monde à l'autre. Faut-il se doper aujourd'hui pour être *champion ? Avec Pascal Olmeta,* Stéphane Diagana, Guy Drut, Marie-Georges Buffet, Jean-Paul Escande, Jean-Jacques Bertrand. France 2
0.40 Le Cercle des arts. Geneviève Page. *Avec Edgar Morin, Jean-Claude* Dreyfus, Irana Barr. France 2
0.45 Public. Avec François Hollande, Eric Raoult. TF 1

DOCUMENTAIRES

19.25 Le Qat : drogue légale du Yémen. Planète
20.00 Reportage. Vendre sa maison en dernier recours, le couperet de l'adjudication. Arte
20.00 Elisabeth Schwarzkopf : autoportrait. Muzzik
20.35 Amsterdam Global Village. [2/2]. Planète
20.55 Les Petites personnes. Téva
21.00 Le Temps des cathédrales. [5/9]. Histoire
22.10 Robin Williams et les dauphins. Disney Channel
23.30 Les Seigneurs des animaux. Les cueilleurs de ciel. Disney Channel
1.05 ▶ La Case de l'Oncle Doc. Les enfants de Summerhill. France 3

SPORTS EN DIRECT

20.55 Football. Coupe de la Ligue. Quart de finale : PSG - Metz. France 3
1.25 J.O. : Saut à skis et Ski. K120 par équipes. Slalom du combiné D. France 2
1.30 J.O. : Saut à skis. *K120 par équipes.* *Eurosport*
4.55 J.O. : Biathlon et Ski. 10 km sprint M. Slalom du combiné D. France 2

MUSIQUE

21.00 Le Chevalier à la Rose. Mise en scène de Rudolf Harmann. Muzzik
23.40 Festival Chopin : Scherzos. France Supervision
0.05 Le New Morning : Buddy Miles. Canal Jimmy
0.50 Siegfried. Mise en scène de Nikolaus Lehnoff. France Supervision
0.55 Jazz 6. Ivan Lins. M 6

TÉLÉFILMS

20.55 Parents à mi-temps. D'Alain Tasma. TF 1
20.55 La Corruptrice. De Bernard Stora. France 2
22.35 Une maman dans la ville. De Miguel Courtois. TV 5
23.35 La Secrétaire. O D'Andrew Lane. France 3

SÉRIES

21.00 Le Caméléon. Réunion de famille. Série Club
21.35 New York Police Blues. Emission impossible. Canal Jimmy
21.55 NYPD Blue. Bombes en série. Les couleurs du taggeur. TSR
23.30 Au-delà du réel, l'aventure continue. Sous le lit. TSR
0.40 Médecins de nuit. La décapotable. Série Club

NOTRE CHOIX

● *22.50 Paris Première*
Les Biches

Par l'argent et le luxe, une riche bourgeoise s'attache une fille pauvre ramassée dans la rue dont elle fait sa maîtresse. Au cours d'une soirée dans une villa de Saint-Tropez, la « protégée » s'éprend d'un architecte que l'autre va séduire. Peinture cruelle et dure d'une petite société dépravée. Drame de l'aliénation par l'argent, de la volonté de puissance, fin hitchcockienne. Un remarquable Chabrol peu connu. – *J. S.*

● **0.00 Arte**
Court-circuit

Dans son palais, le chef du Pays-Sien s'ennuie. Il aime jouer aux dames, mais il triomphe trop facilement de tous ses subalternes, gardes et soldats. On lui amène un homme du peuple, véritable champion dans sa cité. D'abord celui-ci ne fait pas le poids, puis il se met à battre outrageusement le président-fondateur à vie, alias Papa National, et à l'insulter copieusement car le fait de manger et fumer, *ce qui ne lui était pas arrivé* depuis un certain temps, le met dans un état d'effervescence volubile qui révolte le chef de garde et la troupe. Pourtant le président à la toque de léopard – seule tache de couleur dans ce moyen métrage en noir et blanc du Zaïrois Balufu Bakupa-Kanyinda, avec le bleu du ciel nocturne – fait du champion effronté son « ministre personnel », pour qu'il joue avec lui tous les jours. Las ! avant même d'avoir prêté serment, le joueur meurt d'une mauvaise chute. *Le Damier, Papa National Oyé !* est un objet rare et tout à fait réjouissant, joliment rythmé par des musiques de Ray Lema et So Kalmery (entre autres). – *Th.-M. D.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.00 Le Bigdil.
19.50 et 20.50 Météo.
20.00 Journal, Le Journal des J.O.
20.55 Parents à mi-temps. Téléfilm d'Alain Tasma.
22.40 Régionales 98 : Le Grand Débat. En direct.
0.35 TF1 nuit, Météo.
0.45 Public.
1.30 et 2.10, 3.10, 3.55, 4.30 TF1 nuit.
1.40 Cas de divorce.

FRANCE 2

19.25 C'est l'heure.
19.50 Image du jour : J.O. de Nagano.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, Le Monde de la Coupe.
20.40 Image du jour : rugby.
20.45 A cheval, Météo.
20.55 La Corruptrice. Téléfilm de Bernard Stora.
22.50 D'un monde à l'autre. Faut-il se doper aujourd'hui pour être champion ?
0.20 Journal, Météo.
0.40 Le Cercle des arts.
1.25 J.O. : Saut à skis et Ski. En direct.

FRANCE 3

18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 Météo.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.38 Le Journal des J.O.
20.55 Football. En direct. PSG - Metz.
23.00 Météo, Soir 3.
23.35 La Secrétaire. Téléfilm O d'Andrew Lane.
1.05 ▶ La Case de l'Oncle Doc. Les Enfants de Summerhill.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.35
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
20.30 Pas si vite. Aristote.
20.35 Fallait pas ! Film de Gérard Jugnot.
22.10 Flash infos.
22.15 Ran ■ ■ ■ Film d'Akira Kurosawa (v.o.).
0.55 Football. Coupe d'Afrique des Nations.
3.35 Chacun pour toi ■ Film de Jean-Michel Ribes.

ARTE

19.00 Au nom de la loi.
19.30 7 1/2. La vache folle dans vos assiettes.
20.00 Reportage.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Fast ■ Film de Dante Desarthe.
22.20 Kinorama.
22.35 Au prochain baiser, je t'éclate ! ■ Film de H.-C. Blumenberg (v.o.).
0.00 Court-circuit. Le Damier, Papa National Oyé !, moyen métrage.
0.30 L'Honneur de ma famille. Téléfilm de Rachid Bouchareb.
1.55 Court-circuit.

M 6

18.55 Loïs et Clark.
19.50 Les Mots d'Eric et Ramzy.
19.54 Le Six minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.40 Décrochages info, 6 sur 6.
20.50 American Ninja. *Film O de Sam Firstenberg.*
22.40 Le Club des monstres ■ Film de Roy Ward Baker.
0.25 Culture pub.
0.55 Jazz 6. Ivan Lins.

RADIO

FRANCE-CULTURE

21.00 Le Grand Débat. A quoi servent les syndicats ? [1/2]. En collaboration avec le journal *Le Monde*. Avec Dominique Schnapper, René Mouriaux, Jean-Michel Denis, Raymond Soubie.
22.10 Fiction.
23.00 ▶ Nuits magnétiques. Ce métier d'ouvrière [1/5].
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert. Musiques à la Chapelle royale de Madrid.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Le Bel aujourd'hui. Presences 98.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir.
20.40 Les Soirées. Les écrits de Manuel de Falla.
22.45 Les Soirées (suite)... Ballades et caccias, de Zachara.

MARDI 17 FÉVRIER

FILMS DU JOUR

13.45 **Falstaff** ■ ■ D'Orson Welles (Espagne - Suisse, 1965, N., v.o., 115 min). Ciné Cinéfil
16.05 **Portrait de femme** ■ ■ De Jane Campion (Grande-Bretagne, 1996, 145 min). Canal +
16.45 **Mi-fugue mi raisin** ■ De Fernando Colomo (Espagne, 1994, v.o., 105 min). Ciné Cinémas
16.45 **Crime et châtiment** ■ De Georges Lampin (France, 1956, N., 110 min). Festival
17.00 **Les Misérables** ■ ■ ■ De Raymond Bernard [2/3] (France, 1933, N., 120 min). Histoire
17.00 **Show Boat** ■ ■ *De James Whale (Etats-Unis, 1936, N.,* v.o., 115 min). Ciné Cinéfil
18.30 **Paysage dans le brouillard** ■ ■ ■ De Theo Angelopoulos (France - Grèce, 1988, v.o., 120 min). Ciné Cinémas
18.55 **Sanjuro** ■ ■ D'Akira Kurosawa (Japon, 1962, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil
20.30 **Chéri** ■ ■ De Pierre Billon (France, 1950, N., 90 min). Ciné Cinéfil
20.30 **Le Diable au corps** ■ ■ De Marco Bellocchio (France - Italie, 1986, 115 min). Ciné Cinémas
20.30 **Mac Bain** ■ De James Glickenhaus (Etats-Unis, 1991, 110 min). RTL 9
20.35 **Pinocchio** ■ *De Ben Sharpsteen et Hamilton Luske* (Etats-Unis, 1940, 85 min). Disney Channel
20.35 **La Dernière Passe** ■ De Roger Spottiswoode (Etats-Unis, 1986, 110 min). TMC
21.40 **Un jour à New York** ■ ■ De Stanley Donen et Gene Kelly (Etats-Unis, 1949, 100 min). France Supervision
22.00 **Demoiselle en détresse** ■ De George Stevens (Etats-Unis, 1937, N., v.o., 105 min). Ciné Cinéfil
22.10 **Maudite Aphrodite** ■ ■ De Woody Allen (Etats-Unis, 1995, v.o., 95 min). Canal +
22.25 **Harcèlement** ■ De Barry Levinson (Etats-Unis, 1994, v.o., 125 min). Ciné Cinémas
22.45 **La Gueule de l'autre** ■ De Pierre Tchernia (France, 1979, 100 min). France 2
22.55 **Trust Me** ■ ■ De Hal Hartley (Etats-Unis, 1991, v.o., 105 min). Paris Première
23.45 **Nous sommes tous des assassins** ■ ■ D'André Cayatte (France, 1952, N., 115 min). Ciné Cinéfil
0.30 **Sweet Liberty** ■ D'Alan Alda (Etats-Unis, 1985, 105 min). Ciné Cinémas
0.30 **Justin de Marseille** ■ ■ De Maurice Tourneur (France, 1934, N., 95 min). RTL 9
1.30 **La Septième Demeure** ■ De Marta Meszaros (It. - Fr. - Pol. - Hongr., *1995*, 110 min). Canal +
1.40 **Vaudou** ■ ■ De Jacques Tourneur (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 70 min). Ciné Cinéfil

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

14.55 A bout portant. Maria Pacôme. Paris Première
16.00 Les Leçons de l'Histoire. *Le communisme en question :* en Chine. Avec Bernard Guetta, Marie-Claire Bergère, Jean-Louis Margolin. Histoire
18.00 Stars en stock. Jennifer Jones. Vivian Leigh. Paris Première
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Natalie Imbruglia, Michel Aumont, R. Blanche. Canal +
19.00 Envoyé spécial, les années 90. La vie de Willy. La mort chimique. *Maudit virus.* TGV. Loin du golfe. Afrique du sud. Histoire
21.20 Pulsations. Urgences. Avec Maurice Lamy. RTBF 1
22.00 Les Leçons de l'Histoire. Le communisme en question : l'internationale communiste. Invités : Bernard Guetta, Marc Lazar. Histoire
22.35 Bouillon de culture. Mais que fait donc la police ? Invités : André Bossard, le commissaire Broussard, Jean Tulard, Francis Zamponi. TV 5
23.00 De l'actualité à l'Histoire. L'exception corse. La morale civique. Histoire
23.35 Comment ça va ? Asthme, eczéma, même combat. Comment ça marche ? L'actualité médicale : réparer les nerfs du bébé, le tabac tue aussi les jeunes, former la population aux gestes d'urgence. France 3
0.20 Capital. La France en chantier. Autoroute-story. Ciel sous haute tension. La saga du stade de France. Ma ville fait peau neuve. M 6

DOCUMENTAIRES

17.55 L'Héritage du dragon. La Cinquième
17.55 Yoho, un parc national au Canada. Planète
18.25 Le Monde des animaux. Un univers de corail. La Cinquième
18.40 La Question des alliances. La droite et l'extrême-droite aux législatives de 1997. Planète
20.00 Africa. [2/8]. *Maîtrise d'un continent.* *Histoire*
20.10 Histoire des porte-avions américains. [6/13]. Les porte-avions d'escorte. Planète
20.35 Le Qat : drogue légale du Yémen. Planète
20.45 La Vie en face. Tristan da Cunha : une île à l'écart du monde. Arte
20.45 World Music. Nusrat Fateh Ali Khan : Le dernier prophète. France Supervision
21.40 ▶ Soirée thématique. Le Mystère Dogon. Arte
21.45 Amsterdam Global Village. [2/2]. Planète
21.55 Paris : salsa. Paris Première
22.30 Berlioz. Muzzik
22.50 La Femme brûlée. TSR

SPORTS EN DIRECT

13.00 J.O. : Short track. 1000 m M et relais 3000 m D. France 3
20.55 Football. Coupe de la Ligue. Quart de finale : *Marseille - Auxerre.* France 3
1.25 J.O. : Ski. Slalom géant M. France 2
2.15 J.O. : Ski de fond et Ski acrobatique. *Relais 4x10 km M.* Saut D et M : finales. France 2

MUSIQUE

17.00 Les Quatre Saisons. Concert enregistré à Venise. *Muzzik*
18.00 Miles Davis joue Gil Evans. Concert enregistré en 1991 à Montreux. Muzzik
19.05 Michel Fugain. La Rochelle 1996. *France Supervision*
21.00 Ravel et Beethoven aux Proms. Concert enregistré en 1965. Muzzik
23.20 La Walkyrie. Mise en scène de N. Lehnoff. France Supervision
1.00 Te Deum de Berlioz. Muzzik

TÉLÉFILMS

18.00 Message du Vietnam. De Paul Wendkos [2/2]. Téva
18.35 Sacrifice. De Patrick Meunier. Festival
20.30 Le Chevalier d'Harmental. De Jean-Pierre Decourt. Festival
21.00 Einstein. De Lazare Iglesis [3/4]. Histoire
22.05 Vichy Dancing. De Léonard Keigel. Festival
22.20 La Marque du serpent. De Tibor Takacs. RTL 9
22.35 La Plate-forme de l'enfer. *O De Steve Carver.* *M 6*
0.50 Les Deux Wolanski. De Hartmut Griesmayr. Arte

SÉRIES

17.25 Demain à la une. La vieille dame et le chat. TSR
17.30 Les Enfants d'Avonlea. Tante Janet s'émancipe. Série Club
17.35 Magnum. Plus jamais ça. RTBF 1
18.55 Loïs et Clark, les nouvelles aventures de Superman. Témoin. M 6
19.10 Daktari. Clarence roi. Série Club
20.00 Imogène. Les Légumes maudits. TV 5
20.45 Murder One, l'affaire Rooney. Chapitre 1 [1/8]. Série Club
21.00 ▶ Spin City. Paulo le fou. Canal Jimmy
21.30 Twin Peaks. Episode nº 19. Série Club
22.25 Spicy City. Sex Drive. Canal Jimmy
22.55 Columbo. Immunité diplomatique. TF 1
22.55 Angela, 15 ans. Régime sec (v.o.). Canal Jimmy
23.00 Nos meilleures années. La revenante. Téva
23.45 Star Trek, la nouvelle génération. Paternité (v.o.). Canal Jimmy
0.00 Au plaisir de Dieu. [2/10]. Histoire
0.40 Médecins de nuit. *Nuit d'Espagne.* *Série Club*
2.05 Father Ted. Et Dieu créa la femme (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● **20.45 Série Club**
Murder One

Trois procès pour une nouvelle saison

EN RETRAÇANT, dans « Murder One », le déroulement d'un procès dans son intégralité tout au long d'une saison, Steven Bochco révolutionnait une fois de plus la narration télévisuelle. *L'Affaire Jessica* débutait par la découverte du cadavre d'une jeune mineure de quinze ans violée, puis assassinée. Un premier suspect est arrêté, puis libéré. Un second inculpé est défendu par l'as du barreau californien, Ted Hoffman. Le téléspectateur assistait, chapitre après chapitre (« *Nous écrivons "Murder One" comme un roman dont chaque épisode serait un chapitre* », selon Steven Bochco), aux diverses étapes du procès, qui s'achevait au vingt-troisième épisode par la révélation de l'identité de l'assassin.

Cette histoire, admirablement construite, riche en rebondissements mais touffue et complexe, nécessitait l'attention et l'assiduité du téléspectateur. Ce qui ne fut malheureusement pas le cas. Malgré des critiques dithyrambiques, les taux d'audience de *L'Affaire Jessica* ne cessèrent de chuter en cours de saison (il est vrai que la série était opposée, dans un premier temps, à « Urgences », diffusé à la même heure sur NBC).

Cet échec n'empêcha toutefois pas la chaîne ABC à donner son feu vert pour la mise en chantier d'une seconde saison, après que Steven Bochco eut procédé à un reformatage de sa série. Cette fois-ci, trois procès au lieu d'un seul sont traités : celui de Sharon Rooney, meurtrière présumée d'un gouverneur et de sa maîtresse (épisodes 1 à 8), celui de Ricky Latrell, célèbre basketteur noir accusé de meurtre (épisodes 9 à 12), qui s'inspire de l'affaire O. J. Simpson, et enfin celui de Clifford Banks, un tueur en série (épisodes 13 à 18). Par ailleurs, à la suite d'un différend avec les producteurs, le comédien Daniel Benzali (l'interprète de Ted Hoffman) quitta la série et fut remplacé par Anthony Lapaglia, qui campe l'avocat James Wyler, un personnage plus séducteur, plus convivial que le hautain et distant Hoffman.

Après avoir rediffusé (à la suite de M 6) les vingt-trois chapitres de la première saison, Série Club présente à compter de ce soir les dix-huit épisodes de la seconde saison.

Jean-Jacques Schléret

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.45 Les Feux de l'amour.
14.40 Arabesque.
15.30 Côte Ouest.
16.20 L'homme qui tombe à pic.
17.10 Sunset Beach.
18.00 Les Années bleues.
18.25 Touché, gagné !
19.00 Le Bigdil.
19.50 et 20.50 Météo.
20.00 Journal, Le Journal des JO.
20.45 Le Résultat des courses.
20.55 Rends la monnaie, papa ! Film de Howard Deutch.
22.55 Columbo. Immunité diplomatique.
0.25 Le docteur mène l'enquête.
1.15 TF1 nuit, Météo.

FRANCE 2

13.50 Le Renard.
14.55 L'Enquêteur.
15.45 Tiercé. En direct.
16.00 La Chance aux chansons. Le retour de Sheila.
16.55 Des chiffres et des lettres.
17.20 et 22.40 Un livre, des livres.
17.25 Sauvés par le gong.
17.50 Hartley, cœurs à vif.
18.45 Qui est qui ?
19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'heure.
19.50 Image du jour : J.O. de Nagano.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, Le Monde de la Coupe.
20.40 Image du jour : rugby.
20.45 A cheval, Météo.
20.55 Génial, mes parents divorcent ! Film de Patrick Braoudé.
22.45 La Gueule de l'autre ■ Film de Pierre Tchernia.
0.25 Journal, Météo.
0.40 J.O. de Nagano.

FRANCE 3

13.00 J.O. : Short track. En direct.
14.45 Keno.
14.50 Vivre avec...
15.15 Les Enquêtes de Remington Steele.
16.05 Le Jardin des bêtes.
16.40 Minikeums.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 Météo.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.38 Le Journal des J.O.
20.55 Football. En direct. Coupe de la ligue : Marseille-Auxerre.
23.00 Météo, Soir 3.
23.35 Comment ça va ? Asthme, eczéma, même combat. Comment ça marche ? L'actualité médicale.
0.35 Rencontres à XV.

CANAL +

▶ *En clair jusqu'à 13.35*
13.30 Le Journal de l'emploi.
13.35 Esprits rebelles. Film de John N. Smith.
15.15 Maharadjah burger, vaches folles, vaches sacrées.
16.05 Portrait de femme ■ ■ Film de Jane Campion.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Touche pas à mon périscope. Film de David S. Ward.
22.05 Flash infos.
22.10 Maudite Aphrodite ■ ■ Film de Woody Allen (v.o.).
23.45 Football. Coupe d'Afrique des Nations.
1.30 La Septième Demeure ■ Film de Marta Meszaros.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.15 *Le Journal de la santé.*
13.30 et 17.30 100 % question.
14.00 Villes du monde. Istanbul.
14.25 La Cinquième rencontre... Sciences et santé. 14.30 Un enfant est malade. 15.35 Entretien avec le professeur Zucker, pédiatre.
16.00 Fête des bébés.
16.30 Modes de vie, modes d'emploi.
17.00 Cellulo.
17.55 L'Héritage du dragon.
18.25 Le Monde des animaux. Un univers de corail.
19.00 Au nom de la loi.
19.30 7 1/2. La nouvelle traite des blanches.
20.00 Archimède.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 La Vie en face. Tristan da Cunha, une île à l'écart du monde.
21.40 ▶ Soirée thématique. Le mystère *Dogon. 21.45 Les Dogon : Chronique* d'une passion. 23.25 A l'ombre du soleil, funérailles et intronisation du hogon d'Arou.
0.50 Les Deux Wolanski. Téléfilm de Hartmut Griesmayr.

M 6

13.30 Le Chemin du bonheur. Téléfilm de James Goldstone.
15.20 Le Joker.
16.10 Boulevard des clips.
17.25 E = M 6.
17.55 Les Nouvelles Aventures de Robin des Bois.
18.55 Loïs et Clark.
19.50 Les Mots d'Eric et Ramzy.
19.54 Le Six minutes, Météo.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.40 Décrochages info, E = M 6 junior.
20.50 Les Piégeurs du mardi.
21.45 Les Piégeurs du monde.
22.35 La Plate-forme de l'enfer. Téléfilm O de Steve Carver.
0.20 Capital. La France en chantier.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux.
20.00 Les Chemins de la musique.
20.30 Agora.
21.00 Poésie studio.
22.10 Mauvais genres. Fantastique : T.H. White (*Excalibur*). Polar : Pierre Véry. Série TV : American gothic. Erotisme : Jeanne de Berg.
23.00 ▶ Nuits magnétiques. Ce métier d'ouvrière [2/5].
0.05 Du jour au lendemain.
0.48 Les Cinglés du music-hall.

FRANCE-MUSIQUE

19.35 Prélude.
20.00 Concert. Festival de musique du Rhin, Schubert, ombre et lumière.
22.30 Musique pluriel. Œuvres de Donatoni, Mefano.
23.07 Le Dialogue des muses.

RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir.
20.40 Les Soirées. Œuvres de Zhi, Chopin, Tchaïkovski.
22.35 Les Soirées... (suite). Œuvres de Mozart, Schubert, Brahms.

Le Monde
MARDI 17 FÉVRIER 1998

Exception culturelle

par Pierre Georges

QUELLE EST DONC la grande cause capable de jeter sur le pavé parisien, un samedi de février, 130 000, voire 150 000 personnes ? La chasse. C'est tout simplement époustouflant et même un peu indécent par rapport à bien d'autres urgences sociales. Comme l'expression massive, d'une ruralité dérangée en ses plaisirs cynégétiques et ses passions chasseresses.

Pour autant, peut-on exprimer un désaccord avec ces jugements hâtifs et à l'emporte-pièce, ici et là, *sur le phénomène* ? N'étant pas chasseur et n'ambitionnant pas, le moins du monde, de le devenir, on se sent parfaitement libre *pour trouver un rien sommaires et un peu insultants*, ces procès en « beauferie » avinée et en machisme ordinaire faits aux chasseurs.

La chasse est une activité vieille comme l'humanité. C'est évidence que de le dire. Elle fut, *dans l'exercice de son droit, une* conquête révolutionnaire. Elle reste une passion et un art de vivre. Parfois mal partagés et mal *pratiqués par des viandards*, des maniaques du tableau de chasse. Souvent beaucoup mieux contrôlés, et même auto-contrôlés, qu'on ne le prétend et affirme chez ses adversaires les plus résolus.

Car – et c'est là tout le paradoxe – les chasseurs, comme les pêcheurs d'ailleurs, sont avec le temps, et dans le sens d'un intérêt bien compris, devenus parfois *plus écologistes que bien des discours* écologistes. Ils connaissent le terrain. Ils le pratiquent. Ils le défendent. Ils se situent souvent, *n'en déplaise aux intégristes du* discours théorique, en première ligne pour ce qui est de la protection des espèces et de la lutte contre les pollutions.

C'est indécent d'écrire cela ? On l'écrit tout de même. Au risque de prendre une volée de plombs verts ou de lettres outragées. La chasse a changé, même si elle obéit à d'antiques instincts. Elle a changé pour survivre. *Elle n'est plus et de loin la* loi du plus tireur ou du plus riche. Elle obéit à des plans stricts de prélèvements contrôlés *qui mettent la raison et la pérennité* d'une passion au bout du fusil.

Rien n'interdit à qui que ce soit *d'être par principe, par goût, par* morale, totalement opposé à cet art et à cette manière d'être. Mais la réalité s'oppose à faire du *chasseur ce portrait-robot* caricatural du tueur du dimanche, enivré de sang, de poudre et d'alcool. Il serait, ce portrait-robot, *tout aussi absurde que celui de* l'écolo réduit au riz complet, aux bêlements verts et aux émois de premier communiant naturaliste *ou rousseauiste.*

Il faut de tout pour faire une France. Et c'est bien une manière de France, un vieux pays des profondeurs, *attaché à son art de* vivre qui a défilé samedi à Paris. Cette manifestation avait, bien sûr, un arrière-plan politique. Elle obéissait à certains calculs électoraux, pré-régionalistes. Elle était manipulée au sens où ses organisateurs décrétaient la chasse en péril, comme patrie en danger, bien davantage qu'elle ne l'est vraiment. Et elle fut, à certains égards, odieuse dans son *expression par les insultes* multiples proférées à l'égard d'une femme-ministre tenue pour une abominable sorcière verte. Mais, *au-delà, sur le fond, et devrait-on* cultiver le paradoxe jusqu'à son terme, c'est aussi une exception culturelle française qui a massivement investi Paris samedi.

A l'OCDE, la négociation sur la libéralisation des investissements s'enlise

Le projet d'Accord multilatéral (AMI) est de plus en plus contesté

LES REPRÉSENTANTS des vingt-neuf pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) chargés de négocier un nouvel accord sur la protection et la libéralisation des investissements dans le monde *se sont réunis lundi 16 février pour* deux jours au siège de l'organisation, à Paris, afin de tenter de sauver ce qui peut encore l'être de l'Accord *multilatéral sur l'investissement* (AMI) qu'ils négocient depuis trois ans.

Les résultats de leurs travaux *seront présentés aux ministres des* pays membres lors de leur réunion annuelle, qui se tiendra au palais de La Muette les 27 et 28 avril. La levée *de boucliers déclenchée au Canada*, relancée ces dernières semaines en France, contre une négociation accusée de faire la part trop belle aux *partisans d'une libéralisation totale* des échanges, a grippé la belle ordonnance des discussions. Elle fait douter de la possibilité de les *conclure à ce stade.*

DANS LA PLUS GRANDE DISCRÉTION

Au cours du week-end, le gouver*nement français et les Etats-Unis ont* réaffirmé que le projet d'accord préparé par les experts de l'OCDE n'était pas mûr en l'état pour une signature. Le *premier ministre*, Lionel Jospin, était lui-même monté vendredi dernier en première ligne pour affirmer que Paris ne donnerait son *accord* que si les résultats de la négociation *« représentent des avantages réels pour nos entreprises et leurs salariés, et à la condition expresse qu'elle ne remette en cause aucun de nos intérêts essentiels ».*

L'alarme avait été sonnée ces dernières semaines par l'ancien ministre de la culture, Jack Lang, président de la Commission des affaires *étrangère* de l'Assemblée nationale, et les défenseurs du Cinéma français, qui s'étaient émus publiquement de voir *menacées les politiques d'aide en faveur* de la culture. Ils redoutaient principalement que le nouvel accord ne revienne, par la petite porte, sur *l'exception culturelle qui avait obte*nu à l'arraché droit de cité dans les accords GATT sur la libéralisation du commerce international. Leur intervention a brusquement donné un coup de projecteur sur une négociation qui se déroulait jusque-là dans la plus grande discrétion sans que *personne ne s'en soit véritablement* ému – à l'exception du Parlement canadien, très sensible sur ces questions en raison de la proximité des Etats-Unis.

Le problème des industries culturelles, qui fait l'objet au sein même de l'Union européenne d'appréciations divergentes, n'est pas la seule *question soulevée par cette* négociation. Dans son communiqué de vendredi, le gouvernement français, qui a réaffirmé qu'il n'était pas hostile *dans son principe* à la libéralisation des investissements, a également mis l'accent sur la nécessité de préserver *« la capacité de l'Union européenne à poursuivre librement son intégration politique et économique »*, ainsi que sur sa ferme intention d'empêcher *« l'abaissement des normes sociales ou des règles de protection de l'environnement ».*

Dans une note de synthèse rendue publique ces derniers jours, la *direction de l'OCDE s'est défendue* de vouloir lier les mains des gouvernements. Elle affirme, au contraire, que l'accord envisagé serait fondé *sur la non-discrimination* et que les signataires s'engageraient à respecter un certain nombre de rèles : accorder le même traitement aux investisseurs nationaux et étrangers ; transparence des législations ; circulation libre des transferts de fonds vers ou à partir des pays d'accueil ; renoncement à l'expropriation, sauf pour des causes d'utilité publique.

EXCEPTIONS EN DISCUSSION

Pour tenir compte des objections qui ont été faites, notamment par l'Union européenne, des exceptions sont prévues qui font l'objet des actuelles discussions : outre la question de l'exception culturelle, les Européens souhaitent, notamment, que l'accord ne remette pas en cause leur capacité à avoir des politiques communes. Enfin, des discussions ont également lieu sur des clauses spéciales concernant l'environnement, la protection sociale et les questions de sécurité nationale. Les Etats-Unis défendent leurs droits, contestés par leurs partenaires, d'édicter des lois interdisant le commerce avec des nations hostiles, comme ils l'ont fait avec les lois Helms-Burton contre Cuba, ou d'Amato contre l'Iran.

La polémique relancée ces dernières semaines risque d'empêcher que l'on parvienne à boucler dans les délais prévus la négociation. Elle va rendre extrêmement difficile de négocier des compromis sur des sujets politiquement sensibles dans les pays concernés. Si les discussions *étaient restées jusqu'ici quasi confidentielles*, elles vont être maintenant suivies à la loupe dans tous les pays.

Henri de Bresson

Rendez-vous de la culture à l'Odéon

Temps fort de la mobilisation des artistes, notamment du cinéma et de l'audiovisuel, le rendez-vous des principaux porte-parole de l'opposition à l'AMI se tient le 16 février, à partir de 15 heures, au Théâtre de l'Odéon à Paris. Organisée par dix-huit organismes professionnels d'auteurs, d'artistes et de producteurs (SACD, Sacem, Bureau de liaison des industries du cinéma, Société des réalisateurs de films...), ainsi que par les Etats généraux de la culture qu'anime Jack Ralite, cette rencontre, soutenue par France Télévision, France-Culture et *Le Monde diplomatique*, doit avoir lieu en présence de Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication.

Les principaux ténors de la défense de l'exception culturelle sont convenus d'y débattre sur le thème : « L'exception générale pour la culture, l'audiovisuel, et l'exclusion de la propriété littéraire et artistique dans les accords AMI : une question de survie. »

Nouvelle hausse à la Bourse de Paris

Après avoir ouvert sur une baisse contenue, *les valeurs françaises* ont repris de la hauteur au fil des échanges, lundi 16 février, à la Bourse de Paris. En repli de 0,27 % *au début des échanges, l'indice* CAC 40 gagnait 0,65 %, à 3 208,32 points, peu après la mi-journée.

Quelques heures plus tôt, la Bourse de Tokyo s'inscrivait en clôture en très léger recul à l'issue d'une séance calme. La majorité des investisseurs sont restés sur la touche en attendant de connaître les mesures économiques que le gouvernement devrait annoncer vendredi 20 février. L'indice Nikkei a finalement perdu 15,49 points, soit 0,09 %, à 16 775,52 points.

Sur le front des changes, le dollar était stable au cours des premières transactions entre banques. La devise américaine s'échangeait à 6,11 *francs* et 1,8228 *deutschemark*, contre respectivement 6,1095 francs et 1,8226 deutschemark à la veille du week-end au cours des derniers échanges interbancaires.

Le marché obligataire français était également stable. Le contrat notionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, gagnait 2 centièmes, à 103,76.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12 h 30	16/02 Titres échangés	Capitalisation en F
France Telecom	764883	221684822,60
AGF-Ass.Gen.France	502266	164342280,60
Suez Lyon.des Eaux	163757	121586676
L'Oreal	40251	107166639
Total	132103	92120001
Eaux (Gle des)	82752	76280420
Axa	141962	75741353
Elf Aquitaine	102864	67402525
Danone	55940	65737671
B.N.P.	196878	64351772,50

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 12/02	% 11/02	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	335,2200	-0,01	322	346
Ecu	6,6190	+0,07	—	—
Etats-Unis (1 usd)	6,0816	-0,48	5,7800	6,3800
Belgique (100 F)	16,2415	-0,01	15,6300	16,7300
Pays-Bas (100 fl)	297,3900	-0,01	—	—
Italie (1000 lir.)	3,3960	—	3,1200	3,6280
Danemark (100 krd)	87,9700	+0,01	82	92
Irlande (1 iep)	8,3950	-0,30	7,9300	8,7700
Gde-Bretagne (1 L)	9,9575	+0,05	9,5200	10,3700
Grece (100 drach.)	2,1190	-0,09	1,9000	2,4000
Suède (100 krs)	75,0400	+0,03	69	79
Suisse (100 F)	417,9800	+0,45	403	427
Norvège (100 k)	80,6300	—	75	84
Autriche (100 sch)	47,6390	-0,01	46,1500	49,2500
Espagne (100 pes.)	3,9550	—	3,6400	4,2400
Portugal (100 esc.	3,2750	—	2,9000	3,6000
Canada 1 dollar ca	4,2313	-0,55	3,9200	4,5200
Japon (100 yens)	4,9525	+0,50	4,7500	5,1000

PARITÉS DU DOLLAR	16/02
FRANCFORT : USD/DM	1,8176
TOKYO : USD/Yens	125,1400

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 12/02	Taux jour le jour	Taux 10 ans
France	3,32	5,04
Allemagne	3,33	5,01
Grande-Bretagne	7,37	5,97
Italie	6,25	5,37
Japon	0,40	1,99
Etats-Unis	5,44	5,57

MATIF

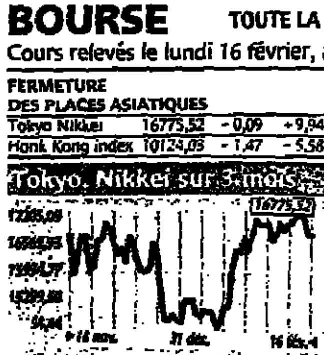
Echéances 12/02	volume	dernier prix
NOTIONNEL 10 %		
Mars 98	119495	103,58
Juin 98	846	102,96
Sept. 98	2	102,74

BOURSE

Cours relevés le lundi 16 février, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	16775,52	-0,09	+9,94
Honk Kong index	10124,03	-1,47	-5,58



OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 16/02	Var. en % 13/02	Var. en % fin 97
Paris CAC 40	3213,53	+0,81	+7,16
Amsterdam CBS	982,13	+0,77	+7,49
Bruxelles	19376	-1,03	+15,29
Francfort Dax 30	4513,90	+0,25	+6,22
Irlande ISEQ	4620,99	+0,67	+13,99
Londres FT 100	5605,50	+0,42	+9,15
Madrid Ibex 35	8112,13	-0,02	+11,81
Milan MIB 30	28409	-0,83	+13,90
Zurich SMI	6889,90	-0,13	+9,97

Tirage du *Monde* daté dimanche 15 - lundi 16 février : 569 780 exemplaires · 3

Cent vingt morts dans une explosion au Cameroun

***PLUS DE 120 PERSONNES** ont péri* et des dizaines d'autres sont gravement brûlées, après l'explosion de deux wagons-citernes d'essence, sa*medi matin 14 février dans* la banlieue sud de la capitale du Cameroun, Yaoundé. De nombreuses victimes ne seraient plus identifiables.

Selon les premiers éléments de l'enquête, l'explosion a été provoquée par un mégot jeté négligemment à *terre, parmi* les flaques et les vapeurs d'essence s'échappant des wagons, alors que de nombreux habitants du quartier étaient venus remplir des bidons aux fuites des réservoirs.

Des secours partis de France de*vaient arriver sur place lundi 16* février. Lionel Jospin a adressé ses condoléances au premier ministre camerounais. – *(AFP.)*

DÉPÊCHES

■ **POLICE : un policier a tué un *homme qui venait de commettre* avec des complices un cambriolage** dans la zone industrielle de Vitrolles (Bouches-du-Rhône), lundi 16 février.Surpris dans un entrepôt par l'arrivée de la police, vers 5 h 30, les cambrioleurs ont tenté de passer en force avec leur véhicule. Selon des sources policières, le policier du commissariat de Vitrolles a alors fait feu avec son arme de service, blessant *mortellement* un des cambrioleurs. Ce dernier, un jeune homme, n'avait pas encore été identifié en début de matinée. L'enquête a été confiée à la brigade criminelle du SRPJ de Marseille.

■ **ESPACE : les quatre premiers** satellites du réseau de télécommunications Globalstar ont été lancés, samedi 14 février, de Cap Canaveral (Floride). Ce réseau de téléphonie mobile, auquel participent plusieurs multinationales dont le français Alcatel, comptera 56 satellites, dont 48 opérationnels et 8 en position d'attente. Géré par le groupe américain Loral Space and Communications, ce système fonctionnera en 1999 alors que son principal concurrent, le réseau *Iridium*, qui compte déjà une cinquantaine de satellites en orbite – sur 66 prévus –, sera opérationnel dès septembre. – *(AFP.)*

Le conseil régional d'Ile-de-France refuse de prendre en charge le surcoût d'Eole

LE CHANTIER pharaonique d'Eole, la nouvelle ligne de RER re*liant l'est de la région parisienne* à la gare Saint-Lazare à Paris, suscite une polémique entre la SNCF et le président du conseil régional d'Ile-*de-France Michel Giraud (RPR)*. Ce différend survient après l'annonce par la direction de la société nationale, dimanche 15 février, que le *coût total d'Eole serait d'environ* 12 milliards de francs : deux fois plus que l'estimation initiale et un peu plus de deux milliards de francs au-delà des prévisions du contrat de plan Etat-région en 1994.

Dans son édition du 15 février, le *Journal du dimanche* avait révélé le contenu d'une expertise du Conseil général des Ponts et chaussées, demandée par le conseil régional. Ce *rapport critique sévèrement* la société nationale pour les nombreuses dérives dans la gestion du projet.

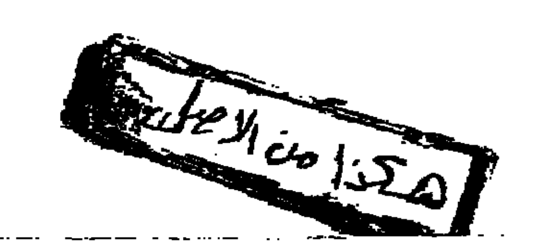
La décision de construire une nouvelle ligne de RER avait été *prise en 1989 par Michel Rocard*, alors premier ministre. Celui-ci avait accepté la réalisation de deux projets concurrents pour soulager *la ligne A du RER dans la traversée* de la capitale : Eole pour la SNCF, et Météor, une 14e ligne de métro, entre Saint-Lazare et le sud de Paris.

DE 5,3 À 12 MILLIARDS DE FRANCS

Ces deux projets, qui absorbent *depuis plus de la moitié des crédits* affectés aux transports en commun en Ile-de-France, avaient été largement sous-estimés, dans l'évaluation initiale de la SNCF : *déjà en* 1991, le devis de la construction d'Eole était passé de 5,3 milliards de francs à 6,19 milliards de francs. A la suite de ce dépassement – qui monte donc à 12 milliards aujourd'hui –, le conseil régional et *Loïk Le Floch-Prigent*, qui présidait alors la SNCF, avaient fait réaliser un audit. Ses conclusions évoquaient les pertes dans la revente *des immeubles rachetés* pour la durée des travaux ; l'allongement des délais de construction ; les déboires *du tunnelier, en particulier sous la* rue Papillon, dans le 9e arrondissement ; l'indemnisation des riverains ; l'évacuation des déblais... En outre, à l'occasion de la mise en examen le 29 mai 1997, de quatre salariés de la SNCF pour « recel d'abus de biens sociaux et corruption passive » *par le juge* Eric Halphen dans le cadre de la construction du TGV-Nord, le chantier d'Eole avait également été évoqué.

La SNCF demande à la région et à l'Etat de prendre en charge ce dépassement. Mais Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, nous a déclaré lundi : *« Il est exclu selon moi, et probalement selon mon successeur à la présidence de la région quel qu'il soit, que les contribuables franciliens financent ce surcoût à 70 %. La responsabilité incombe à la SNCF qui a sous-estimé les travaux et à l'Etat qui a lancé simultanément les opérations Eole et Météor. »*

Christophe de Chenay



Le Monde
ECONOMIE
ENJEUX ET STRATÉGIES

MARDI 17 FÉVRIER 1998

DOSSIER

Gouverner c'est aussi prévoir

▼ France

L'Etat ne se risque plus à élaborer une stratégie à long terme. La planification est en panne depuis 1975

La révolte des banlieues ? Elle s'élargit depuis quinze ans sans qu'aucun ministère de la ville n'ait modifié fondamentalement la situation. La colère des chômeurs ? Elle était inéluctable, sans doute, mais nul n'avait *jamais cherché à la prévoir ni à la* prévenir. L'éparpillement et l'improductivité du système hospitalier ? Les causes du gaspillage sont connues et diagnostiquées depuis longtemps, sans qu'aucune rationalisation ait jamais été opérée... On pourrait multiplier les exemples. Les privatisations effectuées à la va-vite et au gré des flottements politiques, l'industrie de la défense qui attend toujours d'être restructurée, les retraites par répartition dont on sait qu'elles vont imploser dans moins d'une décennie et qu'aucun gouvernement n'a le courage de réformer, les cassures sociales entre salariés du privé et du public, entre salariés et chômeurs, entre riches et pauvres... Bref, la machine à gérer le long et moyen terme est en panne. Gouverner n'est plus aujourd'hui l'art de prévoir l'avenir, mais le talent *mineur d'éviter les accidents et* d'éteindre les incendies, prémédités ou non.

Comme le fait remarquer l'économiste Nicolas Baverez (*Les Trente Piteuses*, Flammarion), la crise de l'Etat en France n'est pas seulement celle d'un *« excès des prélèvements obligatoires. C'est l'absence de stratégie face à la mondialisation qui explique le décrochage français »*. Cette impression de ballottement est d'autant plus forte qu'il n'en a pas toujours été ainsi.

A partir de 1945, et pendant les trente années qui ont suivi, l'Etat adossé au commissariat du Plan a *été le moteur d'une politique* volontariste de reconstruction qui a contribué à façonner le paysage économique et social d'aujourd'hui. A la fin de la guerre, l'Etat nationalise un certain nombre d'entreprises publiques qu'il a établies en fer de lance de la modernisation (Renault, EDF...), réforme la fonction publique et le commissariat du Plan pour mieux planifier les investissements et les financements publics, tandis que le secteur bancaire est mis sous tutelle par la direction du Trésor. Il s'agit de mobiliser les forces vives de la nation au bénéfice d'un projet collectif de remise à niveau du *pays. Durant la phase de* reconstruction proprement dite (1947-1961) ou la phase de croissance (1962-1975), trois Plans ont été établis, qui se sont déroulés dans les conditions prévues.

La crise de la planification « à la française » s'amorce à partir de 1975. Date à laquelle se termine cette période dorée que l'on a coutume d'appeler les trente glorieuses. Cette capacité « Gosplan » qu'avait la France n'avait de sens que dans une économie relativement fermée. Les contradictions entre économie administrée et ouverture des frontières ont commencé avec le Marché commun et n'ont cessé de s'intensifier au cours des années 70. Les différents chocs pétroliers ont fait exploser les prévisions : le bilan du VII[e] Plan est déjà mitigé. Le VIII[e] sera mort-né, et l'idée même de planification commence à se déliter.

A quoi tient cette panne de la prospective ? Les raisons sont multiples. La première tient en un mot : la mondialisation de *l'économie. La planification* « à la française » a surtout révélé son *« incapacité à prévoir des crises majeures »*, ce qui a *« affaibli la portée de notre planification »*, reconnaît l'excellent rapport de Jean de Gaulle, *L'Avenir du Plan et la place de la planification dans la société française* (La Documentation française). Les marchés de capitaux, l'arrivée de nouveaux pays dans le champ de la compétition économique, le poids croissant de la technologie dans le processus de production de biens et de services... ont donc fait de l'incertitude la variable majeure de toute prévision.

Le commissariat du Plan n'est pas devenu inutile : *« C'est rue de Martignac que la décision d'arrêter le programme nucléaire français a été prise, et c'est ici aussi qu'on a parlé de baisse des charges sur les bas salaires »*, révèle Jean-Michel Charpin, nouveau commissaire au Plan ; mais sa fonction prospective a été réduite à néant.

Yves Mamou

Lire la suite page II

CHRONIQUE

par Sophie Gherardi

Dernières peurs avant l'euro

Au bord de la piscine, la tête en bas, les Européens éprouvent la peur qui saisit le plongeur au moment de sauter. Début mai, d'importantes décisions seront prises concernant l'euro : quels pays feront partie du premier groupe, quels seront les taux de conversion entre la nouvelle monnaie et le franc, le mark, le florin, la peseta, etc. Et soudain, la panique. L'eau sera mouillée, sans doute froide. On risque le « plat ». On peut même se noyer.

C'est en Allemagne que l'*Angst* – la peur, en allemand – monte le plus, au fur et à mesure qu'approche la fin du deutschemark, autant dire la fin de l'âge d'or. La Cour constitutionnelle de Karlsruhe doit se prononcer ces jours-ci *sur la recevabilité d'une* plainte déposée par les professeurs Karl Albrecht Schachtschneider, Wilhelm Hankel, Joachim Starbatty, et par Wilhelm Nölling, ancien membre du conseil de politique monétaire de la Bundesbank. Tous quatre estiment que le lancement de l'euro, prévu pour le 1[er] janvier 1999, constitue une violation des droits des citoyens allemands, obligés de renoncer au mark, pour adopter une monnaie plus faible.

en pourcentage

	POSITIF	NÉGATIF
ALLEMAGNE	29	54
GRANDE-BRETAGNE	32	48
ESPAGNE	46	21
FRANCE	49	39
ITALIE	61	13
TOTAL	43	36

Source : Abbey National/Ipsos Finance, déc. 1997

L'introduction de l'euro : des avis partagés

En outre, 155 professeurs d'économie allemands viennent de réclamer un report du passage à l'euro. Conduits par Manfred Neumann, de l'université de Bonn, ces économistes ont adressé une lettre ouverte au *Financial Times* et au *Frankfurter Allgemeine* expliquant que *« la situation actuelle de l'économie ne convient absolument pas au lancement de l'Union monétaire »*. Pour les signataires, les efforts pour réduire les déficits budgétaires ont été entamés trop tard, trop mollement, et n'ont pas été menés assez loin. Ils en veulent pour preuve que le taux moyen d'endettement des pays de l'Union européenne s'est accru de 15 points de pourcentage depuis 1991, *« en opposition avec l'esprit du traité de Maastricht »*. Selon eux, le pacte de stabilité ne peut pas garantir la discipline budgétaire ou la stabilité de la monnaie unique, ce qui laisse présager un euro faible. Et, avec le chômage, comment faire face aux mutations structurelles et au renforcement de la concurrence au sein d'une union monétaire ?

En France, l'inquiétude prend d'autres formes, parce que le contexte est différent. Le gouvernement est neuf et, contrairement à l'Allemagne, tous les sondages révèlent une majorité favorable à la monnaie unique.

Cependant, des voix s'élèvent pour réclamer un nouveau référendum sur l'euro. Avec l'intention à peine voilée d'inverser le résultat du référendum sur le traité de Maastricht de 1992, c'est-à-dire d'en finir avec le projet de monnaie unique. Le thème du report n'a jamais trouvé beaucoup de partisans en France.

Ironiquement, les raisons invoquées pour rejeter l'euro sont l'exact négatif de celles avancées en Allemagne. Le pacte de stabilité, trop rigide, nous empêcherait de mener une politique budgétaire adaptée et l'euro serait surévalué. Mais, *qu'importe*, les 155 économistes allemands trouveraient sûrement des alliés objectifs parmi les 184 signataires français de l'Appel pour sortir de la « pensée unique » d'octobre 1996, dont certains – mais pas tous – sont des adversaires résolus de l'euro.

Ce qui pose problème, tout de même, c'est cette divergence complète d'analyse entre les experts des deux pays qui portent ensemble ce projet depuis près de dix ans. Si encore les deux économies étaient très différentes. Mais ce n'est plus le cas. Leurs données fondamentales se sont énormément rapprochées depuis quinze ans : peu d'inflation, monnaie stable, exportations fortes, taux d'intérêt presque identiques, prélèvements obligatoires élevés, protection sociale relativement généreuse (plus en Allemagne qu'en France) et... chômage massif. Les conjonctures évoluent parallèlement – à la hausse, en ce moment –, reflétant l'intensité croissante des échanges commerciaux. Ayant, à peu de chose près, les mêmes atouts et les mêmes problèmes, la France et l'Allemagne devraient avoir besoin des mêmes remèdes économiques. Or un nombre appréciable de représentants de la science économique de part et d'autre du Rhin préconisent des potions strictement antinomiques.

Que conclure ? Que certaines sciences sont bien relatives ? Que les uns et les autres ne parlent pas de la même chose ? Que personne n'y comprend rien ? Ou que l'euro est une affaire politique, et non économique ?

FICHE PRATIQUE du 17.02.1998

Cette fiche hebdomadaire est rédigée par les spécialistes du mensuel immobilier **Immoneuf.**

■ Acheter un logement en rénovation

Dans le cadre d'une rénovation lourde, votre achat sera soumis à la même réglementation que le neuf. A l'inverse, si les travaux ne sont pas importants, il s'agit d'une vente classique. Explications.

Acquérir un logement dans un immeuble en cours de rénovation fait de plus en plus d'adeptes. L'opération associe en effet le charme de l'ancien avec le confort et la fonctionnalité du neuf. La façade de l'immeuble est souvent gardée telle quelle, seuls les logements et les parties communes font l'objet de travaux de réhabilitation. Mais à quelle type de réglementation ces ventes sont-elles soumises ? Sont-elles assimilées aux ventes de logements neufs avec toutes les garanties qui en découlent ou à de simples transactions classiques ?

■ Quel contrat signer ?
C'est l'ampleur des travaux à réaliser qui va déterminer la forme juridique du contrat que vous allez signer. Il n'y a donc pas de règles générales. Retenez simplement que lorsque les travaux aboutissent à une reconstruction totale des structures intérieures de l'immeuble, vous serez soumis aux règles de la vente d'immeuble à construire. En clair, si les travaux portent sur le gros œuvre, les charpentes, la toiture, les escaliers, les gros murs, etc., vous bénéficierez de la protection applicable aux ventes de logements neufs. En revanche, dès lors que les travaux sont d'importance limitée et qu'ils ne touchent pas au gros œuvre et à la structure de l'immeuble, la vente du logement sera assimilée à une transaction classique. Tel est le cas par exemple des travaux d'aménagement intérieur, d'installation d'un élément d'équipement (*un ascenseur, par exemple*) ou de simples travaux d'entretien.

■ Quelle réglementation ?
En présence d'une rénovation légère, aucune disposition particulière ne vient réglementer le contrat de vente : liberté de choix est donc laissée aux parties. En revanche, dans le cadre d'une rénovation lourde, les règles sont plus contraignantes : le vendeur a l'obligation de vous faire signer un contrat de vente en l'état futur d'achèvement (Vefa ou vente sur plans). Ce type de transaction se caractérise par :
– la signature d'un contrat préliminaire avec le versement d'un dépôt de garantie de 5 % maximum ;
– un échelonnement des paiements en fonction de l'avancement des travaux, avec la possibilité de consigner les derniers 5 % du prix en cas de désordres lors de la livraison ;
– la fourniture par le vendeur d'une garantie d'achèvement (caution bancaire) vous permettant, quoi qu'il arrive, de voir votre logement livré ;
– la signature du contrat définitif avec, en annexe, remise des plans, notice descriptive, caractéristiques techniques des travaux, règlement de copropriété.
Dernière précision et non des moindres, vous bénéficiez de la garantie particulière des vices apparents. Elle vous permet de réclamer à votre vendeur qu'il remédie aux désordres constatés dans le mois qui suit la prise de possession du logement.

R.T.



Lionel Jospin et les économistes

▼ En juillet dernier a été créé à l'instigation du premier ministre le Conseil d'analyse économique

Les universitaires souffriraient-ils d'être coupés du monde de la décision politique ? Savoir sans pouvoir est-il ruine de l'âme ?… Seul un psychanalyste pourrait démêler les raisons qui ont poussé les plus brillants chercheurs et professeurs en économie du pays à sortir de la quiétude universitaire pour accepter avec empressement, en juillet 1997, la proposition du premier ministre, Lionel Jospin, de devenir membre d'un nouveau club, le Conseil d'analyse économique (CAE), proche de Matignon. Piloté par Pierre-Alain Muet, économiste à l'OFCE et membre du cabinet du premier ministre, ce conseil est dans le monde politique français une innovation… ou un outil marketing, selon l'usage qui en sera fait.

Pour Lionel Jospin, les motivations étaient claires : *« La création du CAE répond à la nécessité pour un gouvernement trop souvent confronté à l'urgence de pouvoir se référer à une structure de réflexion qui lui permette d'éclairer ses choix dans le domaine économique »*, a-t-il déclaré dans son discours prononcé lors de la séance d'installation du Conseil, le 24 juillet dernier. Et il ajoutait que ce conseil doit également représenter un lien entre deux mondes *« qui trop souvent s'ignorent, celui de la décision économique publique et celui de la réflexion économique, universitaire ou non »*. Décision sage d'un homme politique qui connaît la puissance de la technocratie française – d'autant mieux qu'il en est issu – et qui, sans doute, a souhaité ne pas lui être livré corps et biens.

Si l'on en croit l'un des promoteurs de cette initiative, il s'agissait de *« réfléchir sur les sujets importants avant qu'on les aborde au niveau politique. Le but était de dégrossir les problèmes et d'aider le premier ministre à se faire une doctrine »*.

La plupart des membres du Conseil ont jugé cette initiative positive. Elie Cohen, chercheur au CNRS, a trouvé *« judicieuse »* l'idée de *« développer une contre-expertise professionnelle par rapport à la mono-expertise administrative »*. André Gauron, économiste et ancien conseiller de Pierre Bérégovoy, estime, lui aussi, que pour la première fois *« des gens qui se connaissaient, mais ne se parlaient pas et publiaient parallèlement, sont amenés à confronter leurs analyses. Les avancées sont plus rapides et plus fructueuses si l'on analyse les choses de manière contradictoire »*. Michèle Debonneuil, économiste à l'OCDE, a accepté parce qu'elle pensait que *« Jospin voulait un groupe pluri-idéologique qui l'aide à mener une réflexion et à prendre des mesures à moyen terme »*. Le très libéral Jean-Jacques Rosa, professeur à l'Institut d'études politiques, a lui aussi trouvé *« sympathique »* l'initiative de Pierre-Alain Muet et de Lionel Jospin.

Les réunions du conseil ne sont pas publiques, mais leurs travaux le sont. Trois fascicules viennent d'être publiés à la Documentation française, qui résument les dossiers abordés : le premier est un débat très contradictoire sur la réduction du temps de travail, le second porte sur les notions de *« service public, secteur public »* et le troisième sur le *« partage de la valeur ajoutée »*. Deux autres fascicules sont en préparation qui traiteront du *« déficit de croissance et* [du] *chômage »* et de la *« coordination européenne des politiques économiques »*.

Quel est le sentiment général après cinq mois de fonctionnement ? Un économiste sur trente-deux a quitté les rangs, et un certain désenchantement s'est installé. A droite comme à gauche. Surtout chez ceux qui (à gauche) avaient rêvé d'être associés plus étroitement à l'action politique. *« Un cabinet de cinq ou six personnes aurait été plus indiqué »*, dit un libéral, membre du Conseil. Même son de cloche à gauche : *« Au lieu de faire un groupe restreint et de donner un statut à ses membres, on a bâti une assemblée pléthorique composée de courants qui palabrent face à des membres de l'administration dont la puissance et l'autorité sont renforcées »*, déplore un autre. *« Il fallait des gens à plein temps et pas des universitaires qui donnent une heure de leur temps par semaine : le résultat est qu'on aboutit à un défaut de consensus sur des sujets clés comme la réduction du temps de travail ou la croissance »*, regrette un économiste de gauche.

Ces réticences n'empêchent pas que tous jugent le climat *« sympathique »*. Mais l'aspect *« Assemblée nationale »* en agace plus d'un. Quand il n'amuse pas quelques autres : *« Je constate que, parmi les économistes de gauche, qui sont majoritaires, les clivages sont extrêmement importants »*, s'étonne un économiste libéral. Mais la critique la plus grave est peut-être que les travaux qui y sont menés ne soient pas *« très profonds. Ce n'est pas de la recherche économique appliquée en politique. Tout cela reste académique et est sans doute résumé au premier ministre par une note de deux feuillets. »*

DÉCEPTION

Les promoteurs de ce Conseil d'analyse économique semblent conscients de la déception générale, mais affirment qu'il ne pouvait en être autrement. *« Jospin voulait un conseil réellement pluraliste. Si cette instance avait été associée trop étroitement à l'action politique, les économistes de droite ne seraient pas venus. »* La structure est encore jeune et peut très bien évoluer. Pour la première fois depuis bien longtemps en tout cas, le monopole d'expertise de la technocratie a commencé – un peu – d'être ébréché.

Mais Jean-Michel Charpin, directeur de la gestion actif-passif à la BNP et membre du Conseil d'analyse économique – l'un des *« rares à venir du secteur privé bancaire »*, se plaît-il à souligner –, a entre-temps été nommé à la tête d'une institution concurrente, le commissariat au Plan.

Maison très controversée du fait de la personnalité peu académique de Henri Guaino, le précédent commissaire, le Plan se trouvait quelque peu marginalisé par rapport à l'action gouvernementale. Alain Juppé le boycottait à l'époque où il était premier ministre, les grandes directions du ministère des finances trouvaient insupportable que cette pantoufle échappe à l'un des leurs, et la gauche avait du mal à travailler avec un homme nommé par le président de la République, Jacques Chirac.

Jean-Michel Charpin, polytechnicien et économiste, arrive à point pour pacifier la situation. Mais aussi pour revitaliser une institution qui risque donc de piétiner vigoureusement les plates-bandes du Conseil d'analyse économique.

Les missions assignées par Lionel Jospin au nouveau commissaire sont claires : *« Le programme de travail du Commissariat devra être centré sur les grands enjeux des prochaines années : la mondialisation, l'intégration européenne et l'unification monétaire, les grandes tendances de la technologie, la démographie, la protection sociale, les problèmes environnementaux. »* Une série de tâches que Jean-Michel Charpin a commencé de satisfaire en *« remobilisant »* les différents services du commissariat du Plan. Lieu de concertation traditionnel de l'interministérialité, le Plan cherche un second souffle depuis plusieurs années. Le trouvera-t-il aux dépens du CAE ?

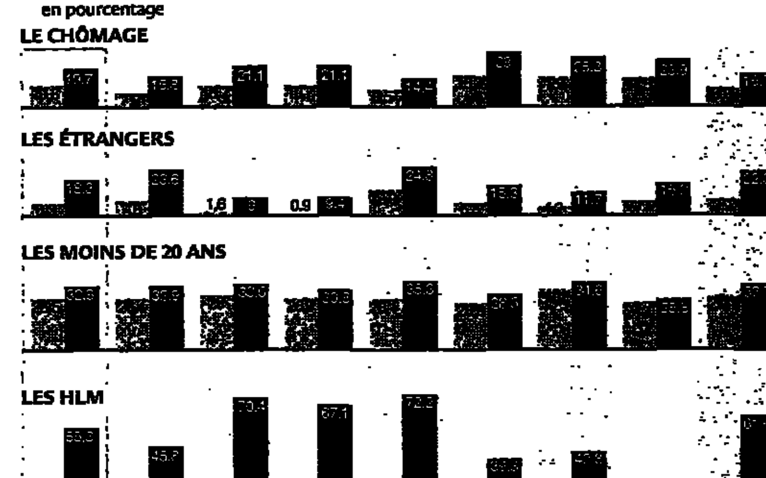
Y. M.

Bibliographie

- **L'Avenir du Plan et la place de la planification dans la société française**, de Jean de Gaulle (Rapport au premier ministre, La Documentation française, 1994, 110 p., 80 F).
- ***Les Trente Piteuses***, de Nicolas Baverez (Flammarion, 1997, 289 p., 110 F).
- **Partage de la valeur ajoutée**, de Patrick Artus et Daniel Cohen (Conseil d'analyse économique, La Documentation française, 1998, 80 p., 35 F).
- **Service public, secteur public**, d'Elie Cohen et Claude Henry (Conseil d'analyse économique, La Documentation française, 1997, 105 p., 35 F).
- **Principe d'une nouvelle théorie de l'Etat**, de Jean Gatty (PUF, « Economie en liberté », 1998, 128 p., 108 F).

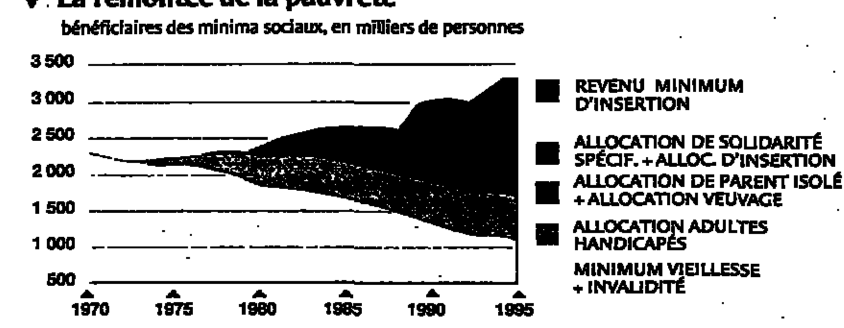
Des tendances lourdes, une gestion à court terme

▼ Des problèmes évacués vers les quartiers périphériques



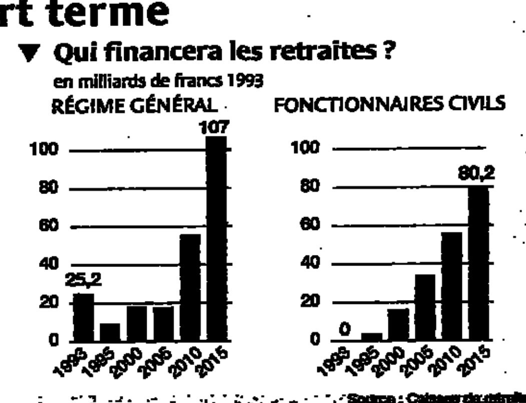
Source : Insee

▼ La remontée de la pauvreté



Source : CERC Association

▼ Qui financera les retraites ?



Source : Caisses de retraite

▼ Evolution de la population française

variation annuelle en %

Prévisions

2 · 1 · 0 · -1

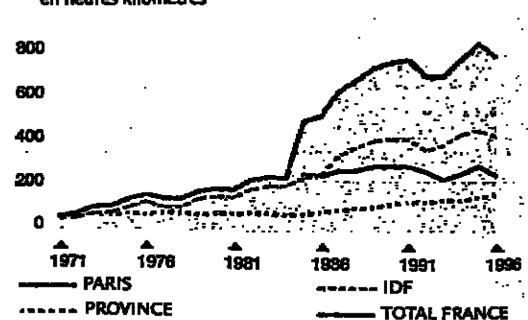
1970 · 75 · 80 · 85 · 90 · 95 · 2000 · 05 · 10 · 15 · 20

INACTIFS DE PLUS DE 60 ANS

ACTIFS

Source : Insee

▼ Des routes toujours plus encombrées



Source : Direction de la sécurité routière

Gouverner, c'est aussi prévoir

Suite de la page I

Du coup c'est la fonction politique qui a été atteinte. *« La France vit une crise d'identité. Dans un environnement ouvert, les gouvernements ne savent plus promouvoir des projets collectifs pour et au nom d'un choix de société »*, explique Paul Thibaud, ancien directeur de la revue *Esprit*.

Même sans aller jusqu'à invoquer la panne spirituelle, les gouvernements ont tous été victimes, selon André Gauron, économiste et ancien collaborateur de Pierre Bérégovoy, du retour en force des *« analyses néolibérales qui poussent à des raisonnements de court terme. La réduction du temps de travail vise au partage du travail tel qu'il existe aujourd'hui. Si on regarde sur le moyen terme, on s'aperçoit que de nouveaux gisements d'emploi existent dans deux secteurs majeurs, le tourisme et le sport. Aucune politique n'incite ni n'accompagne le déversement de population de secteurs sinistrés vers des secteurs prometteurs »*. La France est le pays au monde qui reçoit le plus de touristes (67 millions en 1997), mais c'est en Italie ou en Espagne qu'ils dépensent le plus.

Le deuxième obstacle à des politiques de long terme est également structurel : la libre circulation des marchandises et l'intégration des économies ont accru la puissance d'intervention politique des multinationales. Ces firmes établies sur plusieurs continents, concentrées sur un ou deux métiers de base, mettent les territoires et les Etats en concurrence et intègrent dans leur stratégie de croissance les politiques fiscales, de change ou de redistribution sociale menées par les Etats. L'exceptionnel émoi médiatique réservé à la décision de Toyota de créer deux mille emplois dans le Valenciennois ne peut s'expliquer que d'une seule façon : le gouvernement de Lionel Jospin a tenu à signifier de cette façon que le constructeur japonais, après avoir hésité entre 70 sites en Europe, affichait ainsi que le projet de loi sur les 35 heures ne le faisait pas fuir.

Les multinationales font cependant mieux que d'arbitrer entre différentes politiques nationales. De plus en plus, elles pèsent sur la décision politique. Les difficultés rencontrées par Catherine Trautman, ministre de la culture, à imposer des seuils anticoncentration dans le nouveau projet de loi sur l'audiovisuel témoignent de la capacité de lobbying de groupes multinationaux comme la Générale des eaux (Canal Plus, Havas) ou le groupe Bouygues (TF 1-Télévision par satellite). *« Le poids des lobbies contribue à rendre difficile toute action à long terme »*, confirme Michèle Debonneuil, économiste à l'OCDE.

Le troisième blocage à la mise en place d'une politique de long terme tient à l'éclatement du corps social et au durcissement des corporatismes. A l'époque des « trente glorieuses », il suffisait de réunir la CGT et le CNPF dans une salle de négociation pour contrôler le gros des forces sociales et mener à bien une politique sans trop de casse. Aujourd'hui, toute politique industrielle est vouée à l'échec pour les raisons qui viennent d'être énumérées, et le socle du chômage déstabilise l'ensemble des classes sociales. La société apparaît de plus en plus fragmentée par de multiples cassures (salariés du privé contre salariés du public, chômeurs contre salariés, retraités contre actifs, détenteurs du capital contre salariés…), et la capacité de blocage des corporations les mieux établies dans la fonction publique gêne toute réforme de fond. Les grèves de fonctionnaires de décembre 1995 ont démontré, si besoin était, la force de blocage des corporatismes, tandis que la révolte des chômeurs a révélé la difficulté d'un nombre croissant de groupes à s'insérer dans le dialogue social.

Enfin, l'incapacité de l'Etat à faire évoluer ses propres structures est l'ultime raison aux blocages prospectifs en France. Le cas d'immobilisme le plus caricatural a été offert récemment par la direction du Trésor. Non seulement cette toute-puissante direction du ministère des finances n'a jamais incité le secteur bancaire dont elle avait la tutelle à la modernisation, mais elle n'a pas su anticiper non plus les désastres financiers du GAN et surtout du Crédit lyonnais (plus de 170 milliards de francs de passif).

ANNUALITÉ BUDGÉTAIRE

Pis encore, il a fallu attendre décembre 1997 – soit presque cinq ans après la révélation des sinistres –, pour que cette direction si fière d'elle-même et de sa mobilité mette en chantier une réforme de sa gestion des participations de l'Etat. Interrogé par *Les Echos* pour savoir si le Trésor reconnaissait une quelconque responsabilité dans les grands krachs bancaires en France, Jean Lemierre, directeur, a répondu sans rire qu'il pensait *« sincèrement que poser la question de manière caricaturale ne ferait pas avancer la réflexion »*.

Bien d'autres pesanteurs étatiques contribuent à handicaper toute vision prospective. Comme l'écrivait Jean-Yves Helmer, délégué général pour l'armement dans nos colonnes (*Le Monde* du 28 janvier), la règle de l'annualité budgétaire – *l'Etat gère ses recettes et ses* dépenses sur douze mois et rien au-delà – place l'Etat dans la situation d'une entreprise qui déciderait d'*« options stratégiques sur la seule base de sa situation de trésorerie »*. Bien qu'inventées en France, les autorisations de programmes pluriannuelles sont malheureusement *« tombées en désuétude »*.

Quant aux politiques budgétaires menées depuis quinze ans, le moins qu'on puisse dire est qu'elles n'ont jamais brillé par leurs anticipations. Des fonds publics de plus en plus importants *ont dû être mobilisés pour combler* les déficits des entreprises publiques situées sur des secteurs en déclin (sidérurgie, mines, chantiers navals) ou recapitaliser des banques et entreprises publiques placées entre les mains de fonctionnaires incompétents (500 milliards de francs de passif en quinze ans, estimait Nazanine Ravaï dans *La République des vanités*, paru chez Grasset).

Les déficits structurels de tous les régimes d'assurance sociale (maladie, chômage, vieillesse) joints à des politiques de redistribution destinées à calmer les mécontentements (RMI, allocations diverses par le biais de la Caisse nationale d'allocations familiales) n'ont guère élargi les marges de manœuvre. C'est toute la politique d'investissement de l'Etat qui en a été pénalisée au fil des années. Plutôt que de pousser au développement de nouveaux pôles de croissance, plutôt que d'accompagner l'émergence de secteurs économiques créateurs d'emploi (tourisme, sport, services à la personne, nouvelles technologies…), l'argent public a servi à combler des déficits ou à créer des revenus non liés au travail.

L'EUROPE

Résultat, c'est peut-être une forme de déclin qui a été organisée. La chute du nombre de brevets déposés en France – il est passé de 15 000 à 12 000 en vingt ans – en est peut-être le symptôme le plus net. La France, qui se situait aux premiers rangs de l'innovation au début du siècle, n'occupe que le treizième rang aujourd'hui.

N'allons pas croire pourtant que le gouvernement est privé de prévisions, ou d'autres instruments de mesure. L'Insee ou la direction de la prévision peuvent produire de la conjoncture à court, moyen ou long terme. Le budget, les déficits, les recettes fiscales, les exportations… toutes les données existent et peuvent être mixées, extrapolées, anticipées ou combinées pour produire des scénarios d'avenir. Mais comme l'explique Henri Guaino, ex-commissaire au Plan, la méthode des scénarios est un piège : *« Elle conduit le décideur à choisir celui qui minimise le plus son risque politique. Faute d'évaluation réelle des politiques passées et faute de vraie méthode prospective »* – la vraie, celle qui note les faits porteurs d'avenir –, tout gouvernement est obligé de naviguer à vue.

Toute critique du « court-termisme » en France doit cependant être relativisée. Tous les gouvernements qui se sont succédé depuis quinze ans ont fait preuve d'une remarquable constance dans un projet au moins : l'Europe. Le traité de Maastricht, la construction monétaire, la mise en route d'une banque centrale européenne sont les signes les plus tangibles d'une persévérance inouïe.

Marchés financiers ou pas, pesanteurs bureaucratiques ou non, l'Europe économique a progressivement mené à l'Europe politique. Au point que parfois on a pu évoquer un excès de « longtermisme ».

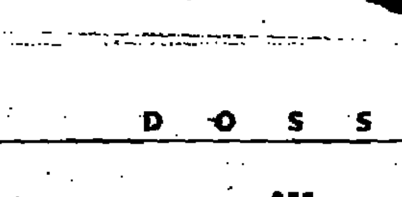
Ainsi, lors de la réunification de l'Allemagne, la France a choisi d'aligner ses taux d'intérêt sur les taux de la Bundesbank pour contenir une poussée inflationniste qui n'existait… qu'en Allemagne. Pour respecter le pacte de change qui liait le franc au mark et maintenir la « crédibilité » de la zone mark, le gouvernement français et la Banque de France ont, entre 1992 et 1993, laissé leurs taux d'intérêt s'envoler… précisément au moment où l'économie française entrait dans une phase de refroidissement. D'où une quasi-stagnation de la croissance et une chute dramatique du moral des Français.

« L'Etat n'est peut-être pas ontologiquement incapable de long terme, résume Frédéric Lordon, chercheur au Cepremap, *mais il semble surtout incapable d'attraper le bon rythme temporel. »*

Yves Mamou

RÉFLEXION À LONG TERME

Questions-réponses



RÉFLEXION À LONG TERME

Questions-réponses

1 Quand est né le Commissariat du Plan ?

Un décret du 4 février 1959 a fusionné le commissariat général du plan de modernisation et d'équipement avec le commissariat général à la productivité en un *« commissariat général du plan d'équipement et de la productivité »*. Le même décret a placé ce nouvel organisme sous la tutelle du ministère de l'économie et des finances.

Trois ans plus tard, en mai 1962, un autre décret plaçait le Commissariat du Plan sous la tutelle du premier ministre.

2 Quelles sont les missions de l'actuel commissaire au Plan ?

La lettre de Lionel Jospin, premier ministre, à Jean-Michel Charpin, actuel commissaire au Plan, indiquait que dans *« le dispositif français de préparation des décisions gouvernementales le Commissariat général du Plan remplit une fonction particulière. Animateur de l'analyse prospective et stratégique, lieu privilégié de la concertation socioprofessionnelle et de la réflexion interministérielle, programmateur et évaluateur des politiques publiques, le Commissariat général du Plan a souvent joué un rôle décisif pour faciliter la modernisation de l'économie et de la société française. Aujourd'hui, alors que d'immenses changements sont en cours et que l'Union européenne s'approfondit, le gouvernement est convaincu que la France a besoin d'un Commissariat général du Plan actif, rigoureux, imaginatif et ouvert »*.

Fixant le programme de travail du nouveau commissaire, Lionel Jospin lui a demandé d'*« être centré sur les grands enjeux des prochaines années : la mondialisation, l'intégration européenne et l'unification monétaire, les grandes tendances de la technologie, la démographie, la protection sociale, les problèmes environnementaux. Ces analyses devront conduire à définir les moyens d'une croissance plus forte et plus riche en emplois et d'une action déterminée contre le chômage et l'exclusion. La préparation de ce programme se fera en large concertation avec les partenaires sociaux.*

« Vous me proposerez aussi les formes qui vous paraissent les plus adaptées à la réalisation de ce programme de travail : commissions de concertation, groupes d'études, « livres blancs », programmes de recherche..., etc. Pour dégager les voies d'une modernisation de notre société et de notre Etat compatibles avec la cohésion sociale, pour rassembler dans le respect de la diversité des opinions et des intérêts, les éléments d'un avenir partagé, je compte sur le Commissariat général du Plan ».

3 Quels ont été les commissaires au Plan ?

Il s'agit, dans l'ordre chronologique, de Jean Monnet (1946-1952), Etienne Hirsch (1952-1959), Pierre Massé (1959-1966), François-Xavier Ortoli (1966-1967), René Montjoie (1967-1974), Jean Ripert (1974-1978), Michel Albert (1978-1981), Michel Prévot (1981-1984), Henri Guillaume (1984-1987), Bernard Fragonard (1987-1988), Pierre-Yves Cossé (1988-1991), Jean-Baptiste de Foucauld (1992-1995), Henri Guaino (1995-1997), Jean-Michel Charpin, nommé en 1998.

4 Qu'est-ce que le Conseil économique et social (CES) ?

Il s'agit d'une assemblée consultative placée auprès des pouvoirs publics et dont l'existence a été consacrée par le chapitre X de la Constitution du 4 octobre 1958. Les membres du conseil sont désignés par les organisations économiques et sociales représentatives dont la loi a établi la liste. Ils peuvent aussi être nommés par le gouvernement.

5 Quelles sont les missions du CES ?

Le conseil est investi d'une double mission : favoriser le dialogue entre les diverses catégories socioprofessionnelles dont les intérêts sont souvent divergents ; conseiller le gouvernement et participer à l'élaboration de la politique économique et sociale.

Le gouvernement est tenu de consulter le conseil sur le Plan et sur les projets de loi de programme. Il a la faculté de le saisir aussi de toute question ou texte en matière économique et sociale, éventuellement par une procédure d'urgence. Le CES doit aussi établir périodiquement un rapport de conjoncture.

Une des originalités du CES est de s'autosaisir sur toute question relevant de sa compétence. Les avis, rapports et études sont transmis après adoption au premier ministre. Le gouvernement est ainsi informé de la position des organisations socioprofessionnelles sur les grandes questions de politique économique et sociale.

6 Les Pays-Bas disposent-ils d'une réflexion à long terme ?

Les Pays-Bas, souvent présentés comme le nouveau modèle économique à suivre, ont la réputation d'un pays où la réflexion à long terme est restée vivace. Le Bureau central du Plan est un organisme puissant et indépendant, qui pèse dans le débat économique. A la suite de la loi de 1947, il est chargé d'élaborer un plan annuel glissant, c'est-à-dire décliné sur plusieurs années.

Le Plan néerlandais, assez éloigné du Plan français, a pour mission d'effectuer des prévisions à court et moyen terme, et de présenter des scénarios de politique économique destinés à aider le gouvernement dans ses choix. Ce n'est pas un instrument de définition d'une stratégie, mais une aide à la gestion des affaires publiques.

7 La Belgique dispose-t-elle d'un Plan à la française ?

Le Bureau du Plan belge est un centre d'étude, de prévision et de production de statistiques. Il n'élabore plus un plan au sens français du terme. Il est vrai que l'instabilité politique et la vigueur du fédéralisme n'incitent pas à une réflexion globale. L'ensemble du travail du Plan belge s'effectue sans lien avec les partenaires sociaux.

8 Le style italien s'accommode-t-il d'une prévision à long terme ?

La planification au sens strict du terme n'existe pas en Italie. En revanche, les premiers ministres italiens ont pris l'habitude d'annoncer publiquement des objectifs qu'ils se proposent d'atteindre sur plusieurs années. Exemple : la réduction de l'inflation, ou la réduction des déficits budgétaires.

9 L'intégration à la japonaise oblige-t-elle à la planification ?

Au Japon, le Plan décrit les perspectives économiques souhaitables et réalisables, les directions fondamentales et les objectifs prioritaires que le gouvernement entend suivre. En cela, il se rapproche de la conception française.

L'initiative de préparation du Plan japonais revient au premier ministre qui s'appuie sur deux institutions : le conseil économique, composé d'un nombre restreint d'experts choisis pour leur expérience personnelle et non pour leur représentativité professionnelle ; l'Agence de planification économique qui est sous l'influence des ministères les plus importants, notamment le MITI, ministère de l'industrie et du commerce international.

Les conseillers de la Maison Blanche

▼ Une cellule composée de trois personnes seulement aide le président à élaborer la stratégie économique américaine

Depuis 1946, la stratégie économique américaine est élaborée directement à la Maison Blanche, en dehors du Treasury, l'équivalent de notre ministère des finances. Le conseil des conseillers économiques (Council of Economic Advisers, CEA) est une cellule indépendante, composée seulement d'un président et de deux conseillers. Son président est légalement responsable des positions du conseil et ses deux collègues pilotent diverses recherches dans des domaines particuliers de l'économie. Ils représentent le conseil dans les réunions avec les agences gouvernementales et coopèrent avec leur président pour formuler des avis économiques. Chacune de ces trois personnes est nommée par le président des Etats-Unis, avec l'approbation du Sénat. L'actuel président est Janet Yellen.

The Employment Act de 1946 grave dans le marbre les fonctions de ces conseillers : ils doivent *« aider et conseiller le président »* des Etats-Unis, *« rassembler la meilleure information possible sur les tendances de l'économie »* et être *« capable de prévoir la manière dont ces tendances vont interférer avec la politique qui est menée »*. Ils doivent aussi juger les *« différents programmes et activités du gouvernement fédéral »*, recommander au président de *« développer toutes les politiques économiques susceptibles de promouvoir la libre entreprise, d'éviter les perturbations économiques ou de réduire les effets de ces perturbations »* et, enfin, *« leurs conseils doivent toujours avoir comme perspective de maintenir l'emploi, la production et le pouvoir d'achat »*.

Comme l'écrivait l'économiste Martin Feldstein – conseiller du président Ronald Reagan entre 1982 et 1984 – dans *The Economic Journal*, en 1992, les économistes choisis par le président pour leur renom et la qualité de leurs travaux *« arrivent généralement au conseil sans la connaissance des rouages institutionnels qu'ils vont devoir affronter et avec une connaissance faible des mécanismes bureaucratiques de la prise de décision. Mon expérience montre qu'ils deviennent rapidement des partenaires efficaces et qu'ils font d'importantes contributions au débat public compte tenu de leur capacité d'analyse économique. Souvent, des idées nouvelles sont sorties du conseil, qui ont surpris les non-économistes des agences gouvernementales »*. Selon David Naveh, professeur de sciences politiques, *« la création des conseillers économiques du président a été un tournant dans la transformation de la science économique en instrument de décision politique »*.

RAPPORTS DE FORCES

Souvent, les circonstances ont plongé les membres de ce conseil dans le maelström des rapports de forces qui font l'essentiel de la vie politique dans la capitale fédérale américaine. La nomination de Joseph Stiglitz – professeur d'économie aujourd'hui en poste à la Banque mondiale – par Bill Clinton, en juin 1995, à la présidence du conseil coïncida ainsi avec la décision d'une sous-commission du Congrès de supprimer le budget (3,5 millions de dollars, soit 20 millions de francs environ) de cette cellule. La volonté de réduire le déficit du budget fédéral passait par la mise au chômage du président du conseil, de ses deux collègues et de leurs trente-cinq collaborateurs. Joseph Stiglitz réussit à sauver son budget *« en expliquant que le mince budget du conseil valait par les nombreux projets fédéraux néfastes que les économistes du président avaient réussi à tuer dans l'œuf »*.

Ce centre d'influence a toutefois joué un rôle différent et d'importance inégale selon les présidents des Etats-Unis en exercice. Sous Ronald Reagan, le président du conseil, Muray Weidenbaum, exerça une influence majeure en théorisant la déréglementation. C'est lui qui établit les avantages que tirerait la machine économique à se voir allégée du poids des réglementations fédérales. Martin Feldstein, qui succéda à Murray Weidenbaum en 1982, mit l'accent sur la réduction des déficits. Ce qui eut le don de faire enrager bon nombre d'administrations fédérales, grandes consommatrices de fonds publics.

Le successeur de Martin Feldstein, Beryl Sprinkel (1985), subit de nombreuses attaques en produisant des analyses qui laissaient entrevoir une croissance forte et prolongée de l'économie américaine. Le débat fit rage en 1987, car Sprinkel maintenait ses analyses, mais ajoutait qu'il fallait réduire les déficits pour que cette croissance soit rendue plus homogène pour tous les secteurs économiques du pays.

Cette tendance à la réduction du déficit fut accrue sous George Bush. Michael Boskin (1989), nouveau président du conseil, défendit lui aussi la notion d'équilibre budgétaire et osa même prédire qu'il deviendrait réalisable dès 1996. Cet excès d'optimisme – rappelons que le budget américain sera équilibré en 1998 – valut là encore au conseil un tombereau de critiques. Malgré les coûts de la guerre du Golfe, Boskin campa ferme sur ses prévisions et annonça un retour rapide de la croissance et des rentrées fiscales.

Peu après son élection, Bill Clinton resta fidèle à la tradition et choisit un professeur d'économie pour la présidence du conseil. Laura d'Andrea Tyson (1993), professeur à Berkeley, avait la réputation d'être protectionniste. Elle se révéla en réalité une adepte du libre-échange et exhorta le gouvernement à se montrer plus pugnace dans l'ouverture des marchés étrangers. Elle aida Bill Clinton a défendre l'Accord de libre échange nord-américain (Nafta) et à promouvoir un accord au GATT qui avait pour but de consolider la déréglementation et la libre circulation des marchandises au niveau mondial. Joseph Stiglitz (1995), qui succéda à Laura d'Andrea Tyson, a concentré, lui, l'essentiel de son action sur les avantages et incitations de toute nature.

CONCURRENCE

Les membres du conseil restent rarement plus de deux ou trois ans en poste. Ils exercent ensuite des fonctions prestigieuses dans des établissements publics ou privés. Mais cette parenthèse politique ne peut leur être profitable que s'ils ont conservé l'estime de leurs pairs. Autrement dit, l'honneur de faire partie du conseil ne devrait jamais être une raison suffisante pour trahir les fondements de la profession d'économiste : à savoir rigueur et conviction. Renier son savoir pour satisfaire des intérêts politiciens à court terme casserait sans aucun doute la carrière future des « conseillers du président ». Aux Etats-Unis, la concurrence est aussi une arme de gouvernement.

Y. M.

Horst Siebert, président de l'Institut d'économie mondiale de Kiel (IFW)

« Notre rôle consiste à prévenir, si possible, les problèmes à venir »

L'Allemagne comptait traditionnellement cinq instituts de recherche économique situés dans l'ex-RFA (le HWWA de Hambourg, l'IFO de Munich, le RWI d'Essen, le DIW de Berlin et l'IFW de Kiel), auxquels s'est ajouté, après la réunification, l'IWH de Halle, dans l'ancienne Allemagne de l'Est. Deux d'entre eux, le HWWA et l'IFO, ont récemment fait l'objet de remontrances sur la qualité de leurs travaux ; l'IFO a été déclassé par le Conseil scientifique, un organisme fédéral chargé de les superviser. Il devrait être transformé en « institution de services », mais a fait appel de cette décision. Horst Siebert, âgé de cinquante-neuf ans, président de l'IFW, siège également au Conseil scientifique, rattaché au ministère de l'économie, et est aussi membre du « conseil des sages ».

« Il existe en Allemagne plusieurs instituts de conjoncture économique dont les travaux font autorité. Quelle est leur fonction ?

– Ce sont des instituts de recherche économique placés sous l'autorité du Conseil scientifique, un organisme rattaché directement à la présidence de la République allemande. Les membres du Conseil scientifique, garants de la qualité des travaux de ces instituts, appartiennent au monde académique. Ils formulent aussi des recommandations sur des sujets divers, par exemple sur la politique de recherche économique dans les universités.

– Comment sont financés ces instituts ?

– Ils sont financés pour moitié par le gouvernement fédéral et pour moitié par les Länder (les régions).

– Se distinguent-ils entre eux ?

– Oui, dans un certain sens. On pourrait dire, par exemple, que l'institut IFO s'est concentré sur la conjoncture, la confiance des consommateurs allemands ou encore l'appréciation des milieux d'affaires sur le niveau des investissements.

» A Kiel, nous sommes plus spécialisés dans les études internationales et les questions européennes.

» Les instituts se distinguent aussi par leur approche de la théorie économique. Le nôtre préconise une politique économique de l'offre sur le long terme, alors que d'autres instituts, celui de Berlin par exemple, sont davantage axés sur la demande.

– Ces instituts sont-ils nés après la seconde guerre mondiale ?

– Non, bien avant. L'Institut de Kiel a été créé en 1914, à l'aube de la première guerre mondiale. L'institut de Berlin est aussi très ancien. A l'époque, notre institut concentrait l'essentiel de ses travaux sur l'économie du trafic maritime, car Kiel était un port important.

– Combien de personnes travaillent dans votre institut ?

– Nous employons environ trois cent vingt personnes. L'une de nos caractéristiques est la collecte mondiale d'ouvrages traitant de questions économiques internationales, rédigés en allemand ou dans l'une ou l'autre des principales langues étrangères. Nous en avons près de 2,2 millions dans notre bibliothèque. Dès qu'un livre économique important est publié, il doit se trouver chez nous. Une partie de l'équipe travaille sur cette activité de documentation économique internationale, l'autre se consacre à la recherche économique proprement dite.

– Avez-vous des chercheurs de différentes nationalités dans vos équipes ?

– Oui, nous avons des spécialistes qui viennent d'autres pays. Notre institut dispose d'un programme de formation économique supérieure d'une durée d'un an qui accueille vingt-cinq étudiants du monde entier. Cet enseignement est très recherché, car nous recevons des professeurs d'économie réputés – tels Charles Wysploz ou Jeffrey Sachs –, qui viennent donner un cours pendant deux semaines. Par ailleurs, nous sommes en étroit contact avec d'autres instituts étrangers, ainsi qu'avec des chercheurs à titre individuel. Notre Conseil scientifique est composé de six personnes, dont trois ne sont pas allemandes : l'économiste américain Martin Feldstein, de Harvard, le professeur Anne Kruger, de Stanford, et l'économiste italien Guido Tabellini. Ce conseil se réunit une fois par an et nous adresse des recommandations sur l'enseignement ou le traitement de l'économie.

– Quel est l'impact des différents instituts sur la politique économique allemande ?

– A Kiel, nous n'avons que des économistes. Pas d'avocats, pas d'ingénieurs ou de représentants des milieux d'affaires. Nous ne nous occupons que de sujets économiques, essentiellement macroéconomiques, y compris sur tout ce qui concerne l'intégration européenne et la monnaie unique.

» Je pense que les travaux des différents instituts ont un impact sur l'analyse des problèmes économiques que font le gouvernement ou les pouvoirs publics. Notre rôle consiste à analyser, à faire en sorte qu'on puisse prévenir, si possible, les problèmes à venir, et à élaborer des solutions à long terme.

– A part les instituts économiques, l'Allemagne possède aussi une structure de conseillers économiques, à l'image du Council of Economic Advisers aux Etats-Unis. Comment fonctionne cet organisme ?

– Il s'agit d'un organisme de nature comparable, créé par la loi, qui n'a pas de rapport avec les instituts dont nous venons de parler. Ce « conseil des sages », ainsi qu'on l'appelle généralement, est indépendant du gouvernement (tandis qu'aux Etats-Unis, le Council of Economic Advisers fait partie du gouvernement). Le « conseil des sages », qui existe depuis trente ans, est composé de cinq personnes. Celles-ci sont nommées par le président de la République sur proposition du gouvernement, et pour un mandat de cinq ans. Ce sont des professeurs d'université auxquels se joint quelquefois un professionnel, mais c'est assez exceptionnel. Ces « sages » présentent un rapport annuel au gouvernement, au mois de novembre. Le gouvernement est tenu de répondre aux observations contenues dans ce rapport devant le Parlement, au mois de janvier qui suit la publication. Le gouvernement publie son propre rapport, qu'il soumet au Parlement et qui indique, par exemple, si l'Allemagne doit adopter telle ou telle direction en matière de politique économique.

– Quelle est l'influence de ces « cinq sages » sur les orientations économiques gouvernementales ?

– Ils impriment leur marque sur la politique gouvernementale, dont il leur est arrivé de critiquer les orientations, notamment dans le domaine fiscal et celui de la politique salariale.

– En France, le gouvernement a créé récemment un conseil d'analyse économique, qui se veut inspiré de ces exemples étrangers. Il est composé d'une trentaine d'économistes...

– Je crois qu'à ce niveau, c'est plutôt un mini-Parlement ! Mais cela reste une bonne idée, sous réserve que les gens qui composent ce conseil soient indépendants. Lorsque ce conseil a été créé en Allemagne, il y a une trentaine d'années, le chancelier Adenauer n'y était pas très favorable. Il craignait, comme il le disait lui-même, d'avoir affaire à des gens *« qui viendraient lui mettre une puce dans le dos »*. Mais ceux qui étaient favorables à cette création ont tenu bon. Ils pensaient que c'était là un moyen pour l'Allemagne d'avoir une politique économique plus rationnelle, de déboucher sur le fameux consensus qui, pendant tant d'années, a marqué la politique économique et sociale dans notre pays.

– Qui a le plus de pouvoir d'influence sur la politique économique allemande : ces instituts, les conseillers économiques ou la Bundesbank ?

– Je vous laisse le soin de répondre à cette question... »

Propos recueillis par Serge Marti

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

	Etats-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Production industrielle (en %)	décembre	décembre	décembre	novembre	décembre	décembre	octobre
Dernier mois connu	0,5	0,9	0,7	-2,2	0,0	-0,6	0,7
Sur 12 mois	6,5	-1,2	5,9	6,9	6,6	0,5	5,7
Taux de chômage (en %)	janvier	décembre	décembre	décembre	octobre	janvier	janvier
Dernier mois connu	4,7	3,4	11,9	12,2	12,4	5,0	8,9
Un an avant	5,3	3,3	10,9	12,5	12,2	6,5	9,7
Indice des prix (en %)	décembre	décembre	janvier	décembre	janvier	décembre	décembre
Dernier mois connu	-0,1	-0,2	0,0	0,0	0,3	0,2	-0,1
Sur 12 mois	1,7	1,8	1,3	1,1	1,6	2,7	0,7
Solde commercial (en milliards)	novembre	décembre	novembre	novembre	novembre	novembre	novembre
Dernier mois connu (monnaies nationales)	-14,2	809,2	12,7	10,5	4 399,0	-1,5	1,0
Cumul sur 12 mois (monnaies nationales)	-180,8	10 077,8	126,9	145,0	53 117,2	-11,7	23,2
Cumul sur 12 mois (en dollars)	-180,8	83,4	73,7	28,4	31,6	-19,2	16,9
Croissance du PIB (en %)	97.T4	97.T3	97.T3	97.T3	97.T3	97.T3	97.T3
Dernier trimestre connu (rythme annuel)	4,3	3,1	3,2	3,5	1,8	3,8	4,1
Sur 12 mois	3,9	1,0	2,3	2,6	2,1	4,0	4,0
Solde des paiements courants (en % du PIB)							
1997 (estimations OCDE)	-2,1	2,2	-0,3	2,3	3,6	0,3	-1,0
Déficit public (en % du PIB)							
1998 (prévisions OCDE)	0,1	-2,6	-2,6	-3,0	-3,0	-1,1	1,0
1997 (estimations OCDE)	0	-2,8	-3,0	-3,1	-3,0	-2,3	0,4
Dette publique en % du PIB							
1997 (estimations OCDE)	61,5	86,7	60,7	[illegible]	122,3	53,8	96,7

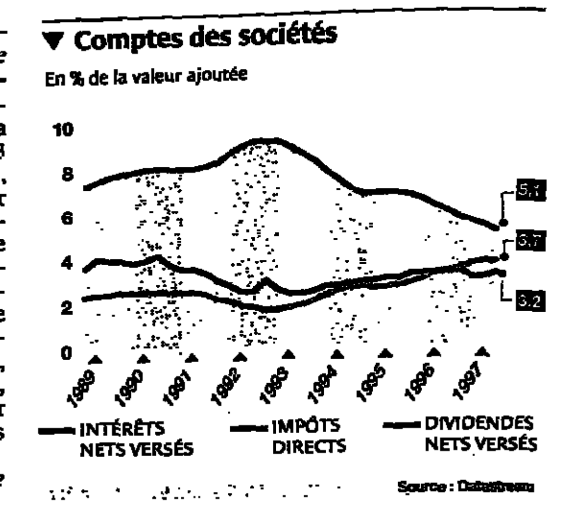
VERS UNE MOINDRE ÉPARGNE DES ENTREPRISES FRANÇAISES

Le taux d'épargne des sociétés françaises (autofinancement/valeur ajoutée), stabilisé à 17,5 % depuis le printemps 1996, est appelé à se détériorer. Les entreprises s'efforceront de maintenir le taux de marge autour de 31 %. Mais la baisse de la charge nette de la dette, revenue de 9 % de la valeur ajoutée début 1993 à un peu plus de 5 % l'été dernier, touche à sa fin, puisque les taux d'intérêt sont pratiquement à leur étiage et que le désendettement est désormais interrompu ; à partir de la fin 1998, ce ratio devrait même se redresser. D'autre part, le poids des dividendes, déjà remonté de 2 % à près de 3,7 %, devrait se poursuivre jusqu'à 4,5 % pour se rapprocher de la norme américaine. Enfin, l'impôt sur les sociétés devrait augmenter en raison de la progression des bénéfices et, surtout, du relèvement de son taux. En conséquence, l'autofinancement devrait perdre 2 points de valeur ajoutée d'ici à la fin 1999, pour s'établir aux environs de 15,5 %, plus bas niveau depuis 1984.

Direction des études et de la stratégie, Natexis Banque

▼ **Comptes des sociétés**

En % de la valeur ajoutée



Source : Datastream

À RETENIR EN FRANCE

PIB (en milliards de francs courants)	SMIC horaire (en francs)	Population active	Nombre de chômeurs
7 873	39,43	25 582 000	3 027 800

L'amélioration du climat économique semble durable

L'amélioration récente du climat économique en Europe continentale sera-t-elle durable ou non ? Les difficultés à appréhender les effets de la crise asiatique ont amplifié les divergences entre économistes sur les perspectives conjoncturelles européennes.

Les pessimistes qui, dès avant la crise, ne croyaient guère à une reprise solide et durable en Europe continentale, ont aujourd'hui quelques bonnes raisons supplémentaires d'écarter cette issue : la crise asiatique déprimera les exportations et contraindra les entreprises exposées à la concurrence asiatique à de nouvelles restructurations.

COMPÉTITIVITÉ

L'embellie sur le front de l'emploi, tout juste palpable, ne durerait pas, les pressions à la baisse des salaires s'amplifieraient, et le regain de confiance des particuliers ne serait que feu de paille, tout comme la reprise de leur consommation. Privée de son ressort essentiel, les exportations, la croissance européenne se traînerait aux environs de 2 % à 2,5 %, anéantissant une nouvelle fois les chances d'assister à une véritable reprise de l'investissement et de l'emploi.

Les optimistes, plus confiants dans les forces conjoncturelles en jeu depuis le printemps dernier, ne se sont guère laissés gagner par la

▼ Europe occidentale
La crise asiatique ne devrait pas briser la dynamique actuelle des exportations

morosité. Les indicateurs à leur disposition leur offrant chaque mois de nouveaux signes prometteurs à court terme, ils restent assurés que la dynamique enclenchée sur le front domestique est suffisamment forte pour amortir les effets directs et indirects de la crise asiatique et tablent le plus souvent sur une croissance de l'ordre de 3 % en Europe pour cette année. Myopie, défaut d'anticipation ? Rien n'est moins sûr.

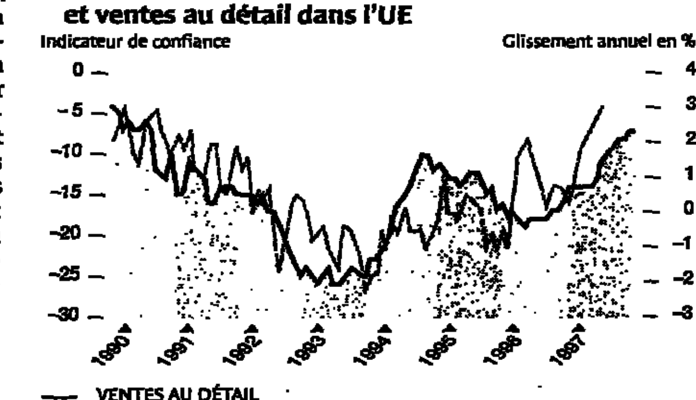
La prise en considération tardive de la gravité de la situation asiatique en début d'hiver s'est soldée par un certain nombre d'excès sur l'appréciation de ses effets potentiels. L'Asie en développement représente certes des débouchés importants pour l'Europe, qui y vend, en moyenne, un cinquième de ses exportations extra-européennes.

Mais rappelons que la responsabilité de l'Asie dans la dynamique des exportations est plutôt faible. Depuis le début de la décennie, les exportations allemandes ou françaises vers cette région du monde n'ont jamais contribué à plus de 2 ou 3 points à la croissance des exportations totales de ces deux économies. Entre la mi-1996 et la mi-1997, la contribution des nouveaux pays industrialisés d'Asie à la croissance de 15 % de la valeur totale des exportations allemandes n'a été que de 1 point, soit moins de la moitié des bénéfices tirés des exportations vers les Etats-Unis ou l'Europe de l'Est, et sans commune mesure avec la contribution des échanges intra-européens. La contraction des débouchés asiatiques à venir ne devrait donc pas briser la dynamique actuelle des exportations.

La perte de compétitivité des produits européens est-elle plus préoccupante ? Un certain nombre de secteurs d'activité sont effectivement exposés à la concurrence asiatique, mais le prix n'est pas tout. En règle générale, le degré de substituabilité entre les productions asiatiques et européennes est plutôt faible, à l'exception des biens de consommation. Sur ces derniers, pour lesquels la concurrence asiatique risque d'être la plus féroce, une baisse des prix, génératrice de gains de pouvoir d'achat, constitue plutôt un bon signal pour la croissance de la consommation.

Dans l'ensemble, malgré une dégradation de la position compétitive des producteurs européens, rien ne semble aujourd'hui justifier l'alarmisme. D'autant plus que la vigueur du dollar américain

▼ **Climat de confiance des ménages et ventes au détail dans l'UE**



Source : Datastream

confère aux industriels européens un niveau de compétitivité à même d'amortir considérablement le contrecoup de la crise asiatique.

La reprise conjoncturelle européenne aurait-elle d'autres raisons de trébucher ? Ce n'est pas ce qui ressort des indicateurs actuels.

CONSOMMATION

Le climat des affaires n'a cessé de s'améliorer depuis le début de l'année dernière. Dopée jusqu'à l'été par de nouvelles perspectives à l'exportation, l'activité européenne s'est graduellement rééquilibrée en faveur de la demande domestique tout au long du second semestre 1997. A la fin de l'année dernière, alors que le climat de confiance des ménages européens avait renoué avec ses plus hauts niveaux depuis 1990, le volume des ventes au détail dans l'Union européenne progressait sur une tendance annuelle de plus de 3 %, la plus forte depuis 1990 également.

Avec 10,5 % de la population active, le taux de chômage de l'Union européenne est certes encore très proche de son sommet (11,5 %). Mais l'histoire récente des pays occidentaux a montré que le niveau du chômage influait moins sur le comportement de dépense des consommateurs que ses variations. A ce titre tous les pays européens bénéficient aujourd'hui d'un environnement favorable.

C'est en outre dans le tertiaire, secteur relativement à l'abri de la concurrence internationale, que s'effectue actuellement, dans la quasi-totalité des pays, le mouvement de reprise de l'emploi.

Dans un contexte où le taux d'épargne des particuliers reste très haut, les gains de pouvoir d'achat dus à la reprise de l'emploi ont de bonnes chances de contribuer à l'amélioration de la consommation. Cela d'autant plus que s'éloignent les menaces d'une fiscalité plus lourde, au fur et à mesure que les déficits publics approchent la norme européenne de 3 % du PIB, ce qui semble aujourd'hui acquis pour les onze pays potentiellement candidats à l'euro.

Si tel est le cas, cette amélioration des perspectives de consommation aura tôt fait de se répercuter sur le comportement d'investissement des entreprises. Les taux d'utilisation des capacités productives ont retrouvé leur plus haut niveau depuis le pic de 1994 dans la plupart des grands pays européens, et les conditions de financement de l'investissement sont aujourd'hui particulièrement favorables.

Dans l'ensemble le contexte européen actuel pourrait encore nous réserver de très bonnes nouvelles conjoncturelles.

Véronique Riches
Economiste (Société générale)

L'Afrique du Sud n'est pas aussi vulnérable qu'il y paraît

Que ce soit en France ou dans les milieux d'affaires anglo-saxons, les experts sont divisés sur la question : l'Afrique du Sud est-elle, oui ou non, inscrite sur la liste rouge des pays du monde les plus exposés à de nouvelles crises financières ? Depuis le début de la crise asiatique, de nouveaux modèles de prévision sont testés sur des pays aussi différents que la Turquie, le Brésil ou l'Afrique du Sud... Ce débat n'est pas purement théorique. Un pays considéré, à tort ou à raison, comme particulièrement vulnérable sera du même coup désigné comme une proie facile pour la spéculation internationale. Et, dès la première attaque, son sort dépendra de ses capacités de résistance.

En France, la Coface s'est fixé la tâche de *« détecter, avant qu'il ne soit trop tard, les retournements d'opinion sur les marchés financiers »*. L'un des trois principaux facteurs qu'elle prend en compte dans *« l'évaluation de la vulnérabilité structurelle »* d'une économie donnée est la capacité que celle-ci aura *« de faire face, pendant quelque temps au moins, à des attaques spéculatives »* et de *« soutenir sa monnaie »*. Selon cette analyse, quatre pays lui paraissent particulièrement fragiles, le premier d'entre eux étant l'Afrique du Sud et les suivants les Philippines, la Turquie et la Slovaquie.

Dès le début du mois de novembre 1997, l'American Express Bank avait soulevé un véritable vent de pessimisme sur le rand sud-africain en le classant troisième des monnaies les plus vulnérables du monde, derrière la roupie pakistanaise et le won coréen, donc plus vulnérable que le dong vietnamien, la lire turque, le real brésilien, le sol péruvien et le rouble russe, qui

▼ Afrique australe
Pretoria a quelques motifs d'optimisme : le poids de la dette à court terme diminue, les réserves en or et en devises se renforcent et l'inflation régresse

suivent le rand sur cette même liste de l'Amex Bank.

Jusqu'ici, pourtant, cette fragilité annoncée n'a pas déchaîné de tempête. Le rand a bel et bien été attaqué, mais il a peu bougé. La place de Johannesburg (12e Bourse mondiale) a cédé du terrain au plus fort de la crise boursière asiatique, mais elle a déjà commencé à se redresser. Faut-il en conclure que l'Afrique du Sud ne jouit que d'un répit momentané, une rémission qui ne remettrait pas en cause un diagnostic malheureusement pessimiste ?

RÉAJUSTEMENT DU RAND

Ou doit-on, à l'inverse, considérer que l'Afrique du Sud a été vaccinée à temps contre les crises financières, dès 1996, année qui s'était traduite par un réajustement efficace du rand par rapport aux autres monnaies mondiales ?

Les experts de la Coface mettent en avant, non sans raison, l'importance de l'endettement à court terme de l'Afrique du Sud, largement supérieur aux réserves de change en devises. Celles-ci avaient été pratiquement ramenées à zéro par la crise de 1996 et n'étaient remontées, au cours de 1997, qu'à l'équivalent de deux mois d'importations. Parallèlement, la chute du prix de l'or entame, elle aussi, la crédibilité des réserves sud-africaines en ce métal.

Les financiers de l'American Express Bank insistent, eux, sur deux critères de vulnérabilité qu'ils estiment particulièrement élevés : la volonté de la Banque centrale (la Reserve Bank (RSA), dirigée par Chris Stals) de soutenir le rand ne leur semble pas suffisamment assurée, en dépit des déclarations répétées des autorités monétaires ; par ailleurs, le besoin de financement de l'Afrique du Sud ne leur paraît pas couvert de façon assez solide, compte tenu de l'importance du déficit de la balance des paiements courants. S'ils reconnaissent que la RSA a bénéficié en 1997 de fortes entrées de capitaux étrangers, ils regrettent que plus de la moitié de ces flux soient composés d'investissements en portefeuille, considérés comme « volatiles », et non d'investissements directs à l'étranger (IDE) ou d'autres financements à long terme.

En novembre 1997, ces pronostics négatifs ont semblé sur le point de se réaliser : tandis que le dollar zimbabwéen plongeait (de 11 à 22 pour 1 dollar américain), la Reserve Bank sud-africaine se voyait dans l'obligation d'intervenir pour soutenir le rand.

Avec le recul, on s'aperçoit cependant que cette crise de confiance avait été provoquée – dans le contexte déjà très troublé des événements du Sud-Est asiatique – par une décision qui ne concernait, en Afrique australe, que le seul gouvernement zimbabwéen : l'annonce, par le président Robert Mugabe, en octobre, de la confiscation des terres appartenant à quelque 1 500 fermiers blancs. L'effet de cette mesure fut presque immédiatement désastreux pour le dollar zimbabwéen, entraînant, par contagion, une attaque parallèle sur le rand. Les fortes sorties de capitaux confirment aujourd'hui que la méfiance perdure vis-à-vis du Zimbabwe, tandis que l'Afrique du Sud est parvenue à faire comprendre – et admettre – les différences qui séparent sa politique de celle de son encombrant voisin.

Marc Bouteiller, conseiller économique et commercial auprès de l'ambassade de France à Johannesburg, soutient dès lors une thèse qui va à l'encontre du pessimisme ambiant et démonte, point par point, les arguments qui pourraient justifier une forte réticence vis-à-vis de l'économie sud-africaine. Les analystes des « optimistes » (dont celle du classement pays de Nord Sud Export du 11 octobre 1997) s'en trouvent confortées.

Nul ne cherche à prétendre que les faiblesses des indicateurs fondamentaux financiers sud-africains se seraient corrigées par magie. Mais la plupart des tendances sont orientées, depuis des mois, dans le bon sens. Tout se passe comme si l'Afrique du Sud, qui a connu sa propre expérience de maladie financière sous une forme à la fois prématurée et bénigne en 1996, avait su très vite tirer les leçons de cette crise.

Elle a renforcé ses capacités de résistance sur trois points majeurs.

ÉPARGNE ET EMPLOI

Tout d'abord, le poids de la dette à court terme diminue (39 % seulement d'une dette extérieure totale de 23,4 milliards de dollars américains, ce qui ne représente que 26 % du PIB, soit un ratio remarquablement bas). Sa nature même n'est pas très préoccupante, puisqu'elle est largement liée au financement du commerce extérieur, lui-même excédentaire.

Ensuite, les réserves en or et en devises se renforcent : elles représentent désormais 6 milliards de dollars, soit près de trois mois d'importations de biens et services. Parallèlement, le déficit de la balance des paiements diminue, si bien que la vulnérabilité de l'Afrique du Sud vis-à-vis des capitaux volatiles s'atténue elle aussi.

Enfin, l'inflation régresse à grands pas, atteignant son niveau le plus bas depuis vingt ans, grâce à un indice des prix à la production ramené à 5 % seulement depuis octobre. Résultat : les taux d'intérêt réels dépassent les 13 % ; le *bank rate* est de 19,25 %, soit un niveau extrêmement attractif dès lors que l'indice général des prix tombe à 6,1 %, comme le prévoit le service central sud-africain de statistique pour l'ensemble de l'année 1998.

Il n'est donc pas exclu que les taux d'intérêt soient prochainement revus à la baisse par la Reserve Bank, de façon à accompagner une croissance plus soutenue. Ainsi le PIB pourrait-il s'accroître d'un peu plus de 2 % cette année, sans risque de dérive majeure.

Le risque d'une rechute de l'économie sud-africaine n'est certes pas totalement éliminé. Mais les principales composantes du danger ont évolué : elles viennent pour l'essentiel du taux de chômage officiel, qui tend à s'accroître, et du ratio de l'épargne, qui a encore baissé en 1997. Le ministre sud-africain de l'économie et des finances, Trevor Manuel, ne cherche d'ailleurs pas à masquer l'ampleur des ces deux problèmes. L'épargne et l'emploi seront les deux thèmes centraux de son budget 1998-1999, qui sera présenté en mars et sera aussi, ne l'oublions pas, le budget des prochaines échéances électorales.

Nicole Chevillard
Nord Sud Export

▼ Des tendances orientées dans le bon sens

Prévision moyenne de croissance du PIB en 1998 : 2 %

Estimation du déficit de la balance des paiements courants en 1997 : 1,7 milliard de dollars américains

Indice des prix en glissement annuel à la fin de 1997 : + 7 %

Indice des prix à la production : + 5 %

Variation annuelle des investissements FBCF en 1997 : + 3 %

Variation des exportations en 1997 : + 14 % en valeur, + 9,5 % en volume

Déficit budgétaire attendu en 1997/1998 : 4,5 % du PIB

Taux d'intérêt « bank rate » : 19,25 %

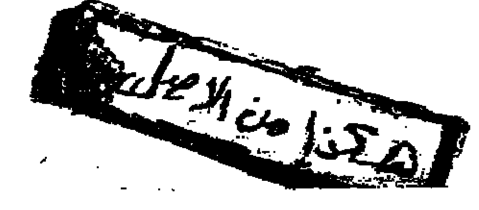
Taux d'intérêt réel : 13 %

Réserves en or et en devises : 6 milliards de dollars

Dette totale : 23,4 milliards de dollars

Dette à court terme : 9,1 milliards de dollars

Service de la dette (intérêts + principal) : 8,5 % des exportations



Pour les industriels, le monde est en surcapacité de production

par Albert Merlin

La récente réunion à Londres, à l'initiative du Conference Board, de quelque quarante économistes appartenant aux plus grands groupes industriels et bancaires du Vieux Continent, s'est révélée, une fois de plus, très attrayante, sinon rassurante. En dépit de la crise asiatique, on y avançait des prévisions macroéconomiques relativement satisfaisantes (une croissance de 2,5 % à 2,8 % pour l'Union européenne en 1998). En revanche, les perspectives affichées secteur par secteur révélaient, pour le moins, une hésitation, voire une sérieuse *préoccupation* de la part des industriels.

On nous objectera que c'est là une histoire connue, que dans les enquêtes auprès des chefs d'entreprise, les perspectives « générales » ne corroborent presque jamais les perspectives « personnelles » ; et que, de toute façon, dans une telle réunion, ce sont les économistes de *banque qui tiennent le haut* du pavé.

Ce n'est pas faux. Mais tout de même, le contraste entre le premier et le deuxième diagnostic *apparaît frappant. Par rapport* à la thèse relativement sereine selon laquelle la crise des pays asiatiques est susceptible de s'arranger assez vite au prix de replâtrages *financiers*, la somme des « plus » et des « moins » affichés par les économistes industriels, chacun pour son propre secteur, suggère pour 1998 une conjoncture proche de la platitude (avec, évidemment, beaucoup de nuances d'une branche à l'autre). Ce qui pose quelques questions à l'observateur, et plus encore au décideur quand il s'agit de budgéter tel ou tel investissement, d'envisager une acquisition, ou au contraire de conclure qu'il n'y a décidément rien de plus urgent que d'attendre des jours meilleurs.

L'explication est à portée de la main, et n'est malheureusement pas nouvelle. Dans les débats actuels sur l'Asie, on consacre à peu près 90 % des analyses aux problèmes financiers, 10 % seulement aux problèmes de l'économie réelle. Jour après jour, il est question de reporter les dettes, de les alléger, de les convertir en fonds propres : disons les choses clairement, de renflouer le navire pour éviter la *déflation. L'instrument* est connu : c'est la concertation entre FMI, banques centrales et banques privées. Le succès n'est certes pas assuré, mais c'est *la* croyance dominante.

En face, qui donc parle de l'économie réelle, de l'équilibre entre l'offre et *la demande* des produits industriels *et* des *surcapacités* ? Pas grand monde, s'agissant d'un sujet horriblement terre-à-terre. Pourtant, les faits sont là : les pays asiatiques ont bâti des capacités de production excessives, parfois gigantesques. Il suffit d'interroger nos industriels sur ce qu'ils pensent du bourgeonnement des usines d'automobiles, d'acier, de biens durables de consommation, de semi-conducteurs, et de bien *d'autres produits. Il va falloir éponger tout cela*, mais au bout de combien de temps ?

Autant il est aisé de réunir une conférence internationale pour décider un report de dette ou une injection de liquidités, autant il paraît fantasmagorique d'imaginer une conférence regroupant les industriels du monde entier, avec l'espoir que chacun fera un effort pour être « gentil » et réduire (comment ?) les capacités qu'il a antérieurement construites. La matière industrielle est différente de la financière : les usines ne sont pas « liquides » !

> Il faudra des années pour que la demande intérieure des pays asiatiques absorbe leurs surplus. Autre solution : un colossal effort d'exportation, à condition de dévaluer sauvagement. Mais plus on dévalue, plus on gonfle les dettes...

Si l'on attend que la demande intérieure progresse suffisamment pour être capable d'absorber les surplus, il y faudra des années. Il y a évidemment une autre porte de sortie : un effort colossal d'exportation sur les marchés mondiaux, à condition de dévaluer sauvagement – et de faire abstraction des réactions probables des pays ainsi attaqués. Il y a, en outre, un petit inconvénient à ce stratagème : c'est que plus on dévalue, plus on gonfle les dettes, alors que celles-ci sont déjà énormes. *C'est* le cercle vicieux.

Ce n'est pas tout. Le FMI impose à ces pays, *dans la plus pure tradition washingtonienne*, une médecine de cheval qui consiste à comprimer les budgets : ce qui aura pour effet de réduire *encore plus sévèrement* la *demande intérieure* ! Comme le faisait remarquer récemment John Makin, de l'American Entreprise Institute, cette stratégie consiste à imposer la plus rigoureuse des politiques anti-inflationnistes au moment précis où l'on est en pleine surcapacité. Résultat : chacun fait ses comptes, dénombre *les hauts-fourneaux éteints, les laminoirs* en attente de clients, les lignes de montage désertes, et tente d'évaluer le nombre d'années nécessaires *pour* écluser tout cela.

Contre-épreuve : l'évolution des prix des matières premières et des produits de base, qui ne fait que matérialiser ces angoisses sur l'équilibre entre offreurs et demandeurs. Depuis sept à huit mois, *c'est la baisse générale* ; l'indice Rexecode a baissé de quelque 17 % entre la mi-1997 et janvier 1998. Qui, en dehors des professionnels *des marchés*, y *prête attention ? On* ne peut pas ne pas noter la coïncidence entre ce retournement à la baisse et la survenance de la crise asiatique.

Ensuite, vient la contagion : des produits de base, la pression à la baisse passe aux produits finis. Et tout ce que l'on trouve à dire, en Europe, c'est qu'il n'est pas « normal » d'avoir une stabilité, voire une baisse des prix industriels, alors que nous sommes en expansion. En fait, ce qui n'est pas normal, c'est qu'on refuse de *voir la vérité en face : quand il y a des surcapacités*, les prix baissent. Regardons enfin les signaux !

Pendant ce temps, en France, nous nous accrochons à l'idée que nos exportations ne seront guère touchées par la crise asiatique, *puisque 7 % seulement de nos ventes sont destinées* à cette région. Y a-t-il argument plus simpliste ?

On ne comprend pas, on ne veut pas comprendre, que les difficultés asiatiques rebattent les cartes au plan mondial, que l'équilibre entre offre et demande de produits industriels se trouve bouleversé et qu'il faudra de longs délais pour opérer l'ajustement nécessaire. On parle liquidités et l'on oublie volontiers les biens réels et les hommes.

Voilà d'où vient l'écart entre les diagnostics formulés par les macroéconomistes (ou les experts de la sphère financière) et les économistes travaillant dans l'industrie. Reste évidemment une question cruciale : pourquoi les économistes industriels réunis à Londres ne protestaient-ils que mollement face aux prévisions lénifiantes de leurs collègues généralistes ? Réponse : par timidité, par crainte de procéder à des *généralisations* hâtives. *L'industrie* rend modeste. Et elle n'a pas beaucoup de porte-voix.

***Albert Merlin** est directeur de la revue « Sociétal ».*

Le second défi américain

par Bronwyn Curtis

Devant la fascination de l'Europe pour Bill Gates et sa gestion génératrice de milliards, que l'on considère partout comme le modèle du XXIe siècle, il est intéressant de revenir sur un texte déjà ancien qui traite de cette question-clé du débat d'aujourd'hui, la compétitivité technologique. Il y a trente ans, dans son célèbre best-seller *Le Défi américain* (1967, Denoël, épuisé), Jean-Jacques Servan-Schreiber décrivait par le menu le sombre avenir qui attendait l'Europe si elle ne réussissait pas à s'adapter au monde nouveau des technologies modernes et au mode de gestion économique que mettaient en place les Etats-Unis.

« *Le défi américain*, écrivait alors Servan-Schreiber, *n'est pas essentiellement d'ordre industriel ou financier. Il met en cause, avant tout, notre fécondité intellectuelle, notre aptitude à transformer les idées en réalités. Ce qui cède devant la poussée extérieure, ayons le courage de le reconnaître, ce sont nos structures politiques et mentales – c'est notre culture.* » Ces lignes sont de 1967, pas de 1997. Pourtant il est frappant d'observer à quel point, des deux côtés de l'Atlantique, les gens bien informés n'ont pas su voir que le monde était revenu à son point de départ.

Comme Servan-Schreiber le disait alors, de façon inquiétante autant que lapidaire : « *S'il y a une bataille de l'avenir, c'est la bataille du calcul.* » Or voilà que de nouveau, comme dans les années 60, l'Amérique règne en maître aux frontières de la technologie, menaçant de distancer ses partenaires du G 7 dans la grande course *économique* du siècle prochain.

Toutefois, au lieu de déplorer le triomphalisme américain, les Européens que nous sommes devraient être conscients de présenter aujourd'hui sur le front technologique les mêmes insuffisances qu'hier. Comme Servan-Schreiber à l'époque, il nous faut – une fois de plus – prendre en compte la supériorité des Etats-Unis dans ce domaine et entamer le processus d'adaptation à son implacable marche en avant.

De l'aveu général, pour qui se souvient de la difficile décennie qu'a vécu l'Amérique jusqu'au début des années 80, ce retour au premier rang de l'économie mondiale semble à peine croyable. Il est vrai que tout ce temps – ou presque –, « le défi américain » a connu, semble-t-il, le destin peu glorieux de tant de scénarios futuristes, lorsque le Vietnam, l'inflation, le Watergate et la perte de confiance qui les a suivis sapaient la vitalité économique du pays.

Mais avec le recul on jugera cette période pour ce qu'elle apparaît avoir été : un *simple* détour sur le chemin de la prééminence stratégique américaine. Ces trente ans ont certes apporté *des changements durables. Il* est clair que les Etats-Unis ne retrouveront pas la première place qu'ils occupaient sur les marchés à l'exportation et dans les mouvements de capitaux au cours des années qui ont immédiatement suivi la seconde guerre mondiale. Mais dans les domaines qui vraisemblablement décideront de la réussite au siècle prochain, l'avance américaine apparaît une fois de plus irréfutable.

> La célérité avec laquelle les sociétés informatiques d'outre-Atlantique ont réagi au défi japonais des années 80, et en ont triomphé, constitue la preuve la plus tangible que la domination industrielle des Etats-Unis est restée intacte

C'est on ne peut plus vrai de la technologie de l'information où les Etats-Unis continuent de tenir tête à tous *leurs concurrents*. Un monde dans lequel Microsoft contrôle, estime-t-on, 80 % du marché des systèmes d'exploitation des *ordinateurs* personnels, et où Intel fabrique trois sur quatre des puces pour microprocesseur vendues sur la planète, n'est pas un monde « multipolaire ». *La célérité avec laquelle* les sociétés informatiques américaines ont réagi au défi japonais des années 80, et en ont triomphé, constitue la preuve la plus *tangible que la* domination industrielle américaine est restée intacte.

Le même schéma se profile déjà dans les technologies encore plus nouvelles, situées à la croisée de l'informatique et des télé*communications, que symbolise* Internet. Ironie du sort, si les Européens sont les inventeurs du Réseau mondial, son dévelop*pement et ses applications ont été* détournés par la stratégie des firmes américaines – comportement autrefois considéré comme *exclusivement japonais*.

L'on constate avec stupéfaction qu'en dépit de trente ans de lutte, l'Europe reste totalement démunie face à ce défi. Malheureusement, la seule recommandation du livre de Servan-Schreiber qu'aient suivie les dirigeants européens est la moins applicable au monde moderne : il s'agit de l'instauration d'une politique industrielle pour remédier aux rigueurs d'un marché compétitif. Malgré les nombreux remèdes essayés – notamment faire d'*Olivetti et* des Machines Bull des « champions nationaux » capables d'affronter les Américains –, très peu se sont *révélés efficaces, ce que les gouvernements* d'Europe continuent de découvrir trente ans et des milliards de dollars plus tard.

Il en est de même, hélas, d'un certain nombre d'autres « projets » européens – celui, par exemple, de compenser un marché peu flexible du travail et des produits par une intervention de l'Etat, ou la pratique *confortable* du « *consensus* » *dans* l'industrie. L'essentiel est clair. A moins que l'Europe ne change, que les bénéfices de la gestion américaine *des affaires et de la* flexibilité ne soient adaptés et mis à son service, l'économie du Vieux Continent risque *de continuer* à stagner. Ce *désir de reproduire* sur son sol la réussite américaine – bien que profondément ancré – ne remplacera pas une vraie remise en ordre de l'économie en Europe.

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize)

***Bronwyn Curtis** est économiste en chef chez Nomura International, à Londres.*

LIVRES

Feu sur le Très Grand Etat européen

par Yves Mamou

L'ERREUR EUROPÉENNE
de Jean-Jacques Rosa
Grasset, 303 p., 125 F.

Quand j'entends le mot monnaie unique, je sors mon revolver, semble dire Jean-Jacques Rosa. A moins d'un an du passage à l'euro, ce professeur d'économie à l'Institut d'études politiques *de Paris a vidé la totalité du barillet sur cette Europe* politique en train de se mettre benoîtement en place sous couvert de monnaie commune... Les 305 pages-projectiles de *L'Erreur européenne*, que l'auteur – également collaborateur au *Figaro* – *vient de* publier, ont pour but de dénoncer le complot – même si le mot n'est jamais écrit – qui a débuté avec l'achèvement du marché unique et la libre circulation des marchandises et des personnes, suivis par la monnaie unique, pour aboutir, subrepticement, à la mise en place d'un Etat européen. Le tour de passe-passe a été si bien mené que personne n'a réellement saisi où et comment le tournant avait été pris.

Au lieu de se borner à la constitution d'une simple zone de libre-échange, des hommes politiques (de gauche principalement, selon l'auteur) et des technocrates mégalomanes ont inventé un projet fou : fusionner plusieurs territoires et plusieurs monnaies nationales pour *construire* un TGE (Très Grand Etat) dont la *seule fonction serait* d'accroître (plus encore) les prélèvements nationaux et d'ouvrir à ces messieurs de la technocratie de nouveaux postes de pouvoir et de nouvelles formes de rémunération. Pour Jean-Jacques Rosa, c'est clair : « *Choisir la monnaie unique et le Très Grand Etat revient à renoncer à la prospérité* ».

Cette position extrême semble être le fruit d'une longue maturation intellectuelle. Partisan de l'Europe à l'origine, Jean-Jacques Rosa a commencé à avoir des doutes au début des années 90, en constatant que les politiques menées par les gouvernements, surtout socialistes, plaçaient la France à contre-cycle du reste du monde. Tout le début du livre est consacré à cette « *impasse* » voulue par « *les socialistes* » et organisée par les « *intégristes* » monétaires de la Banque de France et de la direction du Trésor : impôts sur le travail, blocage doctrinal (« *il n'y a pas d'autre politique* »), fixité des changes et accrochage du franc au mark.

Jean-Jacques Rosa ne nie pas le rôle de l'Etat. Si cet acteur économique de premier plan était délivré de ses soucis de fusion politique, il aurait la liberté de mener une politique différente : un brin d'inflation supplémentaire et une bonne relance budgétaire – une vraie relance économique et pas une distribution de pouvoir d'achat aux fonctionnaires ou un accroissement du RMI – lui permettraient de relancer la machine à croissance et de créer des emplois. « *L'économie française choisit ainsi aujourd'hui un taux d'inflation trop bas compte tenu de sa situation conjoncturelle, qui interdit le plein emploi et elle paie d'un chômage massif et sans justification cette « sous-inflation »* ou « *déflation relative* ».

L'auteur est contre l'euro parce qu'il est l'antichambre de ce Très Grand et très bureaucratique Etat européen qu'il faudra construire pour faire contrepoids à la Banque centrale européenne. Ensuite, parce que les avantages économiques avancés pour justifier la monnaie unique ne résistent guère à l'analyse. *L'argument de l'euro comme réduction du* risque de change ? L'importance du dollar dans les échanges internationaux va se poursuivre, affirme-t-il. Euro ou franc français, le danger *d'une perte de change obligera les industriels qui exportent en dollars* à utiliser les mêmes techniques de couverture. Le commerce intra-européen se développera-t-il plus vite s'il est libellé en euro ? Rien n'est moins sûr. « *Compte tenu de l'ouverture déjà très grande des échanges en Europe, ouverture réalisée il y a plusieurs années, il y a fort à parier que ce sont les échanges avec les pays tiers qui vont à l'avenir se développer plus rapidement* », explique-t-il. Et du coup, le risque de change resurgit. La lutte contre l'inflation sera-t-elle facilitée par l'euro ? « *Nullement, les pays européens ont réussi leur désinflation dans les années 80 par des politiques monétaires nationales et menées indépendamment les unes des autres* ».

L'un des plus forts sujets d'irritation de Jean-Jacques Rosa par rapport à l'euro tient au fait que ces futurs Etats unis d'Europe ne constituent pas une « *Zone monétaire optimale* » (ZMO). Qu'est ce qu'une ZMO ? Une zone monétaire où la mobilité de l'ensemble des facteurs de production (capital, main-d'œuvre...) permet d'absorber tous les chocs asymétriques. Dans le passé, l'Europe a été une zone de forte mobilité de la main-d'œuvre ; ce n'est plus le cas aujourd'hui. Aussi, une hausse de taux d'intérêt uniforme destinée à calmer une surchauffe *inflationniste locale* (en Allemagne, par exemple), risque d'avoir des effets déflationnistes dans les zones de dépression (par pays ou par régions).

Mais l'auteur n'est pas naïf. Il sait très bien que les promoteurs de l'euro connaissent ces asymétries monétaires et *qu'ils mettront progressivement en place des correctifs*. C'est précisément le poids bureaucratique de ces correctifs qui lui semble redoutable. L'auteur estime que « *parce que les frontières politiques ne coïncident plus avec les marchés économiques, les minorités culturelles ou régionales peuvent « s'offrir le luxe » d'une sécession* ». De là à justifier le démantèlement des Etats-Unis et la prise d'indépendance *d'Etats-nations comme* la *Californie ou* le Texas, *il n'y a qu'un* pas *que* l'auteur franchit aisément.

Jean-Jacques Rosa semble toutefois sous-estimer grandement l'ampleur d'un autre phénomène : le poids politique croissant occupé par les multinationales. Les gigantesques conglomérats d'antan ont presque partout cédé la place à des groupes spécialisés à vocation monopolistique, dans la pharmacie, le pétrole, l'informatique, etc. C'est cette tendance à la multiplication des monopoles que rate l'auteur quelque peu aveuglé par son effroi devant les technocraties triomphantes et inefficaces.

En fait, il semble qu'entre le pouvoir économique et le pouvoir technocratique, Jean-Jacques Rosa ait nettement choisi le premier. Une option qui ne regarde *que lui et qui* recoupe *assez logiquement le* spectre idéologique où notre économiste se meut. Il émerge de tout cela un livre réellement tonique et stimulant, qui oblige chacun à passer au crible ses propres *présupposés idéologiques* ou *politiques*. C'est ce *qu'on peut* attendre de mieux d'un essai comme celui-ci.

Les chambres de commerce et d'industrie ont toujours un problème de légitimité

▼ Fin 1998, le système électoral des institutions consulaires françaises sera réformé pour réduire l'abstentionnisme et éviter les présidents « à vie »

Bientôt quadricentenaires, puisque leur doyenne marseillaise a été créée en 1499, les chambres de commerce et d'industrie (CCI) craquent, mais ne rompent pas. Elles poursuivent assidûment leurs missions de service public. En novembre 1997, leurs membres ont été élus pour six ans, *dans 161 chambres locales et 21* chambres régionales. Ces élus achèveront d'élire leurs présidents au cours de la deuxième quinzaine du mois de février. Cette permanence de l'institution consulaire ne doit cependant pas faire oublier que celle-ci affronte une réelle crise de légitimité depuis quelques années.

La loi de 1898 qui régit les CCI les voue à la défense des intérêts généraux du commerce, de l'industrie et des services. Au fil des siècles, comme leurs consœurs des autres pays d'Europe, elles ont assumé des missions de représentation auprès des pouvoirs publics, des fonctions d'étude et de proposition, mais *aussi des responsabilités dans* la gestion d'équipements et d'aides aux entreprises.

FORMATION

Ce sont des établissements publics à caractère administratif. A ce titre, elles collectent auprès des entreprises un impôt additionnel à la *taxe professionnelle (IATP), qui,* en 1997, a rapporté 7 milliards de francs, soit moins du quart d'un budget de fonctionnement de 26 milliards, toutes chambres confondues. Le reste provient essentiellement des recettes des taxes portuaires et aéroportuaires, des droits d'inscription des écoles de commerce et d'ingénieurs, ou des revenus des zones industrielles et des foires et Salons.

Car les CCI – et leurs 26 000 collaborateurs – consacrent plus de 5,5 milliards de francs à la formation et à l'enseignement dans 500 établissements qui accueillent de l'apprenti cuisinier jusqu'à l'étudiant de HEC. Elles gèrent notamment 121 aéroports, 196 ports (commerce, pêche ou plaisance), 38 gares routières, 34 palais des congrès ou parcs d'exposition, ainsi que les ponts de Honfleur et de Tancarville. Elles ont créé plus de 400 zones d'activité. Elles financent trois banques de données nationales et la plupart d'entre elles disposent d'observatoires économiques.

Elles collectent la taxe d'apprentissage et le « 1 % logement ». Elles distribuent les financements communautaires européens. Elles élisent les juges des tribunaux de commerce, conseillent les créateurs d'entreprises et s'efforcent de prévenir les faillites. Elles disent obligatoirement leur mot au moment de l'élaboration des contrats de plan, des schémas directeurs d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols. Elles épaulent les efforts d'exportation de leurs ressortissants.

C'est dire qu'elles font partie du paysage économique français et que leurs responsables figurent parmi les principaux notables régionaux. Pourquoi alors font-elles l'objet de critiques virulentes venues de tous les horizons politiques et économiques ? Pourquoi les rapports de la Cour des comptes et d'autres experts économiques s'entassent-ils en vain, tout comme les projets gouvernementaux annoncés à grand renfort de trompes et destinés à moderniser les CCI et leur superstructure nationale, l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI) que préside Gérard Trémège ? Pourquoi ce tapage et cette immobilité ?

Les contempteurs formulent plu*sieurs griefs, des plus futiles aux* plus graves. Pour les premiers – qu'avait repris à son compte, pendant un temps, le ministre de l'industrie du gouvernement Juppé, Franck Borotra –, les présidents de CCI sont les meilleurs clients des restaurateurs et des agents de voyages, et ils doivent surveiller *leur taux de cholestérol... Moins in*juste, l'opinion publique voit ces présidents comme des retraités de l'entreprise, indéracinables et perclus de décorations.

NATURE HYBRIDE

Dans les administrations comptables des deniers publics, on s'emmêle un peu *dans la nature hy*bride des CCI, qui sont à la fois des établissements publics astreints à un service public aux entreprises et aussi de véritables entreprises de droit privé obligées d'équilibrer leurs budgets certifiés par des commissaires aux comptes. Alors on s'étonne de voir certaines chambres gérer des golfs (Avignon, Quimper) ou des ports de plaisance ou le pont du Gard (Nîmes), ce qui paraît éloigné de leurs tâches de représentation du monde économique privé.

D'autres dénoncent les gaspillages des « doublons » constatés entre aéroports de CCI voisines, entre écoles de commerce crées pour la gloire, entre observatoires économiques et comités d'expansion de régions et de chambres concurrents. Certains soulignent les incohérences de leur couverture géographique : dans le département de la Seine-Maritime, on dénombre sept CCI et deux seulement *dans les Bouches-du-Rhône. Qu'y* a-t-il de commun entre l'opulente chambre de Paris et ses 2,5 milliards de francs de budget annuel et la pe*tite CCI du Tréport qui annonce* une enveloppe de 51,3 millions de francs ?

Dans les milieux patronaux eux-mêmes, des voix éminentes se sont élevées pour demander aux CCI de ne pas empiéter sur les territoires voisins. Jean Gandois, alors président du CNPF, et Lucien Rebuffel, président de la CGPME, avaient cosigné, il y a un an, une lettre dans laquelle ils dénonçaient le *« paracommercialisme »* et le *« parasyndicalisme »* de l'institution consulaire ; autrement dit, celle-ci n'avait ni à concurrencer les sociétés de service aux entreprises, par exemple en proposant du gardiennage, ni à se mêler de négocier avec les pouvoirs publics ou avec les syndicats.

Pour faire bonne mesure, ceux qui proposent de supprimer les CCI affirment que la loi de décentralisation de 1982 a transféré la responsabilité du développement économique aux élus locaux, qui ne peuvent se désintéresser de la montée du chômage et des fermetures d'entreprises.

Ils soulignent que la légitimité démocratique de l'institution consulaire est faible : le pourcentage des votants appelés à renouveler ses membres par moitié tous les trois ans y dépasse à peine le cin*quième des inscrits,* soit 21,97 % en 1997 (21,22 % en 1994) ; les élus ne comprennent rien au système électoral uninominal à un tour et par collèges (commerce, industrie, services) ; les listes uniques CNPF-CGPME-« personnalités » monopolisent 91,7 % des suffrages et enlèvent tout intérêt au scrutin.

Les partisans des chambres de commerce et d'industrie ne sont pas moins convaincus. Ils soulignent le rajeunissement des présidents de CCI intervenu depuis quelques années puisque des chefs d'entreprise en activité ont pris le pouvoir à Strasbourg, Valence, Yssingeaux, Tarbes ou Paris. Ceux-ci *ont secoué la somnolence de leurs* chambres.

Ils font aussi valoir que le jacobinisme centralisateur se trompe et qu'il faut laisser les chambres essaimer en fonction des microclimats économiques et intervenir dans tous les domaines où l'initiative pri*vée ou publique fait défaut (pont* du Gard ou Palais des congrès de Paris). Hybrides et au plus près du terrain, les CCI seraient les mieux à même de décider de leurs interventions, par exemple s'il faut subventionner à grands frais ou non une ligne aérienne entre Paris et Quimper.

A l'ACFCI, on met en avant plus de mille cinq cents exemples de partenariat associant les chambres avec leurs « amis-ennemis » naturels : Force 5 associe les CCI du pays de Fougères, de Rennes et de Saint-Malo ainsi que les chambres de métiers et d'agriculture et le département d'Ille-et-Vilaine pour analyser l'économie locale ; l'aménagement touristique et fluvial de la vallée du Lot mobilise les énergies de toutes les collectivités territoriales et consulaires du Lot et du Lot-et-Garonne ; la CCI de Montluçon n'a aucun mal à travailler avec la municipalité communiste pour le plus grand bien de l'économie locale. Autrement dit, les chambres seraient prêtes à abandonner leur esprit de clocher pour travailler en réseau si l'on en croit cet aphorisme d'un président d'une CCI auvergnate qui proclame : *« Peu m'importe d'être le simple rayon d'une roue pourvu qu'elle tourne. »*

« STALINIEN »

Pas question de rayer de la carte les chambres de commerce et d'industrie. A la suite du rapport Gerolami de 1994, le gouvernement Juppé avait imaginé une structure pyramidale qui aurait simplifié la carte consulaire en réduisant, à terme, le nombre des chambres lo*cales et en les fédérant autour de* chambres régionales. Plus réalistement, il souhaitait donner une certaine autonomie financière aux CCI, en leur faisant signer un contrat de cinq ans dont les objectifs auraient été justifiés.

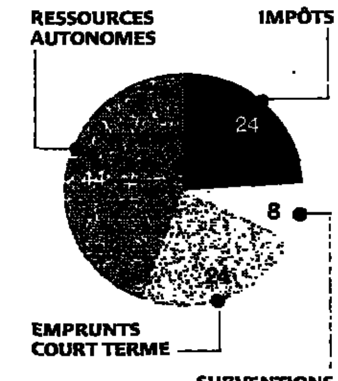
Le gouvernement Jospin a pris un malin plaisir à reprendre l'épithète *« stalinien » que de nombreux pré*sidents de CCI avaient utilisée pour qualifier ce projet. Il n'est donc plus question de bouleverser les textes et les structures : les ministres se sont contentés de bénir la fusion volontaire des CCI de Charleville-Mézières et de Sedan. Tout au plus s'agira-t-il, vers la fin de l'année 1998 et en concertation avec les chambres, de réformer le système électoral pour éviter les présidents « à vie » et réduire l'abstentionnisme du corps électoral.

On étudiera la demande pressante d'autonomie budgétaire formulée par les chambres, mais longuement, tant cette décentralisation effraie les ministères de tutelle. On soupèsera la possibilité de renouveler en bloc les conseils d'administration des CCI, mais précautionneusement pour être sûr de ne pas faire le lit du Front national en embuscade dans le collège des petits commerçants. On n'avancera sûrement ni très vite *ni très fort.*

Alain Faujas

▼ Les recettes des CCI

en %



Source : ACFCI

Outre-Rhin, les institutions consulaires sont très impliquées dans l'exportation

▼ Les chambres de commerce et d'industrie allemandes ont les mêmes difficultés que leurs homologues françaises

Au nombre de quatre-vingt-trois, les chambres de commerce et d'industrie allemandes vivent à peu près les mêmes questions existentielles que leurs homologues françaises. Elles jouissent, elles aussi, de la qualité d'établissements publics pour défendre les 2,5 millions d'entreprises qu'elles représentent, qui sont obligées de les financer et qui élisent leurs conseils d'administration. On retrouve dans les institu*tions consulaires d'outre-Rhin* les mêmes fonctions d'aide aux entreprises, avec une forte implication à l'exportation. Les chambres épaulent les entrepreneurs dans leurs démarches administratives et les représentent auprès des pouvoirs publics.

Elles ne gèrent ni aéroports, ni ports, ni foires, mais réalisent des études économiques qui en font des conseillers précieux pour leurs mandants. Elles occupent une place essentielle dans la formation professionnelle, car, si elles n'ont pas la responsabilité de l'apprentissage, elles sont les seules habilitées à délivrer différents diplômes professionnels.

Au niveau national, les CCI ont la faculté d'adhérer à une structure de droit privé, l'Association des chambres de commerce et d'industrie allemandes (Deutscher Industrie und Handelstag ou DIHT) dont la capacité d'expertise en fait l'interlocuteur obligé du gouvernement. Le DIHT entre en concurrence avec l'Association de l'industrie allemande (Bundersverband des deutschen Industrie ou BDI) et – dans une moindre mesure – avec l'Union fédérale des associations et employeurs allemands (Bundesvereinigung der deutschen Arbeitgerberverbande ou BDA).

Les présidents de ces trois organismes se surveillent pour qu'aucun d'entre eux ne jouisse de *faveurs spéciales de la part du* gouvernement. On entend parfois certains responsables du BDI dire que les CCI ne sont pas représentatives puisque l'adhésion y est obligatoire pour les entreprises. Ce à quoi les chambres rétorquent qu'elles sont représentatives puisqu'elles couvrent le territoire national et la totalité du monde de l'entreprise, à l'exception des artisans et des professions libérales. On croirait entendre le CNPF français se quereller avec l'assemblée des chambres de commerce... Il faut dire que le DIHT, et son indéboulonnable président Hans-Peter Stihl, a aussi bien l'oreille du chancelier Kohl que la sympathie de l'opinion publique. Ses relations avec Hans-Olaf Henkel (BDI) et Klaus Murmann (BDA) ne sont pas toujours sereines, mais les trois hommes savent travailler « à l'allemande », c'est-à-dire surmonter leurs divergences d'appareil pour coopérer à la réussite des entreprises nationales, notamment à l'exportation.

Il y a quelques années, il avait été question de fusionner DIHT, BDI et BDA. Cette hypothèse semble aujourd'hui remplacée par une stratégie amenant les trois groupements patronaux à *« marcher séparément, mais* [à] *frapper ensemble ».* Cette démarche sera symbolisée par leur installation prochaine à Berlin dans une maison *« commune ».*

Al. F.

HISTOIRE ÉCONOMIQUE

L'électricité au secours de l'ordre social

par Bernard Kapp

Le développement de l'énergie électrique, comme aujourd'hui celui de l'informatique et des télécommunications, a totalement bouleversé l'image que les hommes se faisaient de leur avenir. Que lit-on dans les articles et les ouvrages de vulgarisation qui foisonnent à l'occasion de la première Exposition internationale d'électricité, qui se tient à Paris en 1881 ? Qu'une véritable révolution technique est en cours. Et qu'elle porte en elle les germes d'une nouvelle civilisation urbaine.

L'électricité va très vite prendre la relève du gaz de houille pour l'éclairage et des chevaux pour la traction des tramways. Mais elle va aussi profondément modifier les conditions de travail des ouvriers, expliquent les experts de l'époque, car la mise au point de petits moteurs électriques bouleversera la logique de la production manufacturière. Plutôt que de concentrer une importante main-d'œuvre dans de vastes usines bruyantes et enfumées, les industriels auront désormais intérêt à sous-traiter un maximum de tâches à des petits ateliers indépendants, bénéficiant d'un outillage électrique léger et performant. En d'autres termes, la « Fée Electricité » va faire renaître le travail à domicile, lui-même garant d'une vie familiale plus équilibrée et plus paisible...

PEUR DU GIGANTISME INDUSTRIEL

Régulièrement reprise par de nombreux auteurs au cours des années 1880, au point de devenir très vite une banalité, cette étonnante vision prospective traduit avant tout la peur du gigantisme industriel, dont les conséquences morales, sociales et politiques sont de plus en plus alarmantes. Car on s'inquiète, dix ans après la Commune de Paris, des succès remportés dans les usines par l'anarcho-syndicalisme. Et on rêve d'un retour à l'atelier artisanal, ce conservatoire des vertus sociales dont Le Play et Proudhon ont tracé un portrait idyllique. Mais il faut que ces petites unités de production puissent rester compétitives en se modernisant et en se mécanisant. La mise au point annoncée de moteurs électriques parfaitement adaptés à leurs besoins et à leurs contraintes arrive donc à point nommé !

Le problème de la mécanisation des petits ateliers était en fait posé depuis le milieu du XIXe siècle. Il devenait urgent de leur fournir une source de force motrice pour que leurs machines cessent d'être action*nées à la main, par l'ouvrier lui-même ou par un homme de peine* chargé de tourner la manivelle.

Les ingénieurs avaient tout d'abord essayé de construire des machines à vapeur de faible puissance. Dans un premier temps, leurs efforts avaient abouti à des modèles de taille moyenne destinés à une exploitation collective. Plusieurs dizaines de ces machines furent installées, pendant le Second Empire, dans des cours d'immeubles parisiens, afin de distribuer leur énergie aux ateliers installés dans les étages au moyen de courroies. Par la suite, dans les années 1870, les fabricants *parvinrent à créer des modèles à chaudière verticale et à foyer intérieur* d'une puissance de 1 à 4 chevaux. Mais ces nouvelles machines ne pouvaient convenir qu'à des ateliers ; elles étaient encore surdimensionnées pour les artisans et les travailleurs à domicile. D'autant qu'une machine à vapeur ne peut pas fonctionner de manière autonome : elle exige la présence d'un chauffeur dont le seul salaire représente déjà une lourde charge.

Une solution plus satisfaisante sembla se dessiner avec la mise au point, vers 1860, des premiers moteurs à gaz. Les compagnies de distribution, qui avaient construit d'immenses réseaux de canalisation dans toutes les grandes villes d'Europe, se mirent à commercialiser elles-mêmes ces moteurs auprès de leurs abonnés. A Paris, par exemple, ils rencontrèrent un certain succès à partir de 1880. Ils présentaient toutefois le grave inconvénient, comme les machines à vapeur, d'être extrêmement bruyants. Il faut enfin citer, parmi les différentes pistes qui furent explorées à cette époque, les réseaux de distribution d'air comprimé, d'air raréfié ou encore d'eau sous pression. Les expériences qui furent réalisées à petite échelle à Londres ou à Paris montrèrent que ces systèmes étaient viables. Mais aucun d'entre eux ne parvint à déclencher l'enthousiasme de la clientèle visée.

RUBANERIE, TISSAGE, LINGERIE, HORLOGERIE

En revanche, les moteurs électriques suscitent l'enthousiasme. On en parle pendant toutes les années 1880, bien qu'ils ne soient pas encore au point, comme offrant la solution idéale : les ingénieurs assurent qu'ils seront robustes, faciles à utiliser et peu bruyants. Et tout le monde semble persuadé qu'il permettront de donner un second souffle à la petite production indépendante. Les premiers modèles, mis sur le marché à partir de 1890, rencontrent toutefois un accueil prudent de la part des artisans, qui reculent devant les investissements à réaliser et ne se montrent guère sensibles aux tarifs préférentiels que leur offrent les producteurs de courant.

Le mouvement d'électrification des ateliers, qui démarre très lentement et qui va s'étaler sur plusieurs décennies, s'avère très inégal selon *les régions et les secteurs. Il est assez* fort à Saint-Etienne, par exemple, où une compagnie de distribution est créée en 1892 pour fournir du courant à bon marché aux milliers de travailleurs à domicile du secteur de la rubanerie. Résultat : le nombre de métiers à tisser et de machines à coudre mus par l'électricité passe de 19 en 1894 à 10 500 en 1904. Les chiffres sont également significatifs dans d'autres activités comme le tissage à Lyon, la lingerie à Paris ou l'horlogerie dans les vallées jurassiennes. Mais il s'agit de cas particuliers, qui s'expliquent par des initiatives locales fortes et qui tranchent avec l'immobilisme prévalant, par *manque de moyens ou par manque* d'imagination, dans la plupart des métiers.

Les statistiques de 1906 concernant l'électrification des locaux professionnels sont éloquentes. Les travailleurs isolés (qui représentent à cette date 17,7 % de la population active) ne sont pratiquement pas desservis par la force motrice. Et les ateliers abritant de un à cinq postes de travail (plus de la moitié de la population active) ne disposent d'un outillage électrifié que dans 10 % des cas, alors que la proportion est de 62 % pour les établissements de plus de cinq salariés. Car ce sont les usines qui utilisent le plus intensivement les moteurs électriques.

La grande révolution technico-sociale annoncée un quart de siècle plus tôt n'est manifestement pas au rendez-vous. Le moteur électrique a certainement aidé certains secteurs de production dispersée à ralentir leur déclin. Mais il n'a en aucun cas inversé, ni même freiné le grand mouvement de concentration industrielle qui va, au contraire, s'accentuer au début du XXe siècle. Et s'accélérer avec le fordisme dans les années 1920. Autant dire que les raisonnements simplistes basés sur le *seul déterminisme technologique* – y compris ceux que l'on entend de nos jours sur les conséquences « inéluctables » d'Internet sur le devenir des sociétés développées (éclatement de l'entreprise traditionnelle, télétravail généralisé, etc.) – méritent d'être écoutés avec un minimum d'esprit critique...

IMMOBILIER

FICHE PRATIQUE DES NOTAIRES

CHAMBRE DES NOTAIRES DE PARIS — PARIS NOTAIRES services


COPROPRIÉTÉ - ASSEMBLÉE DE COPROPRIÉTAIRES DÉCISION - MAJORITÉ

La Loi du 10 juillet 1965 "fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis" organise avec une certaine minutie la tenue des assemblées générales de copropriétaires et les conditions de quorum et de majorité auxquelles les décisions doivent être prises.

Ces dispositions sont généralement reprises dans le règlement de copropriété, véritable "règlement intérieur" de la vie de la copropriété.

Que se passe-t-il si une décision est prise en assemblée générale au mépris des conditions de majorité prévues ?

La Cour d'Appel de Paris, dans une décision du 6 septembre 1996, a rappelé avec clarté que dès lors qu'une assemblée générale de copropriétaires réunit plus de la moitié des voix des copropriétaires présents ou représentés, la décision est adoptée, même si elle n'est pas conforme aux exigences de majorité prévues par la loi du 10 juillet 1965.

Le contrôle du respect des dispositions de la loi relative aux majorités et sa sanction éventuelle (nullité) ressort de l'article 42 alinéa 2 de la loi de 1965 (la décision doit être attaquée dans les deux mois de la notification au copropriétaire de l'assemblée ou, à défaut, dans les deux mois de l'assemblée).

Faute d'une telle action, le vote sera définitivement validé.

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er - Téléphone : 01.44.82.24.00

VENTES

FONDS DE COMMERCE

6e RUE DES BEAUX-ARTS galerie, belle vitrine. EMOUNA 01-53-90-12-12.

Vds boulangerie-pâtisserie à Marseille prox. mer très beau quartier, hts plafonds, belle clientèle, pas. de livr. 4,5 MF. Tél. : 04-42-44-69-74 a.m.

LOCATIONS

BUREAUX

Bd RASPAIL
Appt 112 m², 2e ét. asc., refait à neuf, locaux *professionnels*. Tél. : 04-70-43-32-07.

VENTES

APPARTEMENTS

PARIS 2e

BOURSE, p. de taille, stand., 3e ét. Travx, 185 m² et 229 m², 17 000 F le m². Tél. : 01-40-26-11-84. Poss. Périssol.

PARIS 6e

ENCHERE NOTAIRE
113-115, r. N.-D.-des-Champs *STUDIO 35 m²*, RDC *Mise à prix : 250 000 F* Visites 16-02 de 10 h à 12 h, 21 et 27-02 de 14 h à 16 h. *J.-C. Juteau 01-44-23-03-11*

St-Germain-des-Prés p.d.t., prof. lib. autor. 4 p. 150 m² id. *méd.* Urgt. 01-43-35-18-36.

PARIS 7e

BAC VARENNE p.d.t., étage noble, 5-6 p., 184 m², belle allure, serv. 01-43-35-18-36.

PARTICULIER VEND
Métro Rue-du-Bac, 190 m², prestige, ét. élevé, 4-5 p., 2 nivx, salon, et galerie, 71 m², s. à manger, 2 chbres, 2 s. de bains, dressing, placards, cuis. équipée, *2 caves, 2 park.* Tél. : 01-45-51-07-24.

PARIS 9e

CADET-MONTHOLON
115 m², 4 chbres, pierre de t., dble expos. 2 000 000 F. X'IMMO 01-40-25-07-05.

RUE BELLEFOND
3 pces pierre de t., balc. sud, 850 000 F. 01-40-25-07-05.

PARIS 12e

RUE DE CHARENTON
Lofts, duplex et surfaces à aménager à partir de 14 000 F le m². AD'HOC 01-44-75-70-65.

Mº REUILLY-DIDEROT
L'Estérel, studio 28 m², 3e ét., s. jard., cave, park. GERER Mme Michaut 06-07-74-89-62 ou 01-42-65-03-03.

PARIS 13e

Près B. Cailles, mais. anc. s. *3 nivx, 4-5 p., 150 m²*, charme, jdinets, sol, park. 01-43-35-18-36.

PARIS 14e

14e, près MAIRIE, imm. pierre de t., APPTS *à vendre libres ou occupés.* EMOUNA 01-53-90-12-12.

Face parc Montsouris, dernier ét., 4 p., 140 m², balc. + terrasse 250 m², box. 01-43-35-18-36.

Mº DENFERT-ROCHEREAU *Récent stand. studio 21 m²*, 2e ét., s. jardins, cave, park., s. de bains, cave, w.-c., cuis. séparée. 550 000 F. GERER Mme Michaut 06-07-74-89-62 ou 01-42-65-03-03.

PARIS 15e

Pasteur, réc., dern. ét., 3 p., tt cft, 69 m², balcs, vue sompt. Tour Eiffel, park. 01-43-35-18-36.

15e Mº BIR-HAKEIM St-Saens, studio 25 m², 8e ét., *cave, park. 600 000 F.* GERER Mme Michaut 06-07-74-89-62 ou 01-42-65-03-03.

PARIS 16e

ENCHERE NOTAIRE
20-22, av. Versailles, r.d.c. Studio 30 m² occupé (parts de société). *Mise à prix sur surenchère :* 247 500 F. Visites 21-02 de 10 h à 12 h. J.F. Régent 01-45-08-50-92.

PARIS 17e

RUE JOUFFROY
A RÉNOVER
28 M² R.D.C.
01-40-30-17-94

77 Seine-et-Marne

ENCHERE NOTAIRE
MAITRE ROCHELOIS ARVILLE. 1, rue Grande, propriété-terrain 1 860 m². bât. principal 13 p. 385 m² + dépendances 370 m², 2 piscines (1 couverte). Mise à prix sur surenchère 1 683 000 F. Visite 20-02 : 14 h 30-16 h 30. Mlle Leduc 01-44-09-40-39.

78 Yvelines

Près Parly 2, ds verdure, 4 p., 80 m², 2e ét., t.b., refait neuf, E/O, calme, vue ds parc de la résid. Tles commodités, proche La Défense, Paris, Versailles. Px : 1 MF. Pptaire 01-47-73-57-56.

LE VESINET CENTRE RER, 175 m² + combles + cour, volume, calme, gros trav. à prévoir. Px 1,3 MF. Tél. : 06-60-45-27-10.

MAISONS-LAFFITTE
5' RER, bel imm. récent Studio 27 m² bien agencé 2e ét. asc., refait à neuf. 390 000 F. 01-45-87-70-50

92 Hauts-de-Seine

LEVALLOIS Mº Anatole-France, récent, idéal placement, studio 23 m² + jard. *privé 20 m².* 330 000 F à débattre. GERER Mme Michaut 06-07-74-89-62 ou 01-42-65-03-03.

94 Val-de-Marne

4 p. SAINT-MANDÉ. Résidentiel, proche bois, dernier étage avec ascenseur, bel ancien, cheminées, cave. 2 150 000 F. 01-48-08-59-59 M. ASSAYAN.

Province

NICE
Colline de Fabron
Vue s. mer et terrain boisé, terrasses, expo. sud DU STUDIO AU 4 P. à partir de 12 500 F/m². UFG 01-44-56-10-60.

MAISONS

Paris Rég. parisienne

14e GAZAN VUE PARC maison de ville avec jard., rare. 5 800 000 F. ISI 01-43-37-84-84.

200 M PTE CHOISY (IVRY) maison de charme, 130 m² + jard. sud, belles prestations. 1 890 000 F. I.P. 01-48-83-32-88.

91 LONGJUMEAU
Particulier vend maison bourgeoise, centre ville, 160 m² (séjour 40 m² + 6 pièces, cuisine, salle de bains, WC). Chauffage central. Jardin intérieur, 80 m². Possibilités profession libérale ou artisanale. 1 200 000 francs. Tél. : 01-64-48-95-90

CLAMART
Maison bourgeoise, 5 chbres, gd jard. 3 800 000 F. 01-34-60-39-08.

ENCHÈRE NOTAIRE
Saint-Amoult (78) *9, rue des Prêtres* Maison 86 m². Mise à prix : 162 000 F. Visites 16 et 23/2 : 14 h 30 à 16 h 30, 27/2 : 11 h à 13 h. « Le fond du Gravier » Terrain boisé 11 000 m². Mise à prix : 13 000 F. M. Roubaud-Galonnier. Tél. : 01-30-41-31-09

Province

Particulier à particulier vend centre Var sur 4 ha plat boisé superbe villa 150 m² + maison 100 m² + annexes + dépendances + piscine + *p. house équipée.* Tél. : 04-94-33-25-25, soir ou heures de repas.

AVEYRON *vend superbe* maison campagne. CENTURY 21 à Rodez. Tél. : 05-65-73-30-30. *Grand plain-pied.*

VIAGERS

TUILERIES. Prestigieux Occupé 7 ans. 150 m² env. 3 600 000 F comptant sans rente. 01-42-65-07-57

XVIIe PTE DE CLICHY 3 p. libre, couple 60 ans 250 000 F + 2 800 F/mois Tél. : 01-42-65-07-57

PROPRIÉTÉS

A SAISIR 60 MN DE PARIS par A 6, Montargis gare SNCF, golf, équitation sur *place, belle maison de* campagne sur terrain 4 ha bordé par le canal. Séj. cathédrale, mezzanine, cheminée, salon, cuis., 3 chbres, bain, w-c + maison d'amis 4 p + dépend. Px total 798 000 F crédit poss. 02-38-85-22-92 24 h/24.

Province

LUBÉRON SITE CLASSÉ
5 km Gordes, 35 km Avignon TGV Gordes, au point culminant d'un authentique village provençal
Propriétaire vend
maison XVIIIe restaurée, prestations de qualité, vaste séjour + cheminée, 3 ch. + bains + cab. toilette, cuis. aménagée, chauf. central, loggia, terrasse, véranda couverte, vue panoramique exceptionnelle. 1 420 000 F. Tél. : 01-47-05-42-62, fax : *01-45-51-22-27.*

TERRAINS

LA VILLE DE PARIS
VEND
UN TERRAIN A BATIR
SITUE 18 PASSAGE DES SOUPIRS A PARIS 20ème

Dans un secteur résidentiel, entre la rue des Pyrénées et la rue de la Chine, métro = lignes 3 (Gambetta) et 3b (Pelleport)

Terrain de 362 m² (pour 5,5 m de façade sur rue)

Zone Uha du P.O.S

Les dossiers de candidature pourront être retirés jusqu'au 1er mars 1998 à l'adresse suivante :

MAIRIE DE PARIS
Direction de l'Aménagement Urbain et de la Construction
Sous Direction de l'Action Foncière
Service des Mutations Immobilières
(bureau 3099)
17, boulevard Morland
75181 PARIS Cedex 04

ACHATS

APPARTEMENTS MAISONS

Rech. *URGENT 100 à 120 m²* PARIS. Paiement comptant chez notaire 01-48-73-48-07.

INTER PROJETS RECH. S. PARIS et Est parisien VOLUMES ATYPIQUES A LOUER OU A VENDRE. *01-42-83-46-46.*

Rech. pour investissement chambres, studios et 2 p. Paris-5e, 13e, 14e, 15e. Paiement compt. 01-45-43-58-76

IMMEUBLES

INVESTISSEUR CANADIEN rech. imm. bourgeois occupé ds quartier résid., rent. min. 8 %. 12 à 15 MF. Tél. : 01-47-75-89-17.

DIVERS

Cherche maison
ou hangar de production en France, avec centrale hydroélectrique pour auto-approvisionnement en électricité. Achèterais également installation à rénover. Tél. : 00-49-5641-4335. Fax : 00-49-5641-5560.

Pour passer vos annonces Tél. : 01-42-17-39-80

Le Monde
"Immobilier"
Vous vendez
ou vous louez
votre appartement
ou votre maison.
Forfaits Particuliers
495 F TTC - 2 parutions
685 F TTC - 4 parutions
5 lignes - 112 F TTC la ligne suppl.
Tél. 01.42.17.39.80
Fax 01.42.17.21.36

LOCATIONS

OFFRES VIDES

ETUDE LAFFITTE
01-40-45-76-11
LES JARDINS LECOURBE
179, R. LECOURBE
EN LOCATION
Sans commission d'agence
Disponible immédiatement.
RESIDENCE NEUVE
du 2 au 6 pièces
SUR PLACE
6 jours sur 7 - 10 h à 19 h.

MONTMARTRE
Mº LAMARCK
4 p., 85 m², 4e ss asc., refait, 8 500 F + charges. *Tél. : 01-42-55-30-18.*

5e près jard. des Plantes, 2 p. 53 m², 5e ét., refait, calme, 5 932 F net. 01-40-47-62-38.

ST-GERMAIN-EN-LAYE dans résid. stand., 92 m², 2e étage, balc., liv., 2 chbres, parking. 7 700 F net. 02-43-93-09-03.

LEVALLOIS CENTRE
Studio neuf 22 m² dans imm. neuf avec visiophone, code, exposé sud, parquet, cuis. américaine équipée, cave. 2 970 F/mois ch. comp. Honoraire 2 970 F TTC. Ag. Bourdonnais ABGC. Tél. : 01-44-18-06-05.

RARE XVe ALLERAY 2/3 p., 62 m², 1er ét., calme absolu, s. jard., imm. stand. 1992. *6 800 F c.c. av. park.* Tél. : 01-44-19-77-51 (rép.)

EUROPE 8e
6 p. parf. ét., pierre de t. Expo sud, ch. gaz indiv. 175 m², 18 553 F cc 5 p. 150 m², 13 990 F Tél. : 01-40-26-11-84

AGENDA

GARDE ENFANTS

Dame sérieuse
cherche à garder enfant de 3 mois à 1 an. Sassy-sur-Seine. Tél. : 01-60-75-82-58.

Au pair pour Cologne, famille artiste, fille 13, garçon 11, permis de conduire, bac indispensables. Envoyer CV *photo.* LECKEBUSCH MULHEIMER STR. 28 51469 BERGLISCH GLADBACH ALLEMAGNE

STAGES

O/I/S/E
Une semaine à Oxford
Stages intensifs d'anglais pour la vie professionnelle
- Cours individuels à tous les niveaux
- Anglais spécialisé pour professionnels
- 1+ Stages d'une semaine ou plus
- Logement en famille ou à l'hôtel

Bordeaux: 05 57 92 34 12 • Lille: 03 20 40 28 38 • Lyon: 04 78 24 60 74
Paris: 01 44 19 66 66 • Rennes: 02 99 79 76 44 • Alsace: 03 88 45 38 00

CARTE D'INVITATION
GRATUITE POUR 2 PERSONNES

IMMOBILIER NEUF - IMMOBILIER ANCIEN - MAISON INDIVIDUELLE - FINANCEMENTS - CONSEILS

4 Journées immobilières de Printemps
• Pour rencontrer les Professionnels FNAIM : transaction, gestion, location, syndic de copropriété
• Pour découvrir en « avant-première » les nouveaux programmes des Promoteurs-Constructeurs
• Pour rencontrer les Promoteurs FNPC de la région Toulouse-Midi-Pyrénées

14e SALON DE L'IMMOBILIER
19 • 20 • 21 • 22 MARS 1998
PARIS - Palais des Congrès - Porte Maillot

NEUF — ANCIEN

De 10 h à 19 h
Nocturne Vendredi 20 jusqu'à 21 h

PARIS - ILE DE FRANCE - PROVINCE
ACHETER, INVESTIR, LOUER, GÉRER, VENDRE, FAIRE CONSTRUIRE

IMMOBILIER

NEUF ET RÉSIDENTIEL

PARIS

2e arrondissement

"Montmartre-Jeûneurs"
158, rue Montmartre
46, rue des Jeûneurs. PARIS 2ème

Réalisation :
RIVP
Tél. 01 40 51 27 54
ou écrivez-nous ;
4, Place Saint-Thomas d'Aquin,
75341 Paris Cedex 07

A l'angle de la rue Montmartre et de la rue des Jeûneurs (métro Bourse), la RIVP rénove un bel ensemble de bâtiments construits du 17è au 19è siècle. Logements de caractère, sur rue et sur belles cours pavées, disponibles du studio au 4 pièces.
Frais de notaire réduits et possibilité de réduction d'impôts en cas d'investissement locatif (amortissement PERISSOL).
Livraison prévue : début 1999.
Bureau de vente au 158, rue Montmartre : lundi et mercredi de 13h à 19h, samedi de 10h à 15h. **Renseignements et réservations : RIVP 01 40 51 27 54 ou 01 40 51 27 20**

RIVP

11e arrondissement

Résidence Voltaire
Rue des Nanettes / rue Condillac.

Réalisation et commercialisation
STIM BATIR
Ile-de-France Résidentiel,
Bouygues Immobilier,
92513 Boulogne-Billancourt cedex
Tél. 01 47 12 54 44
Internet : http://www.stimbatir.fr

SPECIAL PÉRISSOL - LIVRAISON IMMEDIATE
RÉSIDENCE POUR ÉTUDIANTS

STIM BATIR vous propose quelques studios achevés au cœur du 11e arrondissement.
Investissement idéal :
- *loyer garantie 9 ans.*
- fiscalité avantageuse (cumul amortissement Périssol et récupération de TVA).
- excellente rentabilité

Informations et ventes : Tél 01 47 12 54 44 - Fax 01 47 12 55 46

STIM BATIR – BOUYGUES IMMOBILIER

13e arrondissement



Les Académies Rive Gauche
43, avenue d'Italie 75013 Paris

Réalisation et commercialisation
STIM BATIR
Ile de France Résidentiel
Bouygues Immobilier
92513 Boulogne Billancourt Cedex
Tél. 01 47 12 54 44
Internet : http://www.stimbatir.fr

STUDIO À PARTIR DE 390 000 F

Découvrez notre résidence pour étudiants "Les académies Rive-Gauche" située 43 avenue d'Italie, à proximité immédiate de nombreuses écoles d'enseignement supérieur et d'universités parisiennes.
Investissement idéal : garantie de loyer 9 ans, garantie de remplissage, gestion assurée, fiscalité avantageuse (cumul amortissement Périssol et récupération de TVA).

Informations et ventes : Tél 01 47 12 54 44 - Fax 01 47 12 55 46

STIM BATIR – BOUYGUES IMMOBILIER

14e arrondissement

Emeraude Parc
Avenue Reille 75014 Paris
Face au Parc Montsouris
NOUVEAU

1er PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001
Réalisation :
FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 03 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h.

France Construction vous propose une nouvelle résidence à 2 pas du Parc Montsouris. Calme et verdure, conception contemporaine : larges ouvertures, balcons ou terrasses "*à vivre*", aux prestations de *qualité étudiées* dans les moindres détails, pour vous garantir confort et sécurité au quotidien.
Du studio au 5 pièces avec parking et cave en sous-sol.
Pour concevoir l'appartement dont vous rêvez, avec l'aide de nos architectes et la qualité France Construction, et bénéficier du meilleur choix, appelez dès maintenant le 01 46 03 22 00.

Bureau de vente sur place : Avenue Reille.
ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14h à 19h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h.

FRANCE CONSTRUCTION



15e arrondissement

Le Mirabeau
Angle rue St-Sébastien Mercier et Saint-Christophe - 75015 Paris
A 300 m du Pont Mirabeau
NOUVEAU

1er PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001
Réalisation :
FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 03 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Prix de lancement. 21 appartements disponibles du studio au 5 pièces avec parking et cave en sous-sol.

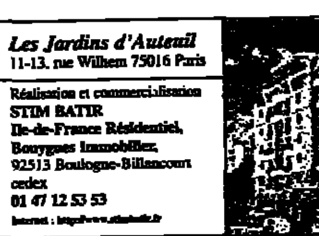
France Construction vous propose une nouvelle résidence dans une rue calme, à proximité des transports (métro ligne 10, RER ligne C, bus, voie sur berges, bd périphérique), des commerces de la rue Saint-Charles et du centre Beaugrenelle. La conception et les prestations ont été étudiées dans les moindres détails pour vous assurer confort, sécurité, calme et ensoleillement : (balcons, terrasses, séjours avec double ou triple exposition, grandes baies vitrées pour la luminosité...).

Bureau de vente : 8 avenue Emile Zola
Ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14h à 19h, Samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h.

FRANCE CONSTRUCTION

PARIS (suite)

16e arrondissement



Les Jardins d'Auteuil
11-13, rue Wilhem 75016 Paris

Réalisation et commercialisation
STIM BATIR
Ile-de-France Résidentiel,
Bouygues Immobilier,
92513 Boulogne-Billancourt cedex
01 47 12 53 53
Internet : http://www.stimbatir.fr

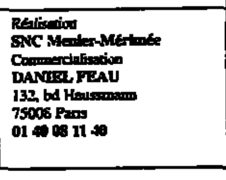
Découvrez notre résidence dans le 16e arrondissement "Les Jardins d'Auteuil", à proximité du Pont Mirabeau et du Parc de la Fondation Rossini, alliant l'élégance d'une architecture raffinée à la qualité des prestations.
Exemples de prix : 3 pièces 62,80 m² hab : 1 700 000 F parking et cave inclus. 4 pièces 97,95 m² hab : 2 840 000 F parking et cave inclus.
Bureau de Vente : 11-13, rue Wilhem - Paris 16e
ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14h à 19h.
samedi, dimanche et jours fériés de 10h à 12h et de 14h à 19h.
Tél. 01 42 24 05 26 ou 01 47 12 53 53

STIM BATIR – BOUYGUES IMMOBILIER



Le 9, rue Mérimée
75116 Paris

Réalisation
SNC Menier-Mérimée
Commercialisation
DANIEL FEAU
132, bd Haussmann
75008 Paris
01 40 08 11 40



DU STUDIO AU 4 PIÈCES DUPLEX.
LIVRAISON PRINTEMPS 1998

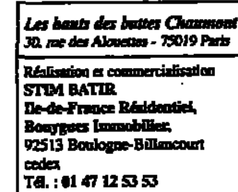
Entre Spontini et Victor Hugo, découvrez deux petits immeubles neufs de grande qualité donnant sur le calme d'un jardin intérieur privé.

Prestations de standing, parking et présence d'un gardien.
Périssol possible.

Bureau de vente: 9, rue Mérimée 75116 Paris Tél 01 56 28 00 38

Daniel FEAU – CONSEIL IMMOBILIER

19e arrondissement



Les hauts des buttes Chaumont
30, rue des Alouettes - 75019 Paris

Réalisation et commercialisation
STIM BATIR
Ile-de-France Résidentiel,
Bouygues Immobilier,
92513 Boulogne-Billancourt cedex
Tél. : 01 47 12 53 53
Internet : http://www.stimbatir.fr



C'est sur les hauteurs des Buttes-Chaumont que STIM BATIR commercialise la 1ère tranche de son programme. Immeuble de standing, il se situe à l'angle de la rue des Alouettes et d'un mail arboré. Cette résidence de 53 appartements du studio au 5 pièces avec terrasses et balcons bénéficie de l'environnement exceptionnel du parc des Buttes-Chaumont et s'intègre dans un nouveau quartier parisien.

Bureau de vente : 30, rue des Alouettes - ouvert tous les jours de 14h à 19h, samedi et dimanche de 10h à 12h et de 14h à 19h.
Tél. 01 42 02 53 02 ou 01 42 02 53 04

STIM BATIR – BOUYGUES IMMOBILIER

20e arrondissement



La cour des Noues
Rue de la Cour des Noues
75020 Paris
NOUVEAU

1er PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001
Réalisation :
FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 03 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Prix de lancement : à partir de 17 500 F le m² hors parking et dans la limite du stock disponible.

A 300 m de la place Gambetta et de la mairie du XXè, découvrez une nouvelle petite résidence composée de 2 bâtiments, dans une rue calme, au cœur d'un quartier traditionnel, vivant et animé. Tous les transports, commerces et équipements à proximité. Architecture soignée et prestations de qualité : un soin tout particulier a été porté à la conception des appartements pour vous assurer confort et sécurité au quotidien. 46 appartements du studio au 6 pièces. Balcons, loggias ou terrasses. (Parkings en sous-sol).

Espace de vente : 11, place Gambetta, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14 h à 19 h.

FRANCE CONSTRUCTION

RÉGION PARISIENNE

92 Vanves

Le Montaigne
49, rue Jean Bleuzen
92 Vanves

Réalisation :
SOFRACIM
Tél. : 01 34 65 89 89
Commercialisation :
Z Immobilier

Du studio au 5 pièces.
A *partir de* 16 000 F le m².
Lancement des travaux.

A deux pas de Paris, dans le meilleur de Vanves, le confort d'un bel immeuble classique doté de belles prestations.
Livraison fin 1998.

Bureau de Vente sur place : ouvert tous les jours de 14h à 19h, sauf mardi et mercredi.
Tél. 01 46 38 02 50

SOFRACIM



